Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Commission for Public Complaints Against the Royal Canadian Mounted Police

COMMISSION DES PLAINTES DU PUBLIC CONTRE LA GRC

La police enquêtant sur la police

RAPPORT FINAL D'INTÉRÊT PUBLIC

Plainte déposée par le président et enquête d'intérêt public réalisée au sujet des préoccupations du public concernant l'impartialité des membres de la GRC qui mènent des enquêtes criminelles sur d'autres membres de la GRC dans des cas de blessures graves ou de décès.

11 août 2009

Rapport final d'intérêt public
Nouvelle mise en page ne contenant aucun renseignement personnel

Canada

Table des matières

RAPPORT FINAL DU PRÉSIDENT APRÈS L'AVIS DU COMMISSAIRE LOI SUR LA GRC I

ANNEXE 1 RAPPORT PROVISOIRE i

RÉSUMÉ iii

1. CONTEXTE 1

2. PORTRAIT ACTUEL 3
- 2(a) Couverture médiatique 3
- 2(b) Situation politique 4
- 2(c) Situation universitaire 8

3. TRAITEMENT ACTUEL D'ENQUÊTES SUR LES MEMBRES DE LA GRC – EXAMEN DES LOIS ET DES POLITIQUES 15
- (1) Lois 15
  - *1 (a) Loi sur la GRC – article 37 Conduite* 15
  - *1 (b) Consignes du commissaire* 16
  - *1 (c) Avant-projet de loi concernant la CPP proposé* 17
- (2) Ébauche d'une loi type proposée 19
- (3) Politique de la GRC 20

4. EXAMEN DES DOSSIERS – ENQUÊTES DE LA GRC ÉVALUÉES 29
- 4 (a) Méthode 29
- 4 (b) Évaluation de la CPP des cas de la GRC 42
  - *1(a) Gestion hiérarchique: conflit d'intérêts réel ou perçu; caractère adéquat de la structure de gestion et des liens hiérarchiques* 43
  - *1(b) Caractère adéquat du degré d'intervention : intervention adéquate et proportionnelle compte tenu de la gravité de l'incident et nomination d'enquêteurs compétents* 51
  - *1(c) Rapidité de l'intervention : l'équipe d'enquête est intervenue rapidement* 60
  - *1(d) Conduite: conduite en conformité avec l'article 37 de la Loi sur la GRC* 65
  - 2 ; Conformité avec les politiques 68
- 4 (c) Évaluation globale des cas en fonction du cadre de référence, conformément à la plainte déposée par le président 70

5. MODÈLES D'EXAMEN ET DE SURVEILLANCE DIFFÉRENTS 73
- 1. Le modèle dépendant 77
  - *1.1 Enquête de la police sur la police* 77
  - *1.2 Enquête sur la police par un autre corps policier* 80
- 2. Le modèle interdépendant 82
  - *2.1 Observation civile* *82*
  - *2.2 Enquête hybride* *83*
- 3. Le modèle indépendant : enquête indépendante 88

6. PERSPECTIVES DES INTERVENANTS
Le bon modèle selon les autres 93

7. MODÈLE RECOMMANDÉ PAR LA CPP CONCERNANT LES ENQUÊTES SUR LES MEMBRES DE LA GRC 97
- A. Recommandations législatives 99
- B. Recommandations structurelles 100
- C. Recommandations sur les politiques et les procédures 101

8. LISTE COMPLÈTE DES CONSTATATIONS ET DES RECOMMANDATIONS DE LA CPP 105

APPENDICES 113

ANNEXE 2 AVIS DU COMMISSAIRE 271

COMMISSION DES PLAINTES DU PUBLIC CONTRE LA GRC

RAPPORT FINAL DU PRÉSIDENT APRÈS L'AVIS DU COMMISSAIRE
Loi sur la GRC

Paragraphe 45.46(3)

Dossier N° : PC-2007-2673

RAPPORT FINAL DU PRÉSIDENT APRÈS L'AVIS DU COMMISSAIRE

La plainte

Le 28 novembre 2007, le président de la Commission des plaintes du public contre la GRC (CPP) a déposé une plainte et entrepris une enquête d'intérêt public pour évaluer la conduite de membres non identifiés de la GRC qui avaient mené des enquêtes criminelles sur les activités d'autres membres de la GRC, sur des incidents impliquant des blessures graves ou des décès, qui ont eu lieu au Canada entre le 1er avril 2002 et le 31 mars 2007.

De façon plus particulière, la CPP s'est efforcée de :

Normes servant de référence pour l'évaluation de la conduite	
1.	Déterminer si les membres de la GRC qui ont participé à ces enquêtes l'ont fait à l'abri de tout conflit d'intérêts réel ou perçu, s'ils ont réagi de manière appropriée et proportionnelle à la gravité de l'incident, s'ils ont réagi en temps opportun et si leur conduite était conforme aux normes décrites à l'article 37 de la *Loi sur la GRC*. Plus précisément :
(a) Gestion hiérarchique	
	• Déterminer s'il y a eu conflit d'intérêts réel ou perçu. • Déterminer si la structure de gestion et les rapports hiérarchiques sont appropriés.
(b) Réaction appropriée	
	• Déterminer si la réaction de l'équipe d'enquête de la GRC était appropriée et proportionnelle à la gravité de l'incident. • Déterminer si les enquêteurs affectés étaient dûment qualifiés.
(c) Réaction en temps opportun	
	• Déterminer si les membres de l'équipe d'enquête de la GRC ont réagi en temps opportun.
(d) Conduite	
	• Déterminer si la conduite des membres de l'équipe d'enquête de la GRC était conforme à l'article 37 de la *Loi sur la GRC*.
2.	Déterminer si ces membres de la GRC ont agi conformément à toutes les politiques, les procédures, les lignes directrices et les exigences obligatoires appropriées pour ce type d'enquêtes.

L'enquête d'intérêt public et le rapport provisoire de la Commission

Pour pouvoir cerner le modèle le plus adéquat qui assurerait l'intégrité des enquêtes criminelles que la GRC réalise sur ses membres (impliqués dans des cas de blessures graves, d'agression sexuelle et de décès), la CPP :

- **a effectué une analyse détaillée des débats médiatiques, politiques et universitaires actuels** sur la question pour déterminer le fondement des discussions;
- **a sollicité des présentations publiques** sur la question pour éclairer le débat;
- **a évalué le caractère adéquat des politiques actuelles de la GRC** qui orientent les agissements des membres qui doivent enquêter sur un autre membre;
- **a examiné un échantillon de 28 enquêtes** de la GRC sur des cas de blessures graves, d'agression sexuelle ou de décès survenus entre 2002 et 2007 dans lesquels des membres étaient prétendument impliqués (chaque cas a été évalué en fonction de critères précis, notamment : gestion hiérarchique, degré d'intervention, rapidité, conduite et conformité avec les politiques);
- **a effectué des recherches sur d'autres modèles d'enquête** et a mené des entrevues avec des organes canadiens et internationaux.

Examen des dossiers

La CPP a examiné 28 cas afin de déterminer si les enquêtes sur les membres de la GRC avaient été menées conformément aux cinq critères suivants : 1) conduite; 2) conformité avec les politiques; 3) rapidité; 4) gestion hiérarchique; 5) degré d'intervention.

Pour assurer un échantillon aléatoire d'examen, les cas ont tout d'abord été catégorisés par région et division de la GRC et par catégorie d'infraction (voies de fait, agression sexuelle, décès). À partir de cette liste, la CPP a établi une sélection aléatoire pour s'assurer que chaque région de la GRC et chaque catégorie d'infraction était représentée.

Avec l'échantillon sélectionné, la CPP a alors commencé à évaluer chaque cas en fonction des critères qu'elle avait élaborés conjointement avec la GRC pour le programme des observateurs de la Division E (Colombie-Britannique) et qui étaient énoncés dans la plainte déposée par le président, c'est-à-dire : 1) conduite; 2) conformité avec les politiques; 3) rapidité; 4) gestion hiérarchique; 5) degré d'intervention.

Pour déterminer si la GRC avait traité ou non chaque enquête de façon adéquate, la CPP a donné une définition plus détaillée de ce qui pouvait être considéré comme « adéquat » en vertu de chacun des critères préétablis à l'intention de l'observateur. Il importe de noter que l'élaboration de ces définitions de base détaillées était nécessaire étant donné qu'il n'existe actuellement rien dans les politiques ou dans la loi pour orienter le traitement adéquat des enquêtes sur les membres. Comme il n'y a pas d'exemple idéal, nous en avons créé un.

Les définitions de base détaillées pour chaque critère ont été élaborées à partir :

- d'une évaluation (incluant des entrevues) des organismes d'enquête criminelle nationaux et internationaux et des pratiques exemplaires de ces derniers;

- des principales préoccupations relevées dans des présentations publiques à la CPP, dans lesquelles on indiquait ce que les principaux intervenants (membres du public, organismes de surveillance et de police nationaux et internationaux, ONG, etc.) considéraient comme acceptables et inacceptables (p. ex., besoin de transparence, rapidité, impartialité);

- des résultats des enquêteurs de la CPP qui ont effectué les analyses préliminaires des enquêtes sur les membres de la GRC et formulé des recommandations concernant les pratiques policières canadiennes courantes.

Pour maximiser la transparence de notre examen et garantir la rigueur du processus au public et à la GRC, la CPP a déterminé si le traitement de chacun des 28 cas était, en général :

- **Adéquat :** Satisfait à tous les critères énoncés ou les excède. Aucun problème relevé quant au traitement de l'enquête.

- **Inadéquat :** Ne satisfait pas aux principaux critères. Des problèmes ont été relevés et la CPP les a jugés suffisamment importants pour être susceptibles de compromettre l'intégrité de l'enquête.

- **Partiellement inadéquat :** Satisfait à certains critères, mais pas à tous les critères. Cette catégorie a été ajoutée pour les cas où la GRC avait respecté certains critères, mais il où il y avait encore place à l'amélioration.

Le 15 mai 2009, la CPP a formulé dans son rapport provisoire les conclusions générales suivantes (**annexe 1**) :

En réponse à la question « *Est ce que le processus d'enquête interne actuel de la GRC peut légitimement inspirer la confiance à l'égard de la transparence, de l'impartialité et de l'intégrité des enquêtes criminelles et de leurs résultats?* », la réponse éclairée de la CPP est non. Pour remédier à cette situation, la CPP a recommandé des propositions de changements de lois, de politiques, de procédures et de structures.

Les conclusions et recommandations sur la question étant énoncées ci-dessous, voici les principales conclusions figurant dans le rapport.

- Même si l'intention de la GRC lorsqu'elle demande à ce que les enquêtes sur ses membres soient traitées comme toute autre enquête est honorable (impartialité), la *nature même* d'une enquête d'un agent de police sur un autre est fondamentalement différente d'une enquête d'un agent de police sur un membre du public pour le même crime. Les agents de police sont tenus davantage responsables de par la nature même de leurs fonctions. Par conséquent, la CPP soutient que les enquêtes criminelles sur des membres de la GRC ne devraient pas être traitées comme toute autre enquête criminelle.

- La CPP a constaté que le contenu des politiques des divisions diffère et que leur application n'est pas uniforme. Même si la GRC a établi un certain nombre de politiques ayant trait au déroulement général des enquêtes criminelles, très peu de politiques abordent précisément la question des infractions commises par des membres de la GRC. Il s'agit d'une question préoccupante.

- À l'heure actuelle, le traitement des enquêtes sur les membres varie d'une division à l'autre, chaque division décidant de sa propre façon de procéder, étant donné l'absence de mesures obligatoires nationales relatives au traitement des enquêtes criminelles sur les membres.

- Dans l'ensemble, l'absence de processus de collecte de données ou de capacité de contrôle à l'échelle nationale et de la division dans le cadre d'enquêtes sur les membres (en plus d'une diversité de méthodes de récupération et de conservation des dossiers au sein des divisions de la GRC à cet égard) reflète le peu d'attention accordée aux enquêtes sur les membres.

- C'est la raison pour laquelle la CPP recommande la création du poste de registraire national des enquêtes sur les membres de la GRC, qui serait chargé de coordonner l'élaboration des politiques nationales et le traitement des enquêtes sur les membres au niveau de la division.

- Il existe certains cas où la GRC ne devrait pas mener des enquêtes sur ses propres membres. Lorsque l'infraction commise par le membre est grave, le pouvoir discrétionnaire de la GRC lui permettant de prendre les mesures qu'elle juge nécessaires doit être supprimé et remplacé par des mesures obligatoires.

- La CPP recommande l'adoption des mesures obligatoires suivantes :

    - Dans les cas de décès, il est recommandé que la CPP renvoie tous les cas vers un service de police externe ou un organisme d'enquête criminelle provincial (s'il en existe un). La GRC ne devra pas participer au processus et un observateur de la CPP devra être chargé d'assurer la transparence du point de vue civil.

    - Dans tous les cas de blessures graves et d'agression sexuelle, il est recommandé que la CPP et le registraire national de la GRC[1] déterminent conjointement l'intervention adéquate à partir d'une des options suivantes :

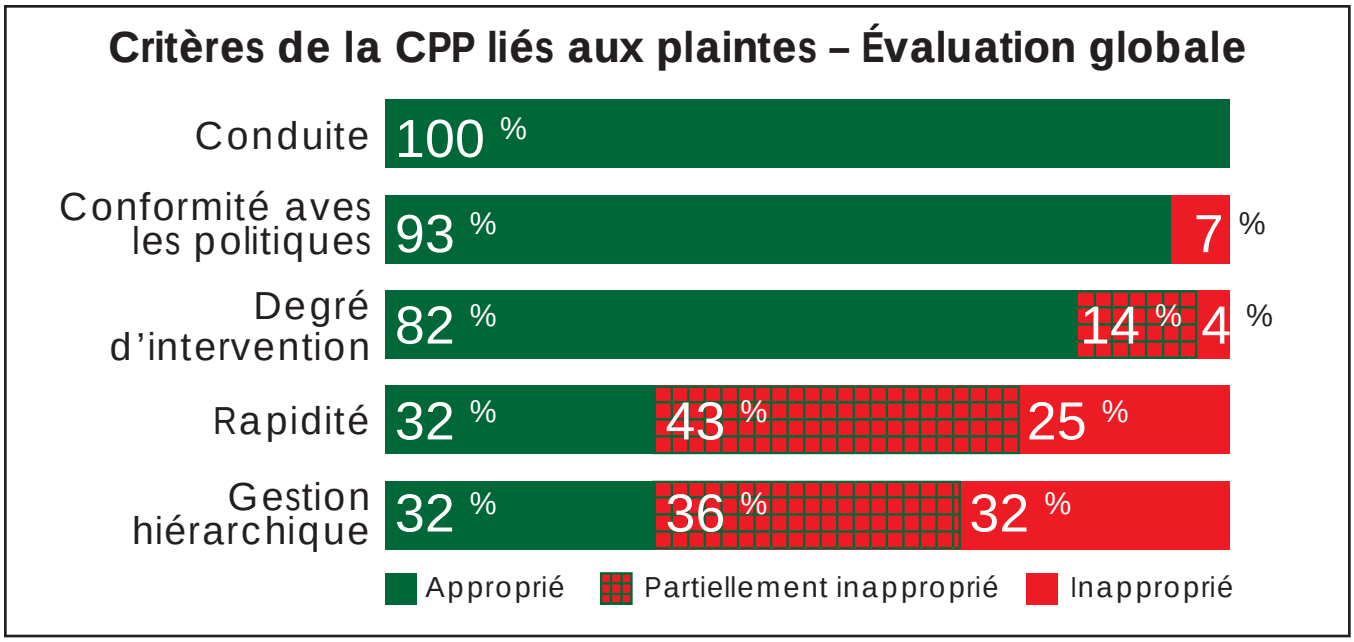
        ► renvoi vers un service de police externe ou un organisme d'enquête provincial (s'il en existe un);

        ► déploiement de l'équipe mobile d'enquête sur des membres de la GRC ayant commis un incident critique;

        ► assurer la participation de l'observateur de la CPP à l'enquête.

1 Le registraire national de la GRC est un poste que la CPP recommande de créer; le registraire serait chargé de la gestion, du suivi, de la formation, de la promotion et de la formulation de conseils pour toutes les questions liées aux enquêtes sur les membres.

Principales conclusions issues de l'examen des dossiers



- De façon générale, la **conduite** des membres de la GRC a été jugée très adéquate (100 %). La CPP a constaté que les enquêteurs de la GRC responsables d'une enquête sur un autre membre ont agi de façon professionnelle et impartiale.

- La CPP a aussi conclu que la **conformité avec les politiques** des membres de la GRC dans chaque cas était très adéquate (93 %). Toutefois, deux violations mineures des politiques de la GRC ont été constatées. Il importe de noter que ce critère visait uniquement à déterminer la mesure dans laquelle les membres avaient respecté les politiques en vigueur au moment de chaque enquête et qu'il ne visait pas à déterminer la pertinence de ces politiques (cette question a été évaluée séparément, comme nous l'avons déjà mentionné).

- La **rapidité** du traitement des enquêtes a aussi été jugée adéquate de façon générale (82 %). Sur les 28 cas examinés, 60 % ont été traités dans un délai de six mois ou moins. Toutefois, le traitement de 19 % de ces cas a pris plus d'un an, ce qui a soustrait des membres aux processus disciplinaires internes, le cas échéant. Des préoccupations précises ont aussi été soulevées concernant le traitement de cas historiques, qui a pris beaucoup plus de temps que prévu (un cas historique est toujours en traitement après plus de 28 mois, au moment où le rapport a été publié).

- Les deux critères qui, selon la CPP, suscitaient le plus de préoccupations étaient la façon dont la GRC avait traité les enquêtes sur le plan de la **gestion hiérarchique** (existence de conflit d'intérêts réel ou perçu; structure de gestion et rapports hiérarchiques appropriés) et le **degré d'intervention** (intervention adéquate et proportionnelle de la GRC compte tenu de la gravité de l'incident).

- Compte tenu du fait que ces deux critères ont tout particulièrement trait au *processus* de traitement des enquêtes, cette analyse met en exergue le fait que les préoccupations de la CPP concernent en grande partie le processus actuel de la GRC (qui comporte des failles) et pas les actions de membres individuels de la GRC.

- Mais avant tout, la CPP est extrêmement préoccupée par la **gestion hiérarchique** de la GRC (32 %). Le traitement de la majorité des cas examinés a été jugé partiellement ou entièrement inadéquat (68 %).

    - Tout particulièrement, dans 25 % des cas, les enquêteurs principaux ont dit qu'ils connaissaient personnellement le membre visé. Qui plus est, dans 60 % des cas examinés, un seul enquêteur était affecté à l'enquête sur un autre membre, compromettant ainsi l'intégrité de l'enquête sur le membre et présentant un important risque de conflit d'intérêts ou de perception de partialité.

    ► De plus, dans 32 % des cas, l'enquêteur principal affecté était du même rang ou d'un rang inférieur que le membre visé par l'enquête, ce qui laissait place à une possibilité d'intimidation. Les recommandations visant à répondre à ces préoccupations sont mentionnées plus en détail plus loin.

- La CPP est aussi préoccupée par le fait que le **degré d'intervention** dans 68 % des cas a été jugé inadéquat en partie ou dans l'ensemble.

    - En outre, les entrevues avec les membres visés par l'enquête et les agents témoins ont été menées par un seul enquêteur dans 17 des 28 cas, créant ainsi, encore une fois, une possibilité d'intimidation ou de conflit d'intérêts.

    - D'autres préoccupations ont trait au renvoi des cas aux sections adéquates. La CPP a remarqué que les dossiers n'étaient pas affectés de façon uniforme au sein des divisions et qu'il n'existait pas de critères officiels permettant de cerner l'unité d'enquête à laquelle les cas devraient être affectés.

    - La CPP a aussi constaté une importante disparité dans les compétences des enquêteurs (y compris les enquêteurs principaux) affectés aux enquêtes sur les membres.

L'avis du commissaire de la GRC

Conformément au paragraphe 45.46(2) de la *Loi sur la GRC*, le commissaire doit fournir un avis écrit sur toute autre mesure qui a été prise ou qui sera prise à la lumière des conclusions et des recommandations formulées dans le rapport provisoire.

La Commission a reçu l'avis du commissaire de la GRC le 30 juillet 2009, (**annexe 2**). Le commissaire de la GRC a formulé des commentaires concernant certaines des conclusions et des recommandations de la CPP.

Ces commentaires portaient principalement sur les préoccupations liées aux propos utilisés dans le rapport, que la GRC estime être « indûment négatifs », et sur la pertinence de porter des jugements sur les enquêtes menées antérieurement à partir de critères nouvellement proposés. Le commissaire a ajouté qu'il préférerait personnellement que « la GRC ne soit jamais chargée de mener des enquêtes sur la conduite de ses membres et que de telles enquêtes soient effectuées par un autre organisme », mais il a mentionné que les modèles proposés par la CPP pour régler cette question « pourraient ne pas s'avérer pratiques dans certains cas ».

En réponse aux commentaires du commissaire concernant la pertinence de l'évaluation faite par la CPP des 28 cas en fonction de critères qui n'étaient pas établis au moment des enquêtes, il importe de revenir au contexte dans lequel l'examen a été effectué, qui visait à répondre aux protestations incessantes de la population concernant la pratique adoptée par la GRC qui consistait à mener elle-même les enquêtes sur ses membres. Dans l'intérêt public, la CPP a établi des critères pour évaluer le traitement des enquêtes sur les membres de la GRC et elle a formulé des recommandations précises à cet égard. L'une des principales préoccupations de la CPP était le fait que la GRC négligeait systématiquement d'élaborer des normes, des politiques ou des procédures nationales pour traiter les enquêtes sur ses propres membres.

Même si on indique à l'article 37 de la *Loi sur la GRC* que les membres doivent « éviter tout conflit d'intérêts réel, apparent ou possible » et dans les Consignes du commissaire que « Un membre ne peut faire enquête sur une plainte s'il peut se trouver en situation de conflit d'intérêts », il n'y a aucune définition nulle part de ce qui peut être considéré comme un conflit d'intérêts réel ou perçu.

L'absence de toute ligne directrice nationale témoigne de la négligence dont a fait preuve la GRC en omettant d'examiner, de façon proactive, les pratiques courantes d'autres ministères ou organismes gouvernementaux en vue d'élaborer des normes. Face à cette préoccupation du public, la CPP a élaboré les critères dont elle a parlé dans le cadre de l'évaluation de la police enquêtant sur la police et qui reflètent les pratiques exemplaires suivies par d'autres services de police et organismes d'enquête criminelle au Canada et à l'étranger.

Dans l'ensemble, la CPP s'est réjouie du fait que l'avis du commissaire confirmait également que « le rapport s'avérera assurément utile pour guider et évaluer les enquêtes ultérieures et élaborer nos politiques ». La GRC a aussi reconnu que « les enquêtes criminelles sur les membres de la GRC peuvent nécessiter un traitement différent d'un point de vue procédural ».

Conclusions et recommandations de la Commission

Par souci de commodité, les conclusions et les recommandations sont présentées ci-après sous la forme sous laquelle elles figurent dans le rapport (numérotées et encadrées). Dans l'ensemble, la CPP a formulé 20 conclusions et 14 recommandations, qui ont toutes été utilisées pour élaborer le modèle recommandé par la CPP sur la façon dont la GRC devrait désormais traiter les enquêtes sur ses membres qui impliquent des blessures graves, des agressions sexuelles ou des décès.

Conclusions issues du rapport final de la CPP

Conclusion Nº 1

Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir si un examen civil est souhaitable, mais plutôt de déterminer la façon dont la participation civile aux enquêtes peut être la plus efficace.

Conclusion Nº 2

La nature même des enquêtes criminelles exige que la police, dans une certaine mesure, fasse partie de la solution.

Conclusion Nº 3

Les politiques de la GRC, bien que volumineuses, ne sont pas uniformes et n'abordent pas adéquatement le traitement des enquêtes sur les membres.

Conclusion Nº 4

L'absence de processus de collecte de données ou de capacité de contrôle à l'échelle nationale et de la division dans le cadre d'enquêtes sur les membres (en plus d'une diversité de méthodes de récupération et de conservation des dossiers au sein des divisions de la GRC à cet égard) reflète le peu d'attention accordée aux enquêtes sur les membres.

Conclusion Nº 5

En tout, les enquêteurs principaux connaissaient personnellement le membre visé dans 25 % des cas; dans 4 % des cas, les enquêteurs principaux appartenaient au même détachement que le membre visé.

Conclusion Nº 6

Il est légèrement plus probable que les enquêteurs principaux connaissent personnellement le membre visé (14 %) dans des endroits éloignés et dans le Nord que dans des endroits plus centralisés (12 %). Toutefois, il reste beaucoup d'enquêteurs principaux (12 %) provenant de divisions plus centralisées, où une aide externe est plus facilement accessible.

Conclusion Nº 7

En tout, selon l'avis des enquêteurs de la CPP, l'utilisation de témoins experts dans les cas était adéquate.

Conclusion Nº 8

De façon générale, le nombre de membres d'équipe affectés aux 28 enquêtes était inadéquat.

Conclusion Nº 9

En tout, la CPP a estimé que la structure et les liens hiérarchiques dans le cadre des 28 cas examinés étaient inadéquats en partie ou dans leur ensemble (68 %).

Conclusion Nº 10

Sur les 28 dossiers que les enquêteurs de la CPP ont examinés, il a été déterminé que dans 17 de ces cas le membre visé et les témoins ont été interrogés par un seul enquêteur de la GRC.

Conclusion Nº 11

De façon générale, la section ou l'unité responsable des enquêtes sur les membres (y compris leur mandat) n'était pas uniforme dans l'ensemble du pays.

Conclusion Nº 12

Dans le cadre des 28 cas examinés, les compétences des enquêteurs variaient grandement. Certains avaient suivi tous les cours sur les crimes graves et les sujets connexes, tandis que d'autres n'avaient que deux ans d'expérience au sein de la Section des enquêtes générales.

Conclusion Nº 13

De façon générale, il a été déterminé que les enquêtes menées par le Groupe des crimes graves étaient ciblées et exécutées en temps opportun, puisqu'il disposait des capacités, des ressources et du temps nécessaires pour mener l'enquête. Cela n'était pas le cas lorsque l'enquête était affectée à un commandant de détachement, à un enquêteur aux services généraux ou à un membre de la Section des enquêtes générales dont la lourde charge de travail n'a pas été modifiée en conséquence.

Conclusion Nº 14

Sur les 28 cas examinés, dont 6 avaient trait à un décès, un examen administratif n'a eu lieu que dans 4 cas. Dans deux de ces cas, des membres de la GRC ont fait feu (divisions du Manitoba (D) et du Nunavut (V)), et dans les deux autres cas, il s'agissait de décès de personnes en détention (divisions de la Saskatchewan (F) et de l'Alberta (K)).

Conclusion Nº 15

La CPP a estimé que, au total, le degré d'intervention était inadéquat en partie ou dans son ensemble (68 %). Elle était tout particulièrement préoccupée par le fait que les entrevues étaient menées par un seul enquêteur et que les cas étaient affectés de façon non uniforme au groupe d'enquête adéquat.

Conclusion Nº 16

Sur les huit accusations portées, il y a eu trois condamnations (37,5 %), et il n'y a pas eu de condamnation pour les cinq autres cas (62,5 %).

Conclusion Nº 17

Dans les cas nécessitant une intervention immédiate, notamment dans les cas de fusillade et de décès de personnes en détention, les enquêteurs de la CPP ont déterminé que tout le personnel nécessaire était intervenu rapidement et de façon pratique.

Conclusion Nº 18

La CPP a estimé que la plupart des enquêtes avaient été exécutées dans un délai opportun. Pour les dossiers dont le traitement a pris beaucoup plus de temps, cela n'était pas attribuable à un manque d'intérêt, mais plutôt à la lourde charge de travail de l'enquêteur en plus d'obstacles généraux (dates de l'audience, difficulté à localiser des témoins ou des plaignants, absence d'employés, etc.).

Conclusion Nº 19

De façon générale, la CPP a déterminé que les enquêteurs de la GRC étaient impartiaux et professionnels et qu'ils ont agi de façon consciencieuse dans le cadre de leurs affectations. La CPP a aussi établi que la plupart des membres visés et des membres témoins ont coopéré avec les enquêteurs de la CPP et ont agi de façon professionnelle.

Conclusion Nº 20

Après un examen en profondeur des dossiers choisis au hasard, il a été révélé que, dans la plupart des cas, les politiques adéquates ont été respectées. Dans quelques cas, la CPP a constaté que certains aspects des politiques connexes n'avaient pas été respectés; toutefois, il s'agissait d'écarts mineurs qui n'ont pas semblé avoir eu d'incidence sur les résultats de l'enquête.

Recommandations issues du rapport final de la CPP

Recommandation Nº 1

De façon générale, la CPP est d'avis que les enquêtes criminelles sur des membres ne devraient pas être traitées de la même façon que toute autre enquête criminelle.

Recommandation Nº 2

La CPP recommande que l'enquêteur principal soit d'au moins un rang supérieur au membre visé.

Recommandation Nº 3

Pour réduire le délai des enquêtes obligatoires sur des membres de la GRC, la CPP recommande que les enquêtes sur les membres soient affectées à une équipe composée (d'au moins) deux membres au sein d'un groupe d'enquête spécialisé.

Recommandation Nº 4

La GRC devrait affecter des enquêteurs supérieurs compétents ayant fait leurs preuves en cour et terminé les cours adéquats (p. ex. agression sexuelle, crimes graves, techniques d'entrevue et d'interrogation, analyse de déclaration); de plus, ils devraient posséder de fortes compétences analytiques et pouvoir interroger de façon efficace les témoins.

Recommandation Nº 5

La charge de travail des membres responsables d'enquêtes sur des membres devrait être réaffectée ou modifiée pour leur permettre de se consacrer à l'enquête.

Recommandation Nº 6

Il faudrait prêter une attention particulière au respect de l'exigence imposant à la GRC de consulter l'État avant de déposer des accusations contre des membres, compte tenu de la nécessité de mener des enquêtes indépendantes et impartiales sur les membres. La GRC devrait aussi effectuer un examen des recommandations faites à l'État dans les cas impliquant des membres de la GRC.

Recommandation Nº 7

Compte tenu du caractère délicat et de la transparence nécessaire dans le cas d'enquêtes sur des membres, il est recommandé d'effectuer des examens administratifs dans tous les cas de blessures graves, d'agression sexuelle ou de décès.

Recommandation Nº 8

La GRC devrait envisager d'avoir recours à une « vérification »[2] dans les enquêtes sur les crimes moins graves dans toutes les divisions.

2 *Dans le cadre des pratiques exemplaires de division, une vérification est demandée lorsqu'une plainte a un élément criminel, mais qu'il manque suffisamment de renseignements permettant d'établir la façon de procéder. La « vérification » consiste en des entrevues avec le plaignant, la victime et tout autre témoin externe; en un examen des dossiers opérationnels liés à la plainte et en un examen des notes et des rapports des membres. Cette information permet d'élaborer un rapport qui aidera à déterminer la façon dont les enquêtes sur les crimes moins graves devraient procéder.*

Recommandation Nº 9

La GRC pourrait envisager de recommander que l'officier responsable des Enquêtes criminelles de la GRC soit le destinataire du rapport de vérification pour déterminer si une enquête sur un crime moins grave devrait faire l'objet d'une enquête obligatoire.

Recommandation Nº 10

Les dossiers historiques exigent une expertise que ne possèdent habituellement pas la plupart des enquêteurs. Par conséquent, il est recommandé que ce type de dossier soit traité par un groupe spécialisé à l'échelle nationale ou régionale.

Recommandation Nº 11

Les politiques orientant les enquêtes criminelles sur les membres de la GRC devraient être normalisées à l'échelle du pays. Cela permettrait que les enquêtes obligatoires sur les membres de la GRC soient menées de façon uniforme aux quatre coins du pays.

Recommandation Nº 12

Le registraire national de la GRC devrait fournir au président de la CPP des rapports mensuels réguliers concernant toutes les enquêtes sur les membres menées dans les cas d'actes criminels, d'infractions mixtes et d'actes punissables par procédure sommaire.

Recommandation Nº 13

La GRC devrait officialiser un protocole d'entente pour chaque division à l'échelle du pays pour s'assurer que les enquêtes sur les membres soient obligatoirement affectées à un service de police externe.

Recommandation Nº 14

La GRC devrait créer un manuel intégré pour aborder tout particulièrement les procédures des enquêtes menées par la GRC sur l'un de ses membres.

Modèle proposé par la CPP pour le traitement des enquêtes sur les membres de la GRC

À la lumière des conclusions et des recommandations de la CPP énumérées ci dessus, de l'analyse des débats médiatiques, politiques et universitaires, des présentations publiques ainsi que des entrevues avec des organismes nationaux et internationaux, la CPP propose de mettre en œuvre le modèle suivant.

Modifications législatives recommandées

Pour accroître efficacement la capacité d'examen, des modifications législatives devraient être envisagées pour conférer au nouvel organe de surveillance de la GRC le mandat suivant :

- **Affecter l'enquête à un corps policier autre que la GRC** ou à un autre organisme d'enquête criminelle au Canada.

- Accorder au nouvel organe de surveillance de la GRC le pouvoir de **surveiller *toute* enquête criminelle** concernant un membre de la GRC, lorsqu'il le juge nécessaire. Par conséquent, cela permettrait à l'organe de surveillance de la GRC de déployer un observateur dans le cadre d'une enquête sur un membre de la GRC menée par un service de police externe ou un organisme d'enquête criminelle provincial. Même si l'organisme d'enquête doit accepter la participation de l'observateur, cela donnerait au moins à l'organe de surveillance de la GRC le pouvoir d'agir, lorsqu'il lui est permis d'agir à titre d'observateur.

- **Mener des enquêtes conjointes avec des organismes ayant un mandat semblable.** Le libellé du projet de loi proposé pourrait inclure ceci : « La commission peut mener une enquête, un examen, une vérification et une audience de façon conjointe avec un autre organisme au Canada qui dispose de pouvoirs, de tâches et de fonctions semblables à ceux de la commission, y compris les organismes d'enquête criminelle provinciaux. » Cela permettrait au nouvel organe de surveillance de la GRC de mener des enquêtes avec des organismes d'enquête criminelle (comme l'Alberta Serious Incident Response Team) nouvellement créés.

Autres modifications législatives recommandées :

- Le commissaire de la GRC doit examiner la version actuelle de ses consignes pour inclure de nouvelles consignes afin d'orienter le traitement des enquêtes sur les membres, conformément aux recommandations mentionnées dans le présent rapport. (Préciser que les enquêtes sur les membres ne doivent pas être traitées comme toute autre enquête criminelle et doivent donc suivre des procédures rigoureuses établies pour les enquêtes sur les membres.)

Il importe de noter que les recommandations de la GRC portant expressément sur la structure, les procédures et les politiques (décrites ci-après) ne nécessitent aucune mesure législative et peuvent être mises en œuvre immédiatement.

Recommandations structurelles recommandées pour la GRC

- Créer le poste de registraire national des enquêtes sur les membres de la GRC responsable de la gestion, du suivi, de la formation, de la promotion et de la formulation de conseils pour toutes les questions liées aux enquêtes sur les membres. Le registraire national aurait la responsabilité :
    - De créer un registre national de la GRC regroupant toutes les données ayant trait aux enquêtes de la police sur la police (tout particulièrement pour les cas de blessures graves, d'agression sexuelle et de décès) et de communiquer en temps opportun les données à la CPP.
    - De créer et de gérer un groupe consultatif sur les enquêtes de la police sur la police effectuées par la GRC pour déterminer les mesures à prendre dans des cas délicats.
    - De surveiller la conformité efficace avec les politiques et d'assurer le respect des politiques lorsque cela est nécessaire (p. ex., consultation avec l'avocat de la Couronne concernant le dépôt d'accusations obligatoire).
    - De créer et de surveiller une unité spécialisée disposant d'une expertise à l'égard du traitement des cas historiques de la GRC qu'il faudra consulter – ou déployer – lorsque cela est nécessaire.
    - De créer une équipe mobile d'enquête sur des membres ayant commis un incident critique (regroupant un observateur civil de la CPP) pouvant être déployée lorsque le registraire national de la GRC et le président de la CPP déterminent tous deux que cela est nécessaire (a un bassin d'enquêteurs supérieurs et compétents en attente pouvant être déployés rapidement)

Recommandations concernant les politiques et les procédures de la GRC

Comme nous l'avons déjà mentionné, il existe certains cas où la GRC ne devrait pas mener des enquêtes sur ses propres membres. Le graphique ci dessous indique que plus l'infraction commise par le membre est grave, plus il est important que l'enquête sur le membre soit indépendante et impartiale. Il illustre l'affirmation de la CPP selon laquelle, lorsque la prétendue infraction commise par un membre est grave, le pouvoir discrétionnaire de la GRC lui permettant de prendre les mesures qu'elle juge nécessaires doit être supprimé et rem-placé par des exigences **obligatoires**.

Interventions recommandées de la GRC dans le cas d'enquêtes sur les membres

Type d'infraction définie	Infraction du membre *(par degré de gravité)*	Traitement actuel par la GRC	Traitement recommandé d'une enquête sur un membre par la GRC
MESURES OBLIGATOIRES DE LA GRC ET RÔLE DE LA CPP			
Actes criminels Infraction qui, au Canada, est plus grave que celle visée par une procédure sommaire. À bon nombre d'égards, il s'agit de l'équivalent canadien de l'acte délictueux grave des États Unis. Les meurtres et les trahisons sont des exemples de crimes commis au Canada qui constitueraient un acte criminel. Ces crimes sont habituellement jugés par des juges nommés par le gouvernement fédéral et entraînent de lourdes peines.	**Décès** Négligence criminelle entraînant la mort (art. 220 CCC)	Pouvoir discrétionnaire à l'échelle de la division de la GRC	**Mesure obligatoire de la GRC** • La CPP doit adresser tous les cas de décès à des services policiers externes ou à un organisme d'enquête criminelle provincial (aucune participation d'un membre de la GRC) • Protocoles d'entente de division mis en œuvre • Participation d'un observateur de la CPP
	Blessures graves et agression sexuelle Agression armée ou infliction de lésions corporelles (art. 267 du CCC) Agression sexuelle (art. 272 du CCC)	Pouvoir discrétionnaire à l'échelle de la division de la GRC	**Mesure obligatoire de la GRC** La CPP et le registraire national doivent déterminer l'intervention adéquate à partir des options ci dessous dans le cas de blessures graves et d'agression sexuelle : • Charger un service policier externe ou un organisme d'enquête provincial du cas dans le cadre d'un PE • Déploiement de l'équipe mobile d'enquête sur des membres de la GRC en cas d'incident critique • Participation d'un observateur de la CPP
POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE CONSERVÉ PAR LA GRC			
Infraction mixte Infraction mixte que l'État peut choisir de considérer comme un acte criminel ou un acte punissable par procédure sommaire.	**Voies de fait** (art. 265 du CCC)	Pouvoir discrétionnaire à l'échelle de la division de la GRC	Le registraire national de la Direction générale de la GRC conserve le pouvoir discrétionnaire de déterminer l'intervention adéquate.
Procédure sommaire Au Canada, infraction moins grave qu'un acte criminel pour laquelle les procédures et la punition tendent à être moins coûteuses.	**Par exemple :** vol de 5 000 $ ou moins	Pouvoir discrétionnaire à l'échelle de la division de la GRC	Le registraire national de la Direction générale de la GRC conserve le pouvoir discrétionnaire de déterminer l'intervention adéquate. • Les politiques et les procédures normalisées recommandées de la CPP sont suivies (mentionnées ci-dessous).

OBLIGATOIRE

DISCRÉTIONNAIRE

Recommandations sur les politiques

L'analyse des politiques de la CPP a révélé que les politiques de la GRC ne sont pas uniformes, sont volumineuses et ne permettent pas de traiter adéquatement les enquêtes sur les membres. Les enquêtes criminelles sur des membres ne devraient pas être traitées de la même façon que les autres enquêtes criminelles. Pour répondre au vide actuel de politiques et de procédures efficaces et uniformes liées au traitement des enquêtes sur les membres, la CPP recommande les changements clés suivants :

- Les enquêtes criminelles sur les membres de la GRC concernant des allégations de blessures graves, d'agression sexuelle ou de décès dans des endroits difficiles ou éloignés doivent respecter tous les autres protocoles d'enquête sur les membres, sans exception.
    - Un examen administratif est obligatoire pour toutes les enquêtes sur des membres.
    - Établir des PE officiels pour toutes ses divisions pour s'assurer que l'affectation obligatoire d'enquêtes sur les membres à un service de police externe est uniforme et documentée. À l'heure actuelle, seules les divisions du Nouveau Brunswick (J), de la Nouvelle Écosse (H) et de Terre Neuve (B) ont des PE officiels en place. Ces derniers devraient être révisés afin qu'ils comprennent les nouveaux processus recommandés par la CPP.

Lorsqu'il convient que la GRC assure l'enquête sur un de ses membres ou qu'un membre de la GRC fasse partie de l'équipe d'enquête (dirigée par un corps policier externe), les recom-mandations de politiques suivantes doivent s'appliquer :

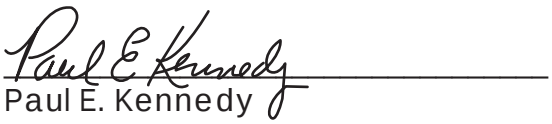
- Créer un manuel intégré de la GRC qui aborde tout particulièrement les procédures liées aux enquêtes menées par la GRC sur l'un de ses membres.

  Ce manuel intégré devrait présenter des liens vers des politiques pertinentes supplémentaires pour faciliter les renvois. Voici des caractéristiques clés qui devraient être incluses dans le manuel intégré :

- Structure d'équipe d'enquête recommandée par la CPP :
    - enquêteur principal compétent d'au moins un rang supérieur à celui du membre visé par l'enquête;
    - au moins deux membres requis dans le cadre de chaque enquête sur des membres (y compris au cours d'entrevues avec le membre visé et les agents témoins);
    - compétences obligatoires pour l'équipe d'enquête;
    - charge de travail des membres responsables des enquêtes sur les membres réaffectée ou modifiée pour qu'ils puissent se consacrer principalement à l'enquête sur les membres;
    - exécution rapide de l'enquête – préférablement dans un délai de six mois, ne devrait pas dépasser un an;
    - nomination d'un agent de liaison au sein de l'équipe d'enquête sur les membres pour assurer une communication rapide et efficace avec le public, la famille et le membre visé;
    - obligation de déclarer la connaissance du membre visé (c.-à-d. formulaire de déclaration des conflits d'intérêts);
    - utilisation d'une vérification[3] pour les enquêtes sur les crimes moins graves.

3 Dans le cadre des pratiques exemplaires de division, une vérification est demandée lorsqu'une plainte a un élément criminel, mais qu'il manque suffisamment de renseignements permettant d'établir la façon de procéder. La « vérification » consiste en des entrevues avec le plaignant, la victime et tout autre témoin externe; en un examen des dossiers opérationnels liés à la plainte et en un examen des notes et des rapports des membres. Cette information permet d'élaborer un rapport qui aidera à déterminer la façon dont les enquêtes sur les crimes moins graves devraient procéder.

Conformément au paragraphe 45.46(3) de la *Loi sur la GRC*, je dépose respectueusement mon rapport final et j'estime par conséquent que la Commission a rempli son mandat.



Paul E. Kennedy
Président

Commission des plaintes du public contre la GRC
Service de sac 1722, succursale B
Ottawa ON K1P 0B3

RAPPORT PROVISOIRE

Annexe 1

Nouvelle mise en page ne contenant
aucun renseignement personnel

RÉSUMÉ

À l'heure actuelle, la GRC mène des enquêtes sur des infractions à une loi commises par ses propres membres. Toutefois, la question à se poser consiste à savoir si une organisation devrait être responsable de mener une enquête sur un incident (et de potentiellement porter des accusations criminelles), lorsque l'incident a été commis par des membres de cette organisation dont les agissements ont causé des blessures graves ou la mort.

Les enquêtes sur des membres de la GRC qui ont été impliqués dans des cas très médiatisés, y compris le cas d'Ian Bush, qui a été atteint de balles et tué par un membre de la GRC en 2005, et le décès en 2007 de Robert Dziekanski à l'aéroport international de Vancouver (lorsque la GRC a utilisé une arme à impulsions), ont suscité un vif intérêt à l'égard des questions relatives aux enquêtes de la police sur la police au Canada et à l'étranger.

Ces cas soulèvent une question fondamentale. Est ce que le processus d'enquête interne actuel de la GRC peut légitimement inspirer la confiance à l'égard de la transparence, de l'impartialité et de l'intégrité des enquêtes criminelles et de leurs résultats?

Le président de la Commission des plaintes du public contre la GRC (CPP) a tenté de répondre à cette question et à d'autres questions en lançant une enquête d'intérêt public le 28 novembre 2007 pour évaluer le bien-fondé des enquêtes menées par la GRC sur ses propres membres, tout particulièrement lorsque la conduite de certains membres a entraîné de graves blessures ou la mort[1].

À l'heure actuelle, sur quoi s'appuient les enquêtes sur les membres de la GRC?

Une importante partie de l'évaluation de la CPP consiste à déterminer exactement comment la GRC assure actuellement la gestion des enquêtes sur ses propres membres. Afin d'obtenir ces connaissances fondamentales, la CPP a examiné l'ensemble des lois, des politiques et des procédures qui orientent actuellement les enquêtes sur les membres à l'échelle nationale et de la division (province)[2].

Le *Code criminel* n'énonce aucune exigence précise quant à la façon dont une enquête sur des agents de police devrait être traitée. Et même si la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* (*Loi sur la GRC*) ne fait non plus aucune mention de la façon dont les enquêtes de la police sur la police devraient avoir lieu, elle présente un certain nombre de caractéristiques qui méritent une attention spéciale.

« EST CE QUE LE PROCESSUS D'ENQUÊTE INTERNE ACTUEL DE LA GRC PEUT LÉGITIMEMENT INSPIRER LA CONFIANCE À L'ÉGARD DE LA TRANSPARENCE, DE L'IMPARTIALITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DES ENQUÊTES CRIMINELLES ET DE LEURS RÉSULTATS? »

1 *Dans le présent rapport, la CPP peut utiliser l'expression « EPP » pour désigner les enquêtes de la police sur la police.*

2 *La GRC considère chaque province et territoire comme une division distincte, identifiée par une lettre. Voir le graphique dans la section « Aperçu des données de la CPP ».*

Tout d'abord, l'article 37 de la *Loi sur la GRC* précise huit lignes directrices relatives au comportement adéquat que devraient adopter les membres de la GRC en tout temps. Cet article ordonne aux membres, représentants de la GRC, d'agir avec respect, impartialité et diligence, en évitant tout conflit d'intérêt; cet article mentionne tout particulièrement aux membres « d'éviter tout conflit d'intérêt réel, apparent ou possible » (alinéa 37*d*)). Ensuite, les Consignes du commissaire (plaintes publiques) comportent d'autres obligations juridiques; notamment, l'article 9 précise ce qui suit : « Un membre ne peut faire enquête sur une plainte s'il peut se trouver en situation de conflit d'intérêts. » Toutefois, il convient de souligner que le terme « conflit d'intérêts » n'est pas davantage précisé dans la *Loi sur la GRC* ni dans les Consignes du commissaire. Les critiques du public et des intervenants portent principalement sur le fait que la nature des enquêtes de la police sur la police crée un important conflit d'intérêts ou du moins l'apparence d'un conflit (tout particulièrement dans les cas de blessures graves ou de décès).

De plus, la section I.2.b de la politique MA XII.2 est préoccupante : « Si, par suite d'une enquête, on croit que le membre a commis une infraction prévue par une loi et : 1. que celle-ci relève de la compétence principale de la GRC, prendre les mêmes mesures que pour toute autre personne. » Ce passage se trouve également dans les *Directives nationales en matière d'enquête de la GRC* (F.1.a) et dans certaines politiques de division.

Même si l'intention de la GRC lorsqu'elle demande à ce que les enquêtes sur ses membres[3] soient traitées comme toute autre enquête est honorable (impartialité), la *nature même* d'une enquête d'un agent de police sur un autre est fondamentalement différente d'une enquête d'un agent de police sur un membre du public pour le même crime. Les agents de police sont tenus davantage responsables de par la nature même de leurs fonctions. Comme dans le cas d'autres professions qui ont une incidence directe sur la sécurité et le bien être des personnes servies, le public s'attend à un comportement des plus irréprochables de la part des agents de police. En exposant la conception de la police selon laquelle les enquêtes sur ses propres membres devraient être traitées comme toute autre enquête, nous commençons à cerner la philosophie sous jacente au comportement des membres de corps policiers.

> « PAR CONSÉQUENT, LA CPP SOUTIENT QUE LES ENQUÊTES CRIMINELLES SUR DES MEMBRES DE LA GRC NE DEVRAIENT PAS ÊTRE TRAITÉES COMME TOUTE AUTRE ENQUÊTE CRIMINELLE. »

Par conséquent, la CPP soutient que les enquêtes criminelles sur des membres de la GRC **ne devraient pas** être traitées comme toute autre enquête criminelle.

Compte tenu du fait que la loi ne prescrit aucun cadre d'enquête sur les autres membres, il est d'autant plus nécessaire que les politiques de la GRC assurent l'impartialité, la transparence et la rigueur. Les résultats de l'analyse des politiques de la CPP révèlent que le contenu et l'application des politiques parmi les divisions de la GRC ne sont pas uniformes. Même si la GRC a établi un certain nombre de politiques générales

3 *À des fins de concision, par « enquête sur un membre », la CPP entend toute enquête menée par un membre de la GRC sur un autre membre de la GRC.*

sur la façon de mener une enquête criminelle, très peu de politiques abordent particulièrement la question des crimes commis par des membres de la GRC. Il s'agit d'une question très importante.

L'imposante quantité et diversité de politiques de la GRC ayant trait à la question des enquêtes de la police sur la police est effarante (p. ex. des centaines de pages de politiques concernant les enquêtes de la police sur la police ont été examinées dans le cadre du présent rapport uniquement). Cette « surcharge » de politiques pose une importante menace pour ce qui est de l'efficacité opérationnelle de la GRC. Puisque les policiers sont des intervenants de première ligne, ils doivent obtenir des directives claires, concises et faciles d'accès. Comme il a déjà été dit dans d'autres rapports de la CPP, la loi oriente les politiques, qui orientent la formation, qui influence directement le comportement des membres.

> « LA DIRECTION GÉNÉRALE ET LES QUARTIERS GÉNÉRAUX DIVISIONNAIRES DE LA GRC NE DISPOSENT PAS D'UNE FONCTION DE CONTRÔLE ET DE REPÉRAGE CENTRALISÉE POUR LES ENQUÊTES SUR LES MEMBRES. »

Comme les divisions n'appliquent pas les mêmes règles de façon uniforme, cela révèle l'absence de directives claires à cet égard. Certaines politiques adoptées à l'échelle nationale et de la division précisent que la participation d'un enquêteur indépendant ou d'un corps policier externe est obligatoire; d'autres politiques laissent ce choix à la discrétion de l'agent responsable. À l'heure actuelle, seules trois divisions de la GRC ont conclu un protocole d'entente, qui prévoit la participation de corps policiers externes aux enquêtes sur des membres dans des cas précis.

Certaines politiques de division n'abordent pas la question de violations commises par des agents ni le processus d'enquête à suivre dans ces cas. De plus, la portée des politiques varie – alors que la plupart des politiques nationales se limitent aux cas de blessures graves ou de décès, bon nombre de politiques de division visent toutes les infractions à une loi.

Même si une nouvelle politique nationale proposée de la GRC, *Examen ou enquêtes externes*, prend des mesures actives pour regrouper les directives relatives aux enquêtes sur les membres, le contenu de cette politique demeure vague, et les divisions disposent toujours de beaucoup trop de pouvoir discrétionnaire (commandants, officiers responsables ou officiers de la police criminelle de la division) pour établir une intervention adéquate.

Évaluation de la CPP de la gestion des enquêtes sur les membres de la GRC

Après avoir compris la gestion et les procédures actuelles des enquêtes sur les membres, la CPP a demandé à ce que les divisions de la GRC cernent tous les dossiers liés aux enquêtes criminelles de membres de la GRC sur d'autres membres de la GRC, entre le 1er avril 2002 et le 31 mars 2007, concernant des cas de voies de fait causant des lésions corporelles, d'agression sexuelle, de décès, y compris un décès causé par un véhicule automobile personnel.

La recherche des cas d'enquête sur les membres de la GRC a révélé des questions névralgiques dans la gestion et le traitement administratifs de la GRC de ces types d'enquêtes. La Direction générale et les quartiers généraux divisionnaires de la GRC ne disposent pas d'une fonction de contrôle et de repérage centralisée pour les enquêtes sur les membres. Par conséquent, la plupart des divisions ont trouvé les dossiers pertinents à l'enquête d'intérêt public de la CPP en effectuant une recherche au moyen de mots clés dans les dossiers qu'elles conservent dans leur quartier général respectif. Certaines divisions ont pu limiter la portée de leur recherche pour respecter les paramètres de l'examen et trouver facilement les dossiers demandés car elles disposaient d'un processus de conservation des dossiers efficace, alors que d'autres divisions n'avaient pas la même capacité.

De façon générale, l'absence de données recueillies à l'échelle nationale et de la division – ou de capacité de contrôle – pour les enquêtes sur les membres (en plus de la diversité des méthodes de conservation et de récupération des dossiers des divisions de la GRC) reflète le peu d'attention accordée aux enquêtes sur les membres.

« De façon générale, l'absence de données recueillies à l'échelle nationale et de la division – ou de capacité de contrôle – pour les enquêtes sur les membres (en plus de la diversité des méthodes de conservation et de récupération des dossiers des divisions de la GRC) reflète le peu d'attention accordée aux enquêtes sur les membres. »

Gardant en tête ces préoccupations, la CPP a examiné tous les dossiers de la GRC reçus pour déterminer ceux qui étaient pertinents selon les paramètres de l'enquête d'intérêt public. Environ 150 des 600 cas de la GRC fournis ont été jugés pertinents d'après les paramètres de l'enquête d'intérêt public. Compte tenu du fait qu'il aurait été impossible d'examiner tous les cas pertinents, l'échantillon a été réduit à 28 cas représentatifs des trois catégories (14 cas de voies de fait causant des lésions corporelles, huit cas d'agression sexuelle et six cas de décès).

Il est important de souligner que, comme l'illustre le graphique dans la section Aperçu des données de la CPP, la région centrale de la GRC n'a pas été représentée dans l'échantillon aléatoire, parce que aucun cas dans la Division du Québec (C), la Division de l'Ontario (O) et la Division DG (A) ne correspondait aux paramètres de la plainte déposée par le président. De plus, aucun dossier dans la Division de la Nouvelle-Écosse (H) et la Division de l'Île-du-Prince-Édouard (L) n'a été présenté. Et même si quelques dossiers avaient été tout d'abord présentés par la Division du Nouveau-Brunswick (J) et la Division du Yukon (M) de la GRC, ces dossiers ne correspondaient pas aux critères de la CPP et ont donc été exclus. La CPP se préoccupe du fait que les provinces maritimes n'ont pas cerné de cas, compte tenu du rôle de corps policier que la GRC y joue.

Disposant de tout le matériel pertinent cerné, les enquêteurs de l'équipe d'examen de la CPP ont analysé tous les dossiers et tout le matériel écrit fournis par la GRC pour évaluer le traitement de chaque cas par rapport aux critères et aux modalités établis par la CPP (tout particulièrement : gestion hiérarchique, degré d'intervention, rapidité, conduite du membre et conformité avec les politiques). Après avoir effectué un examen exhaustif des 28 dossiers, les enquêteurs de l'équipe d'examen de la CPP ont par la suite recommandé de mener un examen global d'un certain nombre de cas sélectionnés. En tout, huit cas ont été choisis pour un examen global. À cette fin, des entrevues ont été menées dans une diversité de divisions et de détachements. Au total, 31 membres ont participé à une entrevue concernant les dossiers choisis pour l'examen en profondeur. Dans le cadre du présent rapport, on a demandé à 13 civils de passer une entrevue, mais ils ont refusé de le faire ou n'ont pas répondu à notre demande d'entrevue. Un membre de la famille associé à un dossier a indiqué ce qui suit : [traduction] « Cela ne fera aucune différence. [Les membres de la GRC impliqués] ont tous été promus et mutés. »

> « Conformément aux paramètres de plainte, les enquêteurs de la CPP ont évalué 28 cas pour déterminer la façon dont chacune des enquêtes sur les membres de la GRC a été traitée au regard de cinq critères : conduite, conformité avec les politiques, rapidité, gestion hiérarchique et degré d'intervention. »

Évaluation de la CPP du traitement des enquêtes sur les membres par la GRC

Les critères d'évaluation de chacun des 28 cas et les conclusions qui en ont découlé sont mentionnés en détail dans le chapitre 5 du présent rapport. Voici quelques faits saillants des conclusions de la CPP :

Conformément aux paramètres de plainte, les enquêteurs de la CPP ont évalué 28 cas pour déterminer la façon dont chacune des enquêtes sur les membres de la GRC a été traitée au regard de cinq critères : conduite, conformité avec les politiques, rapidité, gestion hiérarchique et degré d'intervention.

De façon générale, **la conduite des membres de la GRC a été jugée tout à fait adéquate dans tous les cas examinés**. La CPP a déterminé que les enquêteurs de la GRC responsables de l'enquête sur un autre membre ont agi de façon professionnelle et impartiale.

Les enquêteurs de la CPP ont aussi conclu que, **dans 93 % des cas, la conformité avec les politiques du membre de la GRC était adéquate. Seules deux infractions mineures aux politiques ont été constatées**. Il est important de faire remarquer que ce critère ne visait qu'à déterminer la façon dont les membres ont suivi les politiques en place au moment de chaque enquête et ne cherchait pas

à évaluer le caractère adéquat de ces politiques (cette question a fait l'objet d'une évaluation distincte, comme nous l'avons mentionné précédemment).

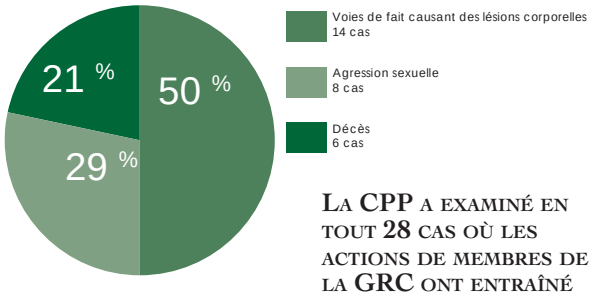
La rapidité des enquêtes sur les membres a aussi été jugée adéquate dans 82 % des cas. Sur les 28 cas examinés, 60 % ont été effectués dans un délai de six mois ou moins. Toutefois, il a fallu plus de un an pour terminer l'enquête dans 19 % de ces cas, ce qui a potentiellement soustrait les membres de processus disciplinaires internes, le cas échéant. Certaines préoccupations ont aussi été soulevées concernant le traitement de cas historiques, dont l'enquête a duré très longtemps (l'enquête sur un cas historique était toujours en cours 28 mois plus tard, au moment de la publication).

Les deux critères que les enquêteurs de la CPP ont jugés les plus préoccupants étaient le traitement des enquêtes par la GRC en rapport avec la **gestion hiérarchique (qui visait à examiner les conflits d'intérêts réels ou perçus, la structure de gestion adéquate et les liens hiérarchiques)** et **le degré d'intervention (qui examinait la mesure dans laquelle la réaction de la GRC a été adéquate et proportionnée compte tenu de la gravité de l'incident)**. Puisque ces deux critères ont précisément trait à la façon dont les enquêtes sur les membres sont traitées, cette analyse illustre encore mieux le fait que **les préoccupations de la CPP ont grandement trait non pas aux agissements des membres de la GRC, mais bien au processus actuel de la GRC (qui comporte des failles)**.

La CPP estime tout particulièrement préoccupante la gestion hiérarchique de la GRC, qui n'a été jugée adéquate que dans 32 % des cas. Le traitement de 68 % des cas examinés a été considéré comme inadéquat en partie ou dans l'ensemble.

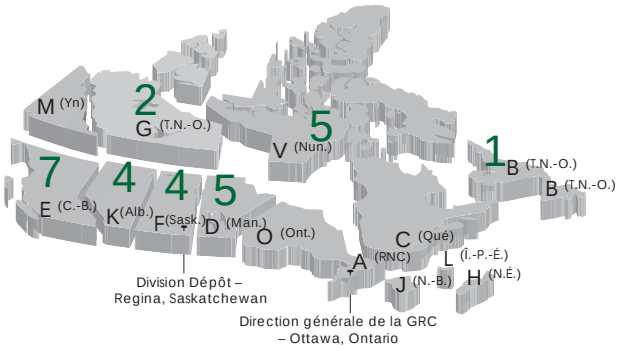
Aperçu des données de la CPP

Nombre total de cas examinés

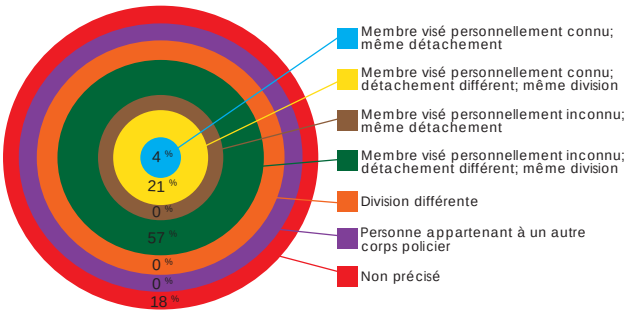


La CPP a examiné en tout 28 cas où les actions de membres de la GRC ont entraîné des blessures graves ou le décès.

Nombre total de cas examinés par division

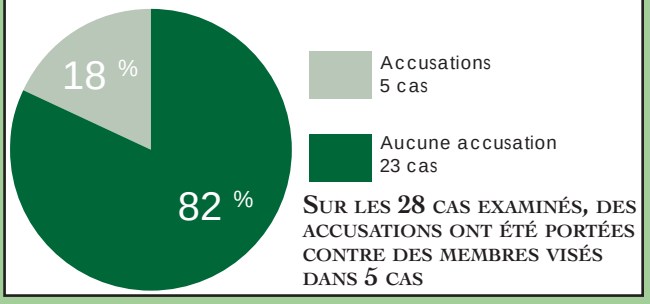


Indépendance de l'équipe d'enquête – enquêteurs principaux



- 25 % des enquêteurs principaux ont déclaré connaître personnellement le sujet visé.
- Aucun des enquêteurs principaux ne provenait d'une division externe.

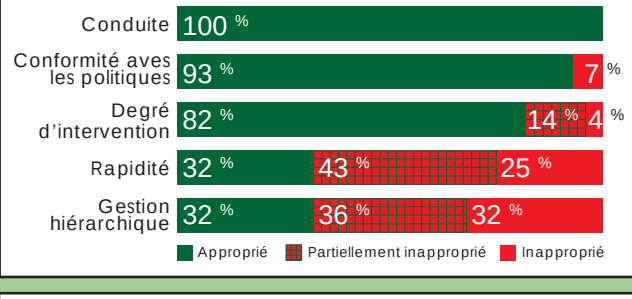
Cas où des accusations ont été déposées



Sur les 28 cas examinés, des accusations ont été portées contre des membres visés dans 5 cas

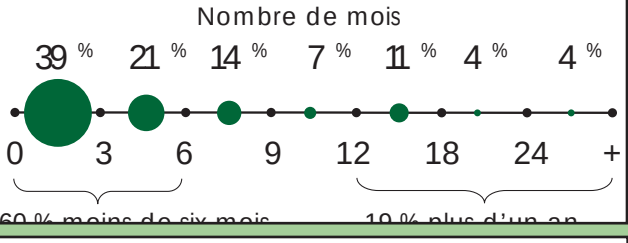
De quelle façon la CPP a t elle évalué le traitement de la GRC à l'égard des enquêtes sur les membres?

Critères d'évaluation de la CPP en fonction du caractère approprié

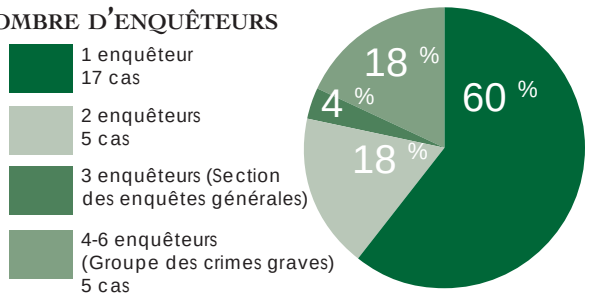


Combien de temps les enquêtes de la GRC ont-elles duré?

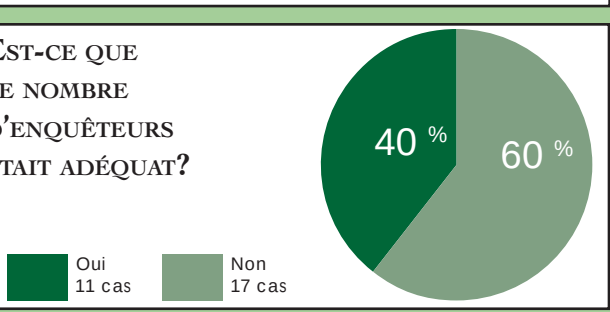
Nombre de mois



Nombre d'enquêteurs



Est-ce que le nombre d'enquêteurs était adéquat?



Le fait que **25 % des enquêteurs principaux ont indiqué connaître personnellement le membre en question** est tout particulièrement inquiétant. De plus, il est extrêmement préoccupant de constater que, **dans 60 % des cas examinés, un simple enquêteur a été affecté à l'enquête** sur un autre membre, ce qui risque d'entacher l'intégrité de l'enquête en raison d'un conflit d'intérêts potentiel ou d'une perception de partialité.

De plus, **dans 32 % des cas, l'enquêteur principal affecté était du même rang ou d'un rang inférieur que le membre visé par l'enquête**, ce qui laissait place à une possibilité d'intimidation. Les recommandations visant à répondre à ces préoccupations sont mentionnées plus en détail au chapitre 7, *Modèle recommandé par la CPP pour les enquêtes sur les membres de la GRC*.

La CPP est aussi préoccupée par le fait que le degré d'intervention dans 68 % des cas a été jugé inadéquat en partie ou dans l'ensemble. En outre, **les entrevues avec les membres visés par l'enquête et les agents témoins ont été menées par un seul enquêteur dans 17 des 28 cas**, créant ainsi, encore une fois, une possibilité d'intimidation ou de conflit d'intérêts.

Il est important de souligner que, même si aucun conflit d'intérêts précis n'a été remarqué dans ces cas, le processus d'entrevue menée par un seul membre a été jugé inadéquat.

D'autres préoccupations ont trait au renvoi des cas aux sections adéquates. Les enquêteurs de la CPP ont remarqué que **les dossiers n'étaient pas affectés de façon uniforme au sein des divisions** et qu'il n'existait pas de critères officiels permettant de cerner l'unité d'enquête à laquelle les cas devraient être affectés.

Les enquêteurs de la CPP ont aussi constaté une importante **disparité dans les compétences des enquêteurs** (y compris les enquêteurs principaux) affectés aux enquêtes sur les membres.

En outre, le fait que **les tâches des membres affectés aux enquêtes n'ont pas été réaffectées et que leur charge de travail n'a pas été modifiée** pour leur permettre de se consacrer aux enquêtes sur les membres constitue également une importante préoccupation pouvant compromettre l'intégrité et la rapidité des enquêtes sur les membres. De plus, la CPP a constaté que la demande d'examen administratif des enquêtes sur les membres n'a pas été appliquée de façon uniforme à l'échelle du pays (un examen administratif n'a été demandé que dans 4 des 28 cas).

Des recommandations visant à répondre à ces préoccupations sont mentionnées plus en détail au chapitre 7, *Modèle recommandé par la CPP pour les enquêtes sur les membres de la GRC*.

Apprentissage tiré d'autres modèles

En tout, la CPP a procédé à l'analyse de 14 organismes d'examen de la police au Canada et à l'étranger[4] pour déterminer la façon dont d'autres administrations gèrent les allégations d'inconduite de policiers. Trois types de modèles ont été cernés, en fonction du degré de la participation civile à l'enquête : 1) modèle dépendant, 2) modèle interdépendant et 3) modèle indépendant.

Le **modèle dépendant** représente essentiellement une « enquête de la police sur la police » traditionnelle. Aucun civil ne participe à l'enquête criminelle, et, par conséquent, le traitement des enquêtes criminelles repose entièrement sur la police. Il y a deux sous-catégories pour ce modèle : 1.1) enquête de la police sur la police et 1.2) enquête sur la police par un autre corps policier.

Dans la sous-catégorie de l'enquête de la police sur la police, le service de police est pleinement responsable de l'enquête criminelle et de l'administration des plaintes du public concernant des infractions criminelles. L'organe de surveillance en question n'est pas responsable des enquêtes criminelles, mais il peut reconnaître les plaintes concernant le service, la discipline interne ou la confiance du public.

La deuxième sous-catégorie suppose « l'enquête sur la police par un *autre* corps policier » dans des cas précis, afin que le corps policier ne mène pas d'enquête sur ses propres membres lorsqu'il y a eu blessures graves ou décès. Dans trois provinces canadiennes sélectionnées, il existe des protocoles d'entente officiels entre la police locale et la GRC qui permettent à un corps policier externe de se charger des enquêtes sur les membres de la GRC.

Le **modèle interdépendant** fait appel à la participation civile aux enquêtes criminelles à divers degrés. Il existe aussi deux sous-types pour ce modèle : 2.1) observation civile et 2.2) enquête hybride.

Dans le premier sous-type du modèle interdépendant, un observateur civil est affecté à l'enquête policière et s'assurera que cette dernière est menée en toute impartialité. L'enquête hybride fait appel principalement à un organe

4 *Même si les définitions peuvent être différentes, dans le cadre du présent rapport, « examen de la police » est synonyme de « surveillance de la police ».*

de surveillance civil dont la participation à l'enquête va au-delà de la simple surveillance. Dans ce modèle, le corps policier conclut une certaine forme de collaboration avec l'organe de surveillance, même si ce dernier peut mener l'enquête entièrement par lui même.

Des exemples de modèles inter-dépendants, qui font appel à la participation civile au processus d'enquête criminelle sur la police, se retrouvent en Colombie-Britannique, en Saskatchewan, en Alberta, au Yukon, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et en Australie du Sud.

Dans le **modèle indépendant**, la police ne participe aucunement à l'enquête criminelle indépendante. L'organe de surveillance, composé de civils, mène des enquêtes criminelles indépendantes et peut avoir le pouvoir de tirer des conclusions ayant force obligatoire et de déposer des accusations. Le Groupe des enquêtes spéciales de l'Ontario, l'autorité de surveillance indépendante de la police de Chicago et l'ombudsman de la police en Irlande du Nord sont des exemples de ce modèle. L'avantage clé d'un organe de surveillance indépendant est qu'il y a apparence d'indépendance et d'objectivité totales.

Au Canada, il n'existe aucun modèle qui pourrait s'appliquer tel quel et qui serait efficace, compte tenu des caractéristiques particulières de notre pays et de la taille et de la portée (municipalités, provinces, gouvernement fédéral, territoires et Premières nations) des activités de police menées par la GRC. Il faut tenir compte de la taille du territoire et de l'immensité du pays en plus des réalités budgétaires. Nous

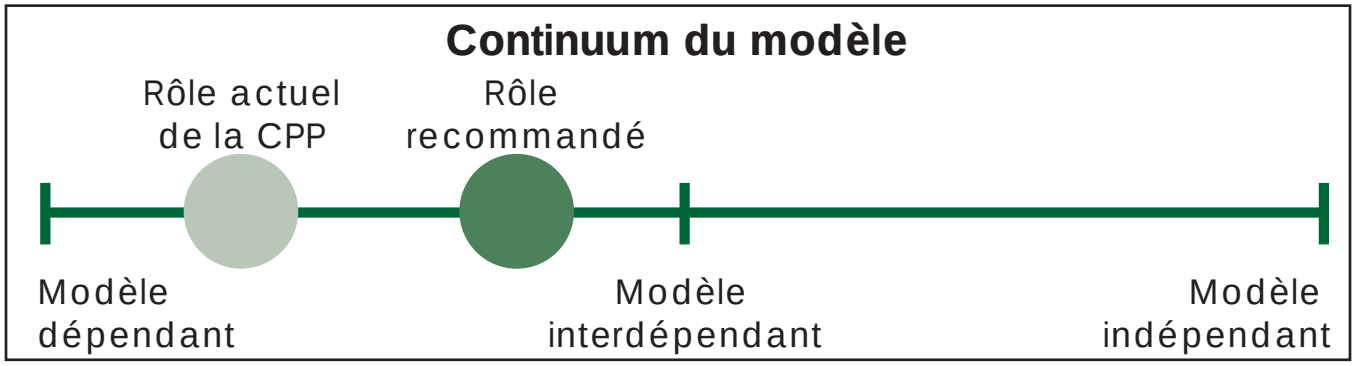
> « Au Canada, il n'existe aucun modèle [international] qui pourrait s'appliquer tel quel et qui serait efficace, compte tenu des caractéristiques particulières de notre pays et de la taille et de la portée (municipalités, provinces, gouvernement fédéral, territoires et Premières nations) des activités de police menées par la GRC. »

avons tiré de précieuses leçons de nos homologues au pays et à l'étranger dans l'élaboration de l'approche de la CPP à l'égard de la GRC dans le contexte canadien, comme nous le présentons ci-dessous.

Modèle recommandé par la CPP pour le traitement des enquêtes sur les membres par la GRC

L'option recommandée par la CPP souligne l'importance de la police dans le processus (faisant partie de la solution), tout en reconnaissant qu'un degré accru de participation civile au processus d'enquête criminelle est nécessaire à l'impartialité et à l'intégrité. À cette fin, la CPP recommande de passer du « modèle dépendant » actuel à un « modèle interdépendant ».

Le « modèle interdépendant » recommandé se situe entre le modèle dépendant de base et le modèle interdépendant à part entière :



De façon générale, la CPP estime qu'une enquête criminelle sur la conduite d'un membre de la GRC ne s'assimile pas à *toute autre* enquête criminelle et, par conséquent, doit être traitée de façon différente quant aux procédures. En conséquence, pour faciliter la transition de la GRC de son « modèle dépendant » (enquête de la police sur la police) au « modèle interdépendant » (supposant un rôle accru de la CPP dans le cas d'enquêtes sur les membres de la GRC), nous recommandons un certain nombre de changements des lois, des structures et des politiques.

> « L'option recommandée par la CPP souligne l'importance de la police dans le processus (faisant partie de la solution), tout en reconnaissant qu'un degré accru de participation civile au processus d'enquête criminelle est nécessaire à l'impartialité et à l'intégrité. »

Changements législatifs recommandés

Pour renforcer efficacement la capacité d'examen, il faudrait envisager des changements législatifs qui accorderaient au nouvel organe de surveillance de la GRC le pouvoir :

- **D'affecter l'enquête sur un membre de la GRC** à un autre corps policier ou à un autre organisme d'enquête criminelle au Canada.
- **De surveiller toute enquête criminelle** concernant un membre de la GRC, lorsqu'il le juge nécessaire. Par conséquent, cela permettrait à l'organe de surveillance de la GRC de déployer un observateur dans le cadre d'une enquête sur un membre de la GRC menée par un service de police externe ou un organisme d'enquête criminelle provincial. Même si l'organisme d'enquête doit accepter la participation de l'observateur, cela donnerait au moins à l'organe de surveillance de la GRC le pouvoir d'agir, lorsqu'il lui est permis d'agir à titre d'observateur.
- **De mener des enquêtes conjointes** avec des organismes ayant un mandat semblable. La modification pourrait permettre au nouvel organe de surveillance de la GRC de mener une enquête, un examen, une vérification et une

audience de façon conjointe avec un autre organisme au Canada qui dispose de pouvoirs, de tâches et de fonctions semblables à ceux de l'organe de surveillance de la GRC, y compris les organismes d'enquête criminelle provinciaux. Cela permettrait au nouvel organe de surveillance de la GRC de mener des enquêtes avec des organismes d'enquête criminelle (comme l'équipe d'intervention dans les cas d'incident grave de l'Alberta) nouvellement créés à l'échelle du pays.

Autre changement législatif recommandé :

- Le commissaire de la GRC doit examiner la version actuelle de ses consignes pour orienter le traitement des enquêtes sur les membres, conformément aux recommandations mentionnées aux présentes (tout particulièrement celles selon lesquelles les enquêtes sur les membres ne doivent pas être traitées comme toute autre enquête criminelle et une meilleure définition du terme « conflit d'intérêts » doit être incluse).

Changements structurels recommandés pour la GRC

- Créer le poste de registraire national des enquêtes sur les membres de la GRC responsable de la gestion, du suivi, de la formation, de la promotion et de la formulation de conseils pour toutes les questions liées aux enquêtes sur les membres. Le registraire national aurait la responsabilité :
    - De créer un registre national de la GRC regroupant toutes les données ayant trait aux enquêtes de la police sur la police (tout particulièrement pour les cas de blessures graves, d'agression sexuelle et de décès) et de communiquer en temps opportun les données à la CPP.
    - De créer et de gérer un groupe consultatif sur les enquêtes de la police sur la police de la GRC pour déterminer les mesures à prendre dans des cas délicats.
    - De surveiller la conformité efficace avec les politiques et d'assurer le respect des politiques lorsque cela est nécessaire (p. ex. consultation obligatoire avec l'État concernant le dépôt d'accusations).
    - De créer et de surveiller une unité spécialisée disposant d'une expertise à l'égard du traitement des cas historiques de la GRC qu'il faudra consulter – ou déployer – lorsque cela est nécessaire.

> « CRÉER LE POSTE DE REGISTRAIRE NATIONAL DES ENQUÊTES SUR LES MEMBRES DE LA GRC RESPONSABLE DE LA GESTION, DU SUIVI, DE LA FORMATION, DE LA PROMOTION ET DE LA FORMULATION DE CONSEILS POUR TOUTES LES QUESTIONS LIÉES AUX ENQUÊTES SUR LES MEMBRES. »

- De créer une équipe mobile d'enquête sur des membres en cas d'incident critique (regroupant un observateur civil de la CPP) pouvant être déployée lorsque le registraire national de la GRC et le président de la CPP déterminent tous deux que cela est nécessaire (un bassin d'enquêteurs supérieurs et compétents en attente pouvant être déployés rapidement).

Changements de politiques et de procédures recommandés pour la GRC

Dans certains cas, la GRC *ne devrait pas* mener des enquêtes sur ses propres membres. Le graphique ci-dessous indique que plus l'infraction commise par le membre est grave, plus il est important que l'enquête sur le membre soit indépendante et impartiale. Le graphique illustre l'affirmation de la CPP selon laquelle, lorsque la prétendue infraction commise par un membre est grave, le pouvoir discrétionnaire de la GRC lui permettant de prendre les mesures qu'elle juge nécessaires doit être supprimé et remplacé par des exigences **obligatoires**.

Interventions recommandées de la GRC dans le cas d'enquêtes sur les membres

Type d'infraction définie	Infraction du membre *(par degré de gravité)*	Traitement actuel par la GRC	Traitement recommandé d'une enquête sur un membre par la GRC
MESURES OBLIGATOIRES DE LA GRC ET RÔLE DE LA CPP			
Actes criminels[5] Infraction qui, au Canada, est plus grave que celle visée par une procédure sommaire. À bon nombre d'égards, il s'agit de l'équivalent canadien de l'acte délictueux grave des États Unis. Les meurtres et les trahisons sont des exemples de crimes commis au Canada qui constitueraient un acte criminel. Ces crimes sont habituellement jugés par des juges nommés par le gouvernement fédéral et entraînent de lourdes peines.	**Décès** Négligence criminelle entraînant la mort (art. 220 CCC)	Pouvoir discrétionnaire à l'échelle de la division de la GRC	**Mesure obligatoire de la GRC** • La CPP doit adresser tous les cas de décès à des services policiers externes ou à un organisme d'enquête criminelle provincial (aucune participation d'un membre de la GRC) • Protocoles d'entente de division mis en œuvre • Participation d'un observateur de la CPP
	Blessures graves et agression sexuelle Agression armée ou infliction de lésions corporelles (art. 267 du CCC) Agression sexuelle (art. 272 du CCC)	Pouvoir discrétionnaire à l'échelle de la division de la GRC	**Mesure obligatoire de la GRC** La CPP et le registraire national doivent déterminer l'intervention adéquate à partir des options ci dessous dans le cas de blessures graves et d'agression sexuelle : • Charger un service policier externe ou un organisme d'enquête provincial du cas dans le cadre d'un PE • Déploiement de l'équipe mobile d'enquête sur des membres de la GRC en cas d'incident critique • Participation d'un observateur de la CPP
POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE CONSERVÉ PAR LA GRC			
Infraction mixte Infraction mixte que l'État peut choisir de considérer comme un acte criminel ou un acte punissable par procédure sommaire.	**Voies de fait** (art. 265 du CCC)	Pouvoir discrétionnaire à l'échelle de la division de la GRC	Le registraire national de la Direction générale de la GRC conserve le pouvoir discrétionnaire de déterminer l'intervention adéquate.
Procédure sommaire Au Canada, infraction moins grave qu'un acte criminel pour laquelle les procédures et la punition tendent à être moins coûteuses.	**Par exemple :** vol de 5 000 $ ou moins	Pouvoir discrétionnaire à l'échelle de la division de la GRC	Le registraire national de la Direction générale de la GRC conserve le pouvoir discrétionnaire de déterminer l'intervention adéquate. • Les politiques et les procédures normalisées recommandées de la CPP sont suivies (mentionnées ci-dessous).

OBLIGATOIRE

DISCRÉTIONNAIRE

> « DANS CERTAINS CAS, LA GRC NE DEVRAIT PAS MENER DES ENQUÊTES SUR SES PROPRES MEMBRES. LE GRAPHIQUE [...] INDIQUE QUE PLUS L'INFRACTION COMMISE PAR LE MEMBRE EST GRAVE, PLUS IL EST IMPORTANT QUE L'ENQUÊTE SUR LE MEMBRE SOIT INDÉPENDANTE ET IMPARTIALE. »

5 *Voir l'Annexe 10 pour la liste complète des infractions prévues au Code criminel, qui précise s'il s'agit d'un acte criminel, d'un acte punissable par procédure sommaire ou d'une infraction mixte.*

6 *Le registraire national de la GRC doit chapeauter la création et la signature de tous les nouveaux protocoles d'entente dans toutes les divisions pour définir expressément les circonstances dans lesquelles un corps policier externe ou un organisme d'enquête criminelle doit mener une enquête, des membres de la GRC peuvent faire partie de l'équipe d'enquête et l'observateur de la CPP devrait participer à l'enquête (selon les recommandations ci-dessus).*

Changements de politiques recommandés

L'analyse des politiques de la CPP a révélé que les politiques de la GRC, bien que volumineuses, ne sont pas uniformes et ne permettent pas de traiter adéquatement les enquêtes sur les membres. Les enquêtes criminelles sur des membres ne devraient pas être traitées de la même façon que les autres enquêtes criminelles. Pour répondre au vide actuel de politiques et de procédures efficaces et uniformes liées au traitement des enquêtes sur les membres, la CPP recommande les changements clés suivants :

- Les enquêtes criminelles sur les membres de la GRC concernant des allégations de blessures graves, d'agression sexuelle ou de décès dans des endroits difficiles ou éloignés doivent respecter tous les autres protocoles d'enquête sur les membres, sans exception.
- Un examen administratif est obligatoire pour toutes les enquêtes sur des membres.
- **La GRC doit établir des PE officiels pour *toutes* ses divisions pour s'assurer que l'affectation obligatoire d'enquêtes sur les membres à un service de police externe est uniforme et documentée.** À l'heure actuelle, seules les divisions du Nouveau-Brunswick (J), de la Nouvelle-Écosse (H) et de Terre-Neuve (B) ont des PE officiels en place. Ces PE existants devraient être examinés conformément aux recommandations de la CPP pour refléter les nouveaux processus.

Lorsqu'il convient que la GRC assure l'enquête sur un de ses membres ou qu'un membre de la GRC fasse partie de l'équipe d'enquête (dirigée par un corps policier externe), les recommandations de politiques suivantes doivent s'appliquer :

- **Créer un manuel intégré de la GRC** qui aborde tout particulièrement les procédures liées aux enquêtes menées par la GRC sur l'un de ses membres. Ce manuel intégré devrait présenter des liens vers des politiques pertinentes supplémentaires pour faciliter les renvois. Voici des caractéristiques clés qui devraient être incluses dans le manuel intégré :

  Structure d'équipe d'enquête recommandée par la CPP :

  - enquêteur principal compétent d'au moins un rang supérieur à celui du membre visé par l'enquête;
    - au moins deux membres requis dans le cadre de chaque enquête sur des membres (y compris au cours d'entrevues avec le membre visé et les agents témoins);
    - compétences obligatoires minimales pour l'équipe d'enquête;
    - charge de travail des membres responsables des enquêtes sur les membres réaffectée ou modifiée pour qu'ils puissent se consacrer principalement à l'enquête sur les membres;
    - exécution rapide de l'enquête – préférablement dans un délai de six mois, ne devrait pas dépasser un an;
    - nomination d'un agent de liaison au sein de

l'équipe d'enquête sur les membres pour assurer une communication rapide et efficace avec le public, la famille et le membre visé;

- obligation de déclarer la connaissance du membre visé;
- utilisation d'une vérification[7] pour les enquêtes sur les crimes moins graves.

> « LES ENQUÊTES CRIMINELLES SUR DES MEMBRES NE DEVRAIENT PAS ÊTRE TRAITÉES DE LA MÊME FAÇON QUE LES AUTRES ENQUÊTES CRIMINELLES. »

Conclusion générale de la CPP

En réponse à la question posée au début du document « *Est ce que le processus d'enquête interne actuel de la GRC peut légitimement inspirer la confiance à l'égard de la transparence, de l'impartialité et de l'intégrité des enquêtes criminelles et de leurs résultats?* », la réponse éclairée de la CPP est non. Pour remédier à cette situation, la CPP a recommandé des propositions de changements de lois, de politiques, de procédures et de structures, y compris une présence civile plus forte au cours du processus d'enquête en vue d'éviter tout conflit d'intérêts réel ou perçu touchant les enquêtes sur les membres de la GRC. Il est important de souligner que les recommandations formulées à l'intention de la GRC en ce qui a trait aux changements de structures, de procédures et de politiques ne s'appuient pas sur des améliorations législatives et peuvent être mises en œuvre immédiatement.

> « EN RÉPONSE À LA QUESTION POSÉE AU DÉBUT DU DOCUMENT « EST CE QUE LE PROCESSUS D'ENQUÊTE INTERNE ACTUEL DE LA GRC PEUT LÉGITIMEMENT INSPIRER LA CONFIANCE À L'ÉGARD DE LA TRANSPARENCE, DE L'IMPARTIALITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DES ENQUÊTES CRIMINELLES ET DE LEURS RÉSULTATS? », LA RÉPONSE ÉCLAIRÉE DE LA CPP EST NON. POUR REMÉDIER À CETTE SITUATION, LA CPP A RECOMMANDÉ DES PROPOSITIONS DE CHANGEMENTS DE LOIS, DE POLITIQUES, DE PROCÉDURES ET DE STRUCTURES, Y COMPRIS UNE PRÉSENCE CIVILE PLUS FORTE AU COURS DU PROCESSUS D'ENQUÊTE EN VUE D'ÉVITER TOUT CONFLIT D'INTÉRÊTS RÉEL OU PERÇU TOUCHANT LES ENQUÊTES SUR LES MEMBRES DE LA GRC. »

7 *Dans le cadre des pratiques exemplaires de division, une vérification est demandée lorsqu'une plainte a un élément criminel, mais qu'il manque suffisamment de renseignements permettant d'établir la façon de procéder. La « vérification » consiste en des entrevues avec le plaignant, la victime et tout autre témoin externe; en un examen des dossiers opérationnels liés à la plainte; et en un examen des notes et des rapports des membres. Cette information permet d'élaborer un rapport qui aidera à déterminer la façon dont les enquêtes sur les crimes moins graves devraient procéder.*

Liste complète des conclusions et des recommandations

Conclusions clés de la CPP

Conclusion Nº 1

Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir si un examen civil est souhaitable, mais plutôt de déterminer la façon dont la participation civile aux enquêtes peut être la plus efficace.

Conclusion Nº 2

La nature même des enquêtes criminelles exige que la police, dans une certaine mesure, fasse partie de la solution.

Conclusion Nº 3

Les politiques de la GRC, bien que volumineuses, ne sont pas uniformes et n'abordent pas adéquatement le traitement des enquêtes sur les membres.

Conclusion Nº 4

L'absence de processus de collecte de données ou de capacité de contrôle à l'échelle nationale et de la division dans le cadre d'enquêtes sur les membres (en plus d'une diversité de méthodes de récupération et de conservation des dossiers au sein des divisions de la GRC à cet égard) reflète le peu d'attention accordée aux enquêtes sur les membres.

Conclusion Nº 5

En tout, les enquêteurs principaux connaissaient personnellement le membre visé dans 25 % des cas; dans 4 % des cas, les enquêteurs principaux appartenaient au même détachement que le membre visé.

Conclusion Nº 6

Il est légèrement plus probable que les enquêteurs principaux connaissent personnellement le membre visé (14 %) dans des endroits éloignés et dans le Nord que dans des endroits plus centralisés (12 %). Toutefois, il reste beaucoup d'enquêteurs principaux (12 %) provenant de divisions plus centralisées, où une aide externe est plus facilement accessible.

Conclusion Nº 7

En tout, selon l'avis des enquêteurs de la CPP, l'utilisation de témoins experts dans les cas était adéquate.

Conclusion Nº 8

De façon générale, le nombre de membres d'équipe affectés aux 28 enquêtes était inadéquat.

Conclusion Nº 9

En tout, la CPP a estimé que la structure et les liens hiérarchiques dans le cadre des 28 cas examinés étaient inadéquats en partie ou dans leur ensemble (68 %).

Conclusion Nº 10

Sur les 28 dossiers que les enquêteurs de la CPP ont examinés, il a été déterminé que dans 17 de ces cas le membre visé et les témoins ont été interrogés par un seul enquêteur de la GRC.

Conclusion Nº 11

De façon générale, la section ou l'unité responsable des enquêtes sur les membres (y compris leur mandat) n'était pas uniforme dans l'ensemble du pays.

Conclusion Nº 12

Dans le cadre des 28 cas examinés, les compétences des enquêteurs variaient grandement. Certains avaient suivi tous les cours sur les crimes graves et les sujets connexes, tandis que d'autres n'avaient que deux ans d'expérience au sein de la Section des enquêtes générales.

Conclusion Nº 13

De façon générale, il a été déterminé que les enquêtes menées par le Groupe des crimes graves étaient ciblées et exécutées en temps opportun, puisqu'il disposait des capacités, des ressources et du temps nécessaires pour mener l'enquête. Cela n'était pas le cas lorsque l'enquête était affectée à un commandant de détachement, à un enquêteur aux services généraux ou à un membre de la Section des enquêtes générales dont la lourde charge de travail n'a pas été modifiée en conséquence.

Conclusion Nº 14

Sur les 28 cas examinés, dont 6 avaient trait à un décès, un examen administratif n'a eu lieu que dans 4 cas. Dans deux de ces cas, des membres de la GRC ont fait feu (divisions du Manitoba (D) et du Nunavut (V)), et dans les deux autres cas, il s'agissait de décès de personnes en détention (divisions de la Saskatchewan (F) et de l'Alberta (K)).

Conclusion Nº 15

La CPP a estimé que, au total, le degré d'intervention était inadéquat en partie ou dans son ensemble (68 %). Elle était tout particulièrement préoccupée par le fait que les entrevues étaient menées par un seul enquêteur et que les cas étaient affectés de façon non uniforme au groupe d'enquête adéquat.

Conclusion Nº 16

Sur les huit accusations portées, il y a eu trois condamnations (37,5 %), et il n'y a pas eu de condamnation pour les cinq autres cas (62,5 %).

Conclusion Nº 17

Dans les cas nécessitant une intervention immédiate, notamment dans les cas de fusillade et de décès de personnes en détention, les enquêteurs de la CPP ont déterminé que tout le personnel nécessaire était intervenu rapidement et de façon pratique.

Conclusion Nº 18

La CPP a estimé que la plupart des enquêtes avaient été exécutées dans un délai opportun. Pour les dossiers dont le traitement a pris beaucoup plus de temps, cela n'était pas attribuable à un manque d'intérêt, mais plutôt à la lourde charge de travail de l'enquêteur en plus d'obstacles généraux (dates de l'audience, difficulté à localiser des témoins ou des plaignants, absence d'employés, etc.).

Conclusion Nº 19

De façon générale, la CPP a déterminé que les enquêteurs de la GRC étaient impartiaux et professionnels et qu'ils ont agi de façon consciencieuse dans le cadre de leurs affectations. La CPP a aussi établi que la plupart des membres visés et des membres témoins ont coopéré avec les enquêteurs de la CPP et ont agi de façon professionnelle.

Conclusion Nº 20

Après un examen en profondeur des dossiers choisis au hasard, il a été révélé que, dans la plupart des cas, les politiques adéquates ont été respectées. Dans quelques cas, la CPP a constaté que certains aspects des politiques connexes n'avaient pas été respectés; toutefois, il s'agissait d'écarts mineurs qui n'ont pas semblé avoir eu d'incidence sur les résultats de l'enquête.

Recommandations de la CPP

Recommandation Nº 1

De façon générale, la CPP est d'avis que les enquêtes criminelles sur des membres ne devraient pas être traitées de la même façon que toute autre enquête criminelle.

Recommandation Nº 2

La CPP recommande que l'enquêteur principal soit d'au moins un rang supérieur au membre visé.

Recommandation Nº 3

Pour réduire le délai des enquêtes obligatoires sur des membres de la GRC, la CPP recommande que les enquêtes sur les membres soient affectées à une équipe composée (d'au moins) deux membres au sein d'un groupe d'enquête spécialisé.

Recommandation Nº 4

La GRC devrait affecter des enquêteurs supérieurs compétents ayant fait leurs preuves en cour et terminé les cours adéquats (p. ex. agression sexuelle, crimes graves, techniques d'entrevue et d'interrogation, analyse de déclaration); de plus, ils devraient posséder de fortes compétences analytiques et pouvoir interroger de façon efficace les témoins.

Recommandation Nº 5

La charge de travail des membres responsables d'enquêtes sur des membres devrait être réaffectée ou modifiée pour leur permettre de se consacrer à l'enquête.

Recommandation Nº 6

Il faudrait prêter une attention particulière au respect de l'exigence imposant à la GRC de consulter l'État avant de déposer des accusations contre des membres, compte tenu de la nécessité de mener des enquêtes indépendantes et impartiales sur les membres. La GRC devrait aussi effectuer un examen des recommandations faites à l'État dans les cas impliquant des membres de la GRC.

Recommandation Nº 7

Compte tenu du caractère délicat et de la transparence nécessaire dans le cas d'enquêtes sur des membres, il est recommandé d'effectuer des examens administratifs dans tous les cas de blessures graves, d'agression sexuelle ou de décès.

Recommandation Nº 8

La GRC devrait envisager d'avoir recours à une « vérification »[8] dans les enquêtes sur les crimes moins graves dans toutes les divisions.

Recommandation Nº 9

La GRC pourrait envisager de recommander que l'officier responsable des Enquêtes criminelles de la GRC soit le destinataire du rapport de vérification pour déterminer si une enquête sur un crime moins grave devrait faire l'objet d'une enquête obligatoire.

Recommandation Nº 10

Les dossiers historiques exigent une expertise que ne possèdent habituellement pas la plupart des enquêteurs. Par conséquent, il est recommandé que ce type de dossier soit traité par un groupe spécialisé à l'échelle nationale ou régionale.

Recommandation Nº 11

Les politiques orientant les enquêtes criminelles sur les membres de la GRC devraient être normalisées à l'échelle du pays. Cela permettrait que les enquêtes obligatoires sur les membres de la GRC soient menées de façon uniforme aux quatre coins du pays.

Recommandation Nº 12

Le registraire national de la GRC devrait fournir au président de la CPP des rapports mensuels réguliers concernant toutes les enquêtes sur les membres menées dans les cas d'actes criminels, d'infractions mixtes et d'actes punissables par procédure sommaire.

8 *Dans le cadre des pratiques exemplaires de division, une vérification est demandée lorsqu'une plainte a un élément criminel, mais qu'il manque suffisamment de renseignements permettant d'établir la façon de procéder. La « vérification » consiste en des entrevues avec le plaignant, la victime et tout autre témoin externe; en un examen des dossiers opérationnels liés à la plainte; et en un examen des notes et des rapports des membres. Cette information permet d'élaborer un rapport qui aidera à déterminer la façon dont les enquêtes sur les crimes moins graves devraient procéder.*

Recommandation Nº 13

La GRC devrait officialiser un protocole d'entente pour chaque division à l'échelle du pays pour s'assurer que les enquêtes sur les membres soient obligatoirement affectées à un service de police externe.

Recommandation Nº 14

La GRC devrait créer un manuel intégré pour aborder tout particulièrement les procédures des enquêtes menées par la GRC sur l'un de ses membres.

Chapitre 1

1. CONTEXTE

Au cours des dernières années, la Commission des plaintes du public contre la GRC (CPP) a cerné des préoccupations concernant un certain nombre de cas notoires, qui ont soulevé d'importantes questions à savoir si la GRC a la légitimité et l'impartialité nécessaires pour mener des enquêtes criminelles sur ses propres membres, tout particulièrement dans les cas où le comportement de la police a entraîné des blessures graves ou le décès.

En 2004, Kevin St. Arnaud a été atteint de balles et tué par un membre de la GRC en Colombie-Britannique, et, en octobre 2005, Ian Bush a été tué au cours d'une autre fusillade par un autre membre de la GRC en Colombie-Britannique. Ces cas tragiques ont incité la CPP à effectuer des examens distincts pour évaluer l'intégrité des enquêtes menées dans chaque cas. Peu après, en 2007, la CPP a diffusé son rapport sur le traitement des enquêtes par la GRC sur des cas d'agression sexuelle prétendue survenus au Centre de formation pour jeunes de Kingsclear, au Nouveau-Brunswick. Le rapport a conclu que les enquêtes de la GRC étaient inadéquates à un point tel qu'on avait l'impression qu'elle avait tenté de dissimuler l'affaire. Et, tout récemment, en octobre 2007, le décès de Robert Dziekanski à l'aéroport international de Vancouver (lorsque la GRC a utilisé une arme à impulsions) a ramené à l'avant plan encore une fois les enquêtes de la police sur la police. En plus du gouvernement de la Colombie-Britannique qui a demandé la tenue de l'enquête publique Braidwood, la CPP a mené sa propre enquête sur le décès de M. Dziekanski.

> « LA QUESTION COMMUNE QUI ÉMERGE DE CES QUATRE CAS SAILLANTS CONSISTE À DÉTERMINER SI L'ORGANISATION POUR LAQUELLE TRAVAILLENT DES MEMBRES DONT LES ACTIONS ONT ENTRAÎNÉ DES BLESSURES GRAVES OU LE DÉCÈS DEVRAIT AVOIR LA RESPONSABILITÉ DE MENER DES ENQUÊTES SUR L'INCIDENT ET DE DÉPOSER ÉVENTUELLEMENT DES ACCUSATIONS CRIMINELLES. »

La question commune qui émerge de ces quatre cas saillants consiste à déterminer si l'organisation pour laquelle travaillent des membres dont les actions ont entraîné des blessures graves ou le décès devrait avoir la responsabilité de mener des enquêtes sur l'incident et de déposer éventuellement des accusations criminelles. Cette question sous tend la question fondamentale de savoir si ce processus peut inspirer la confiance du public à l'égard de la transparence, de l'impartialité et de l'intégrité de l'enquête criminelle et de ses résultats.

En vue de répondre à ces questions plus en détail et d'évaluer la façon dont d'autres enquêtes sur des membres de la GRC impliqués dans des cas de blessures graves ou de décès ont été traitées, le président a lancé une

enquête d'intérêt public en novembre 2007. Le but de cette enquête d'intérêt public est d'évaluer la conduite des membres de la GRC non identifiés qui ont mené des enquêtes criminelles sur les activités d'autres membres de la GRC dans des cas de blessures graves ou de décès qui ont eu lieu au Canada entre le 1er avril 2002 et le 31 mars 2007[9].

Le présent rapport représente l'analyse exhaustive effectuée par l'équipe d'examen de la CPP qui a mené des recherches indépendantes sur la question, notamment une évaluation approfondie du traitement de plusieurs cas par la GRC. Comme un membre du public l'a fait remarquer, l'analyse de la CPP de cette question a « la possibilité d'améliorer grandement la façon dont nous menons des enquêtes sur la police au Canada ». À cette fin, la CPP :

- a effectué une analyse détaillée des débats médiatiques, politiques et universitaires actuels sur la question pour déterminer le fondement des discussions;

- a sollicité des présentations publiques sur la question pour éclairer le débat;

- a évalué le caractère adéquat des politiques actuelles de la GRC qui orientent les agissements des membres qui doivent enquêter sur un autre membre;

- a examiné un échantillon de 28 enquêtes de la GRC sur des cas de blessures graves, d'agression sexuelle ou de décès survenus entre 2002 et 2007 dans lesquels des membres étaient prétendument impliqués (chaque cas a été évalué en fonction de critères précis, notamment : gestion hiérarchique, degré d'intervention, rapidité, conduite et conformité avec les politiques);

- a effectué des recherches sur d'autres modèles d'enquête et a mené des entrevues avec des organes canadiens et internationaux.

> « LE BUT DE CETTE ENQUÊTE D'INTÉRÊT PUBLIC EST D'ÉVALUER LA CONDUITE DES MEMBRES DE LA GRC NON IDENTIFIÉS QUI ONT MENÉ DES ENQUÊTES CRIMINELLES SUR LES ACTIVITÉS D'AUTRES MEMBRES DE LA GRC DANS DES CAS DE BLESSURES GRAVES OU DE DÉCÈS QUI ONT EU LIEU AU CANADA ENTRE LE 1ER AVRIL 2002 ET LE 31 MARS 2007. »

La CPP a effectué toutes ces étapes pour pouvoir cerner le modèle le plus adéquat qui assurerait l'intégrité des enquêtes criminelles sur les membres de la GRC impliqués dans des cas de blessures graves, d'agression sexuelle et de décès dans l'avenir. Les résultats de cette enquête sont exposés dans le présent rapport provisoire.

9 *Voir l'Annexe 1 pour obtenir des détails complets de la plainte déposée par le président.*

Chapitre 2

2. PORTRAIT ACTUEL

Le chapitre a pour but d'exposer les questions clés liées à la pratique d'enquêtes de la police sur la police de quatre points de vue : (a) les médias, (b) le milieu politique, (c) le milieu universitaire et (d) les préoccupations clés cernées dans les présentations publiques à la CPP. En évaluant le niveau d'intérêt et les préoccupations saillantes exprimées dans ces quatre secteurs, la CPP a établi un plan de départ clair qui éclairera la prise de décisions de la CPP pour l'avenir. Il est primordial de comprendre où nous en sommes à l'heure actuelle pour savoir où aller.

2(a) Couverture médiatique

Une étude approfondie menée au cours des sept dernières années sur (a) le discours des médias et (b) le discours parlementaire concernant la question de la police enquêtant sur la police révèle que :

- des cas notoires (Dziekanski, Bush, Kingsclear, St. Arnaud[10]) ont été grandement analysés par les médias et au Parlement;
- même si la question des enquêtes de la police sur la police n'est jamais la question principale, elle découle de la principale question dans la plupart des cas;
- les journalistes et les parlementaires sont généralement d'accord pour dire que le problème a trait, non pas aux agents de police, mais bien au système.

Les médias grand public ne se sont pas intéressés à la question des enquêtes de la police sur la police de façon proéminente avant 2007. Plus que tout autre incident, le cas Dziekanski a suscité un vif intérêt de la part des médias au Canada et à l'étranger, et l'histoire continue de retenir l'attention des médias. Des questions concernant l'impartialité des enquêtes de la GRC sur ses propres membres ont été soulevées, et les médias ont souligné la partialité perçue au cours de l'enquête, tout particulièrement après qu'il a été rapporté que le commissaire de la GRC avait affiché son soutien à l'égard des agents de la GRC visés par l'enquête. Certains médias ont fait remarquer que le public est cynique à l'égard de l'enquête sur le cas Dziekanski et estime qu'on ne lui a pas fourni suffisamment de renseignements importants en temps opportun. L'avocat de la mère de Dziekanski, Walter Kosteckyj, a déjà exprimé des critiques relativement à l'enquête publique qui n'a pas examiné de façon officielle la question des enquêtes de la police sur la police.

Les opinions exprimées dans les médias soulignaient le besoin d'organismes d'examen civil au service du public et de la police[11]. Les opinions exprimées dans les médias soulignaient le besoin d'organismes d'examen civil au service du public et de la police. D'autres articles ont indiqué que les processus de surveillance de la police en place étaient lents et qu'ils manquaient d'impartialité et de transparence. Toutefois, les autres

10 *Chaque cas est résumé à l'Annexe 2.*

11 *Journalistes ayant rédigé un article d'opinion sur ces questions : Kerry Diotte de l'Edmonton Sun, Gary Mason du Globe and Mail, Daniel Lett du Winnipeg Free Press et Henry Aubin de Montreal Gazette.*

modèles de surveillance de la police (mentionnés en détail au chapitre 5) n'échappent pas à la critique. Malgré son indépendance apparente des corps policiers, l'Unité des enquêtes spéciales de l'Ontario[12] fait toujours l'objet d'un examen minutieux et de critiques. En ce qui concerne l'équipe d'intervention en cas d'incident grave de l'Alberta (ASIRT)[13], certaines personnes affirment que la nouvelle unité pourrait en faire plus et inviter des membres du public à siéger au comité d'examen. Pour ce qui est du Programme d'observateur indépendant de la CPP[14], les médias ont aussi rapporté un certain cynisme du public, notamment des commentaires de participants récents qui ont affirmé n'avoir participé que dans une mesure limitée au processus d'examen et à l'ébauche des recommandations. Une telle enquête portait sur un agent de la GRC qui a utilisé un aérosol capsique contre un groupe d'Autochtones, y compris un bébé de sept mois, qui célébraient la victoire d'une équipe de soccer sur une réserve sechelte, en Colombie-Britannique, en juillet 2007.

Même si les médias ont mentionné des changements positifs qui pourraient être apportés au système actuel, notamment l'amélioration des procédures et de la formation policières et l'établissement d'organismes de surveillance indépendants, on a fait très peu mention, voire pas du tout, de l'expérience ou des compétences spéciales que possèdent naturellement les agents de police et qui sont idéales pour ces types d'enquêtes. Les médias semblent uniquement éprouver de la sympathie à l'égard du rôle injuste que les agents de police doivent jouer lorsqu'ils mènent des enquêtes sur leurs collègues.

Malgré certaines exceptions[15], les journalistes s'entendent généralement pour dire que le problème a trait non pas aux agents de police, mais bien au système. En effet, ils remarquent qu'une surveillance indépendante aiderait aussi les membres de la GRC, dont la crédibilité est remise en question lorsqu'ils mènent des enquêtes sur leurs collègues.

2(b) Situation politique

Même si ce sujet a fait couler beaucoup d'encre dans les médias, les politiciens canadiens s'y sont beaucoup moins intéressés. Comme la Chambre des communes ne siège que pendant 136 jours par année et que le Sénat siège encore moins souvent, bon nombre de questions d'actualité sont laissées de côté, soit parce que les chambres ne siègent pas ou parce qu'une autre question politique plus importante relègue d'autres questions à l'arrière plan, notamment le cas d'Ian Bush, mort sous garde à Houston, en Colombie-Britannique. Cette question aurait potentiellement pu intéresser dans une certaine mesure les partis d'opposition, mais elle n'a jamais été soulevée au Parlement, probablement parce qu'elle est survenue en même temps que la publication du rapport de la Commission d'enquête sur le scandale des commandites (rapport Gomery).

De temps en temps, les députés remettent en question la notion de la police qui mène des enquêtes sur

12 *L'Unité des enquêtes spéciales est un organisme de surveillance de la police indépendant qui a le pouvoir de mener des enquêtes et de déposer des accusations criminelles contre des agents.*

13 *L'équipe d'intervention en cas d'incident grave de l'Alberta est une unité d'enquête intégrée déployée dans des cas de blessure grave ou de décès ainsi que dans d'autres affaires de nature délicate.*

14 *L'observateur indépendant de la CPP est un programme qui suppose le déploiement d'un observateur indépendant dans le cadre d'une enquête de la GRC pour surveiller son impartialité.*

15 *Voir la plainte déposée par le président concernant le décès par balle de Kevin St. Arnaud, Annexe 2.*

ses propres membres, mais ce sujet n'est jamais abordé à l'extérieur de la période de questions quotidienne (c.-à-d. travaux des comités). De façon générale, les politiciens ont tendance à cibler les enquêtes qui tiendraient le gouvernement responsable. Cela était le cas pour l'affaire Dziekanski ainsi que l'affaire Chuck Cadman et la question concernant les pensions de retraite de la GRC. Dans le cas Dziekanski, la députée du NPD, Penny Priddy, de Surrey North, a affirmé que la GRC est en position de conflit d'intérêts lorsqu'elle mène des enquêtes sur ses propres membres et qu'elle ne devrait pas participer à de telles enquêtes[16].

> « LES ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE, DE LA SASKATCHEWAN ET DU MANITOBA SE SONT TOUT PARTICULIÈREMENT INTÉRESSÉES AUX FORCES POLICIÈRES ET AUX QUESTIONS TOUCHANT LES PLAINTES CONTRE LA POLICE. DANS CES TROIS PROVINCES, AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES, CERTAINS INCIDENTS ONT AUGMENTÉ L'INTÉRÊT PUBLIC À L'ÉGARD DE LA CONDUITE DES POLICIERS. »

Les interventions concernant le caractère adéquat de la surveillance de la police sont moins partisanes et ont trait à des mesures législatives dont est saisie la Chambre des communes et à toute lacune d'un projet de loi particulier. Toutefois, les députés prennent aussi l'occasion, à cet égard, d'exprimer leur insatisfaction. Au cours d'un débat en octobre 2004 sur le projet de loi C-6, *Loi constituant le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile*, le député conservateur Dave Chatters a exprimé son scepticisme à l'égard de l'efficacité de la CPP et du processus de plainte contre la GRC.

16 *Déclaration faite le 15 novembre 2007.*

Assemblées législatives et comités provinciaux

Les assemblées législatives de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan et du Manitoba se sont tout particulièrement intéressées aux forces policières et aux questions touchant les plaintes contre la police. Dans ces trois provinces, au cours des dernières années, certains incidents ont augmenté l'intérêt public à l'égard de la conduite des policiers. Voici quelques faits saillants d'enjeux pertinents.

Colombie-Britannique

En Colombie-Britannique, certaines études ont été faites sur le processus de plainte contre la police. Le 9 août 2002, le comité spécial d'examen du processus de plainte contre la police a publié son deuxième rapport[17]. Les membres du comité ont entendu deux thèmes généraux au cours du témoignage : le premier étant que la police doit donner crédit aux plaintes et au système de surveillance pour qu'il fonctionne efficacement et le deuxième, que certains témoins ont fait remarquer que, selon le fonctionnement du processus de plainte, c'était « un peu comme laisser entrer le loup dans la bergerie ».

En août 2005, le gouvernement de la Colombie-Britannique a nommé le juge Josiah Wood de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique pour examiner le système de plainte contre la police de

17 *Comité spécial d'examen du processus de plainte contre la police (2e rapport).*

la province. Le juge Wood a présenté un rapport intitulé « *Report on the Review of the Police Complaint Process in British Columbia* » en février 2007[18]. Parmi ses principales conclusions, le juge Wood a proposé que les pouvoirs de surveillance du commissaire aux plaintes contre la police de la Colombie-Britannique soient « considérablement renforcés pour que le modèle de surveillance civile actuel soit efficace ». Le juge Wood a ajouté que le commissaire aux plaintes contre la police devait participer de façon plus active aux enquêtes sur la police.

Le rapport contenait 91 recommandations visant à améliorer le système. Parmi ces recommandations, le juge Wood a souligné le fait que le commissaire aux plaintes contre la police devait être informé de tout décès de personne détenue ou de décès liés aux actions de la police et qu'un service de police externe devait enquêter sur tous les cas de décès de personne détenue et liés aux actions de la police. En février 2008, le gouvernement de la Colombie-Britannique a annoncé des changements de la *Police Act* provinciale pour mettre en œuvre les recommandations du rapport.

Le 4 mars 2009, le gouvernement de la Colombie-Britannique a apporté des modifications à la *Police Act : projet de loi 6 – 2009 Police (Misconduct, Complaints, Investigations, Discipline and Proceedings) Amendment Act, 2009* et projet de loi 7 – *2009 Police (Police Complaint Commissioner) Amendment Act, 2009*. Le solliciteur général de la Colombie-Britannique, John van Dongen, a indiqué que les changements législatifs proposés tenaient compte de pratiquement toutes les recommandations du juge Wood. Le critique en matière de sécurité publique du NPD, Mike Farnworth, a souligné que les changements étaient insuffisants, parce que la GRC, qui assure la majorité des services de police à l'extérieur du Grand Vancouver et du sud de l'île de Vancouver, n'était pas visée par la Loi.

> « LES CONCLUSIONS DE LA *COMMISSION OF INQUIRY INTO MATTERS RELATING TO THE DEATH OF NEIL STONECHILD* ONT ÉTÉ PUBLIÉES LE 26 OCTOBRE 2004. AU TERME DE L'ENQUÊTE, IL A ÉTÉ RÉVÉLÉ QUE L'ENQUÊTE DE LA POLICE A ÉTÉ, « DANS L'HYPOTHÈSE LA PLUS OPTIMISTE, SUPERFICIELLE » ET S'EST CONCLUE PRÉMATURÉMENT; ELLE COMPORTAIT « D'IMPORTANTES LACUNES », QUI « VONT AU-DELÀ DE L'INCOMPÉTENCE OU DE LA NÉGLIGENCE » »

Saskatchewan

En Saskatchewan, le cas de Neil Stonechild qui, en 1990, a été retrouvé mort dans un champ à l'extérieur de Saskatoon alors que la dernière fois où il avait été vu vivant, il était sous la garde de la police a suscité beaucoup d'intérêt. Le 20 février 2003, le gouvernement de la Saskatchewan a nommé le juge D. H. Wright pour mener une enquête sur les circonstances entourant le décès de M. Stonechild et l'enquête policière qui en a découlé.

Les conclusions de la *Commission of Inquiry Into Matters Relating to the Death of Neil Stonechild* ont été publiées le 26 octobre 2004. Au terme de l'enquête, il a été révélé que l'enquête de la

18 « *Report on the Review of the Police Complaint Process in British Columbia* », février 2007.

police a été, « dans l'hypothèse la plus optimiste, superficielle » et s'est conclue prématurément; elle comportait « d'importantes lacunes », qui « vont au-delà de l'incompétence ou de la négligence ». Le juge Wright a fait remarquer que les agents de police locaux affichaient « une attitude excessivement défensive » lorsque des plaintes étaient déposées contre les leurs et se plaignaient de l'important fossé entre les Autochtones et les non-Autochtones de la province, y compris la méfiance profondément ancrée à l'égard des institutions non autochtones (comme la police). Le juge Wright a recommandé, entre autres, l'examen et l'amélioration des procédures qui traitent des plaintes déposées par le public contre l'inconduite policière.

Les recommandations du juge Wood ont entraîné plusieurs modifications de la *Police Act* de la Saskatchewan[19]. Au terme de consultations entre les services de police locaux et les groupes des Premières nations, la Commission des plaintes du public a été créée à titre de nouvel organe de surveillance de la police le 1er avril 2006. Afin de s'assurer que le nouvel organe de surveillance était représentatif de la population diverse de la Saskatchewan, on a ajouté une disposition exigeant que l'un des membres du conseil soit d'origine métisse, un autre, issu des Premières nations et un autre, un avocat. En outre, une modification de la Loi exigeait que, dans le cas de blessures graves ou de décès d'une personne sous garde policière ou liés aux actions de la police, un observateur indépendant provenant d'un autre corps policier ou d'un autre détachement de la GRC soit nommé. Le 3 avril 2006, le ministre de la Justice de la Saskatchewan, Frank Quennell, a souligné le fait que les nouvelles modifications sont cruciales à l'intégrité du système juridique de la province.

Manitoba

L'Assemblée législative du Manitoba s'est intéressée à des questions comme les crimes de rue et les niveaux de dotation des corps de police. À l'instar de la Chambre des communes, les comités législatifs se sont très peu intéressés à la question des enquêtes de la police sur la police. Toutefois, les circonstances entourant le décès d'un civil attribuable à un agent de police a fait ressurgir cette question. Le 25 février 2005, un agent de police d'East St. Paul qui n'était pas de service, Derek Harvey-Zenk, a frappé et tué Crystal Taman au cours d'un accident de la route. Le gendarme Harvey-Zenk s'était endormi après une nuit passée à boire avec ses collègues. C'est tout d'abord le service de police d'East St. Paul qui a enquêté sur l'accident – l'unité de police de l'agent – et l'Unité des normes professionnelles du Service de police de Winnipeg. L'agent a été condamné à deux ans de détention à domicile. Le public s'est insurgé contre la peine de l'agent.

La question a été soulevée à l'Assemblée législative du Manitoba. Le 30 octobre 2007, le chef de l'opposition, Hugh McFadyen, a fait remarquer à quel point de telles tragédies ébranlent la confiance du public à l'égard du système juridique du Manitoba. En réponse, le premier ministre Gary Doer a affirmé qu'une ancienne juge de la Cour du Banc de la Reine, Ruth Krindle, serait responsable d'un examen du bureau du procureur indépendant et des décisions prises dans le cas Taman. Malgré ces examens, le 5 décembre 2007, on a demandé au

19 Modifications énoncées en détail au Chapitre 3, Traitement actuel (Lois provinciales).

juge à la retraite de la Cour supérieure de l'Ontario, l'honorable Roger Salhany, de diriger une enquête pour examiner le traitement du cas par les agents de police du Manitoba[20].

Le rapport du juge Salhany intitulé « *Taman Inquiry into the Investigation and Prosecution of Derek Harvey-Zenk* », publié le 6 octobre 2008, a souligné la piètre qualité de l'enquête menée par le service de police d'East St. Paul. Selon le juge Salhany, l'enquête a été menée de mauvaise foi; elle était « entachée d'incompétence »; on a tenté d'étouffer l'affaire; c'était un exemple de prise de notes « abyssale »; de façon générale, il s'agissait d'une enquête « trompeuse » sur le décès de M^me^ Taman. Le juge Salhany a accordé une attention toute particulière aux deux agents de police responsables de l'enquête, qui ont présenté un témoignage qui n'était pas « fiable ni cohérent ».

> « SALHANY A FAIT REMARQUER LA NATURE PARTIALE DES ENQUÊTES (CRIMINELLES) MENÉES PAR LES AGENTS DE POLICE SUR LA CONDUITE DES LEURS ET A RECOMMANDÉ, ENTRE AUTRES, LA CRÉATION D'UN ORGANE DE SURVEILLANCE PROVINCIAL DISTINCT, INDÉPENDANT DU SERVICE DE POLICE, RESPONSABLE DES ENQUÊTES CRIMINELLES SUR LA CONDUITE D'AGENTS DE POLICE DU MANITOBA. »

Le juge Salhany a fait remarquer la nature partiale des enquêtes (criminelles) menées par les agents de police sur la conduite des leurs et a recommandé, entre autres, la création d'un organe de surveillance provincial distinct, indépendant du service de police, responsable des enquêtes criminelles sur la conduite d'agents de police du Manitoba. Le gouvernement du Manitoba s'est engagé à respecter les 14 recommandations du rapport.

La création d'un nouvel organe de surveillance est prévue pour 2009, et le gouvernement du premier ministre Doer a l'intention d'apporter des changements à la *Loi sur la sûreté du Manitoba*[21].

Rapports pertinents supplémentaires

En tout, quatre autres rapports notoires concernent la question des EPP. Le rapport *Un nouveau mécanisme d'examen des activités de la GRC en matière de sécurité nationale* du juge O'Connor, le rapport *Rétablir la confiance – Groupe de travail sur la gouvernance et le changement culturel à la GRC* de David Brown, le rapport *Une surveillance imperceptible : Enquête sur l'efficacité et la crédibilité des opérations de l'Unité des enquêtes spéciales de l'Ombudsman de l'Ontario* ainsi que le rapport « *Alone and Cold : Inquiry into the Death of Frank Paul* » du juge William Davies ont été activement étudiés par la CPP au cours de l'élaboration de son propre modèle recommandé pour la GRC[22].

2(c) Situation universitaire

Une étude commandée par la CPP a examiné l'évolution des différentes tendances universitaires à l'égard

20 *Au commencement de l'enquête Taman, le ministre de la Justice du Manitoba, Dave Chomiak, a décidé de dissoudre le service de police d'East St. Paul et de le remplacer par un nouveau détachement de la GRC.*

21 *Une nouvelle Loi sur les services de police devait être présentée en 2009, mais elle ne l'avait pas encore été au moment où le rapport a été rédigé.*

22 *Les faits saillants de chaque rapport sont présentés à l'Annexe 3.*

des enquêtes sur la police et de la gouvernance au XX^{e} siècle et ciblait tout particulièrement l'Amérique du Nord et le Commonwealth. En tout, aux fins de la présente analyse, 26 documents universitaires et de politique pertinents ont été cernés et évalués.

Dans le Commonwealth et dans certains pays de l'Occident, jusqu'à la fin des années 70, il n'y avait aucune participation civile à la gouvernance policière; la respon-sabilité de mener des enquêtes sur la police et de prendre des mesures disciplinaires relevait uniquement de la police. Les con-trôles civils, apparus dans les années 70, s'appuy-aient sur la pertinence et la suffisance de l'enquête policière initiale, et le conseil d'examen civil avait très peu de pouvoirs indépendants, voire aucun, pour confirmer ou valider la qualité, la portée ou la suffisance de l'enquête.

Par la suite, un contrôle indépendant des enquêtes sur les plaintes du public plus dynamique et efficace a été demandé. La gouvernance politique de la police s'est éloignée des modèles traditionnels de la responsabilisation en aval. La nouvelle responsabilisation politique s'inscrit dans la tendance générale vers une nouvelle norme de gestion du secteur public qui met l'accent sur une autoréglementation et une gouvernance suivies de près, renforcée par une surveillance externe. Cette nouvelle responsabilisation vise le respect des lois par des règlements, des vérifications, une surveillance et des inspections plus serrés.

> « La nature problématique des EPP et l'élaboration d'un contrôle civil externe laissent croire que la police n'a pas montré qu'elle avait la volonté ou la capacité de surveiller le comportement de ses membres d'une façon qui pourrait au moins inspirer la confiance du public et des milieux politiques. »

La nature problématique des EPP et l'élaboration d'un contrôle civil externe laissent croire que la police n'a pas montré qu'elle avait la volonté ou la capacité de surveiller le comportement de ses membres d'une façon qui pourrait au moins inspirer la confiance du public et des milieux politiques. La distance et le respect à l'égard de la police se sont modifiés, et davantage de reportages médiatiques indépendants et informés suscitent un questionnement et des critiques plus dynamiques dans les médias, démystifiant ainsi les services de police. Comme les technologies publiques, dont les caméras vidéo et les vidéophones, font qu'il est de plus en plus facile de surveiller les activités policières, il est de plus en plus difficile pour la police de se protéger des critiques, de l'examen ou de l'opinion du public. Cette nouvelle surveillance exacerbe les incidents notoires et les éléments de déviance policière et soutient encore plus le renforcement de l'examen civil et de la réglementation.

Conclusion N^{o} 1

Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir si un examen civil est souhaitable, mais plutôt de déterminer la façon dont la participation civile aux enquêtes peut être la plus efficace.

> L'examen de la documentation a entre autres fait ressortir l'absence de recherches directes sur les opérations et les activités réelles des divers modèles d'EPP. Il existe très peu de connaissances empiriques sur les EPP, et la plupart des recherches qui ont été effectuées sont de nature générale et descriptive.

D'un point de vue évolutionnaire, la tendance actuelle vers des modèles d'enquête civile découle d'une frustration de plus en plus grande du public et des milieux politiques. À l'extrême, on trouve un modèle supposant un contrôle civil indépendant complet à l'égard de la participation, des enquêtes et des interventions dans les cas de plaintes du public contre l'inconduite de la police.

Toutefois, la plupart des universitaires s'entendent pour dire que le retrait de l'autoréglementation de la police n'est pas la solution – une autoréglementation interne combinée à un certain degré de mesure de responsabilisation externe semble la solution qui sera préférée. Toutefois, la tendance vers une participation civile plus directe et exhaustive se maintiendra. On estime que le cadre de responsabilisation s'appuiera sur des modes de gestion et d'autoréglementation internes plus définis et efficaces, plutôt que sur des formes de gouvernance et de contrôle externes plus puissantes. Bref, la police fera partie de la solution.

Éparse recherche

L'examen de la documentation a entre autres fait ressortir l'absence de recherches directes sur les opérations et les activités réelles des divers modèles d'EPP. Il existe très peu de connaissances empiriques sur les EPP, et la plupart des recherches qui ont été effectuées sont de nature générale et descriptive.

Tout particulièrement :

- Il n'existe presque pas d'études de cas sur des enquêtes réelles sur les différents modèles ou processus qui permettraient d'effectuer une analyse en vue d'établir de bonnes pratiques.
- Il n'existe aucune recherche permettant de préciser les compétences relatives aux enquêtes requises pour les enquêtes civiles.
- Il existe très peu de recherches détaillées qui analysent le rôle précis de la culture policière dans les enquêtes sur les plaintes déposées contre la police.
- Il y a eu très peu de projets qui tentaient d'examiner les nouveaux modèles de la gestion policière et les technologies employées dans la gestion et la documentation des activités et des comportements de la police.
- Il existe très peu de recherches qui examinent le rôle des associations policières et des conventions collectives dans la participation (bonne ou mauvaise) aux EPP ou à d'autres enquêtes.

- Il existe très peu de connaissances sur la façon dont divers éléments ou aspects des EPP ou des autres solutions peuvent contribuer, en bien ou en mal, à la légitimité publique du processus de surveillance civile.

Cette absence de recherche directe sur la question des enquêtes de la police sur la police est une conclusion importante, parce que cela indique qu'il est nécessaire de mener d'autres recherches et analyses à cet égard. Le présent rapport espère combler ce manque en évaluant les modèles universitaires et politiques et les autres modèles et le traitement réel des enquêtes sur la police.

Thèmes généraux ressortant de la documentation

Même si, de façon générale, il existe très peu de recherches sur ce sujet, il convient de souligner un certain nombre de thèmes généraux pertinents à la question des enquêtes de la police sur la police. Le premier thème questionne le fait de savoir si la police peut réellement mener des enquêtes justes et impartiales sur ses propres membres. Certaines critiques ont trait au fait que les organisations policières sont de nature isolée et protectrice (doublées d'une culture organisationnelle distincte et puissante) et protègent la police des critiques et des contrôles externes en défendant et en rationalisant l'inconduite policière. Même s'il est reconnu que la police peut en fait mener des enquêtes justes et impartiales, la perception publique ou les doutes selon lesquels elle ne le peut pas sont bien souvent plus forts – la perception de manque d'impartialité ou de responsabilisation peut l'emporter sur la réalité dans bien des cas.

> « Le premier thème questionne le fait de savoir si la police peut réellement mener des enquêtes justes et impartiales sur ses propres membres. »

> « Le deuxième thème a trait à la capacité des civils de mener des enquêtes efficaces. »

Le deuxième thème a trait à la capacité des civils de mener des enquêtes efficaces. Même s'il est généralement accepté que les enquêtes civiles peuvent sembler plus impartiales compte tenu de la distance par rapport à la culture policière (et à l'environnement de travail), il est avancé que les civils peuvent ne pas comprendre suffisamment le travail de la police pour mener une enquête criminelle complète et exhaustive. Le manque de légitimité accordée aux enquêteurs civils, en raison de la coopération réduite et de l'accès limité aux renseignements nécessaires de la police, peut donc miner la capacité des enquêteurs civils de mener des enquêtes efficaces.

Une autre tendance porte sur le rôle que la police et la culture policière peuvent jouer dans leur propre réforme. La nature même du travail de la police suppose des comportements protecteurs et d'isolement qui peuvent contribuer au travail de la police et limiter dûment l'ouverture à l'égard d'une importante réforme et d'une évolution progressive. Toutefois, il existe un consensus de plus en plus important selon lequel un processus plus ouvert et redevable est

inévitable, et les agents de police savent qu'un changement est immanquable. Par conséquent, la solution tient à un processus d'examen externe qui comprend et prend en considération les préoccupations légitimes de la police. Il faut trouver des façons de faire participer la police au processus d'examen, aux enquêtes et à la réforme. Pour qu'il y ait une bonne relation de travail avec la police, elle doit participer activement au processus d'autoréglementation, ce qui lui permettrait de faire partie de la solution.

Enfin, il convient de déterminer si la participation d'agents de police en service ou à la retraite compromet l'indépendance et l'intégrité des enquêtes. On soutient que le déploiement d'agents de police actifs (détachés) peut assurer la présence de compétences et d'une expérience en matière d'enquêtes, mais l'enquête risque d'être partiale et contrainte par le fait que les enquêteurs ont la même perspective et les mêmes valeurs professionnelles que les personnes visées par l'enquête, ce qui pourrait influencer les résultats. De plus, des agents de police à la retraite peuvent posséder l'expertise nécessaire et, puisqu'ils ne subissent pas les mêmes pressions que les agents de police en service, ils ont peut-être acquis une vision plus professionnelle et indépendante de la fonction policière (tout particulièrement dans le cas d'enquêteurs supérieurs occupant un poste de commandement).

En somme, l'examen de la documentation a révélé qu'il existe un consensus selon lequel les modèles traditionnels d'EPP ne peuvent plus être défendus, en tant que modèles efficaces permettant de répondre aux plaintes du public ni en tant que méthode qui satisfait aux exigences du public en matière de responsabilisation. Toutefois, les opinions diffèrent quant au modèle de surveillance civile le plus adéquat. Les modèles de contrôle civil disposant de mandats de surveillance limités ne sont pas une solution, vu la nécessité de la coopération et de la participation de la police. Les modèles d'examen des EPP ne devraient pas être considérés comme minant la responsabilité et la capacité de la police de gouverner le comportement de ses propres membres. Par conséquent, beaucoup de voix appellent à la mise en place d'un modèle de surveillance hybride supposant une enquête et un examen policiers et civils qui accordent un rôle légitime, mais limité à la police dans le processus et qui font appel à une surveillance et à des enquêtes civiles rigoureuses. Il semble que le rôle futur de la police dans les processus d'enquête et d'examen est d'encourager une autoréglementation et une responsabilisation internes plus efficaces tout en établissant des modèles de surveillance et d'enquête puissants, mais concertés.

Conclusion Nº 2

La nature même des enquêtes criminelles exige que la police, dans une certaine mesure, fasse partie de la solution.

> « ENFIN, IL CONVIENT DE DÉTERMINER SI LA PARTICIPATION D'AGENTS DE POLICE EN SERVICE OU À LA RETRAITE COMPROMET L'INDÉPENDANCE ET L'INTÉGRITÉ DES ENQUÊTES. »

2 (d) Principales préoccupations cernées dans le cadre d'observations publiques[23]

La CPP a sollicité des observations publiques sur la question des enquêtes de la police sur la police pour éclairer le débat. Dix-neuf observations publiques ont été faites par différents intervenants, dont des organes de surveillance canadiens et internationaux, des membres du public, des représentants de gouvernements provinciaux (y compris un médecin légiste provincial), des organisations non gouvernementales (ONG) ainsi que des commissions et des associations policières.

La préoccupation la plus prévalente faite dans le cadre des observations avait trait à la **rapidité des enquêtes sur les membres**. Une observation avait pour conclusion que « l'une des techniques employées par la GRC pour tout faire disparaître consiste à laisser passer suffisamment de temps entre l'événement et la conclusion de l'enquête [...][24] ». Le médecin légiste en chef provincial a indiqué que la longueur de l'enquête policière retarde au bout du compte le processus d'enquête. Les membres de la GRC visés par une plainte ont révélé que l'enquête a commencé seulement six mois après que la plainte a été déposée et a duré plus de deux ans[25]. Cela a incité un juge, dans ce cas particulier, à déterminer que, « compte tenu de l'indifférence, de l'incompétence et du non respect des délais impartis des membres de la GRC responsables de l'enquête, j'estime que l'enquête policière à l'égard des requérants constitue un manquement complet à leur devoir et un "abus de procédure"[26]. » Les membres visés ont fait part des problèmes émotionnels qu'ils ont éprouvés en raison du long déroulement de l'enquête.

> « DIX-NEUF OBSERVATIONS PUBLIQUES ONT ÉTÉ FAITES PAR DIFFÉRENTS INTERVENANTS, DONT DES ORGANES DE SURVEILLANCE CANADIENS ET INTERNATIONAUX, DES MEMBRES DU PUBLIC, DES REPRÉSENTANTS DE GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX (Y COMPRIS UN MÉDECIN LÉGISTE PROVINCIAL), DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) AINSI QUE DES COMMISSIONS ET DES ASSOCIATIONS POLICIÈRES. »

Le besoin d'enquêtes transparentes a aussi été soulevé à plusieurs reprises. Bon nombre d'observations laissaient entendre que le manque de transparence dans les enquêtes de la GRC (tout particulièrement les enquêtes sur les actions de ses propres membres) incitait le public à croire qu'on ne lui dit pas ce qui se passe réellement et qu'on lui présente plutôt une version officielle, extrêmement diluée et partiale de l'enquête. Une observation du ministère de la Justice d'une province a souligné les attentes du public à l'égard de la responsabilisation et de la transparence[27].

23 *Pour consulter toutes les observations, voir l'Annexe 4.*
24 *Membre du public, observation no 1, « Comments on Chair-Initiated Complaint regarding the death of an individual at a B.C. RCMP Detachment, 2005 », p. 9.*
25 *Jugement rendu le 24 octobre 2006 par la Cour rême de Terre-Neuve-et-Labrador [Division de première instance].*
26 *Jugement rendu le 24 octobre 2006 par la Cour suprême de Terre-Neuve-et-Labrador [Division de première instance], p. 13.*
27 *Ministère de la Justice de la Nouvelle-Écosse, Division de la sécurité publique, « Re: Commission for Public*

Dans son observation, une ONG a souligné que, du point de vue du public, il est probable qu'on pense que les enquêtes de la police sur la police cachent des faits et que, puisque les enquêteurs sont considérés comme partiaux et défendant des intérêts du service et leurs intérêts personnels, de telles enquêtes ne *sembleront* jamais justes. Cette situation est néfaste pour le public et la police, parce que celle-ci peut faire l'objet de critiques indues en raison du manque de transparence dans le système[28]. La perception publique d'une enquête partiale l'emporte sur la réalité, comme l'a fait remarquer le premier thème général ressorti de l'examen des recherches universitaires.

Bon nombre d'observations ont **soulevé des préoccupations concernant la possibilité d'un conflit d'intérêts** lorsqu'un corps policier mène des enquêtes sur ses propres membres. Un membre du public a fait remarquer « qu'il y a apparence de conflit d'intérêts, puisqu'il est clair que les policiers sont tentés d'être partiaux pendant l'exercice de leurs fonctions, alors que l'enquête devrait être menée de façon impartiale pour le bien du public. [...] Le système d'enquête de la police sur elle même semble être empreint d'anomalies. » Ce conflit d'intérêts perçu semble étroitement lié au manque de confiance des Canadiens à l'égard de la GRC, cynisme alimenté par une série d'incidents interminables où la GRC semble avoir choisi de s'isoler et de servir ses intérêts à court terme, plutôt que de dire la vérité[29]. Enfin, une autre observation du public a fait remarquer que les agents de police ne peuvent pas mener des enquêtes adéquates sur leurs collègues parce qu'ils n'ont pas assez de distance avec la personne visée par l'enquête[30].

> **Dans son observation, une ONG a souligné que, du point de vue du public, il est probable qu'on pense que les enquêtes de la police sur la police cachent des faits et que, puisque les enquêteurs sont considérés comme partiaux et défendant des intérêts du service et leurs intérêts personnels, de telles enquêtes ne sembleront jamais justes.**

Complaints against the RCMP », 31 mars 2008, p. 1.

28 *Association canadienne des libertés civiles, « Re: Criminal Investigations of RCMP Officers », 31 mars 2008, p. 3.*

29 *Membre du public, « Public Submission to the Commission for Public Complaints Against the RCMP Regarding the Public Interest Investigation on "Police Investigating Police" », page 1.*

30 *Membre du public, « Re: Police Investigating Police Complaint », 17 mars 2008, p. 1.*

Chapitre 3

3. TRAITEMENT ACTUEL D'ENQUÊTES SUR LES MEMBRES DE LA GRC – EXAMEN DES LOIS ET DES POLITIQUES

À l'heure actuelle, quiconque (y compris un non citoyen) ayant une préoccupation à l'égard de la conduite d'un membre de la GRC peut déposer une plainte à la CPP, à la GRC ou à l'organe gouvernemental provincial concerné. Une fois que la CPP a reçu une plainte, elle la documente et la transmet à la GRC pour une enquête initiale. Selon la loi qui gouverne la CPP, de façon générale, la GRC doit mener la première enquête sur la plainte et la CPP intervient ensuite à titre d'organe de surveillance. La CPP n'effectue un contrôle que lorsqu'un plaignant n'étant pas satisfait du traitement de l'enquête sur la plainte par la GRC le lui demande. Toutefois, à la discrétion du président, la CPP peut aussi mener ses propres enquêtes dans l'intérêt du public ou mener une audience d'intérêt public.

> « LE MANDAT DE LA CPP SE LIMITE STRICTEMENT À LA CONDUITE DES MEMBRES DE LA GRC EN GÉNÉRAL. LA CPP N'A DONC PAS LE POUVOIR DE MENER SES PROPRES ENQUÊTES CRIMINELLES. »

Il est important de souligner que toutes les questions ayant trait à l'administration de la justice (ce qui comprend les enquêtes criminelles) demeurent entièrement la compétence des provinces comme le prévoit le paragraphe 92(14) de la *Constitution*. Cela signifie que le mandat de la CPP se limite strictement à la conduite des membres de la GRC en général. La CPP n'a donc pas le pouvoir de mener ses propres enquêtes criminelles.

Pour évaluer adéquatement la façon dont la GRC mène une enquête sur un membre de la GRC, il est tout d'abord nécessaire de déterminer les lois et les politiques actuellement en vigueur orientant les agissements de la GRC à cet égard. La présente section effectuera un examen (1) des lois pertinentes, (2) d'un modèle proposé pour le nouvel organe de surveillance de la GRC et (3) des politiques qui orientent l'intervention de la GRC lorsque la conduite de membres de la GRC a causé des blessures graves ou a entraîné le décès.

(1) Lois

Le *Code criminel* n'énonce aucune exigence précise quant à la façon dont une enquête sur des agents de police devrait être traitée. Et même si la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* ne fait non plus aucune mention de la façon dont les enquêtes de la police sur la police devraient avoir lieu, elle présente deux caractéristiques qui méritent une attention spéciale compte tenu de leur incidence sur le comportement des membres et le traitement des EPP.

1(a) Loi sur la GRC – article 37 Conduite

L'article 37 de la *Loi sur la GRC* précise huit lignes directrices relatives au comportement adéquat que devraient

adopter les membres de la GRC en tout temps. Cet article ordonne aux membres, en tant que représentants de la GRC, d'agir avec respect et diligence, en évitant tout conflit d'intérêts :

> *37. Il incombe à chaque membre :*
> *a) de respecter les droits de toutes personnes;*
> *b) de maintenir l'intégrité du droit et de son application ainsi que de l'administration de la justice;*
> *c) de remplir ses fonctions avec promptitude, impartialité et diligence, conformément au droit et sans abuser de son autorité;*
> *d) d'éviter tout conflit d'intérêt réel, apparent ou possible;*
> *e) de veiller à ce que l'inconduite des membres ne soit pas cachée ou ne se répète pas;*
> *f) d'être incorruptible, de ne pas rechercher ni accepter des avantages particuliers dans l'exercice de ses fonctions et de ne jamais contracter une obligation qui puisse entraver l'exécution de ses fonctions;*
> *g) de se conduire en tout temps d'une façon courtoise, respectueuse et honorable;*
> *h) de maintenir l'honneur de la Gendarmerie, ses principes et ses objets.*

1(b) Consignes du commissaire

La *Loi sur la GRC* définit les « Consignes du commissaire » au paragraphe 2(2) :

> *Les règles à caractère permanent que le commissaire établit en vertu de la présente loi sont appelées consignes du commissaire.*

Même s'il existe de nombreuses Consignes du commissaire mentionnées dans le manuel administratif de la GRC, trois consignes précises (plaintes du public) s'appliquent au contexte des EPP :

- Section 9 : Un membre ne peut faire enquête sur une plainte s'il peut se trouver en situation de conflit d'intérêts
    - Il est important de souligner que le terme « conflit d'intérêts » n'est pas défini plus amplement dans les Consignes.
- Section I.2.b : Si, par suite d'une enquête, on croit que le membre a commis une infraction prévue par une loi et que celle-ci relève de la compétence principale de la GRC, prendre les mêmes mesures que pour toute autre personne.
    - La sous-section 1.2.b(1) des Consignes du commissaire « prendre les mêmes mesures que pour toute autre personne » est conforme aux Directives sur les enquêtes nationales de la GRC (mentionnées plus loin dans le chapitre).
- Section I.3.a : Sur avis d'une plainte grave [officer immédiat/officer responsable] contre un membre, notamment la corruption ou une infraction semblable, en informer l'officier responsable des enquêtes criminelles et suivre les directives divisionnaires.

- Même si la plupart des divisions ont établi certaines directives à l'intention des commandants ou des enquêteurs leur exigeant d'adresser ou de signaler les cas aux officiers responsables des Enquêtes criminelles ou de les consulter dans certaines circonstances, la terminologie concernant le processus varie d'une division à une autre et est souvent vague (p. ex. certaines divisions exigent de saisir les officiers responsables des Enquêtes criminelles « de la façon la plus appropriée », d'autres disent qu'il faut le faire de « façon directe », et certaines directives recommandent de le faire « immédiatement » ou « dès que possible »).

> « SEULES TROIS LOIS SUR LA POLICE PROVINCIALES ABORDENT PRÉCISÉMENT LE RÔLE D'UN ORGANE DE SURVEILLANCE INDÉPENDANT DANS LE TRAITEMENT DES ENQUÊTES DE LA POLICE : (1) L'ALBERTA, (2) LA SASKATCHEWAN ET (3) L'ONTARIO. »

1(c) Lois sur la police provinciales[31]

Seules trois lois sur la police provinciales abordent précisément le rôle d'un organe de surveillance indépendant dans le traitement des enquêtes de la police : (1) l'Alberta, (2) la Saskatchewan et (3) l'Ontario. Il est important de souligner que, puisque le chapitre 5 présente de plus amples détails sur le mandat, les caractéristiques et le fonctionnement de ces organes de surveillance au Canada, la présente section se limitera à la définition des fondements législatifs de chaque loi.

Dans le cas de l'**Alberta**, l'article 46.1 de la *Police Act* a établi l'unité d'enquête intégrée de la province sur les allégations de conduite criminelle grave et les incidents de blessures graves ou de décès attribuables aux actions d'un agent de police.

- L'alinéa 46.1(2)*d*) de la Loi a établi une unité d'enquête intégrée pour mener une enquête sur l'incident ou la plainte et lui permet entre autres de prendre les commandes d'une enquête en cours à tout moment, selon les consignes du ministre de la Justice et du procureur général dans des cas de blessures graves ou de décès (ou une plainte à cet égard) d'une personne attribuables aux actions d'un agent de police ou « toute autre affaire grave ou de nature délicate » concernant les actions d'un agent de police.

- Le paragraphe 46.2(1) précise que le ministre « peut autoriser l'unité à agir à titre d'autre service de police aux fins de la tenue d'une enquête aux termes de l'article 46.1 ».

- Selon le paragraphe 46.2(3), le chef de cette unité « est considéré comme un chef de police ».

- L'équipe d'intervention en cas d'incident grave de l'Alberta (ASIRT) a été le modèle proposé pour une telle unité. L'ASIRT est composée de civils, de membres de la GRC et de personnel de corps policiers municipaux qui, à la demande du

31 *Voir l'Annexe 5 pour l'analyse complète des provinces.*

directeur de l'application de la loi provinciale, doivent mener des enquêtes dans des cas de blessures graves ou de décès.

En **Saskatchewan**, les modifications apportées en 2005 à la « *Police Act, 1990* » ont mené à la création de la Commission des plaintes du public (PCC).

- Le paragraphe 45(1) de la Loi précise que, lorsqu'une plainte a été déposée concernant les actions d'un agent de police, la PCC, en consultation avec le chef de police, « doit mener une enquête sur la plainte dès que possible ».
- Cette disposition s'applique pour toutes les plaintes du public, y compris les infractions potentielles « aux termes d'une loi ou d'une loi fédérale » (paragraphe 45(2)).
- Le paragraphe 45(3) mentionne les mesures possibles que peut prendre la PCC lorsqu'une plainte est déposée. La PCC peut choisir de mener elle même une enquête sur la plainte (3a), d'adresser la plainte au service de police visé par la plainte (3b), de nommer un observateur qui devra surveiller l'enquête de la police (3c) ou d'adresser la plainte à un autre corps policier (3d).
- Selon le paragraphe 45(6), la PCC a le pouvoir d'assumer les responsabilités relatives à une enquête policière en tout temps si elle le juge nécessaire; le cas échéant, le service de police en question doit cesser sa propre enquête et fournir tout son concours à la PCC.
- Le paragraphe 91.1(1) précise que, dans les cas de blessures graves ou de décès, la GRC assurant les services de police au sein d'une municipalité doit demander au sous-ministre de la Justice de nommer un observateur « provenant d'un autre service de police ou d'un autre détachement de la GRC » pour surveiller l'enquête. Cet observateur doit avoir un « accès complet » à tous les aspects de l'enquête et en faire rapport.
- Lorsqu'une enquête est menée sans qu'une plainte ait été déposée, la police mène elle même l'enquête sur l'incident (sauf lorsqu'une enquête « concerne directement » un membre du public, dans ce cas, le chef de police doit informer la PCC dès que possible. À ce moment là, la PCC se chargera de l'affaire.)

En **Ontario**, la *Loi sur les services policiers* (article 113) et le *Règlement 673/98, « Conduct and Duties of Police Officers Respecting Investigations by the Special Investigations Unit »*, mentionnent les procédures à suivre dans les cas d'infractions criminelles commises par les agents de police de la province. L'article 113 de la Loi précise qu'une unité indépendante doit mener une enquête sur les circonstances entourant des blessures graves, des décès et des allégations d'agression sexuelle pouvant découler d'actions d'agents de police.

- Le paragraphe 113(5) de la Loi précise que le directeur de l'Unité des enquêtes spéciales (UES) « peut, de son propre chef et doit, à la demande du solliciteur général ou du procureur général » mener des enquêtes sur les circonstances qui sont à l'origine de blessures graves et de décès pouvant être imputables à des infractions criminelles de la part d'agents de police. Les agents de police ont le devoir de coopérer « entièrement » avec l'unité paragraphe 113(9)).

- L'article 3 du Règlement précise que le chef de police doit informer immédiatement l'UES de tout incident relevant du mandat de l'unité.

- L'UES est l'enquêteur en chef duquel relève « tout autre corps policier » au cours de l'enquête (article 5 du Règlement).

- Selon le paragraphe 11(1) du Règlement, le chef de police peut aussi mener une enquête sur l'incident dont est saisie l'UES, pour autant que l'UES conserve le « rôle principal » dans l'enquête.

(2) Ébauche d'une loi type proposée

En tant que force policière fédérale du Canada, la GRC a conclu des contrats avec les provinces pour fournir des services de police provinciaux et municipaux. Ce processus donne naturellement lieu à des problèmes entre le rôle de l'organe fédéral chargé de l'examen de la conduite de la GRC et le rôle du gouvernement provincial responsable de l'administration de la justice dans chaque province.

Pour répondre à ces problèmes et créer un régime d'examen fédéral efficace pour la GRC, la CPP a élaboré et diffusé publiquement une loi type[32]. Un certain nombre de pouvoirs proposés sont tout particulièrement pertinents à la question des EPP et comprendraient la capacité du nouvel organe de surveillance de la GRC (i) de mener des enquêtes conjointes, (ii) de surveiller les enquêtes de la GRC et (iii) d'adresser les enquêtes criminelles sur la conduite de membres de la GRC à un autre corps policier.

(i) Mener des enquêtes conjointes

À l'heure actuelle, la CPP ne dispose pas du pouvoir conféré par la loi de mener des enquêtes conjointes[33], ce qui peut entraîner un chevauchement des efforts lorsqu'un certain nombre d'organes entreprennent simultanément des enquêtes distinctes sur une même conduite. La loi proposée permettrait au nouvel organe de surveillance de la GRC de mener conjointement des enquêtes, des examens, des vérifications ou des audiences avec un autre organe disposant de pouvoirs comparables.

(ii) Capacité de surveiller les enquêtes sur la GRC

À l'heure actuelle, la GRC doit fournir son consentement pour que la CPP puisse observer les enquêtes menées sur la conduite d'un membre. Puisque aucune loi ne confère le pouvoir de contrôler les enquêtes de la GRC, celle-ci doit mener des enquêtes sur ses propres membres sans surveillance externe. La loi proposée permettrait

32 Voir l'Annexe 6 pour la loi type proposée.
33 Les enquêtes conjointes sont des enquêtes menées en collaboration avec un organe provincial d'examen ou de surveillance de la police semblable.

la surveillance de toute enquête sur la conduite d'un agent de la paix, lorsque le nouvel organe de surveillance de la GRC le juge nécessaire.

(iii) Adresser les enquêtes criminelles sur la conduite de membres de la GRC à un autre corps policier

À l'heure actuelle, la CPP n'a pas le mandat, dans aucune circonstance, d'adresser une enquête sur la conduite d'un membre de la GRC à un autre corps policier. La loi proposée permettrait au nouvel organe de surveillance de la GRC d'adresser une enquête à un corps policier externe. Cela augmenterait la confiance du public à l'égard du processus et de la transparence de l'enquête et réduirait au minimum la possibilité de conflits d'intérêts que supposent les enquêtes que mène la GRC sur elle même.

> « Pour évaluer le caractère adéquat des politiques de la GRC, l'équipe d'examen de la CPP a examiné toutes les politiques nationales et de chaque division de la GRC qui ont une incidence directe sur la façon dont la GRC mène des enquêtes sur ses propres membres. »

(3) Politique de la GRC

L'un des principaux buts de la présente enquête est de déterminer si les politiques actuelles de la GRC orientant les enquêtes sur les membres sont adéquates. Voici un des critères établis dans la plainte déposée devant la CPP le 26 novembre 2007 qui vise à évaluer le traitement par la GRC des enquêtes sur des membres impliqués dans des cas de blessures graves ou de décès.

> Critères d'évaluation de la CPP : Déterminer si les politiques, les procédures et les lignes directrices de la GRC en vigueur sont adéquates pour veiller à ce que les enquêtes menées par des membres de la GRC sur d'autres membres de la GRC soient justes, efficaces, exhaustives et impartiales.

Pour évaluer le caractère adéquat des politiques de la GRC, l'équipe d'examen de la CPP a examiné toutes les politiques nationales et de chaque division de la GRC qui ont une incidence directe sur la façon dont la GRC mène des enquêtes sur ses propres membres. Sur demande, la GRC a fourni à l'équipe d'examen de la CPP, dans le cadre de son évaluation, chaque politique de la GRC établie entre 2001 et 2008 qui concerne le traitement des EPP. La liste complète des politiques examinées dans le cadre du rapport est présentée à l'Annexe 7.

Politiques nationales

En plus de la politique proposée *Examen ou enquêtes externes* que parachève actuellement la GRC, les politiques nationales sur les sujets suivants ont été examinées : *Infractions sexuelles, Arrestation, Conduite d'un véhicule prioritaire, Prisonniers et personnes déséquilibrées, Décès d'une personne détenue, Décès, Gestion des cas graves, Garde des prisonniers* et la politique *Directives nationales en matière d'enquête*. Quelques politiques susmentionnées ont trait à la possibilité

qu'une enquête indépendante sur un incident impliquant des membres de la GRC soit menée, tout particulièrement *Prisonniers et personnes déséquilibrées, Décès d'une personne détenue, Gestion des cas graves et Examen ou enquêtes externes*.

La politique *Directives nationales en matière d'enquête* souligne que, si la GRC a la compétence principale, elle doit prendre les mêmes mesures « que pour toute autre personne » (F.1.a), alors que, si l'incident ne relève pas de la compétence principale de la GRC, celui-ci doit être adressé au service de police compétent (F.1.b).

> « IL EST IMPORTANT DE SOULIGNER QU'IL N'EXISTE AUCUNE EXIGENCE OBLIGATOIRE D'ADRESSER AUTOMATIQUEMENT UNE ENQUÊTE SUR UN MEMBRE DE LA GRC À UN AUTRE CORPS POLICIER – CETTE DÉCISION APPARTIENT EXCLUSIVEMENT AUX FORCES OPÉRATIONNELLES. »

La CPP a analysé les principales caractéristiques, pratiques exemplaires et omissions concernant les politiques de la GRC et a par la suite effectué une comparaison entre les divisions pour évaluer l'uniformité de leur application. Les principales conclusions de cet examen sont mentionnées ci-dessous.

Indépendance de l'enquêteur

La nomination d'un enquêteur « indépendant » pour assurer l'impartialité d'une enquête est inscrite dans plusieurs politiques nationales de la GRC. Les politiques *Prisonniers et personnes déséquilibrées, Décès d'une personne détenue, Gestion des cas graves et Examen ou enquêtes externes* exigent toutes qu'un enquêteur indépendant soit nommé dans des cas précis. Toutefois, la définition d'un enquêteur indépendant varie selon les politiques et les divisions.

Dans certaines politiques de division (divisions B, G et J[34]), il s'agit d'un enquêteur « indépendant » seulement lorsque le membre nommé provient « d'un autre district/secteur ou d'un autre corps policier ». D'autres politiques de division (Division E[35]) permettent la nomination discrétionnaire d'un enquêteur « autonome » dans des incidents comportant des poursuites policières ou des collisions de véhicules policiers entraînant de graves blessures ou le décès.

Adresser le cas à un autre corps policier

D'autres politiques recommandent que les enquêtes sur les membres devraient être entièrement adressées à un autre corps policier pour assurer l'impartialité. La politique nationale proposée de la GRC *Enquêtes externes et la politique* du Nouveau-Brunswick (Division J) sont les deux seules politiques qui recommandent une telle option. Toutefois, il est important de souligner qu'il n'existe aucune exigence obligatoire d'adresser automatiquement une enquête sur un membre de la GRC à un autre corps policier – cette décision appartient exclusivement aux forces opérationnelles.

34 *Terre-Neuve-et-Labrador, Manitoba, Territoires du Nord-Ouest et Nouveau-Brunswick, respectivement. Dans la Division J (Nouveau-Brunswick), un protocole d'entente a été conclu entre la GRC et les services de police du Nouveau-Brunswick selon lequel une équipe d'enquête sur l'usage de la force doit intervenir dans le cas d'« incident critique ». L'article 4 de l'entente précise que l'agent responsable et l'enquêteur principal doivent être des membres d'un organisme indépendant qui n'est pas concerné par l'incident critique.*

35 *Colombie-Britannique.*

Examen administratif

De plus, il n'existe pas de politique nationale qui rend obligatoire un examen administratif des enquêtes sur des membres.

> Les politiques divisionnaires définissent « examen administratif » de la façon suivante : « un examen indépendant de tous les aspects d'un incident visant expressément à cerner des déficiences potentielles dans les politiques, la formation, l'équipement ou les techniques de survie des agents. » Des renseignements recueillis dans le cadre d'un examen administratif peuvent aider le commandant de la division de la GRC à assurer la direction de façon plus efficace d'une enquête et à rendre des comptes aux autorités fédérales ou provinciales adéquates.

La nécessité d'un examen administratif n'est mentionnée que dans deux politiques de la GRC :

(1) La politique nationale *Rapport sur la décharge d'armes* à feu ordonne la nomination d'un « agent indépendant » pour mener l'examen administratif, le cas échéant. Dans les cas de blessures graves ou de décès imputables à un groupe tactique d'intervention de la GRC, le « chef n'appartenant pas à la division » doit être nommé responsable de l'examen.

(2) À l'échelle de la division, au Manitoba, un examen administratif peut être demandé à la discrétion du gestionnaire des services administratifs dans des enquêtes notoires (enquêtes sur des cas de blessures graves ou de décès ou sur des agissements pouvant être source de critiques à l'égard de la GRC). Un agent indépendant « non associé à l'incident » et provenant d'une administration autre que celle dans laquelle l'incident a eu lieu est responsable de l'examen. Les recommandations découlant de l'examen doivent par la suite être adressées aux « centres de police concernés pour la mise en œuvre ».

De façon générale, l'exigence d'un examen administratif n'est précisée que dans une seule politique nationale et une politique de division. Par conséquent, l'exécution d'examens administratifs ne se fait pas de façon uniforme à l'échelle du pays.

> « De façon générale, l'exigence d'un examen administratif n'est précisée que dans une seule politique nationale et une politique de division. Par conséquent, l'exécution d'examens administratifs ne se fait pas de façon uniforme à l'échelle du pays. »

Portée des politiques – infractions « graves » uniquement ou « toutes » les violations

En examinant les politiques nationales de la GRC, tout particulièrement *Prisonniers et personnes déséquilibrées, Décès d'une personne détenue, Décès, Gestion des cas graves et Examen ou enquêtes externes* (ainsi que les politiques de la Division E, Colombie-Britannique), la CPP s'est interrogée sur la définition de la GRC d'infraction « grave », justifiant un examen indépendant.

Les politiques nationales portent sur les cas de blessures graves ou de décès, qui rendent possible la nomination d'un enquêteur indépendant. Dans les *Directives en matière d'enquête* de la Division E, l'agent de district est appelé à nommer un enquêteur indépendant dans les cas de « blessures graves ou de décès » imputables à des poursuites policières ou à des collisions de véhicules de police.

Dans certaines politiques de division (divisions B, D, G et J[36]), la définition d'une infraction grave comprend toute « violation ou prétendue violation du *Code criminel* ou toute autre infraction à une loi fédérale ou provinciale » commise par un membre. Par conséquent, le détachement ou la division n'a pas besoin de déterminer ce que constitue une infraction « grave » au moment de demander un examen indépendant.

36 *Les politiques du Manitoba mentionnent des violations « du Code criminel ou des infractions aux lois fédérales ». Il convient de souligner que les politiques des divisions F (Saskatchewan) et K (Alberta) font aussi mention de « toute infraction criminelle », mais dans ce cas, les divisions mènent elles-mêmes leurs propres enquêtes.*

Politique – mesures obligatoires par rapport aux dispositions discrétionnaires

Voici un résumé des mesures obligatoires par rapport aux mesures discrétionnaires prescrites dans les politiques nationales et divisionnaires.

MESURE	OBLIGATOIRE	DISCRÉTIONNAIRE
Nomination d'un enquêteur indépendant (provenant d'un autre district ou d'un autre corps policier)	Divisions B, D, G, J, politique nationale *Décès d'une personne détenue*, politique nationale *Prisonniers et personnes déséquilibrées*	Politique nationale *Examen ou enquêtes externes, Division E* (dans les cas de poursuite policière et de collision de véhicules entraînant des blessures graves ou la mort)
Adresser l'enquête à un autre corps policier	Politiques de la Division J : *Infractions commises par des membres*	Politique nationale *Examen ou enquêtes externes*
Examen administratif	Politique nationale *Rapport sur la décharge d'armes à feu*	Division D *Directives en matière d'enquête*
Les politiques concernent « toute » violation ou prétendue violation du CC ou toute infraction d'une loi fédérale ou provinciale	*Directives en matière d'enquête* des divisions B, D, F, G, J, K [37]	

Politique nationale par rapport aux politiques de division

Chaque division possède sa propre version des politiques « d'enquête » officielles et des lignes directrices différentes quant à la façon dont les infractions commises par des membres peuvent être traitées. Seules 6 (des 14) divisions abordent la question des enquêtes sur les membres. Le tableau ci-dessous illustre quelques différences clés entre la nouvelle politique nationale *Examen ou enquêtes externes*, qui n'a pas encore été mise en œuvre, et les politiques de division.

37 Terre-Neuve-et-Labrador, Saskatchewan, Territoires du Nord-Ouest, Nouveau-Brunswick et Alberta.

POLITIQUE NATIONALE	POLITIQUES DE DIVISION
• Ordonner la tenue d'une enquête externe indépendante est optionnel en fonction des facteurs d'intérêt public suivants : - la gravité des allégations - la nature des allégations - l'incidence de l'infraction présumée sur : 1) la victime 2) la collectivité 3) la confiance du public - la disponibilité, l'expertise et l'expérience d'un service de police externe pouvant mener l'enquête • Tenue d'une enquête indépendante dans les cas de décès de personne détenue, de fusillade de membres de la GRC ou de toute autre affaire jugée d'intérêt public	• Nomination obligatoire d'un enquêteur externe aux termes du PE (J) • Signalisation obligatoire de toute infraction à une loi commise par un autre membre au superviseur (B, D, G, J) • Règlement obligatoire d'un problème de conflit personnel pour les enquêteurs (F) • Enquête criminelle immédiate obligatoire dès le signalement de l'incident (F) • Enquête prescrite obligatoire (K) • Toute violation ou violation présumée du *Code criminel* ou toute autre infraction à une loi fédérale ou provinciale commise par un agent de la GRC (B, D, G, J)

Puisque la loi ne prescrit pas la façon dont les membres doivent mener des enquêtes sur d'autres membres, il est d'autant plus important que les politiques soient adéquates pour assurer l'impartialité, la transparence et la rigueur du processus.

« Puisque la loi ne prescrit pas la façon dont les membres doivent mener des enquêtes sur d'autres membres, il est d'autant plus important que les politiques soient adéquates pour assurer l'impartialité, la transparence et la rigueur du processus. »

À l'heure actuelle, la CPP a constaté que le contenu des politiques des divisions diffère et que leur application n'est pas uniforme. Même si la GRC a établi un certain nombre de politiques ayant trait au déroulement général des enquêtes criminelles, très peu de politiques abordent précisément la question des infractions commises par des membres de la GRC. Il s'agit d'une question préoccupante.

« À l'heure actuelle, la CPP a constaté que le contenu des politiques des divisions diffère et que leur application n'est pas uniforme. »

L'imposante quantité et diversité de politiques de la GRC ayant trait à la question des enquêtes de la police sur la police est effarante (p. ex., des centaines de pages de politiques concernant les enquêtes de la police sur la police ont été examinées dans le cadre du présent rapport uniquement). Cette « surcharge » de politiques pose une importante menace pour ce qui est de l'efficacité opérationnelle de la GRC. Puisque les policiers sont des intervenants de première ligne, ils doivent obtenir des directives claires, concises et faciles d'accès.

Même si la nouvelle politique nationale proposée, *Examen ou enquêtes externes*, prend des mesures actives pour regrouper les directives relatives aux enquêtes sur les membres, le contenu de cette politique demeure vague, et les divisions disposent toujours de beaucoup trop de pouvoir discrétionnaire (commandants, officiers responsables ou officier de la police criminelle de la division) pour établir une intervention adéquate.

Le passage suivant est un élément clé des *Directives nationales en matière d'enquête* (repris dans les politiques de division), qui mérite un examen attentif, concernant la façon dont les enquêtes sur un autre membre doivent être traitées :

> « prendre les mêmes mesures que pour toute autre personne » (F.1.a).

Même si l'intention de la GRC lorsqu'elle demande à ce que les enquêtes sur ses membres soient traitées comme toute autre enquête est honorable (impartialité), **la nature même d'une enquête d'un agent de police sur un autre est fondamentalement différente d'une enquête d'un agent de police sur un membre du public pour le même crime**. Les agents de police sont tenus davantage responsables de par la nature même de leurs fonctions. Comme dans le cas d'autres professions qui ont une incidence directe sur la sécurité et le bien être des personnes servies, le public s'attend à un comportement des plus irréprochables de la part des agents de police.

Comme l'a dit Albert Einstein « aucun problème ne peut être résolu sans changer le niveau de conscience qui l'a engendré ». En exposant la conception de la police selon laquelle les enquêtes sur ses propres membres devraient être traitées comme toute autre enquête, nous commençons à cerner la philosophie sous-jacente aux comportements des membres de corps policiers. Dans la plupart des cas (il existe toujours des exceptions), les problèmes associés aux enquêtes de la police sur la police sont ancrés dans le processus même du déroulement des enquêtes et ne concernent pas les comportements individuels. Le chapitre 8 présente des recommandations visant à régler cet aspect et d'autres préoccupations relatives aux politiques.

Conclusion Nº 3

Les politiques de la GRC, bien que volumineuses, ne sont pas uniformes et n'abordent pas adéquatement le traitement des enquêtes sur les membres.

Recommandation Nº 1

De façon générale, la CPP est d'avis que les enquêtes criminelles sur des membres ne devraient pas être traitées de la même façon que toute autre enquête criminelle.

> « Comme l'a dit Albert Einstein « aucun problème ne peut être résolu sans changer le niveau de conscience qui l'a engendré ». En exposant la conception de la police selon laquelle les enquêtes sur ses propres membres devraient être traitées comme toute autre enquête, nous commençons à cerner la philosophie sous jacente aux comportements des membres de corps policiers. »

Chapitre 4

4. EXAMEN DES DOSSIERS – ENQUÊTES DE LA GRC ÉVALUÉES

Avant de présenter les conclusions de l'examen des dossiers de la GRC, il est tout d'abord important d'expliquer la méthode employée qui a permis d'établir le bassin de cas sur lequel s'appuie l'évaluation de la CPP. Ce processus administratif révèle les questions essentielles de la gestion et du traitement administratifs de la GRC concernant ses propres enquêtes. La méthode et les conclusions administratives clés sont exposées ci-dessous.

> « Les personnes-ressources de division ont par la suite été priées de cerner tous les dossiers de leur division respective ayant trait à des enquêtes criminelles de membres de la GRC sur d'autres membres de la GRC survenues entre le 1er avril 2002 et le 31 mars 2007 concernant des cas de voies de fait causant des lésions corporelles, d'agression sexuelle, de décès, y compris le décès causé par une personne conduisant un véhicule personnel. »

4 (a) Méthode

Stade 1 : Critères de sélection de la CPP

Pour s'assurer de disposer d'un important bassin des cas les plus pertinents de la GRC à examiner, la CPP s'est limitée aux plaintes déposées entre le 1er avril 2002 et le 31 mars 2007. Ce délai permet à la CPP de s'assurer d'examiner les dossiers les plus récents et de pouvoir facilement interroger les policiers et les civils concernés dans chaque cas. Cette tâche aurait pu se révéler plus difficile, si la période visée par l'enquête avait été plus grande.

Après avoir établi cette période de cinq ans, l'équipe d'examen de la CPP a cerné des critères de sélection précis pour déterminer les cas devant être inclus dans l'examen. Conformément aux paramètres des plaintes, les **trois catégories générales de cas examinés sont (1) voies de fait causant des lésions corporelles; (2) agression sexuelle; et (3) décès.**

Stade 2 : Détermination des dossiers de la GRC

Pour faciliter le processus de détermination des dossiers, la CPP a communiqué avec la GRC qui a nommé une personne ressource nationale des Services de police communautaires, contractuels et autochtones pour répondre à toutes les demandes de la CPP.

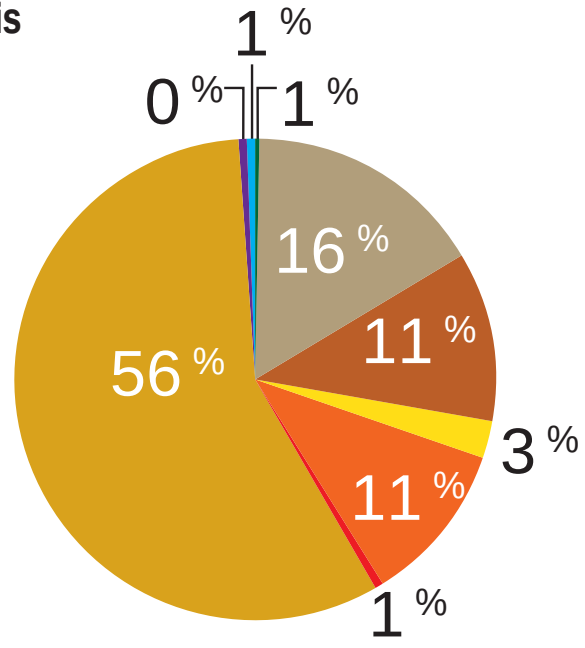
De plus, la GRC a fourni les coordonnées de personnes-ressources de division pour faciliter les examens. Et, conformément aux critères de sélection établis par la CPP, ces personnes-ressources de division (officiers responsables des enquêtes criminelles de chaque division de la GRC) ont par la suite été priées de cerner tous les dossiers de leur division respective ayant trait à des enquêtes criminelles de membres de la GRC sur d'autres membres de la GRC survenues entre le 1er avril 2002 et le 31 mars 2007 concernant des cas de voies de fait causant des lésions corporelles, d'agression sexuelle, de décès, y compris le décès causé par une personne conduisant un véhicule personnel.

Au moyen du cadre de référence et des critères précisément mentionnés dans la plainte déposée par le président, la CPP et la GRC ont déterminé conjointement que la meilleure façon de cerner les cas potentiels à intégrer dans l'enquête consistait à demander à la GRC de fouiller ses bases de données pour cerner les divers articles du *Code criminel* ayant trait aux accusations de voies de fait, d'agression sexuelle et de décès. Dans le cadre de ce processus, tous les cas potentiels seraient cernés. Toutefois, bon nombre de divisions ont effectué des recherches unilatérales dans leur base de données et établi les cas qui correspondaient au cadre de référence.

Après que la GRC a cerné les cas, elle les a transmis à la CPP. Les enquêteurs de la CPP ont manuellement examiné chaque cas pour déterminer s'ils correspondaient aux paramètres de l'enquête.

> « Il n'a pas été possible d'accéder aux données concernant les enquêtes sur les membres à partir de la Direction générale de la GRC puisqu'il n'existe pas de système centralisé de repérage ou de contrôle de ce type de renseignements à l'échelle nationale. »

Dossiers soumis à des fins de considération



56 %	K (Alb.) 339
16 %	D (Man.) 95
11 %	E (C.-B.) 67
11 %	G (T.N.-O.) 63
3 %	F (Sask.) 15
1 %	J (N.-B.) 4
1 %	V (Nun.) 3
1 %	B (T.-N.) 3
0 %	M (Yn) 2

La GRC a par la suite été priée de cerner tous les dossiers possibles à soumettre à l'équipe d'examen de la CPP, même les cas dont la pertinence n'était peut-être pas évidente.

Stade 3 : Examen préliminaire de la CPP des dossiers de la GRC

Au total, la GRC a cerné environ 600 cas à l'échelle du pays qui correspondaient à la période et aux catégories d'infractions.

Il est très important de souligner qu'il n'a pas été possible d'accéder aux données concernant les enquêtes sur les membres à partir de la Direction générale de la GRC puisqu'il n'existe pas de système centralisé de repérage ou de contrôle de ce type de renseignements à l'échelle nationale. Par conséquent, l'équipe d'examen de la CPP a dû travailler avec les personnes-ressources de chaque division pour accéder aux renseignements nécessaires aux fins du rapport.

Comme pour la Direction générale, la plupart des divisions ne disposent pas de méthode de repérage des enquêtes sur les membres officielle. En conséquence, la plupart des divisions ont trouvé les dossiers pertinents à l'analyse des EPP en effectuant des recherches dans leurs dossiers conservés dans leurs quartiers généraux respectifs au moyen de mots clés. Certaines divisions étaient en mesure de limiter la portée de leur recherche pour respecter les paramètres de l'examen grâce à des processus de conservation des dossiers efficaces et ont pu facilement repérer les dossiers, alors que d'autres divisions ne disposaient pas de cette même capacité. Par exemple, en raison des processus de conservation des dossiers et des contraintes de temps, la Division de l'Alberta (K) a tout simplement fourni *tous* les dossiers pouvant correspondre aux paramètres des plaintes. Cela explique le nombre plus élevé de cas reçus de la Division de l'Alberta (K) comparativement aux autres divisions du pays.

Conclusion Nº 4

L'absence de processus de collecte de données ou de capacité de contrôle à l'échelle nationale et de la division dans le cadre d'enquêtes sur les membres (en plus d'une diversité de méthodes de récupération et de conservation des dossiers au sein des divisions de la GRC à cet égard) reflète le peu d'attention accordée aux enquêtes sur les membres.

Lorsqu'il a fallu déterminer si le dossier de la GRC correspondait aux paramètres de l'enquête d'intérêt public, le dossier en question a été évalué par les deux enquêteurs de la CPP nommés à cette fin. Au besoin, les enquêteurs de la CPP ont été déployés dans la division en question pour examiner le dossier et établir sa pertinence.

Après l'examen des enquêteurs de la CPP – dans certains cas, ils ont dû se rendre dans diverses divisions et dans des détachements – environ 150 cas de la GRC ont été jugés pertinents aux paramètres de l'enquête d'intérêt public.

Stade 4 : Échantillon limité et dossiers récupérés dans le cadre de l'examen de la CPP

Étant consciente qu'il serait impossible d'examiner *tous* les cas pertinents dans *chacune* des trois catégories, la CPP a déterminé d'emblée qu'elle devait sélectionner un nombre de cas plus petit et plus facilement gérable pour procéder à l'examen complet.

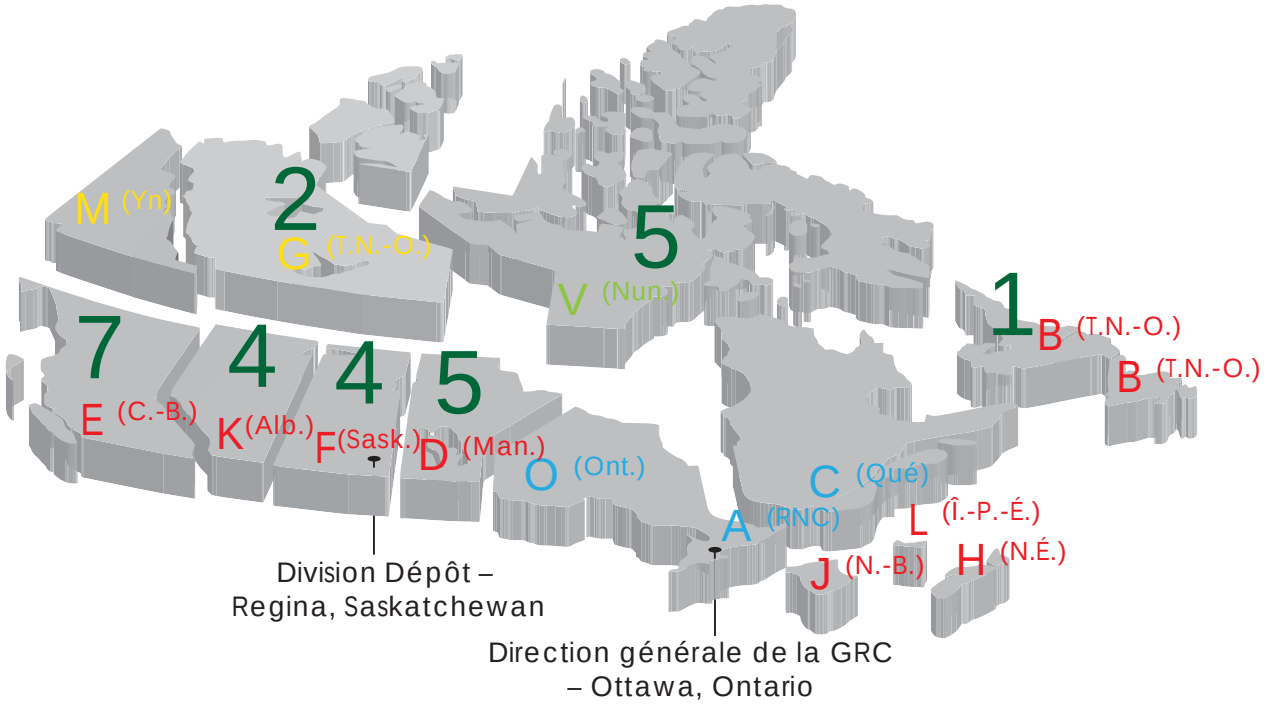
La taille de l'échantillon a été choisie de façon à ce que le nombre d'examens de cas soit plus raisonnable, ce qui a permis à la CPP d'effectuer un examen exhaustif des cas choisis tout en prévoyant un délai raisonnable pour chaque enquête.

Pour assurer un échantillon aléatoire d'examen, les cas ont tout d'abord été catégorisés par région et division de la GRC et par catégorie d'infraction (voies de fait, agression sexuelle, décès). À partir de cette liste, la CPP a établi une sélection aléatoire pour s'assurer que chaque région de la GRC et chaque catégorie d'infraction était représentée.

> « La CPP est préoccupée par l'absence de cas dans les Maritimes, compte tenu du rôle que la GRC joue (elle assure tous les services de police) dans les divisions de la Nouvelle-Écosse (H), du Nouveau-Brunswick (J) et de l'Île-du-Prince-Édouard (L). »

Il est important de souligner, comme l'illustre le graphique ci-dessous, que **la région centrale de la GRC n'a pas été représentée dans l'échantillon aléatoire, parce qu'aucun cas n'a été cerné dans la Division du Québec (C), la Division de l'Ontario (O) et la région de la capitale nationale – Direction générale (A)** correspondant aux paramètres de la plainte déposée par le président. De plus, **aucun dossier n'a été cerné dans la Division H (Nouvelle-Écosse) et la Division L (Île-du-Prince-Édouard)**. Et, même si quelques dossiers avaient tout d'abord été cernés par la GRC dans la Division du Nouveau-Brunswick (J) et la Division du Yukon (M), ces dossiers ne correspondaient pas aux critères établis dans la plainte déposée par le président et ont donc été exclus. La CPP est préoccupée par l'absence de cas dans les Maritimes, compte tenu du rôle que la GRC joue (elle assure tous les services de police) dans les divisions de la Nouvelle-Écosse (H), du Nouveau-Brunswick (J) et de l'Île-du-Prince-Édouard (L).

Nombre de cas de la GRC examinés par division



Activités de police – municipalités, provinces, gouvernement fédéral et Premières nations	
Activités de police – gouvernement fédéral, territoires et Premières nations	
Activités de police – gouvernement fédéral et territoires	
Activités de police – gouvernement fédéral seulement	

Les enquêteurs de l'équipe d'examen de la CPP ont analysé tous les dossiers et le matériel écrit fournis par la GRC pour évaluer le traitement de chaque enquête en fonction des critères de la plainte déposée par le président et du cadre de référence (tout particulièrement : gestion hiérarchique, degré d'intervention, rapidité, conduite des membres et conformité avec les politiques). De plus, les enquêteurs ont aussi tenté de déterminer de façon générale si les techniques d'enquête utilisées étaient adéquates (ou si d'autres techniques auraient dû être employées) et si le traitement du membre visé et des agents témoins était approprié dans chaque cas.

Lorsque tous les cas ont finalement été sélectionnés, s'il a été établi que l'un des cas initialement sélectionnés ne correspondait pas aux paramètres de l'enquête d'intérêt public, le dossier a été retiré de l'échantillon et un nouveau dossier a été choisi au hasard pour le remplacer. Au bout du compte, ce processus a permis d'établir **un échantillon aléatoire de 25 cas à examiner choisis à l'échelle du pays. De plus, 3 cas**

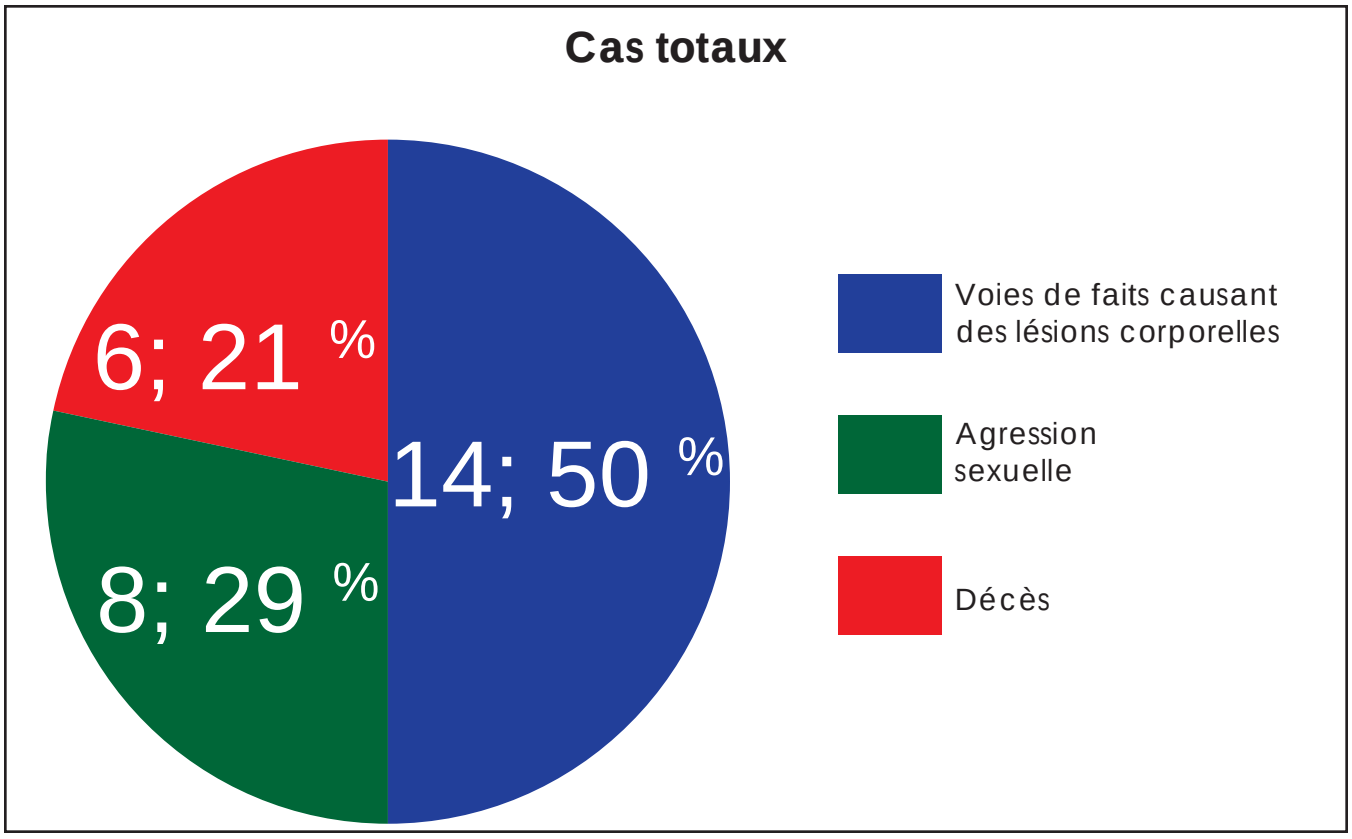
qui avaient été précédemment examinés par la CPP ont été ajoutés à l'enquête, ce qui fait que 28 cas ont été examinés en tout.

Au total, sur les 28 enquêtes examinées, 7 (25 %) provenaient de la Division de la Colombie-Britannique (E); 5 (18 %), de la Division du Manitoba (D); 5 (18 %), de la Division du Nunavut (V); 4 (14 %), de la Division de la Saskatchewan (F); 4 (14 %), de la Division de l'Alberta (K); 2 (7 %), de la Division des Territoires du Nord-Ouest (G); et 1 (4 %), de la Division de Terre-Neuve-et-Labrador (B).

> « Sur les 28 cas examinés, 6 avaient trait à des cas de décès, 8, à des cas d'agression sexuelle, et 14, à des cas de voies de fait causant des lésions corporelles. »

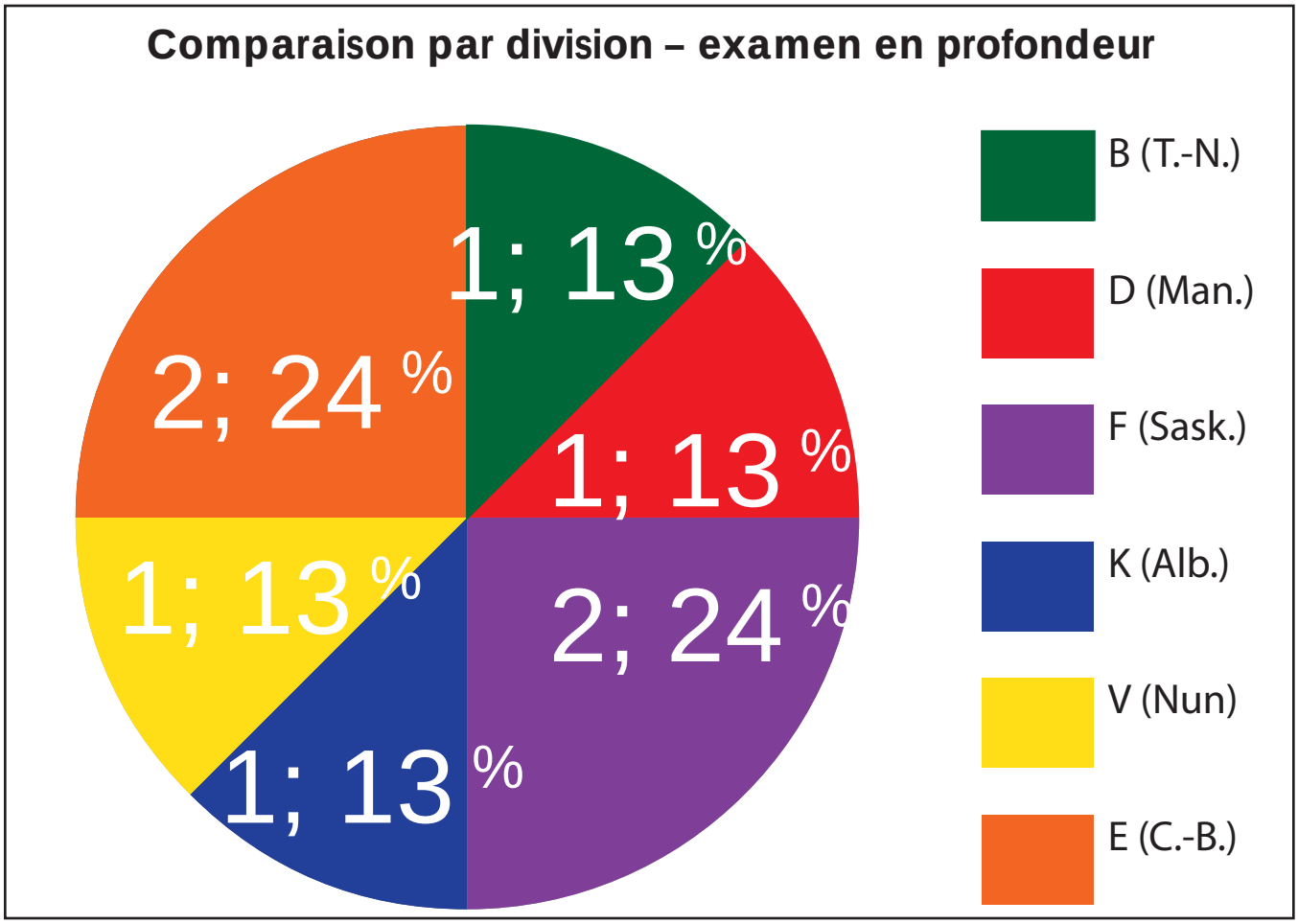
Types de cas examinés par catégorie

Sur les 28 cas examinés, 6 avaient trait à des cas de décès, 8, à des cas d'agression sexuelle, et 14, à des cas de voies de fait causant des lésions corporelles.



Stade 5 : Cas pour une enquête globale

Après avoir effectué un examen exhaustif des 28 cas, les enquêteurs de l'équipe d'examen de la CPP ont recommandé de mener un examen global d'un certain nombre de cas. Les critères généraux qu'ont utilisés les enquêteurs pour déterminer s'il convenait d'effectuer un examen global comprenaient les suivants : la gravité de l'infraction présumée, les accusations déposées (déposition d'un nombre excessif ou pas assez élevé d'accusations; aucune accusation n'a été portée alors qu'il aurait dû y en avoir), toute aberration ou pratique douteuse ainsi que les pratiques exemplaires. Il est important de souligner qu'un cas a été précisément sélectionné parce qu'il était considéré comme un bon exemple de la façon dont une enquête pouvait être menée par la police en raison de la qualité exceptionnelle de l'examen administratif[38].



Au total, huit cas (qui comprennent le cas de pratiques exemplaires) ont été sélectionnés pour un examen global, notamment cinq cas tirés des dossiers de la GRC ainsi que trois autres cas tirés des propres dossiers de la CPP qui correspondaient aux paramètres de la plainte déposée par le président.

38 *Examen indépendant de tous les aspects d'un incident qui visait expressément à cerner des lacunes potentielles dans les politiques, la formation, l'équipement ou les techniques des membres.*

Au cours du stade final, la CPP a interrogé les membres visés et les agents témoins ainsi que les civils concernés par les cas. Les entrevues ont commencé en octobre 2008, et les enquêteurs de la CPP ont dû se rendre à diverses divisions et à divers détachements. **Au total, 31 membres ont été interrogés concernant les dossiers sélectionnés pour un examen approfondi. La CPP a envoyé une demande d'entrevue à 13 civils dans le cadre du rapport, mais ceux ci ont refusé de participer à l'entrevue ou n'ont pas donné suite à la demande**. Un membre de la famille associé à un dossier a indiqué ce qui suit : [traduction] « cela ne changera rien, ils ont tous été promus et mutés » en parlant des membres de la GRC impliqués.

Voici un tableau qui résume brièvement l'emplacement, le type d'infraction et les résultats de chacun des 28 cas. Les enquêtes globales sont ombragées.

Numéro du cas	Type d'infraction	Description	État/résultat
1 – Division de Terre-Neuve-et-Labrador « B » Enquête globale	Agression sexuelle Exploitation sexuelle	Un membre de la GRC est accusé d'avoir eu des relations sexuelles avec de jeunes personnes tandis qu'il était en devoir dans la collectivité des victimes.	Des accusations criminelles ont été portées contre le membre : un chef d'agression sexuelle (art. 271 du CC) et un chef d'exploitation sexuelle (art. 153 du CC). Le membre accusé a plaidé coupable à l'accusation d'exploitation sexuelle et a reçu une condamnation avec sursis de 12 mois suivie d'une période de probation de 12 mois. L'accusation d'agression sexuelle a été retirée. Le membre accusé a démissionné de la GRC.
2 – Division du Manitoba « D » Examen du dossier	Agression sexuelle	Un membre non identifié de la GRC a été accusé d'agression sexuelle sur un civil incarcéré dans le bloc cellulaire du détachement.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée.
3 – Division du Manitoba « D » Examen du dossier	Voies de fait causant des lésions corporelles	Des accusations de voies de fait ont été portées contre des membres de la GRC sur des civils mis en détention.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée.

Numéro du cas	Type d'infraction	Description	État/résultat
4 – Division du Manitoba « D » Examen du dossier	Agression sexuelle	Un membre de la GRC a été accusé d'agression sexuelle à l'encontre d'un autre membre de la GRC dans une résidence privée.	Des accusations d'agression sexuelle ont été portées contre le membre. (art. 271 du CC) Le membre accusé a été acquitté des accusations criminelles au procès.
5 – Division du Manitoba « D » Examen du dossier	Voies de fait causant des lésions corporelles	Des membres de la GRC ont été accusés de voies de fait contre un civil au cours d'une arrestation.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée.
6 – Division du Manitoba « D » Examen global	Décès d'une personne détenue : membre impliqué dans une fusillade (fatale)	Un membre de la GRC a été accusé d'avoir fait feu sur un civil, qui a succombé à ses blessures, au cours d'une arrestation.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée. Résultat de l'enquête du coroner : aucune faute n'a été constatée de la part des membres concernés.
7 – Division de la Colombie-Britannique « E » Examen du dossier	Voies de fait	Des membres d'un groupe tactique d'intervention de la GRC ont été accusés d'usage excessif de la force contre un civil au cours d'une arrestation.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée.
8 – Division de la Colombie-Britannique « E » Examen du dossier	Décès d'une personne détenue : Décès hâtif – noyade	Des membres de la GRC ont été accusés de noyer à mort un civil après une poursuite en voiture.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée. Résultat de l'enquête du coroner : Aucune faute n'a été constatée de la part de la GRC. Un membre impliqué dans l'incident a pris sa retraite depuis.

Numéro du cas	Type d'infraction	Description	État/résultat
9 – Division de la Colombie-Britannique « E » Examen du dossier	Voies de fait	Des membres de la GRC ont été accusés d'enlèvement et de voies de fait contre un civil.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée.
10 – Division de la Colombie-Britannique « E » Examen du dossier	Agression sexuelle historique	Un membre de la GRC a été accusé d'agression sexuelle contre un civil.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée.
11 – Division de la Colombie-Britannique « E » Examen du dossier	Voies de fait causant des lésions corporelles	Un membre de la GRC a été accusé de voies de fait causant des lésions corporelles contre un civil au cours d'une interrogation.	Des accusations criminelles ont été portées contre le membre pour trois infractions : voies de fait causant des lésions corporelles (alinéa 267b) du CC); torture (art. 269.1 du CC); et entrave à la justice (art. 139 du CC). Le membre de la GRC a plaidé coupable à l'accusation de voies de fait causant des lésions corporelles; sentence inconnue. Les accusations de torture et d'entrave à la justice ont été retirées. Un membre de la GRC se trouvant sur la scène de l'incident a été accusé d'une infraction au code de déontologie et a encouru une amende de 10 jours de paie. Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée. Le gendarme auxiliaire se trouvant sur les lieux a été congédié. Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée.
12 – Division de la Colombie-Britannique « E » Examen global	Voies de fait – Usage excessif de la force	Des membres de la GRC ont été accusés de voies de fait contre un civil au cours de son arrestation et de sa mise en détention.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée.

Numéro du cas	Type d'infraction	Description	État/résultat
13 – Division de la Colombie-Britannique « E » Examen global	Agression sexuelle historique	Des membres de la GRC ont été accusés d'agression sexuelle contre deux jeunes personnes.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée. L'un des membres impliqués a démissionné, et l'autre a pris sa retraite.
14 – Division de la Saskatchewan « F » Examen du dossier	Agression sexuelle	Un membre de la GRC a été accusé d'agression sexuelle contre un civil dans une maison privée.	Des accusations d'agression sexuelle ont été portées contre le membre (art. 271 du CC). Le membre accusé a plaidé coupable à l'infraction nommée et a reçu une condamnation avec sursis et une période de probation de 12 mois. Le membre a été accusé d'une infraction au code de déontologie et a encouru une amende de 10 jours de paie.
15 – Division de la Saskatchewan « F » Examen du dossier	Voies de fait	Des membres de la GRC ont été accusés de voies de fait contre un civil incarcéré dans le bloc cellulaire du détachement.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée.
16 – Division de la Saskatchewan « F » Examen global	Accident de voiture fatal	Des membres de la GRC conduisant une voiture aux couleurs de la GRC ont été accusés d'avoir happé à mort un piéton étendu sur la route dans le cadre d'une intervention.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée.
17 – Division de la Saskatchewan « F » Examen global	Décès d'une personne détenue	Une personne incarcérée dans une cellule a succombé à un accident vasculaire cérébral après avoir été arrêtée pour ivresse publique et trouble de l'ordre (avant l'arrestation, la personne décédée avait reçu un traitement et avait obtenu son congé de l'hôpital pour des blessures qu'elle avait subies au cours d'une altercation avec un autre civil).	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée. Résultat de l'enquête du coroner : Il a été constaté que le décès n'était nullement attribuable à une autre personne.

Numéro du cas	Type d'infraction	Description	État/résultat
18 – Division des Territoires du Nord-Ouest « G » Examen du dossier	Voies de faitt	Un membre de la GRC a été accusé de voies de fait contre des civils à deux occasions distinctes au cours d'une arrestation et d'une mise en détention.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée.
19 – Division des Territoires du Nord-Ouest « G » Examen du dossier	Agression sexuelle	Un membre de la GRC a été accusé de sollicitation sexuelle auprès d'une jeune personne.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée.
20 – Division de l'Alberta « K » Examen du dossier	Agression sexuelle	Un membre de la GRC a été accusé de voies de fait et d'agression sexuelle contre un civil incarcéré dans une cellule.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée.
21 – Division de l'Alberta « K » Examen du dossier	Décès d'une personne détenue	La personne a été arrêtée par des membres de la GRC et a été incarcérée dans une cellule, où elle est morte par la suite.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée. Résultat de l'autopsie : Décès de causes naturelles.
22 - Division de l'Alberta « K » Examen du dossier	Voies de fait causant des lésions corporelles (usage excessif de la force)	Des membres de la GRC ont été accusés d'avoir fait un usage excessif de la force en tentant de maîtriser un civil récalcitrant dans une cellule de détachement.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été portée. Procès civil en instance
23 – Division de l'Alberta « K » Examen global	Voies de fait causant des lésions corporelles	Un membre de la GRC a été accusé d'usage excessif de la force contre un civil au cours d'une arrestation.	Des accusations de voies de fait ou d'attaque ont été portées contre le membre (art. 266 du CC). Les accusations criminelles contre le membre ont été suspendues. Résultat de l'enquête en vertu du code de déontologie : l'allégation d'usage excessif de la force n'était pas fondée.

Numéro du cas	Type d'infraction	Description	État/résultat
24 – Division du Nunavut « V » Examen du dossier	Voies de fait	Un membre de la GRC a été accusé d'usage excessif de la force contre un civil au cours d'une arrestation.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée.
25 – Division du Nunavut « V » Examen du dossier	Usage inadéquat de la force – voies de fait	Un membre de la GRC a été accusé de voies de fait contre un civil mis en détention.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée.
26 – Division du Nunavut « V » Examen du dossier	Voies de fait	Un membre de la GRC a été accusé de voies de fait contre un civil au cours de l'exécution d'un mandat de perquisition.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée.
27 – Division du Nunavut « V » Examen du dossier	Décès d'une personne détenue : membre impliqué dans une fusillade fatale	Des membres de la GRC ont été accusés d'avoir abattu un civil qui avait pris une jeune personne en otage.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée.
28 – Division du Nunavut « V » Examen global	Voies de fait causant des lésions corporelles	Des membres de la GRC ont été accusés d'usage excessif de la force contre un civil au cours d'une arrestation.	Aucune accusation n'a été recommandée. Aucune accusation n'a été déposée.

4 (b) Évaluation de la CPP des cas de la GRC

Les 28 dossiers examinés par les enquêteurs de la CPP ont été évalués en fonction des critères établis dans la plainte du 26 novembre 2007, présentés ci-dessous.

Normes servant de référence pour l'évaluation de la conduite	
1. Déterminer si les membres de la GRC qui ont participé à ces enquêtes l'ont fait à l'abri de tout conflit d'intérêts réel ou perçu, s'ils ont réagi de manière appropriée et proportionnelle à la gravité de l'incident, s'ils ont réagi en temps opportun et si leur conduite était conforme aux normes décrites à l'article 37 de la *Loi sur la GRC*. Plus précisément :	
(a) Gestion hiérarchique	
	• Déterminer s'il y a eu conflit d'intérêts réel ou perçu. • Déterminer si la structure de gestion et les rapports hiérarchiques sont appropriés.
(b) Réaction appropriée	
	• Déterminer si la réaction de l'équipe d'enquête de la GRC était appropriée et proportionnelle à la gravité de l'incident. • Déterminer si les enquêteurs affectés étaient dûment qualifiés.
(c) Réaction en temps opportun	
	• Déterminer si les membres de l'équipe d'enquête de la GRC ont réagi en temps opportun.
(d) Conduite	
	• Déterminer si la conduite des membres de l'équipe d'enquête de la GRC était conforme à l'article 37 de la *Loi sur la GRC*.
2. Déterminer si ces membres de la GRC ont agi conformément à toutes les politiques, les procédures, les lignes directrices et les exigences obligatoires appropriées pour ce type d'enquêtes.	

Une évaluation détaillée de chacun des critères de la plainte de la CPP est présentée ci-dessous.

Critère 1(a) Gestion hiérarchique : conflit d'intérêts réel ou perçu; caractère adéquat de la structure de gestion et des liens hiérarchiques.

La CPP a établi une définition de base de ce que constitue une gestion hiérarchique « adéquate » pour le traitement d'une enquête sur un autre membre par la GRC afin d'effectuer de façon efficace des comparaisons entre chaque cas en fonction des critères d'évaluation établis. Les principales caractéristiques d'une gestion hiérarchique adéquate sont les suivantes :

i. Distance physique et personnelle suffisante entre le membre visé et l'enquêteur principal ou l'équipe d'enquête responsable de l'enquête.

   - Par distance physique, on entend une enquête traitée par une division ou un détachement différent du détachement du membre visé (ou par un corps policier externe).

   - La distance personnelle signifie que les membres de l'équipe d'enquête ne connaissent pas personnellement le sujet visé.

   - Il faut prêter une attention toute particulière aux éléments suivants :

     ► la distance physique et personnelle de l'enquêteur principal par rapport au membre visé;

     ► l'utilisation adéquate et l'indépendance des services de spécialistes auxquels on a eu recours dans le cadre de l'enquête (expert en polygraphie, enquêteur chargé de la reconstitution des accidents, etc.).

ii. Composition adéquate de l'équipe d'enquête chargée de la tâche (p. ex. au moins un enquêteur principal et un autre membre de l'équipe d'enquête; l'enquêteur principal devrait être au moins d'un rang supérieur à celui du membre visé par l'enquête).

iii. Prise en considération de l'autodéclaration de conflit d'intérêts du membre responsable de l'enquête (c.-à-d. que, lorsque l'enquêteur a fait part de conflits d'intérêts, il a été retiré de l'équipe d'enquête).

Ce critère de base a été appliqué dans les 28 cas examinés. Certaines des principales conclusions des examens effectués par les enquêteurs de la CPP sont mentionnées ci-dessous.

1 (a) i. Indépendance maintenue sur le plan physique et personnel de l'équipe d'enquête

Compte tenu des importants pouvoirs, notamment des pouvoirs décisionnels, accordés à l'enquêteur principal, il a été tout particulièrement important de déterminer la différence entre le degré d'indépendance des enquêteurs principaux par rapport au membre visé. Aucune proximité n'a été cernée dans 5 des 28 cas. Trois membres n'ont pas répondu au questionnaire qui leur a été envoyé. Un enquêteur ne se souvenait pas s'il connaissait le membre visé avant l'enquête, et un autre enquêteur n'a pas répondu aux questions de la CPP compte tenu du fait qu'un procès civil était toujours en cours.

> « Par « connaissance personnelle », la CPP entend tout contact avec le membre visé avant l'incident. »

Conclusion Nº 5

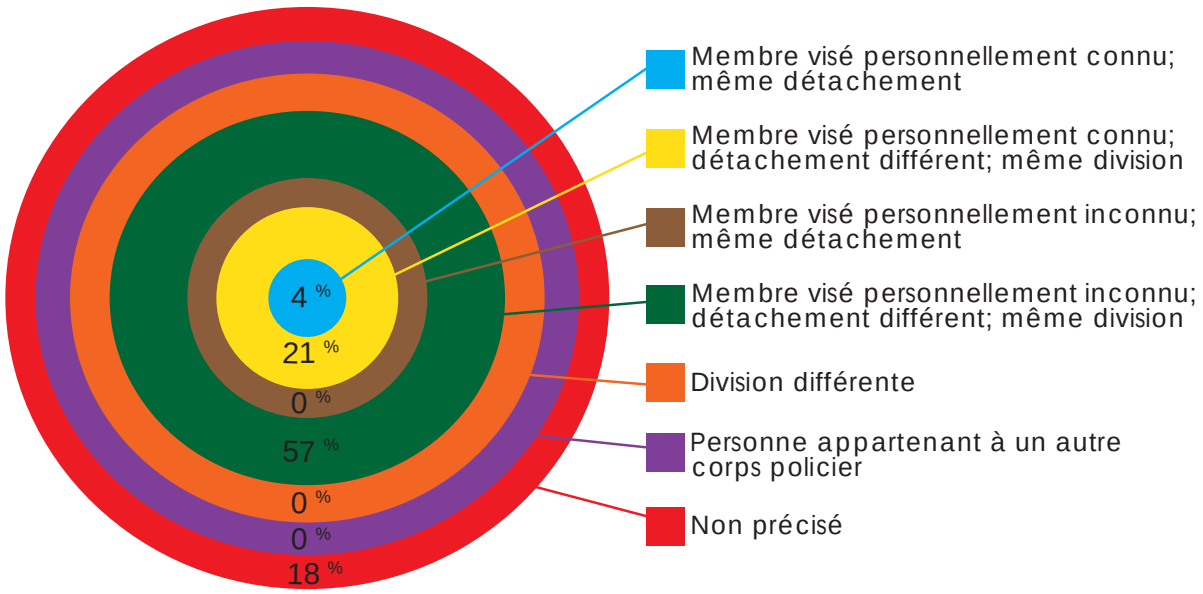
En tout, les enquêteurs principaux connaissaient personnellement le membre visé dans 25 % des cas; dans 4 % des cas, les enquêteurs principaux appartenaient au même détachement que le membre visé.

Par « connaissance personnelle », la CPP entend tout contact avec le membre visé avant l'incident, ce qui comprend les situations suivantes :

- avoir travaillé avec le membre visé – ou sous sa supervision – avant l'incident (y compris des contacts physiques ou par téléphone);
- avoir participé à des cours, à des séminaires ou à tout autre événement de formation avec le membre visé;
- avoir participé à un événement social ou personnel, p. ex. un événement au Mess de la GRC, une fête (fête de Noël), un tournoi de golf ou une fête de départ à la retraite.

La CPP a utilisé cette définition de « connaissance personnelle », susmentionnée, pour évaluer le degré d'indépendance entre les enquêteurs principaux de la GRC et les membres visés à chacun des 28 cas.

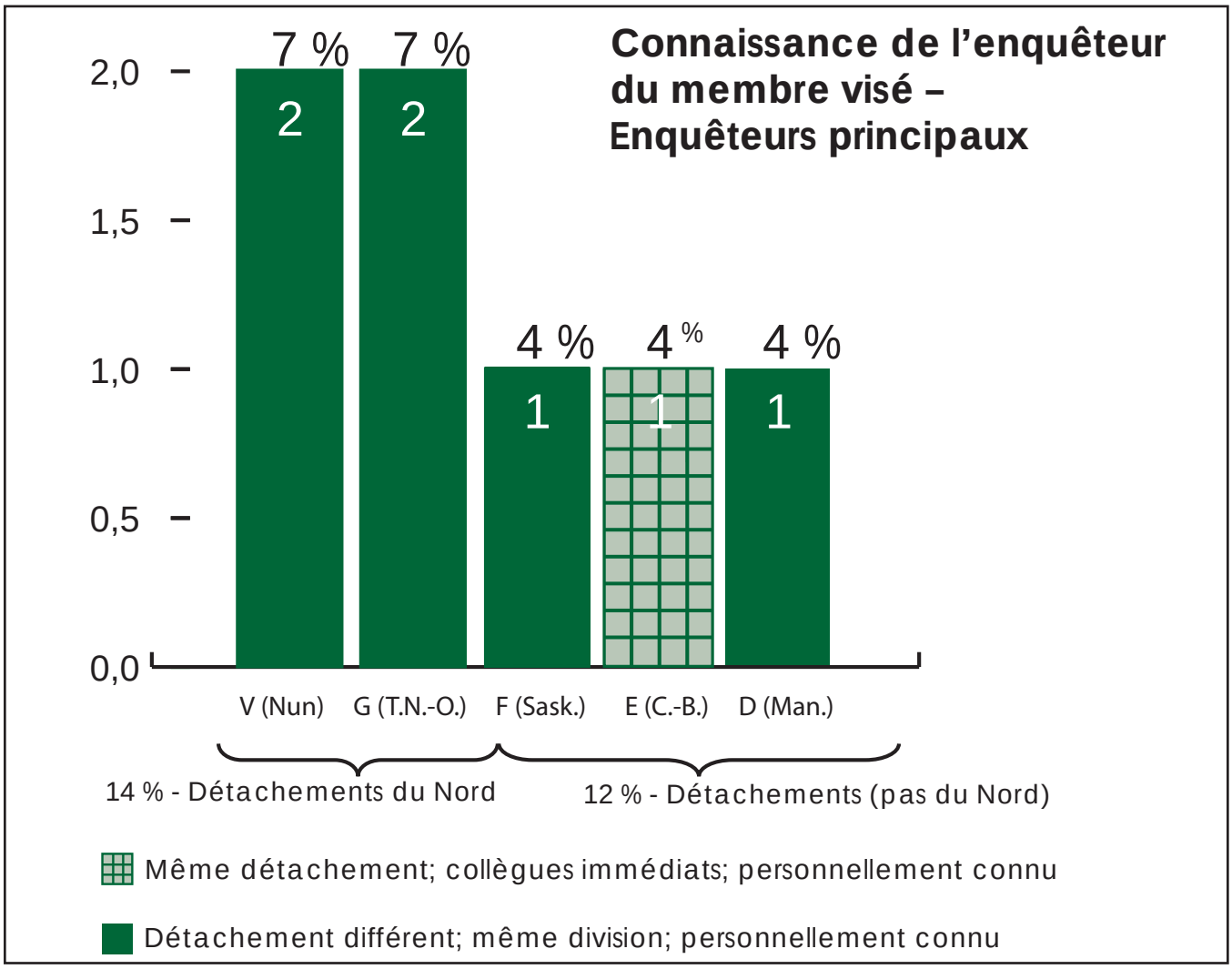
Indépendance de l'équipe d'enquête – Enquêteurs principaux



La CPP a tenté de déterminer si ce sont les difficultés auxquelles font face les détachements de la GRC dans le Nord et dans des régions éloignées qui expliquent pourquoi de nombreux enquêteurs principaux avaient une proximité personnelle ou physique avec le membre visé. L'analyse de la CPP a révélé que, parmi les enquêteurs principaux sondés, 26 %[39] ont déclaré qu'ils « connaissaient personnellement » ou qu'ils provenaient « du même détachement » que le membre visé. De ces 26 %, 14 % provenaient d'une région éloignée ou du Nord (7 % de la Division du Nunavut (V) et 7 % de la Division des Territoires du Nord-Ouest (G)).

Conclusion N° 6

Comme il est illustré dans le graphique ci-dessous, il est légèrement plus probable que les enquêteurs principaux connaissent personnellement le membre visé (14 %) dans des endroits éloignés et dans le Nord que dans des endroits plus centralisés (12 %). Toutefois, il reste beaucoup d'enquêteurs principaux (12 %) provenant de divisions plus centralisées, où une aide externe est plus facilement accessible.



39 *Veuillez prendre note que les pourcentages dans le graphique ont été arrondis; il s'agit donc de nombres approximatifs, ce qui explique le pourcentage légèrement plus élevé de 26 % (que dans le graphique « cible » précédent, qui était de 25 %).*

Utilisation et indépendance des services de spécialistes

Il faut prêter une attention équivalente aux services de spécialistes utilisés dans le cadre des enquêtes sur les membres pour assurer leur indépendance. Ces services de spécialistes pourraient comprendre, mais sans s'y limiter, des experts en polygraphie, des enquêteurs chargés de la reconstitution des accidents et des spécialistes des laboratoires judiciaires provinciaux. Toute absence d'indépendance concernant les services de spécialistes pourrait poser un risque de conflit d'intérêts réel ou perçu.

Des 28 cas examinés, on n'a eu recours aux services de spécialistes que dans 4 cas, y compris les services d'un expert en polygraphie dans 2 cas, d'un enquêteur chargé de la reconstitution des accidents dans 1 cas et d'un examinateur provincial de la sécurité des véhicules routiers dans 1 cas. Tous les professionnels auxquels a eu recours la GRC dans ces trois cas provenaient de détachements différents et, dans un cas, d'une division différente.

Dans un de ces quatre cas, il pourrait y avoir apparence de manque d'indépendance concernant l'utilisation des services d'un spécialiste. L'enquêteur chargé de la reconstitution de l'accident mortel survenu en Saskatchewan provenait d'un détachement de la même division. Le rapport aborde plus loin les recommandations concernant le degré d'indépendance que la CPP estime nécessaire pour assurer l'impartialité et l'absence de tout conflit d'intérêts.

Conclusion N° 7

En tout, selon l'avis des enquêteurs de la CPP, l'utilisation de témoins experts dans les cas était adéquate.

Lorsque la collaboration d'un expert était nécessaire, les membres ont eu recours aux services des spécialistes disponibles. Dans le cadre de l'accident de la route mortel, la GRC a non seulement fait appel à des spécialistes judiciaires, mais a également eu recours aux services de l'enquêteur chargé de la reconstitution des accidents le plus compétent, d'un examinateur de la sécurité des véhicules du ministère des Transports de la province ainsi que d'un membre indépendant de la collectivité des Premières nations.

Dans les deux cas examinés où la GRC a eu recours à un polygraphiste, l'expert provenait d'une autre division et ne connaissait pas le membre visé[40].

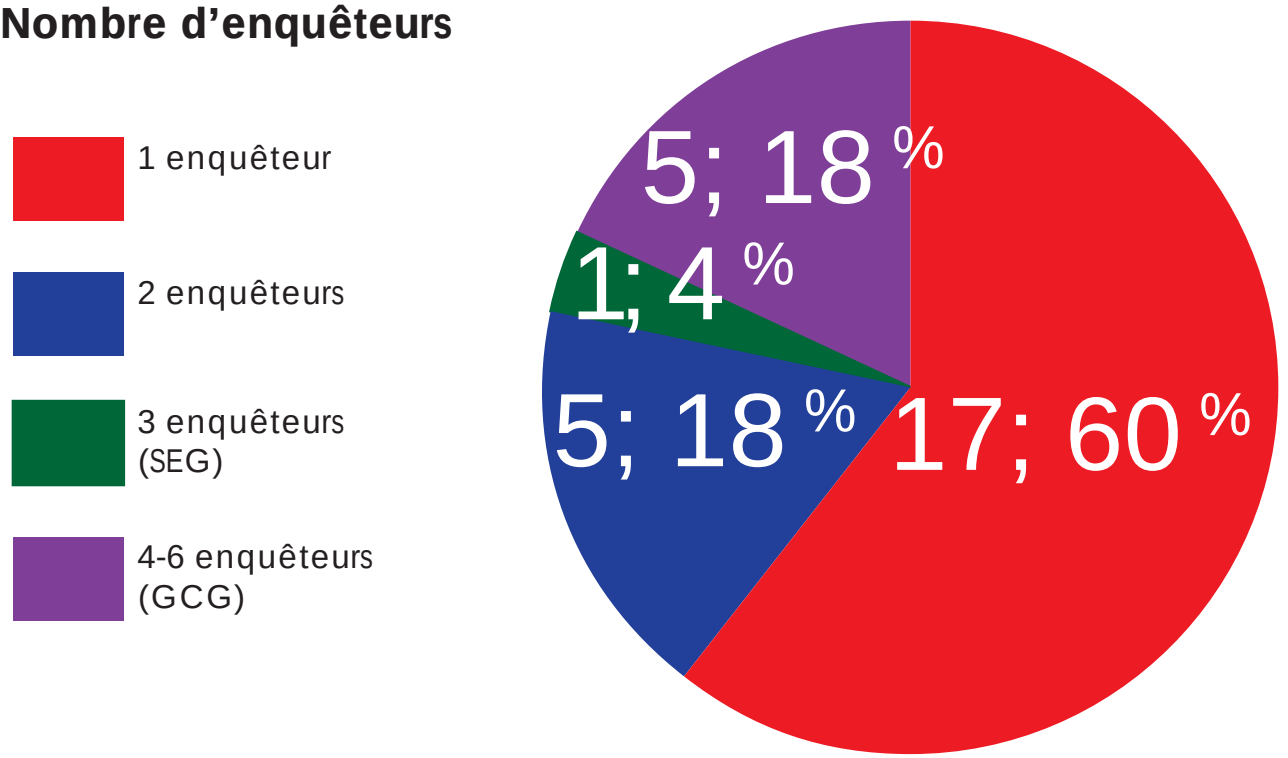
40 Selon la formation qu'ont reçue les polygraphistes, ils ne doivent jamais examiner un autre agent de police qu'ils connaissent pour éviter de miner la crédibilité des résultats.

1 (a) ii. Composition adéquate de l'équipe d'enquête

Dans 17 des 28 cas examinés, un seul enquêteur principal était affecté à l'enquête sur le membre. Dans cinq cas, deux enquêteurs étaient affectés, dans cinq autres cas, c'était le Groupe des crimes graves qui était chargé de l'affaire (de quatre à six enquêteurs étaient affectés à l'enquête) et, dans un cas, ce sont trois enquêteurs de la Section des enquêtes générales (SEG) qui étaient responsables de l'enquête.

> « DANS 17 DES 28 CAS EXAMINÉS, UN SEUL ENQUÊTEUR PRINCIPAL ÉTAIT AFFECTÉ À L'ENQUÊTE SUR LE MEMBRE. »

Nombre d'enquêteurs

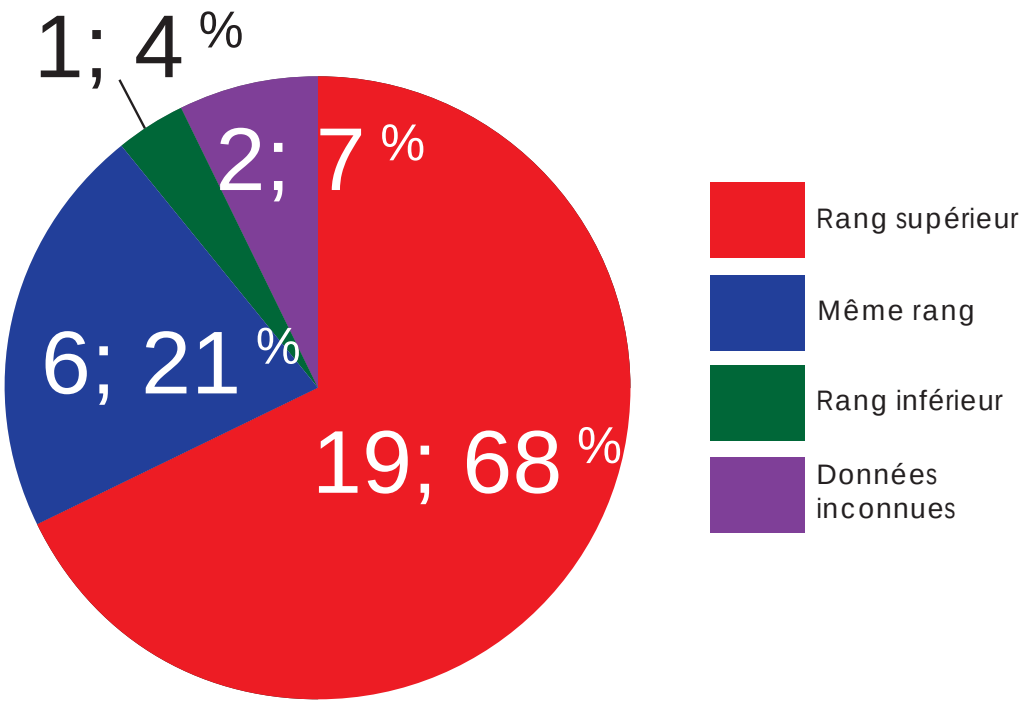


De plus, sur les 28 dossiers de la GRC examinés, 7 enquêtes avaient été menées par un enquêteur principal du même rang que le membre visé ou d'un rang inférieur[41].

> « SUR LES 28 DOSSIERS DE LA GRC EXAMINÉS, 7 ENQUÊTES AVAIENT ÉTÉ MENÉES PAR UN ENQUÊTEUR PRINCIPAL DU MÊME RANG QUE LE MEMBRE VISÉ OU D'UN RANG INFÉRIEUR »

41 *Dans six cas, les membres étaient du même rang que le membre visé et, dans un cas, d'un rang inférieur.*

Rang de l'enquêteur principal par rapport au membre visé



Cette différence de rang entre l'enquêteur principal et le membre visé est jugée inadéquate compte tenu du risque potentiel que l'enquêteur principal soit victime d'intimidation de la part du membre visé d'un rang supérieur. Il est aussi possible que l'enquêteur principal soit supervisé ultérieurement par le membre visé, et l'enquêteur principal de rang inférieur pourrait être tenté d'accorder un traitement préférentiel au membre visé de rang supérieur pour gagner sa faveur en vue de considérations futures. Il faut tenir compte de cette possibilité de conflit d'intérêts.

La CPP recommande que l'enquêteur principal soit au moins d'un rang supérieur à celui du membre visé pour éviter toute possibilité d'intimidation de la part du membre visé de rang supérieur sur l'enquêteur principal.

Recommandation Nº 2

La CPP recommande que l'enquêteur principal soit d'au moins un rang supérieur au membre visé[42].

De plus, il est tout particulièrement préoccupant qu'un seul enquêteur soit responsable de l'enquête sur un membre (comme cela a été le cas dans 17 des 28 dossiers examinés). Il vaut mieux qu'une équipe de deux membres interroge toutes les personnes concernées (particulièrement le membre visé). Les enquêtes menées par un seul membre présentent la possibilité ou la perception d'un conflit d'intérêts.

42 *Sauf lorsque les principes de la gestion des cas graves s'appliquent. La gestion des cas graves est une méthode qui établit la responsabilisation, des buts et des objectifs clairs, la planification, la répartition des ressources et le contrôle de l'orientation, de la vitesse et du déroulement de l'enquête. Les principes de la gestion des cas graves précisent que le gestionnaire d'équipe nommé est « une personne accréditée » qui a suivi la formation Gestion des cas graves : Gestionnaire d'équipe du Collège canadien de police et qui possède de l'expérience et une formation dans les cas graves portant sur la direction et la gestion. Lorsque le Groupe des crimes graves mène une enquête criminelle, il faut que le gestionnaire d'équipe soit d'un rang supérieur à celui du membre visé. Voir l'Annexe 11 pour consulter une copie de la politique révisée de la GRC sur la gestion des cas graves.*

Conclusion N° 8

De façon générale, le nombre de membres d'équipe affectés aux 28 enquêtes était inadéquat.

La question des conflits d'intérêts doit être prise en considération dans ces cas. Aucune justification (ressources, emplacement ou gravité de l'infraction) ne convaincra le public ou d'autres groupes d'intérêts spéciaux que les enquêtes étaient impartiales.

Idéalement, il faudrait au moins que deux membres soient affectés à l'enquête pour accélérer les procédures, car l'enquête pourrait se poursuivre même si un membre de l'équipe est absent.

Recommandation N° 3

Pour réduire le délai des enquêtes obligatoires sur des membres de la GRC, la CPP recommande que les enquêtes sur les membres soient affectées à une équipe composée (d'au moins) deux membres au sein d'un groupe d'enquête spécialisé.

Pour les enquêtes menées par plus d'un enquêteur (les cinq dossiers où l'enquête a été assurée par le Groupe des crimes graves et les autres dossiers où deux membres d'équipe ont été affectés), le nombre de membres de l'équipe a été jugé adéquat dans l'ensemble.

1 (a) iii. Prise en considération de l'autodéclaration de conflit d'intérêts du membre responsable de l'enquête (c.-à-d. que, lorsque l'enquêteur a fait part de conflits d'intérêts, il a été retiré de l'équipe d'enquête)

Sur les 28 cas, il n'y a eu qu'un seul cas où l'enquêteur a fait part d'un conflit d'intérêts. Ce dossier concernait une collectivité du Nord dans un petit détachement. L'enquête avait tout d'abord été affectée à l'officier responsable du Groupe des crimes graves du détachement; toutefois, le membre a refusé de se charger de l'enquête puisqu'il était l'ami personnel d'un des membres visés.

Cette situation a été traitée de façon adéquate dans ce cas, puisque ce membre a été retiré de l'enquête. Toutefois, les résultats étaient peu reluisants. Le dossier a finalement été affecté à un gendarme ayant environ un an d'expérience au sein du Groupe des crimes graves. L'officier responsable des enquêtes criminelles par intérim au moment de l'enquête a indiqué aux enquêteurs de la CPP que, à son avis, ce dossier aurait dû être affecté à un service de police municipal externe, compte tenu du fait qu'il s'agissait d'un cas de blessures graves.

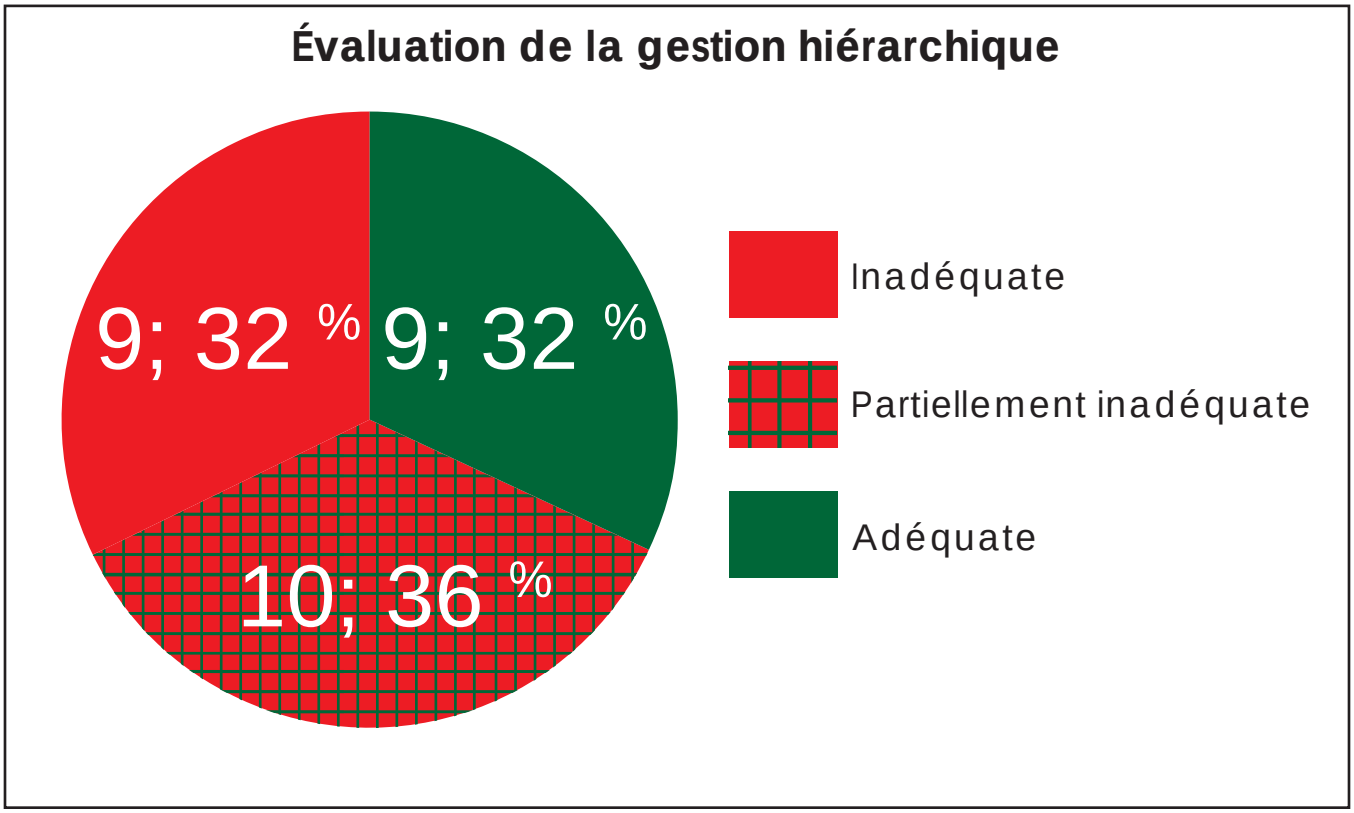
> « CETTE SITUATION A ÉTÉ TRAITÉE DE FAÇON ADÉQUATE DANS CE CAS, PUISQUE CE MEMBRE A ÉTÉ RETIRÉ DE L'ENQUÊTE. »

Évaluation globale du critère 1 (a) de la CPP – Gestion hiérarchique

En fonction de l'analyse qui précède, le graphique ci-dessous résume l'évaluation globale des enquêteurs de la CPP du caractère adéquat de la gestion hiérarchique de la GRC dans les 28 cas examinés. Au total, le traitement de 19 cas (68 %) a été jugé partiellement ou entièrement inadéquat. Le recours à un seul enquêteur et le fait que l'enquêteur principal connaissait personnellement le membre visé étaient tout particulièrement préoccupants.

Conclusion N° 9

En tout, la CPP a estimé que la structure et les liens hiérarchiques dans le cadre des 28 cas examinés étaient inadéquats en partie ou dans leur ensemble (68 %).



Critère 1(b) Caractère adéquat du degré d'intervention : intervention adéquate et proportionnelle compte tenu de la gravité de l'incident et nomination d'enquêteurs compétents.

La CPP a établi une définition de ce que constitue un degré d'intervention « adéquat » au regard du traitement par la GRC d'une enquête sur un autre membre pour effectuer de façon efficace des comparaisons entre chaque cas en fonction des critères d'évaluation établis. Les principales caractéristiques de ce que constitue un degré d'intervention « adéquat » sont les suivantes :

i. Entrevues du membre visé et des témoins menées de façon adéquate et accès approprié à l'information.

   - Utilisation adéquate de témoins experts (c.-à-d. polygraphistes, enquêteurs chargés de la reconstitution des accidents, spécialistes en identification et autres spécialistes d'agences externes, au besoin).

ii. Aiguillage adéquat de l'enquête compte tenu de la gravité de l'allégation (p. ex., agression sexuelle, agression armée, négligence criminelle entraînant la mort).

   - Enquête adressée de façon adéquate au Groupe des crimes graves, au besoin.

iii. Les enquêteurs possédaient au moins les compétences de base recommandées pour les enquêteurs chargés d'enquêtes sur les cas de décès de personne détenue, de fusillades, de voies de fait et de blessures graves et d'agression sexuelle) :

   - **Enquêteur principal :** Expérience précédente dans l'exécution d'enquêtes obligatoires, sur des plaintes du public et concernant des infractions au code de déontologie. De plus, l'enquêteur doit avoir suivi le cours sur les crimes graves et des cours sur les techniques d'entrevue et d'interrogation et posséder des connaissances et de l'expérience de la gestion des cas graves[43], lorsque cela est possible.

   - **Membres de l'équipe d'enquête :** Les membres doivent au moins avoir suivi le cours sur les crimes graves et des cours sur les techniques d'entrevue ou d'interrogation. Les membres doivent posséder des connaissances et de l'expérience de la gestion des cas graves, lorsque cela est possible.

iv. La charge de travail des membres de l'équipe d'enquête doit être modifiée (ou affectée à quelqu'un d'autre) au besoin, pour qu'ils puissent se concentrer sur l'enquête sur le membre.

v. Consultation adéquate avec l'avocat de la Couronne provinciale avant de déposer des accusations

vi. Recours adéquat à un examen administratif[44].

Les 28 cas examinés ont été évalués en fonction du critère de base susmentionné. Les conclusions clés des examens des enquêteurs de la CPP sont mentionnées ci-dessous.

43 La gestion des cas graves est une méthode qui établit la responsabilisation, des buts et des objectifs clairs, la planification, la répartition des ressources et le contrôle de l'orientation, de la vitesse et du déroulement de l'enquête. Les crimes graves sont des cas ou des enquêtes de « nature grave » et dans lesquels il faut appliquer les principes de gestion des cas graves vu leur complexité, les risques et les ressources.

44 Un examen administratif est un examen indépendant de tous les aspects d'un incident mené dans le but de cerner des lacunes potentielles dans les politiques, la formation, les équipements ou les techniques employées par les membres.

1 (b) i. Entrevues du membre visé et des témoins menées de façon adéquate

Conclusion Nº 10

Sur les 28 dossiers que les enquêteurs de la CPP ont examinés, il a été déterminé que dans 17 de ces cas, le membre visé et les témoins ont été interrogés par un seul enquêteur de la GRC.

Cette situation est jugée inadéquate. En examinant les dossiers, la CPP a déterminé que, même si ce type de technique d'entrevue n'avait pas d'incidence négative sur les résultats, il y avait possibilité de conflit d'intérêts (réel ou perçu). De plus, dans le but de respecter les dispositions de la *Charte* (en ce qui concerne la contrainte, l'intimidation, les promesses, l'incitation, etc.), la présence d'un deuxième enquêteur aurait permis d'écarter ce problème potentiel dans toute action en justice future.

1 (b) ii. Aiguillage des cas vers la section adéquate

Dans les cas de fusillades ou de décès et où il y a possibilité d'homicide, l'enquête a été affectée au Groupe des crimes graves de la division. Toutefois, certains incidents de voies de fait causant des lésions corporelles ont été affectés aux commandants du détachement ou aux membres des services généraux, ce qui illustre qu'il n'existe aucun critère officiel établissant à quelles sections l'enquête doit être affectée.

Il est important d'aborder la question de l'affectation aléatoire des enquêtes sur les membres aux unités ou aux personnes au sein des divisions. Dans certaines divisions, les unités responsables sont appelées unités des crimes graves, alors que, dans d'autres, elles sont appelées groupe des crimes graves.

Conclusion Nº 11

De façon générale, la section ou l'unité responsable des enquêtes sur les membres (y compris leur mandat) n'était pas uniforme dans l'ensemble du pays.

Dans un dossier, l'enquêteur principal a demandé à l'officier responsable de l'aide du Groupe des crimes graves, mais cette aide lui a été refusée parce que la plainte remontait à il y a plus de 20 ans. Toutefois, selon la CPP, la demande d'aide du Groupe des crimes graves pour traiter l'enquête était légitime, puisque le plaignant alléguait que des membres de la GRC avaient tué son fils. Cet exemple illustre que, dans certains cas, la GRC ne prend pas les plaintes au sérieux comme elle le devrait, ne leur accorde pas l'attention adéquate et n'affecte pas l'enquête aux unités ou aux sections adéquates.

> « SUR LES 28 DOSSIERS QUE LES ENQUÊTEURS DE LA CPP ONT EXAMINÉS, IL A ÉTÉ DÉTERMINÉ QUE DANS 17 DE CES CAS, LE MEMBRE VISÉ ET LES TÉMOINS ONT ÉTÉ INTERROGÉS PAR UN SEUL ENQUÊTEUR DE LA GRC. »

1 (b) iii. Compétences

Plus tôt dans le chapitre, les compétences minimales que devraient posséder l'enquêteur principal et les membres de l'équipe d'enquête ont été énoncées :

- **Enquêteur principal** : Expérience précédente de l'exécution d'enquêtes obligatoires, sur des plaintes du public et concernant des infractions au code de déontologie. De plus, l'enquêteur doit avoir suivi le cours sur les crimes graves et des cours sur les techniques d'entrevue et d'interrogation et posséder des connaissances et de l'expérience de la gestion des cas graves[45], lorsque cela est possible.

- **Membres de l'équipe d'enquête** : Les membres doivent au moins avoir suivi le cours sur les crimes graves et des cours sur les techniques d'entrevue ou d'interrogation. Les membres doivent posséder des connaissances et de l'expérience de la gestion des cas graves, lorsque cela est possible.

En comparant les compétences des membres en fonction de ce critère, les enquêteurs de la CPP ont remarqué une différence dans les compétences des membres affectés aux enquêtes sur les membres. Par exemple, un membre ne possédait aucune expérience officielle des enquêtes générales (toutefois, il possédait 15 ans d'expérience de tâches policières générales et avait précédemment mené environ 40 enquêtes obligatoires).

45 *La gestion des cas graves est une méthode qui établit la responsabilisation, des buts et des objectifs clairs, la planification, la répartition des ressources et le contrôle de l'orientation, de la vitesse et du déroulement de l'enquête. Les crimes graves sont des cas ou des enquêtes de « nature grave » et dans lesquels il faut appliquer les principes de gestion des cas graves vu leur complexité, les risques et les ressources.*

Conclusion Nº 12

Dans le cadre des 28 cas examinés, les compétences des enquêteurs variaient grandement. Certains avaient suivi tous les cours sur les crimes graves et les sujets connexes, tandis que d'autres n'avaient que deux ans d'expérience au sein de la Section des enquêtes générales.

En fonction de cette analyse, les enquêteurs de la CPP ont formulé d'autres recommandations concernant les compétences que doivent posséder les membres affectés à une enquête sur un autre membre.

Recommandation Nº 4

La GRC devrait affecter des enquêteurs supérieurs compétents ayant fait leurs preuves en cour et terminé les cours adéquats (p. ex., agression sexuelle, crimes graves, techniques d'entrevue et d'interrogation, analyse de déclaration); de plus, ils devraient posséder de fortes compétences analytiques et pouvoir interroger de façon efficace les témoins.

> « LES ENQUÊTEURS DE LA CPP ONT REMARQUÉ UNE DIFFÉRENCE DANS LES COMPÉTENCES DES MEMBRES AFFECTÉS AUX ENQUÊTES SUR LES MEMBRES. »

1 (b) iv. La charge de travail des membres de l'équipe d'enquête doit être modifiée (ou affectée à quelqu'un d'autre) au besoin, pour qu'ils puissent se concentrer sur l'enquête sur le membre

La charge de travail des membres affectés à l'enquête constituait une préoccupation. Lorsque le dossier a été affecté à un membre des services généraux, dans la plupart des cas, la CPP a constaté que l'enquêteur n'était pas exempté de ses tâches régulières. Cette question a été soulevée par la plupart des membres interrogés. Par conséquent, il se consacrait à l'enquête sur le membre lorsque le temps le permettait. Lorsque l'incident visé par l'enquête s'était produit voilà déjà quelque temps, les membres ont indiqué que l'exécution de l'enquête n'était pas urgente.

Dans le cadre d'une entrevue avec les enquêteurs de la CPP, un membre de la GRC a révélé que, en ce qui le concernait, l'enquête sur le membre ne constituait qu'un « autre dossier » parmi tant d'autres et qu'il figurait sur la « pile » de dossiers sur son bureau. La notion selon laquelle les membres étaient affectés à plusieurs dossiers et que leur charge de travail n'était pas modifiée pour leur permettre de mener l'enquête de façon efficace et rapide est problématique.

Conclusion Nº 13

De façon générale, il a été déterminé que les enquêtes menées par le Groupe des crimes graves étaient ciblées et exécutées en temps opportun, puisqu'il disposait des capacités, des ressources et du temps nécessaires pour mener l'enquête. Cela n'était pas le cas lorsque l'enquête était affectée à un commandant de détachement, à un enquêteur aux services généraux ou à un membre de la Section des enquêtes générales dont la lourde charge de travail n'a pas été modifiée en conséquence.

Recommandation Nº 5

La charge de travail des membres responsables d'enquêtes sur des membres devrait être réaffectée ou modifiée pour leur permettre de se consacrer à l'enquête.

> « La notion selon laquelle les membres étaient affectés à plusieurs dossiers et que leur charge de travail n'était pas modifiée pour leur permettre de mener l'enquête de façon efficace et rapide est problématique. »

1 (b) v. Consultation adéquate avec l'avocat de la Couronne provinciale avant de déposer des accusations

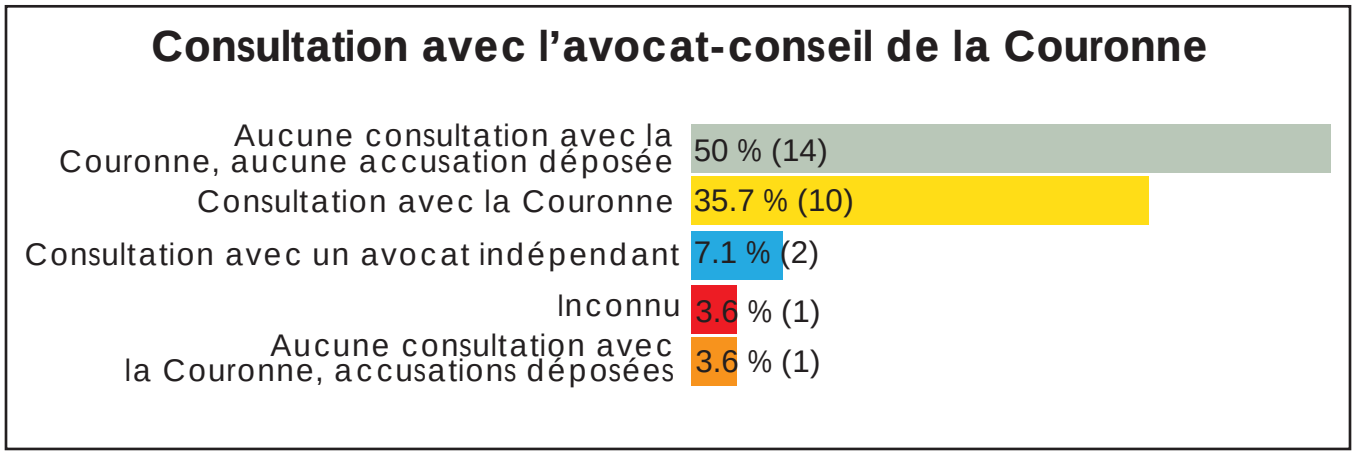
Une question tout particulièrement pertinente relativement à la structure et à la gestion hiérarchique concerne la consultation d'un avocat de la Couronne provinciale avant le dépôt d'accusations. Le *Code criminel* du Canada confère à la police le pouvoir de déposer des accusations criminelles. Toutefois, les gouvernements provinciaux de la Colombie-Britannique, du Québec et du Nouveau-Brunswick exigent que la police consulte l'avocat de la Couronne provinciale avant de déposer des accusations criminelles contre un agent de police ou toute autre personne.

Les politiques nationales de la GRC exigent une consultation avec la Couronne dans les cas décrits dans la politique *Directives nationales en matière d'enquête*, qui précise ce qui suit :

a. F.2. « Lorsqu'on a des preuves à l'appui d'une poursuite, consulter le procureur de la Couronne. »

b. F.2.(a). « Dans le cas d'un conflit avec le procureur de la Couronne, renvoyer l'affaire à l'agent de la Police criminelle. »

Voici une ventilation détaillée de la consultation avec l'avocat de la Couronne pour les 28 cas :



Dans le cadre de l'examen, la CPP a constaté que, en général, la GRC avait mené des consultations adéquates avec la Couronne au moment de déposer des accusations, sauf dans un cas.

Il s'agissait d'un cas d'agression sexuelle survenu au Manitoba dont était accusé un membre, et la GRC a déposé des accusations contre ce membre sans obtenir l'avis de la Couronne. Le membre accusé a par la suite été acquitté en cour.

Même si on n'estime pas que l'absence de consultation ait eu une incidence directe sur les résultats de l'affaire, il s'agit d'une violation de politiques à laquelle la GRC doit faire attention, tout particulièrement vu la nature délicate et le degré de transparence et d'impartialité requis dans le cadre de ces enquêtes.

De façon générale, même si les actions des membres respectaient les politiques, la CPP a constaté des écarts entre le processus de consultation actuel avec la Couronne dans les cas impliquant des membres de la GRC et dans d'autres cas. À l'heure actuelle, lorsque la GRC envoie un dossier à la Couronne qui concerne un membre de la GRC, celle-ci ne formule pas de recommandation quant aux accusations qui devraient être portées contre le membre. Cela diffère de la procédure normale applicable à tous les autres cas (qui ne concernent pas des membres de la GRC), alors que la GRC formule une recommandation quant à la façon de procéder.

Dans le contexte de l'enquête sur le décès de Frank Paul, le juge William H. Davies, c.r., a aussi constaté que, en Colombie-Britannique, dans tous les cas de décès liés à la police, le service de police de Vancouver transmet un rapport « neutre » à l'avocat de la Couronne sans formuler de recommandation quant aux accusations criminelles qui devraient être portées, ce qui contredit les directives du manuel du service de police exigeant de l'agent de police qu'il envoie le rapport à l'avocat de la Couronne seulement « si les éléments de preuve soutiennent le dépôt d'accusations. »

Recommandation N° 6

Il faudrait prêter une attention particulière au respect de l'exigence imposant à la GRC de consulter l'État avant de déposer des accusations contre des membres, compte tenu de la nécessité de mener des enquêtes indépendantes et impartiales sur les membres. La GRC devrait aussi effectuer un examen des recommandations faites à l'État dans les cas impliquant des membres de la GRC.

> « UN CONTRÔLE ADMINISTRATIF EST GÉNÉRALEMENT DÉFINI COMME UN CONTRÔLE INDÉPENDANT DE TOUS LES ASPECTS D'UNE ENQUÊTE QUI VISE EXPRESSÉMENT À CERNER DES LACUNES POTENTIELLES DANS LES POLITIQUES, LA FORMATION, LES ÉQUIPEMENTS OU LES TECHNIQUES EMPLOYÉES PAR LES MEMBRES. »

1 (b) vi. Recours adéquat à un examen administratif

Comme il a été mentionné précédemment dans le rapport, un contrôle administratif est généralement défini comme un contrôle indépendant de tous les aspects d'une enquête qui vise expressément à cerner des lacunes potentielles dans les politiques, la formation, les équipements ou les techniques employées par les membres.

Conclusion N° 14

Sur les 28 cas examinés, dont 6 avaient trait à un décès, un examen administratif n'a eu lieu que dans 4 cas. Dans deux de ces cas, des membres de la GRC ont fait feu (divisions du Manitoba (D) et du Nunavut (V)), et dans les deux autres cas, il s'agissait de décès de personnes en détention (divisions de la Saskatchewan (F) et de l'Alberta (K)).

Les quatre examens administratifs effectués ont fait que, dans une affaire, les enquêteurs ont été priés d'interroger un ou deux autres témoins avant de terminer l'enquête.

Recommandation N° 7

Compte tenu du caractère délicat et de la transparence nécessaire dans le cas d'enquêtes sur des membres, il est recommandé d'effectuer des examens administratifs dans tous les cas de blessures graves, d'agression sexuelle ou de décès.

Recours à une vérification

Le recours à une « vérification » dans une division particulière, la Division du Manitoba (D), constitue une pratique exemplaire qu'il convient de faire remarquer.

Une « vérification » est souvent demandée lorsqu'une plainte a un élément criminel, mais qu'elle manque de renseignements permettant d'établir la façon de procéder.

La « vérification » consiste en :

- des entrevues avec le plaignant, la victime et tout autre témoin externe;
- un examen des dossiers opérationnels liés à la plainte;
- un examen des notes et des rapports des membres.

* *Il est important de souligner que les membres visés ne doivent pas être tenus de fournir des témoins ni des déclarations après mise en garde à ce stade-ci.*

L'enquêteur évalue les renseignements recueillis au terme de la vérification et rédige un rapport qui résume l'incident, la déclaration du plaignant et les résultats de l'examen des dossiers, ce qui permet de déterminer la meilleure façon de procéder.

Recommandation N° 8

La GRC devrait envisager d'avoir recours à une « vérification » dans les enquêtes sur les crimes moins graves dans toutes les divisions.

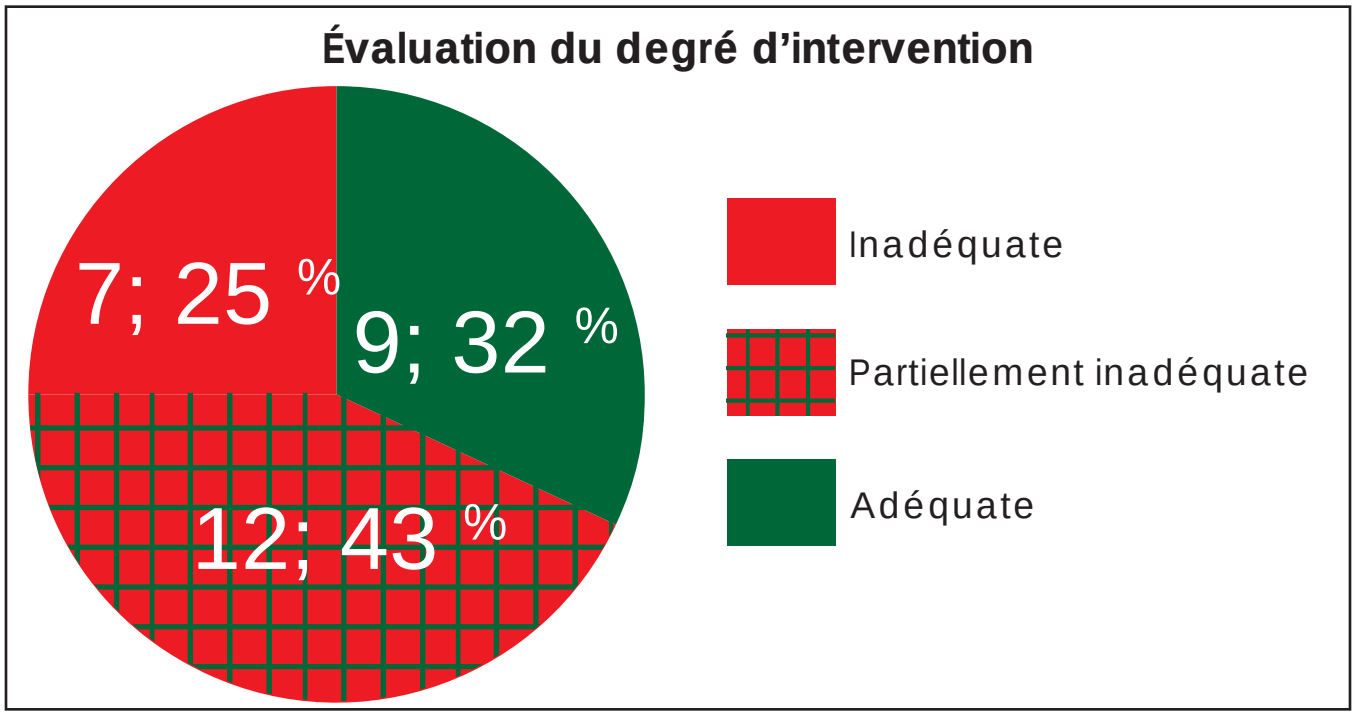
Recommandation Nº 9

La GRC pourrait envisager de recommander que l'officier responsable des Enquêtes criminelles de la GRC soit le destinataire du rapport de vérification pour déterminer si une enquête sur un crime moins grave devrait faire l'objet d'une enquête obligatoire.

De plus, le rapport de vérification devrait suivre la présentation d'un rapport d'enquête et comprendre des annexes incluant tout le matériel mentionné, y compris une copie du dossier opérationnel duquel est tirée la plainte. Il important que le rapport s'appuie non pas sur des opinions, mais bien sur des faits. Le rôle des enquêteurs consiste tout simplement à présenter les faits, et ceux ci devraient uniquement se concentrer aux aspects criminels de la plainte, et pas à des infractions possibles au code de déontologie.

Évaluation globale du critère 1(b) Degré d'intervention

En fonction de l'analyse qui précède, le graphique ci-dessous illustre l'évaluation globale des enquêteurs de la CPP du caractère adéquat du degré d'intervention de la GRC dans les 28 cas examinés. Le traitement de 68 % des cas a été jugé partiellement ou entièrement inadéquat.



Conclusion N° 15

La CPP a estimé que, au total, le degré d'intervention était inadéquat en partie ou dans son ensemble (68 %). Elle était tout particulièrement préoccupée par le fait que les entrevues étaient menées par un seul enquêteur et que les cas étaient affectés de façon non uniforme au groupe d'enquête adéquat.

Par ailleurs, il a été déterminé que les enquêteurs ont interrogé tous les témoins qui étaient prêts à coopérer, ont pris la déclaration des témoins et ont eu recours, au besoin, aux services de témoins experts (c.-à-d. experts en polygraphie, enquêteurs chargés de la reconstitution des accidents, spécialistes en identification et spécialistes d'autres organismes externes).

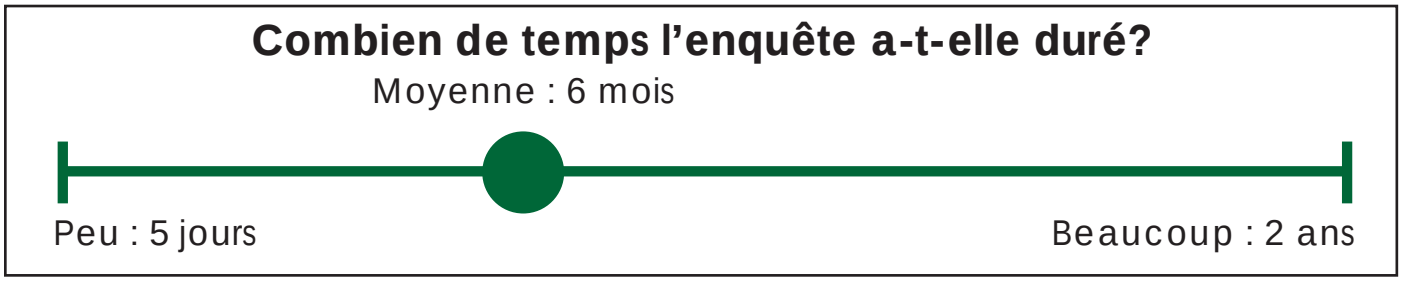
Critère 1(c) Rapidité de l'intervention : l'équipe d'enquête est intervenue rapidement

La CPP a établi une définition de base de ce que constitue une intervention « rapide » de l'équipe d'enquête pour effectuer de façon efficace des comparaisons entre chaque cas en fonction des critères d'évaluation établis. Les principales caractéristiques de la rapidité adéquate des enquêtes sur les membres comprennent les suivantes :

i. L'enquête sur le membre a été effectuée dans un délai de six mois (ou moins).
ii. Si possible, les enquêtes ne devraient pas dépasser un an[46].
iii. Répartition immédiate du personnel nécessaire en cas d'intervention rapide requise.

La section suivante évalue la rapidité globale des 28 cas examinés en fonction des critères de base établis, susmentionnés.

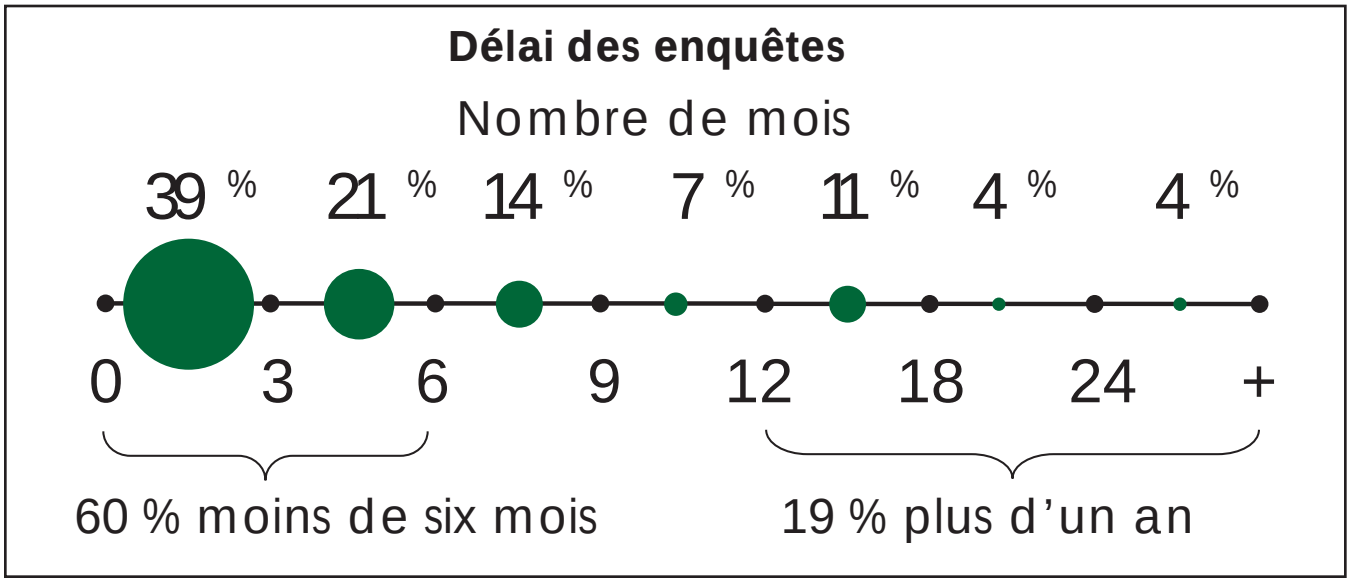
1 (c) i. Enquêtes sur les membres effectuées en six mois (ou moins)



L'examen de la CPP a révélé que le délai moyen du règlement des 28 enquêtes criminelles sur des membres était de six mois. Le graphique ci-dessous illustre de façon plus précise que, **de façon générale, le délai des enquêtes sur les membres est adéquat**. La majorité des cas (60 %) a été terminée en moins de six mois. Toutefois, 19 % des cas ont dépassé la période de un an, comme nous l'expliquons ci-dessous.

> L'examen de la CPP a révélé que le délai moyen du règlement des 28 enquêtes criminelles sur des membres était de six mois.

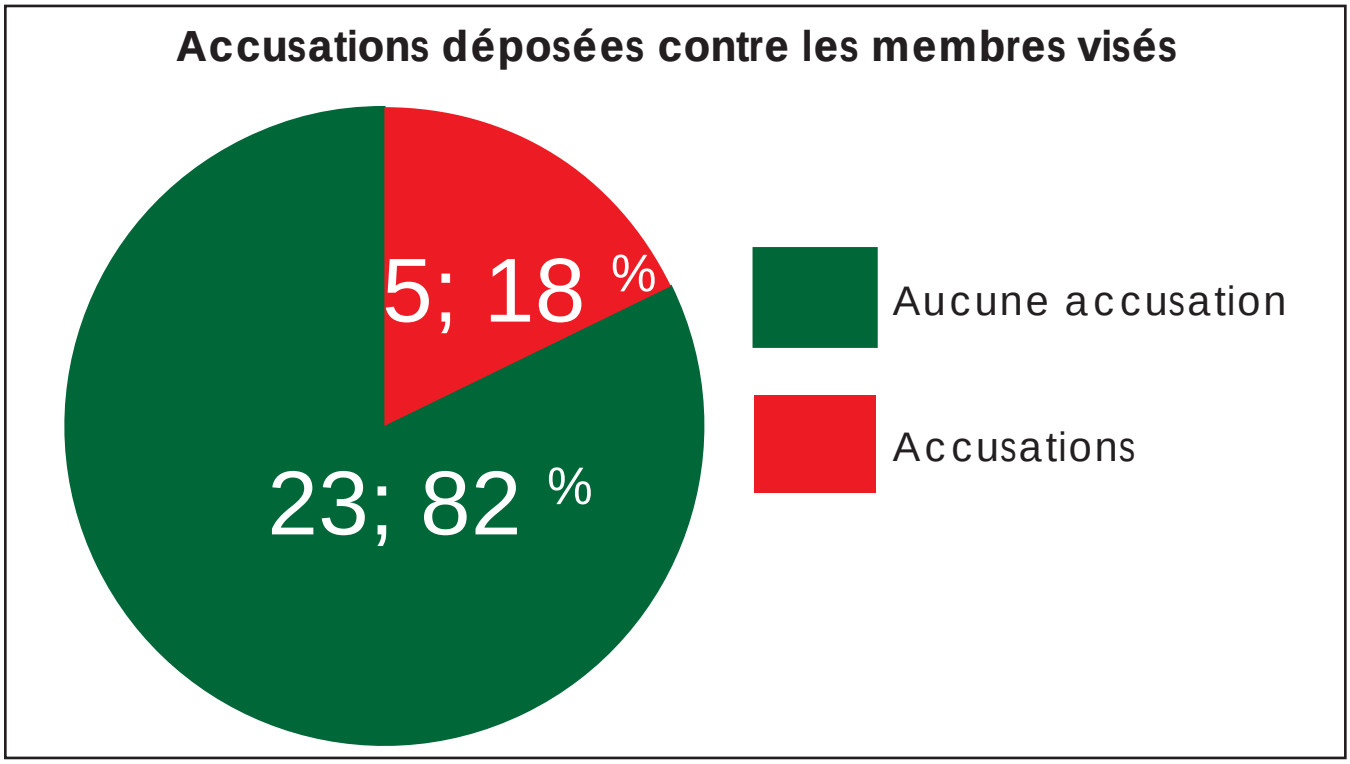
46 Cela est tout particulièrement important compte tenu du fait que, si le traitement d'une enquête sur un membre prend plus de un an (peu importe que des accusations criminelles soient déposées ou non au bout du compte), le paragraphe 43(8) de la Loi sur la GRC interdit toute procédure intentée aux termes du code de déontologie contre le membre ayant commis l'infraction.



1 (c) ii. Si possible, les enquêtes ne devraient pas dépasser un an

Selon le temps qu'ont duré les enquêtes illustrées ci-dessus, lorsque des enquêtes sur des membres dépassent un an, ces membres visés pourraient être épargnés d'actions intentées contre eux en vertu du code de déontologie (paragraphe 43(8) de la *Loi sur la GRC*). De plus, après le délai de une année, les membres pourraient aussi être libérés des accusations criminelles pour certaines infractions aux termes du *Code criminel*. Il faut donc prêter une attention toute particulière au délai de ces enquêtes. Sur les 28 cas examinés, le traitement de 19 % (5 cas) a dépassé un an – ce qui aurait pu soustraire les membres du processus disciplinaire interne de la GRC, le cas échéant.

Il est important de préciser que, dans les 28 cas examinés, aucune accusation n'a été déposée dans 23 cas.

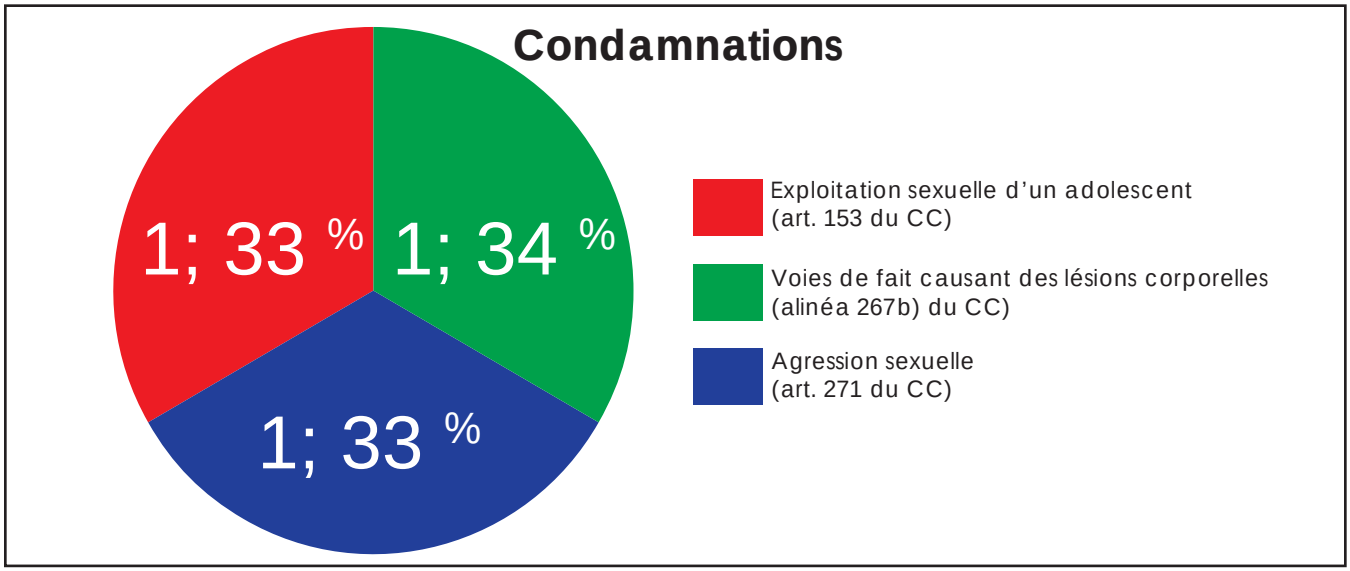


Cas dans lesquels des accusations ont été portées contre les membres visés[47]

Dans les cinq cas où des accusations ont été déposées, huit accusations en tout ont été portées.

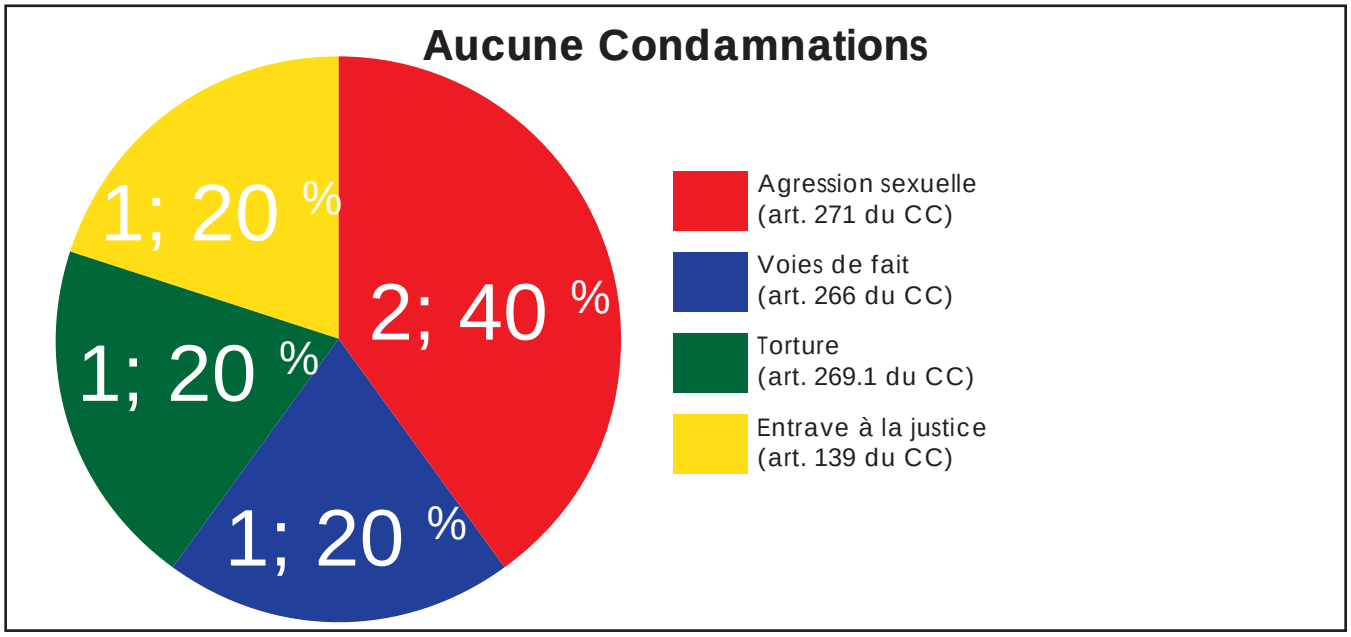
1. Dans un cas survenu dans la Division de Terre-Neuve-et-Labrador (B), où le membre visé a été accusé d'avoir eu des relations sexuelles avec de jeunes personnes tandis qu'il était en devoir dans la collectivité des victimes, les accusations suivantes ont été déposées :
    - Agression sexuelle (art. 271 du CC)
      résultat : accusation retirée.
    - Exploitation sexuelle (art. 153 du CC)
      résultat : le membre visé a plaidé coupable
2. Dans un cas survenu dans la Division du Manitoba (D), où le membre visé a été accusé d'agression sexuelle sur un autre membre de la GRC dans une résidence privée, l'accusation suivante a été déposée :
    - Agression sexuelle (art. 271 du CC)
      résultat : le membre visé a été acquitté au procès.
3. Dans le cas qui s'est produit dans la Division de la Colombie-Britannique (E), où le membre visé a été accusé de voies de fait causant des lésions corporelles contre un civil au cours d'un interrogatoire, les accusations suivantes ont été déposées :
    - Voies de fait causant des lésions corporelles (alinéa 267b) du CC)
      résultat : le membre visé a plaidé coupable.
    - Torture (art. 269.1 du CC)
    - **résultat** : accusation retirée.
    - Entrave à la justice(art. 139 du CC)
      résultat : accusation retirée.
4. Dans le cas survenu dans la Division de la Saskatchewan (F), où le membre visé a été accusé d'agression sexuelle contre un civil dans une maison privée, l'accusation suivante a été déposée :
    - Agression sexuelle (art. 271 du CC)
      résultat : le membre visé a plaidé coupable.
5. Dans le cas qui est survenu dans la Division de l'Alberta (K), où le membre visé a été accusé d'usage excessif de la force contre un civil au cours d'une arrestation, l'accusation suivante a été déposée :
    - Voies de fait ou attaque (art. 266 du CC)
      résultat : accusation suspendue.

47 Cela comprend tous les cas où des accusations ont été déposées (peu importe les résultats des accusations).



Conclusion Nº 16

Sur les huit accusations portées, il y a eu trois condamnations (37,5 %), et il n'y a pas eu de condamnation pour les cinq autres cas (62,5 %).[48]



Sur les huit accusations déposées, il n'y a eu qu'un seul procès, et le membre a été acquitté.

[48] Condamnations :

1. *Exploitation sexuelle (art. 153 du CC)*
   résultat : le membre visé a plaidé coupable.
2. *Voies de fait causant des lésions corporelles (alinéa 267b) du CC).*
   résultat : le membre visé a plaidé coupable.
3. *Agression sexuelle (art. 271 du CC)*
   résultat : le membre visé a plaidé coupable.

Aucune condamnation

1. *Agression sexuelle (art. 271 du CC)*
   résultat : accusation retirée.
2. *Agression sexuelle (art. 271 du CC)*
   résultat : le membre visé a été acquitté au procès.
3. *Torture (art. 269.1 du CC)*
   résultat : accusation retirée.
4. *Entrave à la justice (art. 139 du CC)*
   résultat : accusation retirée.
5. *Voies de fait ou attaque (art. 266 du CC)*
   résultat : accusation suspendue.

1 (c) iii. Répartition immédiate du personnel nécessaire en cas d'intervention rapide requise

Le délai de traitement des enquêtes dépend grandement de l'unité qui en était responsable. Par exemple, lorsque l'enquête n'était affectée qu'à un seul membre régulier de la Section des enquêtes générales ayant aussi sa charge de travail normale à accomplir, le déroulement de l'enquête pouvait durer des mois. Puisque dans 17 des 28 cas un seul enquêteur était affecté au dossier, dans certains cas, l'enquête était mise de côté lorsque le membre était en congé, était malade, devait se présenter devant la cour et suivait des cours et pendant les jours de congé réguliers.

De plus, les déplacements des civils et des témoins ont aussi une grande incidence sur la rapidité du traitement de l'enquête, comme cela a été le cas dans certains dossiers examinés. Tout particulièrement, dans un cas, l'enquêteur principal a alerté le détachement pour tenter de trouver le plaignant, ce qui a retardé le traitement du dossier de plusieurs semaines. Lorsque le plaignant a été localisé après plusieurs semaines, il a dit à l'enquêteur principal qu'il ne voulait pas participer à l'enquête. Il convient de faire remarquer qu'il s'agissait d'une plainte présentée par un tiers qui a été affectée à un membre de la Section des enquêtes générales, qui avait aussi une importante charge de travail normale. Dans un autre dossier, le plaignant a nommé un témoin, qui a vécu dans diverses villes et qui a été très difficile à localiser, et, lorsque l'enquêteur l'a interrogé, le témoin a dit qu'il ne savait rien de l'incident visé par l'enquête.

> « Le délai de traitement des enquêtes dépend grandement de l'unité qui en était responsable. »

Conclusion N° 17

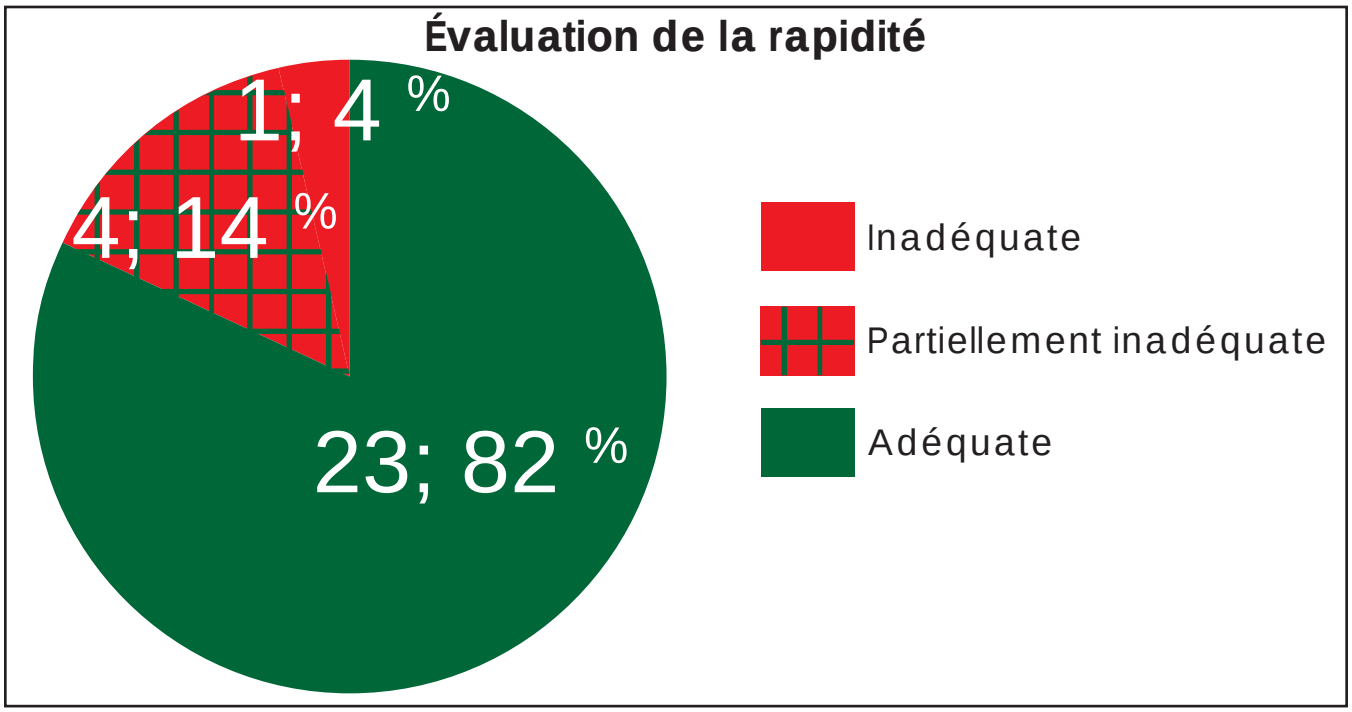
Dans les cas nécessitant une intervention immédiate, notamment dans les cas de fusillade et de décès de personnes en détention, les enquêteurs de la CPP ont déterminé que tout le personnel nécessaire était intervenu rapidement et de façon pratique.

Évaluation globale du critère 1(c) Rapidité

Comme l'illustre le graphique ci-dessous, la rapidité du traitement des 28 cas a été jugée adéquate de façon générale (82 %).

Conclusion N° 18

La CPP a estimé que la plupart des enquêtes avaient été exécutées dans un délai opportun. Pour les dossiers dont le traitement a pris beaucoup plus de temps, cela n'était pas attribuable à un manque d'intérêt, mais plutôt à la lourde charge de travail de l'enquêteur en plus d'obstacles généraux (dates de l'audience, difficulté à localiser des témoins ou des plaignants, absence d'employés, etc.).



Critère 1(d) Conduite : conduite en conformité avec l'article 37 de la *Loi sur la GRC*.

La définition de base de ce qui constitue une conduite « adéquate » de la part des membres, aux fins de la présente analyse, s'appuyait sur la mesure dans laquelle les membres respectaient les dispositions de l'article 37 de la *Loi sur la GRC*. L'article 37[49] précise huit critères particuliers exigeant des membres, en tant que représentants de la GRC, d'agir avec respect et diligence en évitant tout conflit d'intérêts.

Les enquêteurs de la CPP se sont forgé une opinion concernant la conduite des membres responsables de l'enquête à partir de l'ensemble des dossiers, de la qualité des rapports, des entrevues filmées avec les membres visés et de la manière dont les membres interrogés se sont conduits avec les enquêteurs de la CPP. De plus, en évaluant la conduite des membres visés, les enquêteurs ont aussi tenu compte du fait que, dans la plupart des cas, les membres ont fourni des déclarations aux enquêteurs même si personne ne les avait priés de le faire.

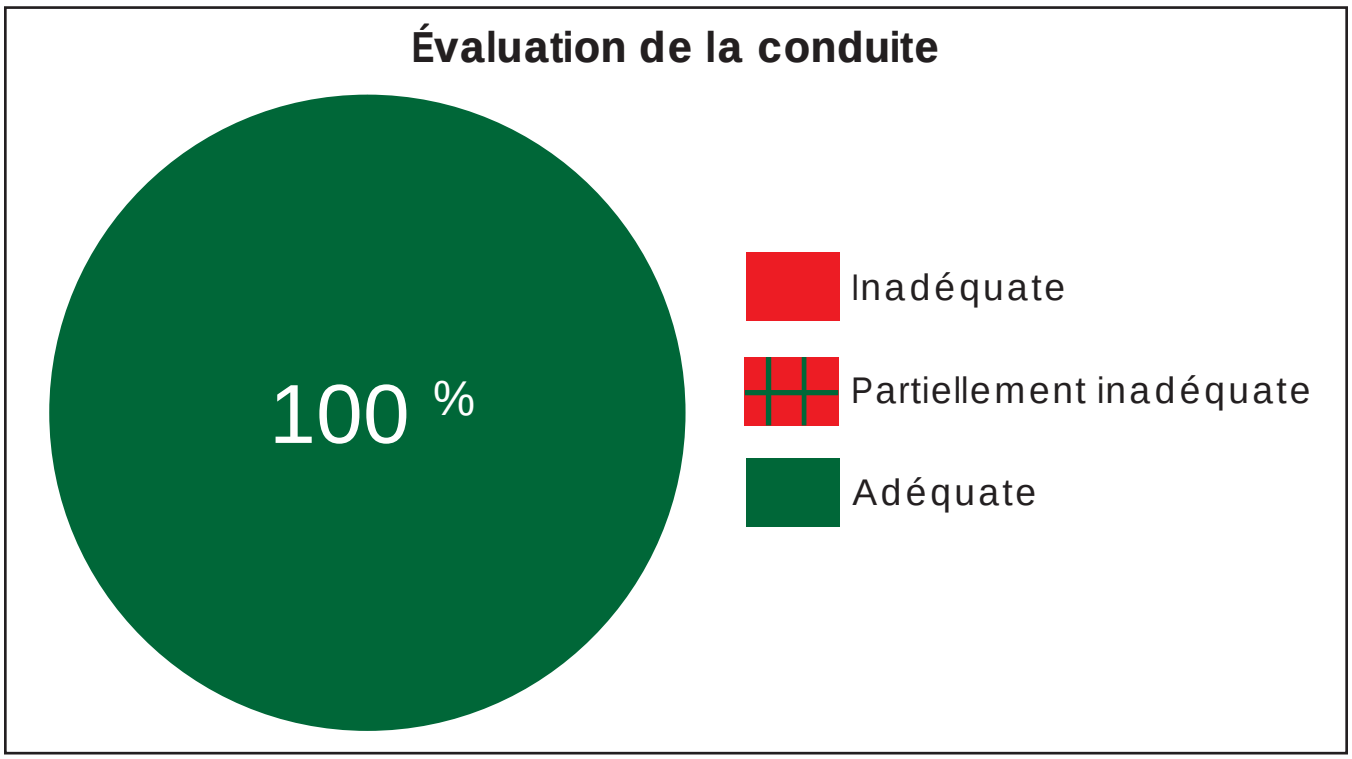
Les enquêteurs de la CPP ont évalué la conduite de l'enquêteur principal et des autres membres de l'équipe d'enquête et n'ont cerné aucun problème concernant la conduite de ces membres de la GRC. Il convient de souligner que, dans une enquête, la conduite des membres visés a été remise en question par le juge de première instance. Il était d'avis que le civil accusé de voies de fait à l'encontre de la police était en fait victime de brutalité policière.

> « LES ENQUÊTEURS DE LA CPP ONT ÉVALUÉ LA CONDUITE DE L'ENQUÊTEUR PRINCIPAL ET DES AUTRES MEMBRES DE L'ÉQUIPE D'ENQUÊTE ET N'ONT CERNÉ AUCUN PROBLÈME CONCERNANT LA CONDUITE DE CES MEMBRES DE LA GRC. »

49 *Voir le Chapitre 3 (1), section sur les lois à ls page 15, pour obtenir la liste complète des huit critères précisés à l'article 37 de la Loi sur la GRC (Conduite).*

Évaluation globale du critère 1(d) Conduite de l'enquêteur

L'évaluation globale de la conduite des membres est illustrée ci-dessous. Les enquêteurs de la CPP ont estimé que, dans tous les cas, les enquêteurs ont pleinement respecté les dispositions de l'article 37 de la *Loi sur la GRC*.



Conclusion Nº 19

De façon générale, la CPP a déterminé que les enquêteurs de la GRC étaient impartiaux et professionnels et qu'ils ont agi de façon consciencieuse dans le cadre de leurs affectations. La CPP a aussi établi que la plupart des membres visés et des membres témoins ont coopéré avec les enquêteurs de la CPP et ont agi de façon professionnelle.

Traitement des cas historiques

La question du traitement par la GRC de plaintes historiques a tout particulièrement posé problème dans le cadre de l'examen des dossiers. **Une plainte déposée des mois ou des années après un incident est considérée comme un « cas historique »**. De par la nature même des cas historiques, il peut être plus difficile d'avoir accès aux éléments de preuve et aux témoins et il faudra déployer des compétences et une attention spécialisées que ne possèdent pas la plupart des enquêteurs. Ces types d'enquêtes peuvent être aussi entravés par la mémoire des témoins (qui ne se rappellent plus les faits), la perte d'éléments de preuve et l'incapacité de localiser les témoins identifiés ou le membre visé. Qui plus est, il peut être reproché à l'enquêteur d'être en conflit d'intérêts et de manquer d'intérêt à l'égard de l'enquête, comme celui ci n'a pas assez de temps pour mener une enquête exhaustive.

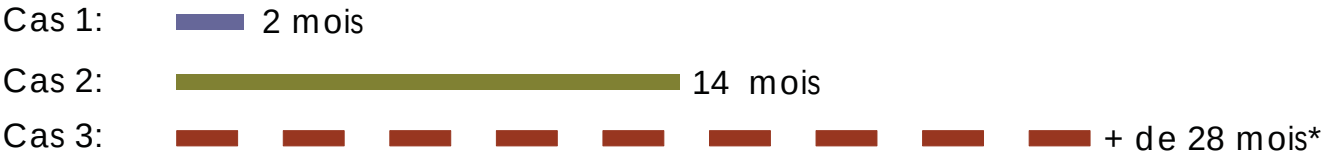
Dans ces types de cas historiques, il a été constaté que le membre responsable de l'enquête n'était pas incité à prendre des mesures immédiates. Les enquêteurs de la CPP ont remarqué que l'enquêteur traitait les allégations historiques de la même façon que celles concernant tout autre dossier et que cela s'inscrivait dans sa charge de travail normale. Au cours d'une entrevue avec la CPP, un enquêteur a demandé pourquoi il accorderait la priorité à une plainte historique déposée contre un membre plutôt qu'à ses autres enquêtes qui étaient tout aussi importantes pour lui (ainsi que pour les plaignants).

Une évaluation du traitement des enquêtes sur des plaintes historiques contre un membre de la GRC a révélé que, de façon générale, la priorité n'était pas accordée à ces cas et que leur traitement a été anormalement long. Sur les trois cas historiques examinés, le traitement de deux enquêtes a pris plus d'un an.

« Une évaluation du traitement des enquêtes sur des plaintes historiques contre un membre de la GRC a révélé que, de façon générale, la priorité n'était pas accordée à ces cas et que leur traitement a été anormalement long. »

Combien de temps ont duré les cas historiques?

Trois cas examinés concernaient des incidents ayant eu lieu avant 1990. Les graphiques suivants indiquent le temps qu'a pris la GRC pour enquêter sur ces incidents à compter de la date à laquelle la plainte a été déposée.



* *L'enquête pour le cas 3 était en cours depuis 28 mois et n'était pas terminée au moment où le présent rapport a été publié.*

Recommandation Nº 10

Les dossiers historiques exigent une expertise que ne possèdent habituellement pas la plupart des enquêteurs. Par conséquent, il est recommandé que ce type de dossier soit traité par un groupe spécialisé à l'échelle nationale ou régionale.

Critère 2 : Conformité avec les politiques

Il s'agit de déterminer si ces mêmes membres de la GRC ont respecté toutes les politiques, les procédures, les lignes directrices et les exigences obligatoires applicables à de telles enquêtes.

Compte tenu des différentes périodes au cours desquelles les 28 enquêtes ont eu lieu, l'équipe d'examen de la CPP a demandé à obtenir – et a obtenu – toutes les politiques, les procédures ou les lignes directrices des détachements, des divisions et de la Direction générale de la GRC qui étaient en place au moment où chaque enquête a eu lieu. Les enquêteurs de la CPP ont dû examiner un nombre considérable de documents pertinents dans chaque cas.[51]

Après avoir reçu ces documents, les enquêteurs de la CPP ont tenté de déterminer si les membres ont respecté les politiques en place au moment où les enquêtes sur des membres de la GRC ont eu lieu.

Il convient de faire remarquer que **la présente section porte uniquement sur la conformité avec les politiques (et pas sur le caractère adéquat des politiques, qui est évalué plus en détail au chapitre 3)**. Il est important de souligner toutefois que les enquêteurs de la CPP ont fait part du fait que les politiques varient entre les divisions et même entre les détachements.

Évaluation globale

Les seuls cas relativement mineurs de non conformité avec les politiques ont été découverts par l'officier supérieur responsable de l'examen administratif et concernaient deux violations des politiques relatives au bloc cellulaire :

i. Les membres n'avaient pas consigné des notes détaillées dans le dossier d'enquête attestant que la personne était apte à être incarcérée, en contravention des directives relatives à *l'évaluation des réactions et aux soins médicaux* (Manuel des opérations 19.2.2.5).

ii. Le membre responsable a omis de remplir le formulaire C-13, formulaire relatif au bloc cellulaire dans lequel est consignée la liste des personnes incarcérées, la raison de leur incarcération, la date et l'heure de leur incarcération et la personne qui a effectué l'examen médical du détenu et qui a déterminé qu'il était apte à être incarcéré, en contravention des directives relatives à *l'évaluation des réactions et aux soins médicaux* (Manuel des opérations 19.2.2.5.1).

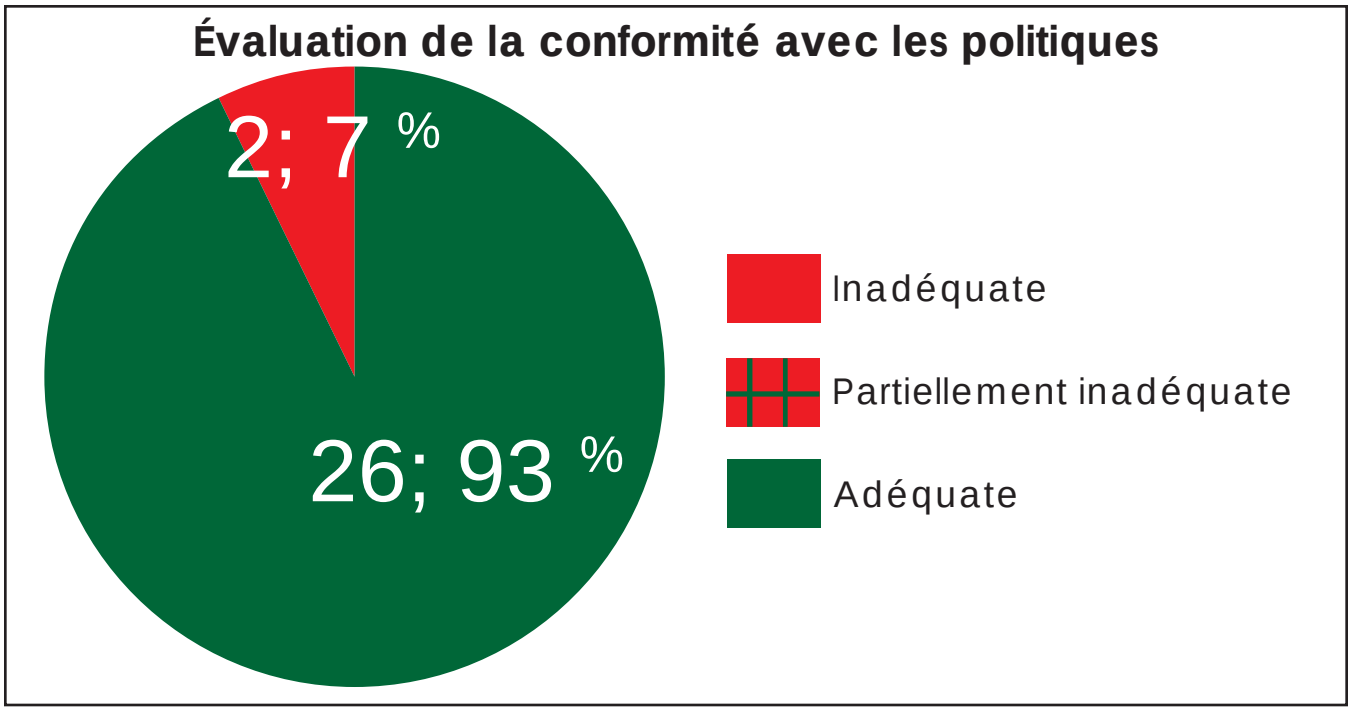
Dans un autre cas d'agression sexuelle prétendue, les enquêteurs ont déposé des accusations sans consulter l'avocat de la Couronne provinciale, ce qui contrevient à la politique *Directives nationales en matière d'enquête*, qui précise ce qui suit :

c. F.2. « Lorsqu'on a des preuves à l'appui d'une poursuite, consulter le procureur de la Couronne. »
d. F.2.(a). « Dans le cas d'un conflit avec le procureur de la Couronne, renvoyer l'affaire à l'agent de la Police criminelle. »

50 Voir chapitre 3 (3) – Politique de la GRC, à la page 20 pour obtenir de plus amples détails.
51 Voir Annexe 7 pour la liste complète des politiques examinées.

Évaluation globale du critère 2 Conformité avec les politiques

Le graphique ci-dessous illustre l'évaluation globale de la conformité avec les politiques de la GRC (93 %). Il y a eu deux seuls cas de non conformité avec les politiques requises : le défaut de consulter l'avocat de la Couronne et le défaut de respecter les directives relatives à *l'évaluation des réactions et aux soins médicaux*.



Conclusion Nº 20

Après un examen en profondeur des dossiers choisis au hasard, il a été révélé que, dans la plupart des cas, les politiques adéquates ont été respectées. Dans quelques cas, la CPP a constaté que certains aspects des politiques connexes n'avaient pas été respectés; toutefois, il s'agissait d'écarts mineurs qui n'ont pas semblé avoir eu d'incidence sur les résultats de l'enquête.

Recommandation Nº 11

Les politiques orientant les enquêtes criminelles sur les membres de la GRC devraient être normalisées à l'échelle du pays. Cela permettrait que les enquêtes obligatoires sur les membres de la GRC soient menées de façon uniforme aux quatre coins du pays.

4 (c) Évaluation globale des cas en fonction du cadre de référence, conformément à la plainte déposée par le président

La présente section du chapitre a pour objet de présenter un résumé global des questions et de mettre en relief les conclusions des enquêteurs de la CPP concernant les 28 enquêtes sur des membres de la GRC (6 cas impliquant un décès; 8 cas impliquant une agression sexuelle et 14 cas impliquant des voies de fait causant des lésions corporelles).

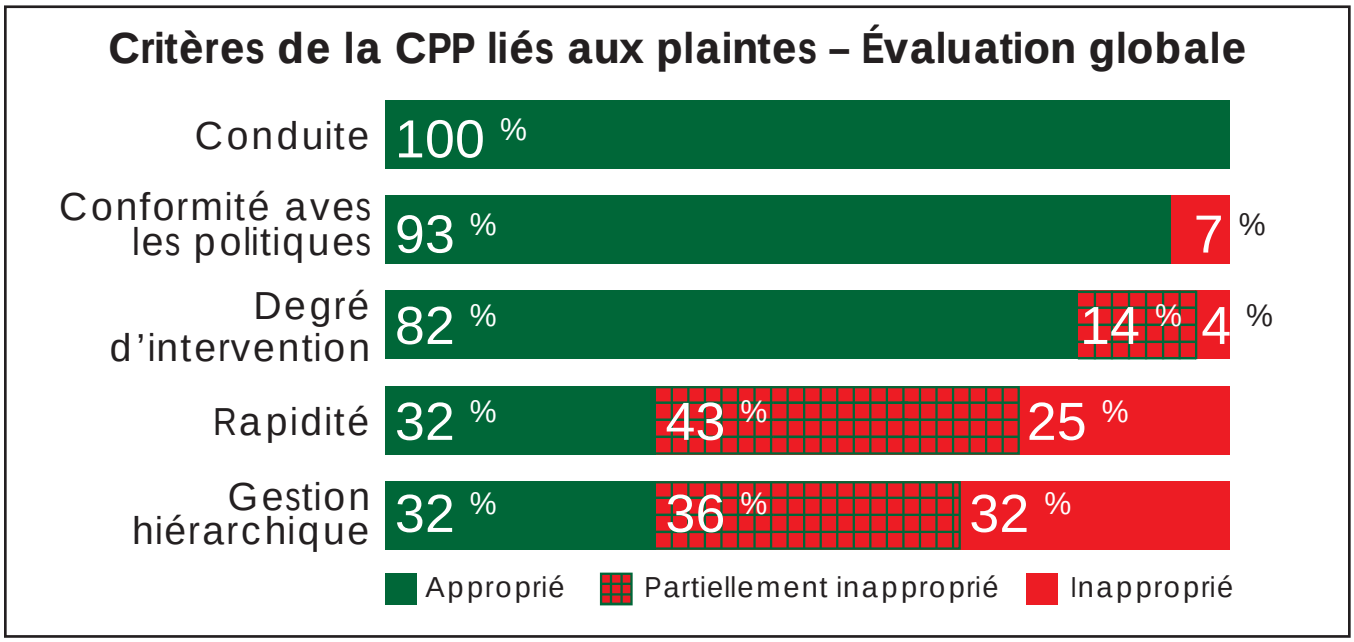
Conformément aux paramètres relatifs à la plainte, les enquêteurs de la CPP ont évalué 28 cas pour déterminer le traitement de chaque enquête en fonction de cinq critères clés (expliqués plus en détail dans le chapitre) : gestion hiérarchique, degré d'intervention, rapidité, conduite et conformité avec les politiques de la GRC.

Le graphique ci-dessous résume l'évaluation globale du traitement (par ordre décroissant) des 28 cas en fonction des cinq critères établis dans la plainte.

> « LA CPP ONT ÉVALUÉ 28 CAS POUR DÉTERMINER LE TRAITEMENT DE CHAQUE ENQUÊTE EN FONCTION DE CINQ CRITÈRES CLÉS (EXPLIQUÉS PLUS EN DÉTAIL DANS LE CHAPITRE) : GESTION HIÉRARCHIQUE, DEGRÉ D'INTERVENTION, RAPIDITÉ, CONDUITE ET CONFORMITÉ AVEC LES POLITIQUES DE LA GRC. »

> « DE FAÇON GÉNÉRALE, LA CONDUITE DES MEMBRES DE LA GRC A ÉTÉ JUGÉE TRÈS ADÉQUATE (100 %). »

> « LA CONFORMITÉ AVEC LES POLITIQUES DES MEMBRES DE LA GRC DANS CHAQUE CAS ÉTAIT TRÈS ADÉQUATE (93 %). »



De façon générale, la **conduite** des membres de la GRC a été jugée très adéquate (100 %). La CPP a constaté que les enquêteurs de la GRC responsables d'une enquête sur un autre membre ont agi de façon professionnelle et impartiale.

Les enquêteurs de la CPP ont aussi conclu que la **conformité avec les politiques** des membres de la GRC dans chaque cas était très adéquate (93 %). Toutefois, deux violations mineures des politiques de la GRC ont été constatées. Dans un cas, un examen administratif a fait état de violations des directives relatives à l'évaluation des réactions et aux soins médicaux de la GRC. Plus précisément, les membres ont omis de consigner des notes détaillées au dossier d'enquête attestant que la personne était apte à être incarcérée, et les membres ont aussi omis de consigner des renseignements dans le registre du bloc cellulaire. Dans le deuxième cas, un enquêteur a déposé des accusations sans avoir consulté l'avocat de la Couronne provinciale, ce qui contrevient à la politique de la GRC Directives nationales en matière d'enquête, qui prescrit une consultation avec l'avocat de la Couronne provinciale avant de déposer des accusations.

La **rapidité du traitement** des enquêtes a aussi été jugée adéquate de façon générale (82 %). Sur les 28 cas examinés, 60 % ont été traités dans un délai de six mois ou moins. Toutefois, le traitement de 19 % de ces cas a pris plus de un an, ce qui a soustrait des membres aux processus disciplinaires internes, le cas échéant. Des préoccupations précises ont aussi été soulevées concernant le traitement de cas historiques, qui a pris beaucoup plus de temps que prévu (un cas historique est toujours en traitement après plus de 28 mois, au moment où le rapport a été publié).

Les deux critères qui, selon les enquêteurs de la CPP, ont soulevé les plus grandes préoccupations avaient trait au **degré d'intervention** et à la **gestion hiérarchique** concernant le traitement des enquêtes par la GRC. Compte

> « La rapidité du traitement des enquêtes a aussi été jugée adéquate de façon générale (82 %). »

> « Les deux critères qui, selon les enquêteurs de la CPP, ont soulevé les plus grandes préoccupations avaient trait au degré d'intervention et à la gestion hiérarchique concernant le traitement des enquêtes par la GRC. Compte tenu du fait que ces deux critères ont tout particulièrement trait au processus de traitement des enquêtes, cette analyse met en exergue le fait que les préoccupations de la CPP concernent en grande partie le processus actuel de la GRC (qui comporte des failles) et pas les actions de membres individuels de la GRC. »

> « La CPP a été préoccupée par le degré d'intervention de la GRC (32 %). »

tenu du fait que ces deux critères ont tout particulièrement trait au processus de traitement des enquêtes, cette analyse met en exergue le fait que les préoccupations de la CPP concernent en grande partie le processus actuel de la GRC (qui comporte des failles) et pas les actions de membres individuels de la GRC.

La CPP a été préoccupée par le degré d'intervention de la GRC (32 %) dans les cas examinés, notamment en ce qui concerne le fait que, dans 17 des 28 cas (60 %), un seul enquêteur interrogeait les membres visés et les agents témoins, ce qui entraîne un potentiel de conflit d'intérêts ou d'intimidation. Il est important de faire remarquer que, même si aucun conflit d'intérêts n'a été constaté dans ces cas, cette pratique a été jugée inadéquate.

De plus, au chapitre du **degré d'intervention** de la GRC, la question de l'aiguillage des cas vers les sections appropriées a posé problème. Les enquêteurs de la CPP ont remarqué que **les enquêtes étaient affectées de façon arbitraire au sein des divisions et qu'il n'existait aucun critère officiel précisant la section devant être responsable du cas. Les enquêteurs de la CPP ont aussi constaté d'importants écarts dans les compétences des enquêteurs** (y compris les enquêteurs principaux). En outre, des enquêteurs de la CPP se préoccupaient grandement du fait que les tâches ou la charge de travail des membres affectés aux enquêtes n'étaient pas modifiées ou affectées à quelqu'un d'autre, ce qui avait une incidence sur l'intégrité et la rapidité des enquêtes.

Par ailleurs, certains aspects du **degré d'intervention** de la GRC étaient positifs. Par exemple, il y a eu des consultations adéquates avec l'avocat de la Couronne, sauf une exception où des accusations ont été déposées sans consultation préalable nécessaire.

De plus, les enquêteurs de la CPP ont remarqué qu'un examen administratif des enquêtes sur les membres n'était pas demandé de façon uniforme à l'échelle du pays (un examen administratif n'a été demandé que dans 4 des 28 cas). Compte tenu des préoccupations ayant trait tout particulièrement au critère relatif au degré d'intervention, d'importantes recommandations ont été formulées au chapitre 7.

> « MAIS AVANT TOUT, LA CPP EST EXTRÊMEMENT PRÉOCCUPÉE PAR LA GESTION HIÉRARCHIQUE DE LA GRC (32 %). LE TRAITEMENT DE LA MAJORITÉ DES 28 CAS EXAMINÉS A ÉTÉ JUGÉ PARTIELLEMENT OU ENTIÈREMENT INADÉQUAT (68 %). »

Mais avant tout, la CPP est extrêmement préoccupée par la **gestion hiérarchique** de la GRC (32 %). Le traitement de la majorité des 28 cas examinés a été jugé partiellement ou entièrement inadéquat (68 %). Tout particulièrement, dans 25 % des cas, les enquêteurs principaux ont dit qu'ils connaissaient personnellement le membre visé. **Qui plus est, dans 60 % des cas examinés, un seul enquêteur était affecté à l'enquête sur un autre membre**, compromettant ainsi l'intégrité de l'enquête sur le membre et présentant un important risque de conflit d'intérêts ou de perception de partialité. **De plus, dans 25 % des cas, l'enquêteur principal était du même rang que le membre visé ou d'un rang inférieur, créant ainsi la possibilité d'intimidation**. Le chapitre 7, Modèle recommandé concernant les enquêtes sur les membres de la GRC, présente des recommandations visant à répondre à ces préoccupations.

Chapitre 5

5. MODÈLES D'EXAMEN ET DE SURVEILLANCE DIFFÉRENTS

Il existe à l'heure actuelle des modèles de surveillance et d'examen de la police différents au Canada et à l'étranger. Au Canada, des gouvernements provinciaux ont mis en place des organismes disposant de divers degrés de pouvoir et d'indépendance – certaines provinces disposant même de plus d'un organisme. La plupart des provinces ont apporté de nombreux changements législatifs au moins une fois depuis la création de ces organes.

Une analyse des organes de surveillance de la police établis dans d'autres démocraties héritières de la tradition de la common law britannique révèle aussi l'existence de modèles de surveillance ayant des pouvoirs, des obligations et une portée d'examen très variés, de l'échelle municipale (Chicago) à l'échelle nationale (Irlande du Nord, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni) en passant par l'échelle régionale (Australie du Sud).

Une comparaison des autres modèles, notamment en ce qui a trait à leur application au contexte canadien, ne peut se faire sans tenir compte des caractéristiques particulières de notre pays. L'immensité du territoire canadien doit être prise en considération au moment de tenter d'« importer » un modèle d'un pays beaucoup plus petit, comme l'Irlande du Nord ou d'un pays disposant d'un seul service de police, comme la Nouvelle-Zélande. De plus, il faut aussi aborder certains facteurs, comme les relations historiques entre les collectivités canadiennes et la police, la stabilité sociopolitique et même les contraintes budgétaires – comme de nombreux interlocuteurs l'ont fait remarquer, un modèle « ne peut pas tout simplement être exporté n'importe où et fonctionner tout aussi efficacement ». [52]

Néanmoins, il est utile d'analyser la surveillance de la police dans d'autres administrations pour effectuer des comparaisons entre les lois et les faits. La façon dont d'autres gouvernements choisissent de traiter les allégations d'inconduite policière peut offrir de précieuses leçons sur la meilleure façon de mener des enquêtes adéquates et efficaces sur la police au pays.

> « IL EST UTILE D'ANALYSER LA SURVEILLANCE DE LA POLICE DANS D'AUTRES ADMINISTRATIONS POUR EFFECTUER DES COMPARAISONS ENTRE LES LOIS ET LES FAITS. »

Méthode

Une analyse de plusieurs organismes d'examen ou de surveillance de la police a été menée dans le cadre d'un examen de la documentation disponible ainsi que d'entrevues téléphoniques avec des personnes occupant des postes supérieurs dans de tels organismes. Les renseignements analysés provenaient de documents électroniques ou de documents papier, comme le rapport annuel de l'organisme, les rapports statistiques et les rapports sur le rendement des services de police. De plus, des communiqués de presse et de la documentation pertinente ont été examinés dans le but de tracer

52 *Entrevue avec ombudsman de la police de l'Irlande du Nord (30 octobre 2008).*

le tableau complet de l'organisme visé par l'étude.

Du 27 octobre au 25 novembre 2008, la CPP a mené des entrevues par téléphone auprès de représentants occupant des postes supérieurs dans chacun des 14 organes examinés dans le présent chapitre. Les discussions ont duré entre 45 et 90 minutes et ont fourni des renseignements supplémentaires et des précisions extrêmement utiles.

Chaque organe a été évalué en fonction des critères suivants : le mandat, le contexte, l'administration, les lois, le traitement du processus de plainte (ou le traitement des enquêtes), l'analyse statistique[53], la structure, le budget et les sour-ces de financement, les compétences et la formation des enquêteurs et les politiques et les procédures. On a envoyé à des personnes de chaque organisme une copie d'un profil créé après avoir effectué des recherches sur l'organisme (site Web, entrevues, etc.) ainsi qu'un questionnaire détaillant les pouvoirs de chaque organisme. Toutes les personnes interrogées ont fourni d'utiles commentaires concernant les profils et ont répondu de façon détaillée à toutes les questions.

De plus, la CPP a posé des questions aux personnes interrogées concernant l'étendue de leurs pouvoirs législatifs. Grâce aux renseignements recueillis, la CPP a pu dresser un profil plus complet de chaque organisme et, dans un cas – le Bureau du directeur de l'examen indépendant de la police nouvellement créé en Ontario –, cela a offert des renseignements ne figurant encore dans aucun document écrit.

53 *L'analyse statistique comprend des questions comme le nombre total d'enquêtes menées, le nombre total de plaintes reçues, le nombre d'enquêtes ou de plaintes réglées, le nombre de cas où les plaintes ont été retirées, le nombre de cas où des accusations ont été déposées, etc., au cours de l'exercice le plus récent qui a été fourni par l'organisme de surveillance en question.*

Enfin, on a demandé aux personnes quelles seraient, selon elles, les caractéristiques d'un organe « idéal » de surveillance de la police, ainsi que les caractéristiques d'un système de surveillance qui conviendrait le mieux au Canada. Leurs réponses ont été insérées tout au long du corps du chapitre.

À la suite de ces efforts, les résultats ont été regroupés dans un profil complet de chaque organe d'examen ou de surveillance. Un ex-amen de tous les organes existants nous a permis d'établir trois modèles principaux de surveillance de la police[54].

> « LE MODÈLE DÉPENDANT REPRÉSENTE ESSENTIELLEMENT LA MANIÈRE TRADITIONNELLE DE LA « POLICE ENQUÊTANT SUR LA POLICE ». AUCUN CIVIL NE PARTICIPE À L'ENQUÊTE CRIMINELLE ET, PAR CONSÉQUENT, LE TRAITEMENT DES ENQUÊTES CRIMINELLES REPOSE ENTIÈREMENT SUR LA POLICE. »

Types de modèles

De façon très générale, **les modèles de surveillance de la police diffèrent en fonction du degré de dépendance de l'organe de surveillance par rapport à la police dans les enquêtes criminelles**. Parmi les autres caractéristiques qui distinguent les modèles, on trouve le degré d'influence exercé sur l'enquête, la capacité d'adresser une enquête à un autre corps policier ainsi que la nature de l'équipe d'enquête.

54 *L'Annexe 8 présente la description de chaque modèle et de ses avantages et inconvénients, ainsi que les faits saillants des conclusions de l'analyse.*

Il existe trois catégories principales de modèles de surveillance de la police : (1) modèle dépendant, (2) modèle interdépendant et (3) modèle indépendant.

Le modèle **dépendant** représente essentiellement la manière traditionnelle de la « police enquêtant sur la police ». Aucun civil ne participe à l'enquête criminelle et, par conséquent, le traitement des enquêtes criminelles repose entièrement sur la police. Il y a deux sous-catégories pour ce modèle : (1.1) la police enquêtant sur la police et (1.2) la police enquêtant sur un autre corps policier.

Dans la sous-catégorie la police enquêtant sur la police, le service de police est pleinement responsable de l'enquête criminelle et de l'administration des plaintes du public concernant des infractions criminelles. L'organe de surveillance en question n'est pas responsable des enquêtes criminelles, mais il peut reconnaître les plaintes concernant le service, la discipline interne ou la confiance du public.

La deuxième sous-catégorie suppose que « la police enquête sur un *autre* corps policier » dans des cas précis, afin que le corps policier ne mène pas d'enquêtes sur ses propres membres lorsqu'il y a eu blessures graves ou décès. Dans certaines provinces canadiennes, il existe des protocoles d'entente entre la police locale et la GRC qui permettent à un corps policier externe de se charger des enquêtes sur les membres de la GRC.

Le modèle **interdépendant** fait appel à la participation civile aux enquêtes criminelles à divers degrés. Il existe aussi deux sous-types pour ce modèle : (2.1) observation civile et (2.2) enquête hybride.

Dans le premier sous-type du modèle interdépendant, un observateur civil est affecté à l'enquête policière et s'assurera que cette dernière est menée en toute impartialité.

L'enquête hybride fait appel principalement à un organe de surveillance civil dont la participation à l'enquête va au-delà de la simple surveillance. Dans ce modèle, le corps policier conclut une certaine forme de collaboration avec l'organe de surveillance, même si ce dernier peut mener l'enquête entièrement par lui même.

Le modèle **indépendant** suppose une enquête totalement indépendante. La police ne participe pas à l'enquête. L'organe de surveillance, composé de civils, mène des enquêtes criminelles indépendantes qui ne peuvent être affectées au corps policier et peut avoir le pouvoir de tirer des conclusions ayant force obligatoire et de déposer des accusations. Le graphique ci-dessous illustre les caractéristiques de chaque modèle.

> « LE MODÈLE INTERDÉPENDANT FAIT APPEL À LA PARTICIPATION CIVILE AUX ENQUÊTES CRIMINELLES À DIVERS DEGRÉS. »

> « LE MODÈLE INDÉPENDANT SUPPOSE UNE ENQUÊTE TOTALEMENT INDÉPENDANTE. LA POLICE NE PARTICIPE PAS À L'ENQUÊTE. L'ORGANE DE SURVEILLANCE, COMPOSÉ DE CIVILS, MÈNE DES ENQUÊTES CRIMINELLES. »

1. Modèle dépendant		2. Modèle interdépendant		3. Modèle indépendant
1.1 La police enquêtant sur la police	**1.2 La police enquêtant sur un autre corps policier**	**2.1 Observation civile**	**2.2 Enquête hybride**	**3. Enquête indépendante**
La police mène des enquêtes criminelles sur la police • La police est entièrement responsable de l'enquête et de l'administration des plaintes du public • Aucun civil ne participe à une enquête criminelle • L'organe de surveillance reconnaît les plaintes concernant le service, la discipline interne ou la confiance du public • L'organe de surveillance peut avoir compétence en matière d'appel	La police enquête sur un *autre* corps policier Suppose l'existence d'ententes officielles (protocoles d'entente) conclues avec un autre corps policier pour traiter une enquête sur des agents de police dans des cas de décès ou de blessures graves. • Processus non prescrit par la loi • En place seulement dans quelques provinces au Canada	Une observation civile fait partie de l'enquête L'observateur civil est responsable de la surveillance de l'enquête criminelle (participation non directe ou surveillance de l'enquête) • Des comptes peuvent être régulièrement rendus sur l'enquête • La police est responsable des enquêtes, du règlement et de l'administration des plaintes du public	L'organe de surveillance a plusieurs options qui s'offrent à lui : a) peut superviser ou gérer certaines parties des enquêtes criminelles sur la police (au-delà du contrôle ou de la surveillance) menées par la police b) peut être responsable de l'enquête sur la police c) peut mener une enquête criminelle indépendante • L'organe de surveillance peut confier l'enquête à un corps policier • La police peut assurer une certaine forme de collaboration, de coopération ou de coordination avec l'organe de surveillance dans le cadre des enquêtes sur les plaintes du public	L'organe de surveillance mène une enquête criminelle indépendante dans les cas qui relèvent de son mandat • La police est exclue ou retirée du processus d'enquête sur les plaintes du public • La principale caractéristique de ce système est que le personnel civil est entièrement responsable de l'enquête • L'organe n'est pas habilité à confier l'enquête à la police

Il est important de faire remarquer que chaque organe de surveillance visé par l'analyse possède ses propres caractéristiques qui le distinguent d'autres organismes semblables, même s'il s'agit d'une représentation générale du même modèle. En outre, chaque entité de surveillance a ses propres caractéristiques ne pouvant pas être saisies dans une définition générale. Toutefois, pour l'analyse, nous avons établi des paramètres généraux de comparaison.

1. Le modèle dépendant

1.1 La police enquêtant sur la police

Le sous-type de la police enquêtant sur la police représente un organisme de surveillance qui ne mène pas d'enquêtes criminelles. Il s'agit essentiellement d'un modèle qui existe parallèlement aux corps policiers responsables des enquêtes criminelles dans les cas impliquant d'autres agents de police.

Ce modèle peut comprendre un organe de surveillance civil qui mène des enquêtes sur des allégations d'inconduite disciplinaire (notamment le cas de l'Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi du Manitoba) ou une autorité ayant compétence en matière d'appel en ce qui concerne les plaintes du public relativement aux politiques, aux services ou à la conduite d'agents de police, mais ne possédant pas de pouvoir d'examen interlocutoire (Commission civile de l'Ontario sur la police). Il peut s'agir d'un organisme qui reconnaît les plaintes ne concernant que les services ou les politiques, le processus disciplinaire interne ou la confiance du public (comme le commissaire aux plaintes contre la police en Colombie-Britannique), ou il peut s'agir d'un organe civil indépendant qui administre le processus des plaintes du public (le nouveau Bureau du directeur de l'examen indépendant de la police en Ontario). Il pourrait aussi s'agir d'un organe qui examine les violations potentielles des codes de déontologie par des agents de police, des constables spéciaux et des contrôleurs routiers (comme c'est le cas dans le système de surveillance du Québec avec le Commissaire à la déontologie policière et le Comité de déontologie policière).

Dans tous les cas, l'organisme est responsable des plaintes non criminelles, et, lorsqu'il y a eu infraction criminelle, le dossier est adressé au corps policier adéquat ou au bureau du procureur général à des fins de décision.

La composition du modèle où la police enquête sur la police est variée; elle consiste en un mélange de civils et d'anciens agents de police. Dans le cas de l'équipe d'enquête du Commissaire à la déontologie policière du Québec, une disposition précise que, si les enquêteurs sont des anciens agents de police, ils ne peuvent pas participer à des cas qui impliquent leur ancien service de police.

Modèle Dépendant

Avantages	Inconvénients
Certains des avantages perçus de cette sous-catégorie du modèle dépendant comprennent le principe selon lequel la police dispose des compétences d'enquête nécessaires et peut accéder aux ressources adéquates (p. ex., soutien judiciaire) pour la tâche, en plus des pouvoirs juridiques nécessaires pour mener l'enquête, tout particulièrement en ce qui concerne les cas relatifs au *Code criminel*. De plus, d'autres soutiennent que la police comprend mieux le fonctionnement de l'organisation de la GRC et la dynamique culturelle, ce qui renforce la légitimité du processus aux yeux des membres et les incite davantage à coopérer.	Les difficultés associées au modèle des enquêtes de la police sur la police ont été mentionnées précédemment. En bref, certains allèguent que la police ne prend pas au sérieux la plupart des plaintes du public et affecte des ressources et des experts en nombre limité au processus[55]. Les agents de police sont réputés avoir à cœur les normes et les perspectives culturelles non officielles de la police et y adhérer, ce qui protège les agents et mine le processus d'enquête. Les agents de police peuvent être incités par d'autres agents et par la culture policière (loi du silence) à mener des enquêtes inefficaces. Quoi qu'il en soit, ce modèle est réputé ne pas respecter les normes de base de responsabilisation publique.

Exemples canadiens d'enquêtes de la police sur la police

Comme la section précédente l'illustre, les exemples de modèles examinés où la police enquête sur la police sont tous canadiens et ont trait à différents gouvernements provinciaux. L'Ontario est un cas unique, qui dispose de deux organismes appartenant à cette catégorie.

Le système de surveillance de la police du Québec, composé du Commissaire à la déontologie policière et du Comité de déontologie policière, se concentre principalement sur les violations potentielles du *Code de déontologie* s'appliquant aux agents de police, aux constables spéciaux et aux contrôleurs routiers. Il est tout particulièrement intéressant de constater qu'il existe une disposition qui précise que seuls les avocats ayant été admis au barreau depuis au moins dix ans peuvent être nommés membres à plein temps du Comité.

La Commission civile des services policiers de l'Ontario, qui sera prochainement renommée la Commission civile de l'Ontario sur la police dès l'adoption du projet de loi 103 – la *Loi sur l'examen indépendant de la police*, est un organisme parajudiciaire et l'instance

55 KPMG, Feasibility of an independent system for investigating complaints against the police (Londres : Home Office, Research, Development and Statistics Directorate, 2000). Le British Home Office a commandé une étude en réponse à l'enquête dans l'affaire Stephen Lawrence de 1999. KPMG a tenté d'établir un équilibre entre une meilleure indépendance du processus de plainte et les coûts et l'efficience. Le rapport final recommandait l'établissement d'un nouvel organe en Grande Bretagne, l'Independent Agency for Complaints against the Police, qui mènerait des enquêtes dans certaines catégories de plaintes, tandis que la majorité des enquêtes seraient menées par la police.

d'appel finale concernant les plaintes du public déposées contre des services de police municipaux dans la province. La Commission a récemment perdu ses pouvoirs d'examen interlocutoires au profit du nouveau Bureau du directeur de l'examen indépendant de la police. Le Bureau est aussi responsable de l'analyse initiale des plaintes du public et peut établir des règles et des directives à l'intention des chefs de police et des commissions de police relativement aux plaintes déposées par le public.

Les deux autres organes qui appartiennent au modèle dépendant, l'Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi du Manitoba et le Bureau du commissaire aux plaintes contre la police (BCPP) de la Colombie-Britannique, sont tous deux visés par des changements législatifs qui pourraient avoir des incidences sur leurs obligations et leurs pouvoirs respectifs. Au Manitoba, le rapport de l'enquête Taman, récemment publié, demande l'établissement d'une nouvelle unité indépendante responsable de toutes les enquêtes criminelles sur des agents de police au Manitoba, et le gouvernement en place s'est engagé à respecter les 14 recommandations formulées dans le rapport, lorsqu'il apportera des changements à la *Loi sur la sûreté* en 2009[56].

Entre-temps, l'Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi reste le seul organisme indépendant de surveillance de la police au Manitoba, mais il ne se charge pas des enquêtes criminelles. L'organisme enquête plutôt sur les allégations d'abus de pouvoir, de fausses déclarations et de recours abusif aux armes à feu.

Le commissaire aux plaintes du public de la Colombie-Britannique (CPP) est un agent indépendant du corps législatif dont le rôle est de surveiller le processus de plainte du public impliquant des agents de police municipaux de la province. Le commissaire peut ordonner des enquêtes en fonction de renseignements reçus de membres du public ou d'un service de police. Dans des cas exceptionnels, le CPP peut déléguer l'enquête à un organisme externe, y compris la GRC en sa qualité de corps policier provincial. Le commissaire désire que des changements législatifs soient apportés depuis plusieurs années, notamment l'ajout de caractéristiques, comme une contraignabilité applicable aux agents de police en ce qui concerne les procédures disciplinaires.

En juillet 2005, le ministre de la Sécurité publique et solliciteur général de la Colombie-Britannique a ordonné un examen du processus des plaintes contre la police dans la province. Le juge de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique, Josiah Wood, directeur nommé de l'examen, a publié le rapport final en février 2007. Le rapport contient 91 recommandations visant à améliorer le système; parmi les améliorations proposées figurait le durcissement des pénalités qu'encourent les agents responsables d'inconduite. En février 2008, le gouvernement de la Colombie-Britannique a annoncé des changements de la *Police Act* de la province pour mettre en œuvre les recommandations du rapport.

Le 4 mars 2009, le gouvernement provincial a apporté des changements à la *Police Act* : projet de loi 6 – 2009 *Police (Misconduct, Complaints, Investigations, Discipline and Proceedings) Amendment Act, 2009* et projet de loi 7 – 2009 *Police (Police Complaint Commissioner) Amendment Act, 2009*.

56 *La nouvelle Loi sur les services de police devait être présentée à l'Assemblée législative du Manitoba en 2009 mais cela n'avait pas été fait au moment où le présent rapport provisoire a été rédigé.*

Le solliciteur général de la Colombie-Britannique, John van Dongen, a indiqué que les changements législatifs proposés abordent « presque toutes » les recommandations du juge Wood. Le critique en matière de sécurité publique du NPD, Mike Farnworth, a souligné que les changements ne sont pas suffisants parce que la GRC, qui assure la majorité des services de police à l'extérieur du Grand Vancouver et du sud de l'île de Vancouver, n'est pas visée par la Loi. Certaines critiques soutiennent que les modifications n'assurent pas une surveillance civile adéquate, puisque les enquêtes sur l'inconduite policière restent principalement entre les mains des agents de police. À cet égard, le solliciteur général de la Colombie-Britannique, M. van Dongen, a répondu que la création d'une équipe d'enquête entièrement composée de civils n'est pas pratique et a laissé entendre que les enquêteurs de la police sont suffisamment expérimentés pour accomplir cette tâche. Le solliciteur général de la Colombie-Britannique est persuadé que la province peut établir un bon équilibre entre la participation du public et de la police dans le processus des plaintes contre la police.

La nouvelle loi appelle entre autres à des « enquêtes externes obligatoires dans les cas de décès et de blessures graves » (art. 89) et exige que le CPP soit « immédiatement » informé par un chef de police lorsqu'une personne a « subi de graves blessures » ou est morte tandis qu'elle était en détention ou en raison d'actions de la police (alinéa 89(1)a)) ainsi que lorsque de graves blessures ou le décès d'une personne pourraient être perçus comme étant attribuables à la conduite d'un service de police municipal ou à des opérations policières (alinéa 89(1)b)).

1.2 La police enquêtant sur un autre corps policier

La deuxième sous-catégorie du modèle dépendant comprend une enquête externe sur un corps policier. Essentiellement, il s'agit toujours d'une situation où « la police enquête sur la police », mais, dans des cas de blessures graves ou de décès, l'enquête sur la police est assurée par un autre corps policier. Des ententes ou des protocoles officiels, comme un protocole d'entente, entre différents corps policiers veillent à ce que, dans certains cas, un corps policier ne soit pas responsable des enquêtes sur des incidents impliquant ses propres membres.

Dans le contexte canadien, des ententes officielles conclues entre certains corps policiers locaux et la GRC permettent à un corps policier externe de traiter les enquêtes sur des membres de la GRC. De tels mécanismes entretiennent la perception d'indépendance et d'objectivité de l'enquête et réduisent au minimum les effets négatifs de la loyauté et de la solidarité internes pour ce qui est de la conduite d'une enquête équitable. De plus, le corps policier externe invité à mener l'enquête possède toute l'expertise et les ressources requises pour mener une enquête efficace ainsi que la compréhension nécessaire de l'organisation et de la dynamique culturelle pour ce genre d'enquête.

Toutefois, le recours à un corps policier externe pour les enquêtes sur les membres est un processus hautement discrétionnaire qui est appliqué de façon arbitraire au sein des divisions de la GRC. De plus, l'enquête d'un corps policier externe sur la GRC peut uniquement offrir l'illusion d'une enquête indépendante. Bon nombre de gens mettent sérieusement en doute la possibilité d'indépendance dans les cas d'enquêtes par un corps policier externe

en raison de la philosophie de la police liée à la profession et à la culture, qui est de défendre les membres individuels, ce qui pourrait miner l'intégrité de l'enquête (p. ex., la « loi du silence »).

De plus, il existe très peu d'éléments indiquant que les agents de police externes obtiennent une plus grande coopération de la part de l'autre service de police dans le cas d'enquêtes sur des plaintes pour justifier leur participation, et, sans surveillance publique, les enquêtes externes de cette nature peuvent bien souvent arriver aux mêmes conclusions qu'une enquête interne et réduire le nombre de plaintes fondées.

> « LE RECOURS À UN CORPS POLICIER EXTERNE POUR LES ENQUÊTES SUR LES MEMBRES EST UN PROCESSUS HAUTEMENT DISCRÉTIONNAIRE QUI EST APPLIQUÉ DE FAÇON ARBITRAIRE AU SEIN DES DIVISIONS DE LA GRC. »

Exemples d'enquêtes sur la police par un autre corps policier au Canada

Ce modèle n'est généralement pas encadré par une loi et n'est en vigueur, à l'heure actuelle, que dans quelques provinces. Des protocoles d'entente ont été conclus entre la division de la GRC et les services de police locaux. Voici trois exemples de ce modèle : le protocole d'entente entre la Division de la Nouvelle-Écosse (H) de la GRC et la Halifax Regional Police (HRP), le protocole d'entente entre la Division de Terre-Neuve-et-Labrador (B) de la GRC et le Royal Newfoundland Constabulary et le protocole d'entente entre la Division du Nouveau-Brunswick (J) de la GRC et les services de police du Nouveau-Brunswick.

En Nouvelle-Écosse, l'entente de juillet 2003 a établi l'Integrated Critical Investigation Team (ICIT), composée d'agents de la GRC et de la Halifax Regional Police. L'ICIT a pour but de mener des enquêtes sur des incidents critiques ou d'autres incidents choisis par le chef de la HRP ou le commandant de la Division H. L'article 4 de l'entente précise que l'officier responsable de l'enquête et l'enquêteur principal doivent faire partie d'un organisme indépendant (un organisme auquel n'appartiennent pas les agents impliqués dans l'incident en question). L'ICIT a tout récemment été déployée dans le cas d'un membre impliqué dans une fusillade à Yarmouth et dans le cas d'un décès par Taser à Digby.

Le protocole d'entente à Terre-Neuve-et-Labrador est identique au mécanisme en place en Nouvelle-Écosse.

Au Nouveau-Brunswick, une entente existe entre la Division J de la GRC et le service de police de la Ville de Bathurst, la police régionale de Beresford Nigadoo Petit-Rocher, le service de police d'Edmundston, le service de police de Fredericton, le service de police de Miramachi, le service de police régional de Rothesay, le service de police de Saint John et le service de police de Woodstock. L'entente prévoyait la création d'une équipe d'enquête sur l'usage de la force, qui mène des enquêtes sur des incidents critiques, dirigée par un officier responsable et un enquêteur principal, tous deux membres d'un organisme indépendant. L'équipe d'enquête sur l'usage de la force est en activité depuis environ cinq ans.

2. Le modèle interdépendant

2.1 Observation civile

La première sous-catégorie du modèle interdépendant s'appuie sur une enquête policière et la contribution d'un observateur civil indépendant qui surveille l'impartialité de l'enquête. Ce modèle permet une surveillance civile active et une influence directe sur le processus d'enquête.

De plus, l'observation civile des enquêtes de la police pourrait être considérée comme illégitime, non pertinente et inappropriée par certains agents de police et certaines associations policières. Par ailleurs, l'observation civile est considérée comme coûteuse, inefficace et chronophage; il s'agit d'une très mauvaise optimisation des ressources, et, malgré la participation de civils à l'examen des enquêtes sur la police, certains soutiennent que cela n'a pas entraîné d'augmentation des plaintes fondées ni d'augmentation de la satisfaction du public.

Exemples d'observation civile au Canada

Après que le public canadien a fait part de préoccupations concernant la question de la transparence et de la responsabilisation au regard des enquêtes de la GRC sur ses propres membres dans des cas de blessures graves ou de décès, la CPP a décidé de renforcer la confiance du public en évaluant l'impartialité des enquêtes de la GRC de façon objective et rapide. Le 21 mars 2007, elle a établi le projet pilote d'observateur indépendant dans la Division de la Colombie-Britannique (E).

Modèle Interdépendant (Observation Civile)

Avantages	Inconvénients
Un des avantages de ce modèle est qu'il permet une influence civile non policière, ce qui renforce la responsabilisation et la transparence à l'égard du public, par rapport à un processus de plainte du public interne et axé sur la police. Grâce à l'observation civile, il est possible de contrôler le caractère adéquat et l'efficacité des enquêtes sur les plaintes contre la police. L'observation civile d'une enquête de la police sur la police offre un certain degré de transparence et de renseignements au public par rapport à un processus interne et fermé.	Un inconvénient potentiel est que les observateurs civils ne peuvent pas mener **leurs propres enquêtes et dépendent donc entièrement des enquêtes de la police sur les agents de police**. De plus, on se demande de quelle partie de l'enquête criminelle l'observateur devrait être mis au courant, puisque sa présence entraîne une contraignabilité en cour.

> « Grâce à l'observation civile, il est possible de contrôler le caractère adéquat et l'efficacité des enquêtes sur les plaintes contre la police. L'observation civile d'une enquête de la police sur la police offre un certain degré de transparence et de renseignements au public par rapport à un processus interne et fermé. »

Aujourd'hui entièrement mis en œuvre, le programme d'observateur indépendant permet de se prononcer rapidement sur l'impartialité des enquêtes de la GRC sur ses propres membres dans des cas de blessures graves ou de décès et dans des cas considérés comme délicats ou notoires. L'impartialité de l'enquête est évaluée en fonction de quatre critères : gestion hiérarchique, degré d'intervention, rapidité de l'intervention et conduite. Pour être compétent à titre d'observateur, un candidat doit posséder une importante formation juridique (ou avoir fait des études en criminologie ou en services de police) et de l'expérience dans le secteur des plaintes du public contre les agents de police et des enquêtes policières.

> « En janvier 2009, un observateur avait été déployé dans dix cas et il n'a constaté aucune partialité de la part de la GRC. »

Entre mars 2007 et juin 2008, le programme d'observateur indépendant a participé à six enquêtes de la Division E. Un examen annuel du programme d'observateur indépendant, demandé par la CPP et la GRC et effectué par un entrepreneur indépendant, a révélé que le programme accomplissait son mandat de façon efficace et a recommandé la possibilité d'établir le programme d'observateur dans d'autres divisions de la GRC « dans le cadre d'un projet pilote[57] ».

Le 4 décembre 2008, il a été annoncé qu'un observateur indépendant était déployé à l'extérieur de la Colombie-Britannique pour la première fois. À la demande de la Division du Yukon (M), le programme a été appliqué dans le cadre de l'enquête de la GRC sur le décès d'une personne détenue à Whitehorse (Yukon). En janvier 2009, un observateur avait été déployé dans dix cas et il n'a constaté aucune partialité de la part de la GRC.

Le programme d'observateur indépendant ne fait pas partie du cadre législatif de la GRC. Un des observateurs indépendants a avoué qu'il serait souhaitable que le programme fasse partie de ce cadre législatif afin d'accroître ses pouvoirs. Cela conférerait à l'observateur le pouvoir, la force et la crédibilité dont il a besoin.[58]

2.2 Enquête hybride

Le deuxième sous-type du modèle interdépendant est une enquête hybride. Ce modèle suppose la participation active de civils au processus d'enquête dans le cadre d'une collaboration avec les forces policières, de la gestion de l'enquête policière ou, dans des circonstances exceptionnelles, de la capacité d'assurer le contrôle de l'enquête.

Par conséquent, dans la plupart des cas, le modèle hybride comprend une certaine forme d'engagement entre l'organisme de surveillance et le corps policier. Ce dernier participe toujours à l'enquête, mais il est tenu de rendre des comptes à l'organe de surveillance, d'assurer un suivi et de coopérer avec lui. Dans des cas exceptionnels, la police peut même confier l'autorité de l'enquête à un organisme externe, dont le rôle va bien au-delà de celui d'un simple observateur.

57 *Scott Clark Consulting Inc., Examen du projet pilote d'observateur indépendant, juin 2008.*

58 *Entrevue avec un observateur indépendant de la CPP (Colombie-Britannique), 4 novembre 2008.*

Un exemple de ce modèle est l'équipe d'intervention en cas d'incident grave de l'Alberta (ASIRT), organisme qui a été créé en vue d'être déployé dans des incidents de blessures graves ou de décès (et d'autres affaires délicates ou graves). Par conséquent, l'ASIRT représente ce modèle, puisque des civils et des agents de police détachés travaillent ensemble aux enquêtes.

Toutefois, la sous-catégorie hybride permet aussi à l'organe de surveillance de mener ses propres enquêtes. La Commission des plaintes du public (PCC) de la Saskatchewan peut assumer la responsabilité de l'enquête sur la police lorsqu'elle le juge nécessaire; dans un tel cas, le service de police doit se désister de l'enquête et fournir l'aide requise aux membres de la PCC. **La Independent Police Complaints Commission (IPCC) du Royaume-Uni peut superviser une enquête menée par la police, mais peut aussi gérer l'enquête ou en mener une de façon indépendante; les résultats d'une telle enquête ne peuvent faire l'objet d'un appel**. Dans des cas exceptionnels, la Police Complaints Authority (PCA) de l'Australie du Sud peut décider de mener sa propre enquête, et, tout récemment, le président de la PCA a mené une enquête sur un cas pour éviter qu'il y ait apparence de partialité.

Toutefois, dans la plupart des cas, de telles enquêtes constituent une exception à la règle. Les organismes qui représentent le modèle hybride s'appuient en grande partie sur l'expertise en matière d'enquête du service de police et s'en servent dans le cadre des procédures. L'IPCC du Royaume-Uni avoue avoir souvent recours à un enquêteur en médecine légale pour protéger les lieux de l'incident. **L'Independent Police Conduct Authority (IPCA) de la Nouvelle-Zélande peut surveiller une enquête sur la police et donner des directives à la police à cet égard. L'IPCA ne peut retirer une enquête du contrôle de la police, mais elle peut mener sa propre enquête**. Par conséquent, les enquêteurs de l'IPCA s'appuient en grande partie sur le travail effectué par la police pour mener leur propre enquête. Dans le cas de l'Australie du Sud, la plupart des enquêtes sont menées par l'unité d'enquête interne de son service de police et le rôle de la PCA a trait à des fonctions de contrôle et d'inspection.

La composition des organes représentant la sous-catégorie hybride varie en fonction de leur nature et de leur mandat.

- L'équipe d'intervention en cas d'incident grave de l'Alberta est composée de civils et d'agents de police provinciaux et de la GRC détachés.
- Les quatre autres organes, la Commission des plaintes du public de la Saskatchewan, l'IPCC du Royaume-Uni, la PCA de l'Australie du Sud et l'IPCA de la Nouvelle-Zélande, sont composés de civils et d'anciens agents de police ou d'agents à la retraite de corps policiers locaux, de corps policiers fédéraux ou de services de police étrangers.
- Dans le cas de l'Independent Police Complaints Commission du Royaume-Uni, la loi précise qu'aucun des 15 commissaires ne doit avoir travaillé pour le service de police, Her Majesty's Revenue and Customs (HMRC) ou la Serious Organized Crime Agency (SOCA).

Modèle Interdépendant (hybride)

Avantages

Un des avantages apparents du modèle d'enquête hybride est qu'il **combine l'expertise et les capacités de la police à l'indépendance et à l'objectivité civiles**. Les agents de police détachés conservent les pouvoirs policiers essentiels pour mener les enquêtes criminelles, que leurs homologues civils ne possèdent normalement pas. De plus, les agents de police détachés ou à la retraite comprennent l'organisation et la culture policières et peuvent donc créer un environnement d'enquête plus coopératif. En outre, des agents détachés ou à la retraite pourraient posséder des compétences et des aptitudes spécialisées en matière d'enquête que les enquêteurs civils ne possèdent peut être pas. De façon générale, la synergie entre l'expérience et les compétences diverses des enquêteurs civils et de la police renforce les processus d'enquête sur les plaintes.

Inconvénients

Un des inconvénients possibles de ce modèle est que **l'intégration de la culture et des valeurs policières au titre de la participation continue d'agents de police à la retraite ou détachés peut inhiber l'évolution d'une nouvelle culture organisationnelle civile**. Cela risque de compromettre le processus, et il peut être aussi difficile de détacher ou d'attirer des enquêteurs policiers supérieurs dans un modèle intégré sur lequel ils n'ont pas d'autorité ni de contrôle.

Le directeur de l'équipe d'intervention en cas d'incident grave de l'Alberta a fait remarquer qu'« il est très important d'atteindre le juste équilibre entre l'expertise en matière d'enquête et l'indépendance. Une unité réellement intégrée qui rend des comptes à un civil assure une telle indépendance[59]. » L'approche intégrée de l'ASIRT lui confère une « force immense[60] ». L'ombudsman de la police de l'Irlande du Nord a exprimé un sentiment semblable : « En associant des agents de police détachés et à la retraite à des civils, on obtient un organe compétent, professionnel, équitable et redevable[61]. »

> « Le directeur de l'équipe d'intervention en cas d'incident grave de l'Alberta a fait remarquer qu'« il est très important d'atteindre le juste équilibre entre l'expertise en matière d'enquête et l'indépendance. Une unité réellement intégrée qui rend des comptes à un civil assure une telle indépendance. »

59 *Entrevue avec le directeur de l'équipe d'intervention en cas d'incident grave de l'Alberta (ASIRT), 27 octobre 2008.*

60 *Ibid.*

61 *Entrevue avec l'ombudsman de la police de l'Irlande du Nord*

Qui plus est, le modèle hybride est considéré comme efficient du point de vue des coûts et du temps. Le fait d'associer des agents de police détachés ou d'anciens agents à des employés civils évite la nécessité de former des enquêteurs civils qui n'ont pas d'expérience sur le terrain. Le directeur de la PCC de la Saskatchewan admet qu'une expertise en matière d'enquête est cruciale : « Il ne faut pas oublier qu'un bon enquêteur doit bien connaître ce sur quoi il enquête[62]. » L'ombudsman de la police de l'Irlande du Nord ajoute que, « pour mener de bonnes enquêtes, nous devons être aussi bons sinon meilleurs [que les agents de police en cause] » et que la formation des enquêteurs est très longue et complexe[63].

Enfin, le modèle d'enquête hybride permet de façon efficace à la police de participer activement au processus de surveillance. Le fait d'intégrer des agents de police au mécanisme de surveillance et d'examen de la police augmente les chances que les conclusions de l'enquête soient entendues et que les recommandations soient suivies. Le président de la Police Complaints Authority de l'Australie du Sud fait remarquer que l'un des principaux avantages du modèle hybride est qu'il « crée un système dans lequel la police fait partie de la solution aux problèmes[64] ». Selon le président de la PCA, cela est essentiel pour assurer un bon service de police : « Si vous voulez d'un bon corps policier au sein de votre administration, ce corps policier doit faire partie de la solution[65]. »

62 *Entrevue avec le directeur de la Commission des plaintes du public (Sask.), 30 octobre 2008.*
63 *Entrevue avec l'ombudsman de la police de l'Irlande du Nord.*
64 *Entrevue avec le président de la Police Complaints Authority (Australie du Sud), 29 octobre 2008.*
65 *Ibid.*

Exemples d'enquêtes hybrides au Canada

Au Canada, deux organismes représentent le modèle d'enquête hybride : l'équipe d'intervention en cas d'incident grave de l'Alberta (ASIRT) et la Commission des plaintes du public (PCC) de la Saskatchewan.

L'ASIRT est le seul exemple de modèle hybride habilité à déposer des accusations. Le d6irecteur de l'ASIRT dispose de tous les pouvoirs d'un chef de police prévus dans la *Police Act* de l'Alberta. Le mandat de l'organisme se concentre sur les incidents de blessures graves ou de décès ainsi que sur d'autres affaires de nature grave ou délicate attribuables, ou pouvant l'être, à des actions d'un agent de police. En activité depuis le printemps 2007, l'ASIRT est un organisme relativement nouveau et, à la fin de novembre 2008, l'organe a officiellement terminé sa première enquête. Le 6 janvier 2009, l'ASIRT a déposé des accusations criminelles pour la première fois, lorsqu'un agent de la GRC a été accusé d'agression sexuelle.

La **Commission des plaintes du public de la Saskatchewan** a été établie dans le but de renforcer la confiance du public à l'égard de la responsabilisation de la police et d'améliorer les relations entre la population autochtone de la province et la police. Les modifications de 2005 intégrées à la loi directrice comprennent une disposition qui énonce la composition de la PCC – afin qu'elle soit véritablement représentative de la population de la Saskatchewan. À partir de ce moment là, un des membres du conseil devait être issu des Premières nations, un devait être d'origine métisse et un autre devait être un avocat. La PCC a autorité sur tous les agents des services de police municipales de la province (à

l'exception des membres de la GRC). La PCC est habilitée à mener ses propres enquêtes, à contrôler les enquêtes de la police ou à confier les enquêtes au corps policier concerné ou à un autre corps policier.

Le paragraphe 91.1(1) de la Loi précise que, dans les cas de blessures graves ou de décès, la section de la GRC qui offre les services de police au sein d'une municipalité pourra demander au sous-ministre de la Justice de nommer un observateur « provenant d'un autre service de police ou d'un autre détachement de la GRC » pour superviser l'enquête. Cet observateur doit disposer d'un « accès complet » à tous les aspects de l'enquête et en faire rapport.

Exemples d'enquêtes hybrides à l'étranger

Au Royaume-Uni, l'Independent Police Complaints Commission (IPCC) a apporté de nombreux changements législatifs depuis la création initiale de la Police Complaints Board. Le 1er avril 2004, l'IPCC a remplacé la Police Complaint Authority après la publication du rapport The *Stephen Lawrence Inquiry 1999*, qui a relancé le débat sur le racisme et les services policiers au Royaume-Uni[66]. L'IPCC avait tout d'abord autorité sur les services de police en Angleterre et au pays de Galles, en avril 2006, elle a obtenu l'autorité sur la Serious Organized Crime Agency (SOCA) et Her Majesty's Revenue and Customs (HMRC) et, depuis février 2008, elle a autorité sur l'UK Border Agency (UKBA). En plus des plaintes, certains incidents, comme des blessures graves attribuables à la police, à HMRC, à la SOCA ou à l'UKBA, doivent être signalés à l'IPCC. Le mandat général de l'IPCC est soutenu par le fait que son budget excède les 34 millions de livres sterling, ce qui fait qu'elle dispose d'un financement beaucoup plus élevé que celui d'autres organes de surveillance du Commonwealth disposant d'un mandat semblable. Fait intéressant, l'IPCC a l'autorité de mener des vérifications sur les politiques et les pratiques de la police, mais le personnel ne risque pas de mener ces vérifications, principalement en raison d'un manque de ressources.

Contrairement aux circonstances entourant la création de certains organes de surveillance, la **Police Complaints Authority de l'Australie du Sud** n'a pas été établie en réaction à des pressions ou à un mécontentement de la part du public. Elle a plutôt été établie dans le cadre d'une série d'agences de surveillance créées dans d'autres régions de l'Australie et selon le consensus qu'une telle surveillance était souhaitable. La PCA suit un modèle de « contrôle externe d'une enquête interne », selon lequel les enquêtes principales sur les plaintes sont déléguées à l'Internal Investigation Branch (IIB) de la South Australian Police (SAPOL). Toutefois, dans des cas exceptionnels, la PCA peut mener les enquêtes principales sur les plaintes et enquêter sur des agents de l'IIB. Le président de la PCA dit avoir une bonne relation de travail avec la SAPOL[67]. Les deux organismes ont conclu un protocole d'entente selon lequel la SAPOL doit signaler à la PCA tout incident fatal survenu dans le cadre d'une opération policière.

66 *En 1985, la Police Complaints Authority a remplacé la Police Complaints Board en réaction au rapport de Lord Scarman sur les incidents survenus à Brixton en 1981 : une émeute a duré trois jours après l'arrestation d'un homme noir. Le rapport de Scarman a révélé l'état problématique des relations entre la police et la collectivité, problème alimenté par la croyance répandue selon laquelle la police ciblait les civils en fonction de préjugés raciaux. La Stephen Lawrence Inquiry 1999 a analysé l'enquête de la police sur le meurtre d'un jeune homme noir en 1993 et a relancé le débat sur la police et le racisme.*

67 *Entrevue avec le président de la Police Complaints Authority (Australie du Sud)*

En ce qui concerne la Nouvelle-Zélande, un protocole d'entente a été conclu entre l'Independent Police Conduct Authority (IPCA) et le service de police, qui précise que l'IPCA doit être informée des cas d'inconduite grave ou de manquement au devoir signalés à l'interne au sein du service de police. De plus, un protocole de coopération conclu entre le président de l'IPCA et le commissaire de la police assure la collaboration entre les enquêteurs des deux organismes. Tout comme l'équipe d'intervention en cas d'incident grave de l'Alberta au Canada, l'IPCA de la Nouvelle-Zélande n'a pas le pouvoir de mener ses propres enquêtes sur des cas de nature délicate qui ne sont pas visés par une plainte ou qui ne lui ont pas été adressés. Il s'agit d'une des caractéristiques mentionnées dans le projet de loi modifié proposé par l'IPCA, dont la version provisoire a été approuvée et qui doit être officialisé par le gouvernement de la Nouvelle-Zélande récemment élu.

3. Le modèle indépendant : enquête indépendante

Selon le modèle indépendant, des civils sont responsables des enquêtes, et les agents de police ne participent pas de façon officielle au processus visant leurs collègues et n'ont aucune influence sur ce processus.

Le principal élément qui distingue l'enquête indépendante du modèle interdépendant est qu'il n'y a aucune collaboration entre l'organe de surveillance et la police au cours de l'enquête. Pour tous les cas qui relèvent de son mandat, **l'organe de surveillance mène lui même l'enquête et ne la confie pas au corps policier**.

Appelé à dire si l'organisme est habilité à mener des enquêtes conjointes avec la police, le dirigeant de l'Unité des enquêtes spéciales de l'Ontario a répondu « Non, nous menons des enquêtes "parallèles"[68] ». Le service de police et l'organe de surveillance peuvent se chevaucher dans le cadre de l'exécution de leur mandat, mais ne mènent pas la même enquête de façon simultanée. L'administratrice en chef de l'Independent Police Review Authority (IPRA) de Chicago a été priée de trouver un exemple d'enquête « parallèle » ayant peut être eu lieu entre l'IPRA et le Chicago Police Department[69]. L'ombudsman de la police de l'Irlande du Nord a dit catégoriquement que son bureau ne mène pas d'enquête en collaboration avec la police : « Nous menons nos propres enquêtes[70]. »

> « SELON LE MODÈLE INDÉPENDANT, DES CIVILS SONT RESPONSABLES DES ENQUÊTES, ET LES AGENTS DE POLICE NE PARTICIPENT PAS DE FAÇON OFFICIELLE AU PROCESSUS VISANT LEURS COLLÈGUES ET N'ONT AUCUNE INFLUENCE SUR CE PROCESSUS. »

68 *Entrevue avec le dirigeant de l'Unité des enquêtes spéciales, 28 octobre 2008.*

69 *Entrevue avec l'administratrice en chef, de la Independent Police Review Authority (Chicago), 5 novembre 2008. L'administratrice en chef a souligné qu'il est possible que, dans des situations précises limitées, la police mène aussi une enquête sur le même agent de police visé par les enquêtes de l'IPRA pour une autre infraction.*

70 *Entrevue avec l'ombudsman de la police de l'Irlande du Nord.*

Un organe de surveillance représentant le modèle d'enquête indépendant est un organisme composé de civils qui sont entièrement responsables de l'enquête. Cet organisme peut être habilité à déposer des accusations, comme c'est le cas pour l'Unité des enquêtes spéciales de l'Ontario et l'ombudsman de la police de l'Irlande du Nord. Il peut aussi formuler des recommandations qu'il serait extrêmement difficile pour le commissaire de police de refuser, comme c'est le cas pour l'IPRA de Chicago.

Les membres de l'organe représentant le modèle indépendant peuvent être des agents de police à la retraite qui ne possèdent plus leurs pouvoirs policiers, des agents de police n'appartenant pas à un service de police relevant de l'organisme ou des civils n'ayant pas d'expérience policière. Par exemple, plusieurs agents de police détachés d'autres services de police que celui de l'Irlande du Nord font partie du personnel du bureau de l'ombudsman de l'Irlande du Nord.

Un des commissaires de l'IPCC du Royaume-Uni a fait remarquer que l'expertise en matière d'enquête nécessaire n'a pas seulement à être acquise dans le cadre du travail d'un agent de police. Il est possible de disposer de bons enquêteurs n'ayant pas d'expérience policière, et certains enquêteurs civils ont des compétences « exceptionnelles » : « Il n'est pas nécessaire d'avoir d'anciens agents de police – il suffit d'être compétent et expérimenté[71]. » Qui plus est, les agents de police à la retraite ne sont pas nécessairement des personnes possédant des compétences en matière d'enquête recherchées – leurs compétences peuvent être dépassées. L'ombudsman de la police de l'Irlande du Nord estime qu'un organisme idéal regroupe des agents de police détachés et à la retraite ainsi que des civils[72].

> « Il n'est pas nécessaire d'avoir d'anciens agents de police – il suffit d'être compétent et expérimenté . »
> - l'IPCC du Royaume-Uni

Devant des enquêtes infructueuses et qui ont échoué, les membres du public perdront confiance à l'égard du modèle d'examen civil entièrement indépendant. Bon nombre de gens maintiennent qu'il s'agit du modèle le plus coûteux, puisqu'il faut affecter des ressources supplémentaires pour assurer des enquêtes professionnelles (p. ex., services judiciaires, etc.). Les frais de formation peuvent être plus élevés pour ce qui est du perfectionnement et du renforcement des compétences et de la formation continue. Les modèles civils doivent disposer de pouvoirs juridiques et d'enquête spéciaux pour assurer un traitement efficace des enquêtes portant sur des cas graves. Ce modèle peut être considéré comme minant l'autorité et la responsabilité de la gestion policière en ce qui concerne l'ensemble des processus administratifs et opérationnels.

71 *Entrevue avec le commissaire de l'Independent Police Complaints Commission (R-U.), 6 novembre 2008.*

72 *Entrevue avec l'ombudsman de la police de l'Irlande du Nord.*

Modèle Indépendant

Avantages	Inconvénients
L'un des principaux avantages de ce modèle est que, **en étant libre de l'influence de la police sur l'enquête criminelle, l'organe de surveillance semble totalement indépendant et objectif**. Une culture plus redevable et transparente soutient le processus d'enquête, et le plaignant peut avoir une plus grande confiance à l'égard de cet organisme et coopérer plus librement avec les enquêteurs. Dans certaines circonstances, l'indépendance du processus d'enquête civile renforce la validation du public à l'égard de la position de la police.	Un des inconvénients possibles de ce modèle tient à **l'absence de légitimité aux yeux de la police, ce qui peut miner la coopération et la participation de la police et, au bout du compte, risque de faire déraper l'enquête**. Une enquête ou un processus de règlement dirigé uniquement par des civils peut être considéré par la plupart des policiers comme étant inadéquat et ne tenant pas compte des préoccupations policières et des réalités opérationnelles. Si l'organe de surveillance n'était doté que de civils n'ayant aucune expérience policière, certaines personnes pourraient dire qu'ils **ne connaissent pas et ne comprennent pas suffisamment l'organisation et la culture policières pour mener des enquêtes justes et efficaces**.

> « Les membres de l'organe représentant le modèle indépendant peuvent être des agents de police à la retraite qui ne possèdent plus leurs pouvoirs policiers, des agents de police n'appartenant pas à un service de police relevant de l'organisme ou des civils n'ayant pas d'expérience policière. »

Exemple d'un modèle indépendant au Canada

L'Unité des enquêtes spéciales de l'Ontario est le seul exemple au Canada du modèle d'enquête indépendante. Créée en 1990, l'Unité des enquêtes spéciales mène des enquêtes sur les circonstances entourant les cas de blessures graves ou de décès ainsi que sur des allégations d'agression sexuelle pouvant être attribuables à des infractions criminelles commises par des agents de police. L'organisme est pleinement habilité à mener des enquêtes et à accuser des agents qui ont commis des infractions criminelles. L'Unité des enquêtes spéciales a récemment fait l'objet de quelques critiques de la part de l'ombudsman de l'Ontario qui, en septembre 2008, a publié un rapport sur l'Unité des enquêtes

spéciales intitulé *Une surveillance imperceptible*. Toutefois, l'ombudsman a souligné quelques caractéristiques positives comme l'absence de preuve concernant des enquêtes partiales et le ferme engagement du personnel de l'Unité des enquêtes spéciales.

Exemples de modèles indépendants à l'étranger

À l'étranger, l'Independent **Police Review Authority (IPRA) de la Ville de Chicago** appartient au modèle d'enquête indépendant, tout comme **l'ombudsman de la police de l'Irlande du Nord** en Europe.

L'IPRA a été créée en septembre 2007. L'Office of Professional Standards (OPS) est devenu distinct du Chicago Police Department (CPD) et l'IPRA a remplacé l'OPS à titre de service indépendant de la Ville de Chicago. Dans le cas de l'IPRA, toutes les plaintes sont automatiquement consignées et figurent donc dans les dossiers. L'IPRA conserve les plaintes qui relèvent de son mandat.

L'IPRA mène des enquêtes sur des plaintes déposées contre tous les agents du CPD dans les cas de violence conjugale, d'usage excessif de la force, de coercition et de violence verbale empreints de partialité. De plus, l'IPRA mène automatiquement une enquête sur les utilisations d'arme à feu ou de Taser qui auraient pu atteindre une personne, peu importe qu'il y ait eu inconduite présumée ou non, ainsi que sur tout « incident extraordinaire » (tout décès ou toute blessure de personne détenue, tout suicide ou toute tentative de suicide).

Le bureau de l'ombudsman de la police de l'Irlande du Nord, établi en 2000, fait partie d'une série d'initiatives concernant les services de police ayant eu lieu après le *Belfast Agreement*. L'ombudsman a l'autorité sur les agents de police de Belfast Harbour, de Larne Harbour, du Belfast International Airport et du Ministry of Defence, ainsi que sur la Serious Organized Crime Agency, et devrait avoir sous peu autorité sur l'UK Border Agency. Plusieurs options s'offrent à l'ombudsman de la police après la fin de l'enquête : il peut recommander une poursuite, des procédures disciplinaires, une indemnité ou le rejet de la plainte. En 2007-2008, 11 cas impliquant 12 agents de police ont été portés devant les tribunaux.

Conclusion

En somme, le chapitre a examiné la surveillance de la police et les organes de surveillance au Canada et dans certains pays issus de la tradition britannique de la common law. Trois types de modèles ont été catégorisés en fonction du degré de participation civile à l'enquête et des pouvoirs de surveillance respectifs des parties[73].

Le modèle dépendant comprend deux sous-types : la police enquêtant sur la police et la police enquêtant sur un autre corps policier. Dans ce modèle, les organismes ne participent essentiellement pas aux enquêtes criminelles, et le service de police mène des enquêtes sur ses propres membres ou sur des membres d'un autre service de police.

73 L'Annexe 9 présente le graphique représentant les différents modèles et leur organe de surveillance respectif.

Le modèle interdépendant, adopté en Colombie-Britannique, en Saskatchewan, en Alberta, au Yukon, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et en Australie du Sud, suppose la participation de civils aux enquêtes criminelles sur la police. Dans la première sous-catégorie de ce modèle, un observateur civil assure le contrôle des enquêtes sur la police à des fins d'impartialité. Les enquêtes hybrides constituent l'autre sous-catégorie du modèle interdépendant; dans ce modèle, le personnel civil de l'organisme participe activement à l'enquête et peut mener des enquêtes en collaboration avec la police ou ses propres enquêtes. L'expérience en matière d'enquête sur la police est associée à l'indépendance civile dans le cadre de ce modèle.

Le modèle indépendant comprend des civils ou des agents de police qui ne sont aucunement liés à un service de police relevant de la compétence de l'organisme de surveillance. Dans le modèle d'enquête indépendant, l'organe de surveillance ne confie pas au corps policier les enquêtes qui relèvent de son mandat. Le service de police visé par l'enquête n'a aucune influence sur l'enquête sur ses agents. L'Unité des enquêtes spéciales de l'Ontario, l'IPRA de Chicago et l'ombudsman de la police de l'Irlande du Nord représentent ce modèle. Le principal avantage d'un organe de surveillance indépendant est qu'il offre une apparence d'indépendance et d'objectivité totales.

Pour le Canada, il n'existe aucun modèle qui pourrait tout simplement être importé dans sa forme actuelle et qui pourrait fonctionner efficacement sans que l'on tienne compte des caractéristiques particulières de notre pays. Il faut prendre en considération l'immensité du pays et les contraintes budgétaires avant de reproduire le modèle d'enquête indépendant d'un pays beaucoup plus petit, comme l'Irlande du Nord, ou le modèle interdépendant de l'enquête hybride de l'Independent Police Complaints Commission (Royaume-Uni), qui coûte très cher. Toutefois, il est possible de tirer de précieuses leçons de nos homologues.

Chapitre 6

6. PERSPECTIVES DES INTERVENANTS
Le bon modèle selon les autres

La question de savoir comment se déroulent les enquêtes sur la police est plus qu'un simple enjeu « sur la police ». Ce n'est pas non plus seulement une question d'ordre législatif ou politique. La question de savoir comment se déroulent les enquêtes de la police sur la police est une question d'intérêt fondamentalement *humain*. Aucune personne qui a perdu un être cher en raison des actions de la police ne voudrait que quelqu'un d'autre vive la même expérience. Aucun membre de la GRC ne voudrait qu'un des siens se rende responsable de la perte d'une vie qu'il s'est engagé à protéger. Et aucun agent de police ne voudrait mener une enquête sur un collègue qui a violé les lois (et le code d'honneur) qu'il est voué à respecter.

Par conséquent, il est primordial de tenir compte des perspectives de *toutes* les parties concernées par la question pour déterminer la meilleure façon d'aller de l'avant. À cette fin, **la CPP a tenté de découvrir les recommandations clés concernant la question des enquêtes de la police sur la police provenant de divers intervenants (a) en sollicitant des observations publiques de toutes les parties intéressées, (b) en menant des entrevues auprès d'organes canadiens et étrangers et (c) en effectuant un examen d'un certain nombre de rapports fédéraux et provinciaux** (y compris un examen de tous les rapports provinciaux de coroners et d'ombudsmans de 2001 à aujourd'hui).

La CPP a regroupé, examiné et considéré toutes les recommandations ayant une incidence sur la question des EPP au moment d'élaborer le modèle recommandé pour la GRC. Voici un résumé des recommandations clés formulées par divers intervenants clés, en fonction des modèles.

> « LA QUESTION DE SAVOIR COMMENT SE DÉROULENT LES ENQUÊTES SUR LA POLICE EST PLUS QU'UN SIMPLE ENJEU « SUR LA POLICE ». CE N'EST PAS NON PLUS SEULEMENT UNE QUESTION D'ORDRE LÉGISLATIF OU POLITIQUE. LA QUESTION DE SAVOIR COMMENT SE DÉROULENT LES ENQUÊTES DE LA POLICE SUR LA POLICE EST UNE QUESTION D'INTÉRÊT FONDAMENTALEMENT *HUMAIN*. »

Modèle 1 : modèle dépendant

La police dépend de la police pour mener des enquêtes – recours discrétionnaire à des corps policiers externes

Intervenants clés recommandant ce modèle

La CPP a cerné un certain nombre de recommandations qui défendent le modèle dépendant pour les enquêtes de la police sur ses propres membres. Parmi ces recommandations, quatre ont

été formulées par des jurys du coroner et par un juge et soutiennent tout particulièrement que les enquêtes sur « des cas de blessures graves, de voies de fait ou de décès[74] » impliquant la police devraient être menées par un « service de police externe[75] ».

Un examinateur médical a laissé entendre qu'il n'est pas inapproprié pour les services de police de mener des enquêtes sur leurs propres membres dans des cas de blessures graves ou de décès, puisque des enquêtes publiques s'ensuivent « où les parties concernées peuvent soulever des questions[76] ». Un corps policier a soutenu l'idée d'un modèle dépendant d'enquête sur la police, mais a apporté une distinction importante. Même si le service de police soutenait une « réaction intégrée de la part de la police » à d'importants incidents impliquant la police, « auxquels participeraient des enquêteurs provenant de multiples administrations, y compris le service de police visé », le service a précisé que « l'enquêteur principal ne devrait toutefois pas faire partie du service de police visé[77] ». Une autre recommandation faisait état d'un même sentiment, demandant l'établissement d'une équipe régionale intégrée pour enquêter « sur les plaintes obligatoires où les circonstances entourant la plainte nécessitent une enquête plus exhaustive qu'à l'habitude[78] ».

Trois recommandations portaient non pas sur les modèles proprement dits, mais sur les incidents concernant la police. La première de ces recommandations demandait l'examen des incidents concernant la police par le corps policier impliqué pour déterminer « si l'agent doit suivre une autre formation avant de pouvoir réintégrer ses fonctions policières actives[79] ». L'autre recommandation demandait la tenue de séances d'information officielles « avec tous les agents de police impliqués suivant toute enquête sur un incident concernant le décès d'une personne détenue"[80] ». La recommandation finale demandait que des entrevues avec les agents impliqués aient lieu dans un certain délai après l'incident de décès par l'usage de la force[81].

Modèle 2 : modèle interdépendant

La police et les civils travaillent de concert à différents degrés tout au long de l'enquête criminelle

Intervenants clés recommandant ce modèle

La CPP a cerné en tout sept recommandations qui défendent l'adoption d'un modèle interdépendant pour les enquêtes sur les incidents graves impliquant la police. Bon nombre de personnes ont expliqué en détail leur choix de soutenir un modèle interdépendant. Le chef d'une commission de police a indiqué que, « pour qu'un organisme de surveillance soit efficace, il doit disposer de toute une gamme de capacités et de personnes possédant diverses compétences. Il est utile d'avoir les deux points de vue – on a besoin de différentes personnes possédant une connaissance pratique sur la police pour obtenir deux points de vue différents et prendre des décisions éclairées[82].» Une autre recommandation

74 *BC Coroner's Service, « Death of 46-year-old male – Case 1 of 3 Police Shootings », rapport annuel de 2004*

75 *Juge Josiah Wood, Report on the Review of the Police Complaint Process in British Columbia, février 2007.*

76 *Médecin légiste en chef du Manitoba, observations publiques.*

77 *Programme des représentants des relations fonctionnelles de l'exécutif national de la GRC, observations publiques.*

78 *Membre du public, observations publiques.*

79 *Coroner de l'Ontario, Inquest into the death of O'Brien Christopher-Reid, 2007.*

80 *Coroner de l'Ontario, Inquest into the death of Robert Walker, 2008.*

81 *Coroner de la C. B., Inquest into the death of Daniel Antony King, 2008.*

82 *Entrevue avec le président de la Commission civile des services policiers de l'Ontario, 24 novembre 2008.*

allait dans ce sens : « Il est très important d'atteindre le juste équilibre entre l'expertise en matière d'enquête et l'indépendance. Une unité réellement intégrée qui rend des comptes à un civil assure une telle indépendance.[83]»

Une recommandation internationale soutenait l'approche hybride à l'égard de ces enquêtes parce que cela « crée un système dans lequel la police fait partie de la solution aux problèmes[84] ». Une autre recommandation internationale abordait le caractère unique de l'environnement policier au Canada en indiquant qu'« un organe composé uniquement de civils peut être impraticable. La formation des enquêteurs est complexe et prend du temps. C'est pourquoi il peut être préférable d'avoir recours à des agents de police détachés[85]. » Toutefois, un autre organisme international a recommandé un modèle interdépendant : « Pour mieux soutenir l'intérêt du public, des enquêteurs indépendants ou des enquêteurs de la police relevant d'une autorité indépendante devraient être responsables des plaintes sérieuses concernant des cas d'inconduite policière[86]. »

Enfin, une recommandation contenue dans le Rapport de l'enquête Kingsclear de la CPP a soutenu qu'il faut que des « mécanismes de réponse et de responsabilité appropriés soient en place au niveau des officiers supérieurs pour surveiller constamment les progrès de toute enquête de nature délicate ou de grande envergure et assurer la transparence et l'impartialité à la population[87].» Le juge Dennis O'Connor, dans son rapport suivant la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar, a recommandé que l'autorité de la CPP soit accrue pour qu'elle dispose de plus de pouvoirs et de la capacité « d'effectuer de concert avec le CSARS et le commissaire du CST des examens ou des enquêtes sur des opérations intégrées de sécurité nationale auxquelles participe la GRC[88]. » Une autre recommandation tirée du même rapport indiquait aussi que l'organisation réformée devrait avoir la capacité « de renvoyer une plainte à la GRC pour que celle-ci fasse enquête ou, le cas échéant, d'enquêter elle même sur la plainte.[89]»

> « UN ORGANE COMPOSÉ UNIQUEMENT DE CIVILS PEUT ÊTRE IMPRATICABLE. LA FORMATION DES ENQUÊTEURS EST COMPLEXE ET PREND DU TEMPS. C'EST POURQUOI IL PEUT ÊTRE PRÉFÉRABLE D'AVOIR RECOURS À DES AGENTS DE POLICE DÉTACHÉS. »

> « POUR MIEUX SOUTENIR L'INTÉRÊT DU PUBLIC, DES ENQUÊTEURS INDÉPENDANTS OU DES ENQUÊTEURS DE LA POLICE RELEVANT D'UNE AUTORITÉ INDÉPENDANTE DEVRAIENT ÊTRE RESPONSABLES DES PLAINTES SÉRIEUSES CONCERNANT DES CAS D'INCONDUITE POLICIÈRE. »

83 *Entrevue avec le directeur de l'équipe d'intervention en cas d'incident grave de l'Alberta (ASIRT), 27 octobre 2008.*
84 *Entrevue avec le président de la Police Complaints Authority de l'Australie du Sud, 29 octobre 2008.*
85 *Entrevue avec l'ombudsman de la police de l'Irlande du Nord, 30 octobre 2008.*
86 *Commissaire de police de la Nouvelle-Zélande, observations publiques, 31 mars 2008.*
87 *CPP, Rapport de l'enquête Kingsclear, 2007.*
88 *Rapport du juge Dennis O'Connor, Un nouveau mécanisme d'examen des activités de la GRC en matière de sécurité nationale (2006), recommandation 3c.*
89 *Ibid., recommandations 2, 3c, et 5a.*

Modèle 3 : modèle indépendant

Enquête criminelle sur la police menée par des civils (la police ne fait pas partie du processus)

Intervenants clés recommandant ce modèle

La Commission a cerné en tout 11 recommandations qui défendent un modèle indépendant pour des enquêtes sur des membres impliqués dans de graves incidents. Même si certaines de ces recommandations portaient sur le besoin de créer des organes indépendants de la police pour mener des enquêtes sur des incidents critiques impliquant la police[90] d'autres réitéraient tout simplement le besoin que de telles enquêtes soient menées par des organes indépendants dans les provinces où un tel organisme existe à l'heure actuelle,[91]. Lorsqu'un tel organisme existe, certains ont formulé des recommandations visant à renforcer la coopération et la communication entre l'organe et le corps policier visé par l'enquête,[92] et les directives dont l'objectif est de garantir que les entrevues sont menées de façon à tenir compte de la culture[93]. Un jury du coroner a aussi fait une recommandation ayant trait aux accidents de voiture mortels impliquant la police et proposait que des « enquêteurs chargés de la reconstitution des accidents soient engagés par le coroner en chef » pour mener des enquêtes sur de tels incidents[94].

Deux organismes non gouvernementaux (ONG) ont souligné que la GRC ne devrait plus mener des enquêtes dans les cas de blessures graves ou de décès attribuables aux actions de ses membres. Un ONG a proposé la dissolution de la CPP actuelle et l'établissement d'un nouvel organe de surveillance civil qui aurait, entre autres, le pouvoir de mener des enquêtes sur des cas de décès ou de blessures graves impliquant la police ou « dans les affaires qui intéressent grandement le public[95] ». Le deuxième ONG a soutenu la création d'un nouvel organisme indépendant de la GRC, qui mènerait des enquêtes sur les agents dont le comportement, au cours de leur service, a entraîné des blessures graves ou le décès[96]. Il a été recommandé que ce nouvel organe de surveillance devrait être composé d'hommes et de femmes qui ne font pas actuellement partie d'une force policière[97]. Dans le cadre d'une autre recommandation, il a été indiqué que tout ancien membre de la GRC au service de cet organe ne devrait pas pouvoir enquêter sur son ancien service ou des anciens collègues[98], préoccupation qu'a aussi soulevée l'Ombudsman de l'Ontario au terme d'une enquête sur l'Unité des enquêtes spéciales[99]. L'Ombudsman a aussi formulé de nombreuses recommandations selon lesquelles il serait nécessaire de s'assurer de favoriser le recrutement d'enquêteurs civils dans le cadre d'un processus ouvert[100].

90 *Taman Inquiry into the Investigation and Persecution of Derek Harvey-Zenk, octobre 2008; et Coroner Service de la C.-B. « Death of 46-year-old male – Case 1 of 3 Police Shootings », rapport annuel de 2004.*

91 *Coroner de l'Ontario, Inquest into the death of Sean Trudeau, 2007.*

92 *Coroner de l'Ontario, Inquest into the death of Mark Norman Graham, 2002; coroner de l'Ontario, Inquest into the death of Michael Kolisnyk, 2006.*

93 *Coroner de l'Ontario, Inquest into the death of Maurice Linklater, 2003*

94 *Coroner Service de la C.-B., « Death of a 29-year-old male – Case 1 of 1 Police Pursuit », rapport annuel de 2005.*

95 *British Columbia Civil Liberties Association, observations publiques, 14 avril 2008.*

96 *Association canadienne des libertés civiles, observations publiques, 31 mars 2008.*

97 *Ibid., recommandation 6*

98 *Ibid., recommandation 7.*

99 *Ombudsman de l'Ontario, Une surveillance imperceptible : Enquête sur l'efficacité et la crédibilité des opérations de l'Unité des enquêtes spéciales (septembre 2008), recommandations 9 et 10.*

100 *Ibid., recommandations 11, 12 et 28.*

Chapitre 7

7. MODÈLE RECOMMANDÉ PAR LA CPP CONCERNANT LES ENQUÊTES SUR LES MEMBRES DE LA GRC

Après avoir pris en considération toutes les conclusions et les recommandations de la CPP, nous concluons en exposant ce que nous jugeons être le modèle le plus adéquat pour le traitement des enquêtes sur les membres de la GRC impliqués dans des cas de blessures graves ou de décès.

À une extrémité du spectre se trouve le « **modèle dépendant** », modèle que suivent actuellement de façon générale les opérations de la GRC[101]. Comme nous l'avons mentionné en plus amples détails précédemment dans le rapport, ce modèle représente dans une grande mesure le statu quo pour les enquêtes sur les membres de la GRC. Cette option permettrait à la GRC de continuer à mener ellemême des enquêtes sur ses membres tout en pouvant, de façon discrétionnaire, confier des enquêtes à des corps policiers externes (lorsque les représentants de la division de la GRC le jugent nécessaire). Aucune exigence obligatoire ni aucune uniformité nationale minimale ne s'appliqueraient au traitement de telles enquêtes.

Compte tenu du fait que, de façon générale, les opérations de la GRC suivent déjà ce modèle, maintenir le statu quo ne nécessiterait donc aucune ressource humaine ni financière supplémentaire, aucun changement de politique ni de procédure ni aucun changement législatif.

Le « **modèle interdépendant** » permettrait au nouvel organe de surveillance de la GRC d'assurer le contrôle officiel de toutes les enquêtes sur les membres de la GRC (sans avoir besoin de la permission de la GRC, comme c'est le cas actuellement). Ce modèle permettrait aussi à l'organe de surveillance de la GRC de confier une enquête sur un membre de la GRC à un autre corps policier, lorsque cela est jugé nécessaire. Par conséquent, la GRC n'aurait plus de pouvoir discrétionnaire lui permettant de décider s'il convient de déléguer une enquête (et à qui). Qui plus est, dans le cadre de ce modèle, le nouvel organe de surveillance de la GRC mènerait des enquêtes conjointes avec des organes fédéraux et provinciaux ayant un mandat semblable.

De façon générale, ce « modèle interdépendant » nécessiterait des ressources financières et humaines dans une mesure modérée qui seraient affectées au nouvel organe de surveillance de la GRC. Par contre, il faudrait procéder à d'importants changements de structure, de procédures et de politiques pour la GRC. De plus, il faudrait également envisager d'apporter des améliorations aux lois pour créer un nouvel organe de surveillance de la GRC habilité à assurer le contrôle des enquêtes, à confier des enquêtes à un autre organisme ou à mener des enquêtes conjointes avec des organes semblables.

101 Il est important de souligner ici qu'un projet pilote d'observateur est aussi intégré au modèle actuel de la GRC – et l'observateur est une caractéristique du modèle interdépendant. Cela dit, la GRC n'est pas considérée comme œuvrant dans un modèle interdépendant parce que l'observateur n'est intégré que dans deux divisions de la GRC et que la participation de la CPP se fait à la discrétion de la GRC.

À l'autre extrémité du spectre se trouve un « **organe entièrement indépendant** » qui disposerait du mandat de mener des enquêtes criminelles sur des membres de la GRC dans tous les cas de blessures graves ou de décès. Selon ce modèle, la GRC serait complètement écartée du processus d'enquête, et seuls des civils auraient le mandat de mener des enquêtes criminelles sur les membres impliqués dans les cas de blessures graves ou de décès.

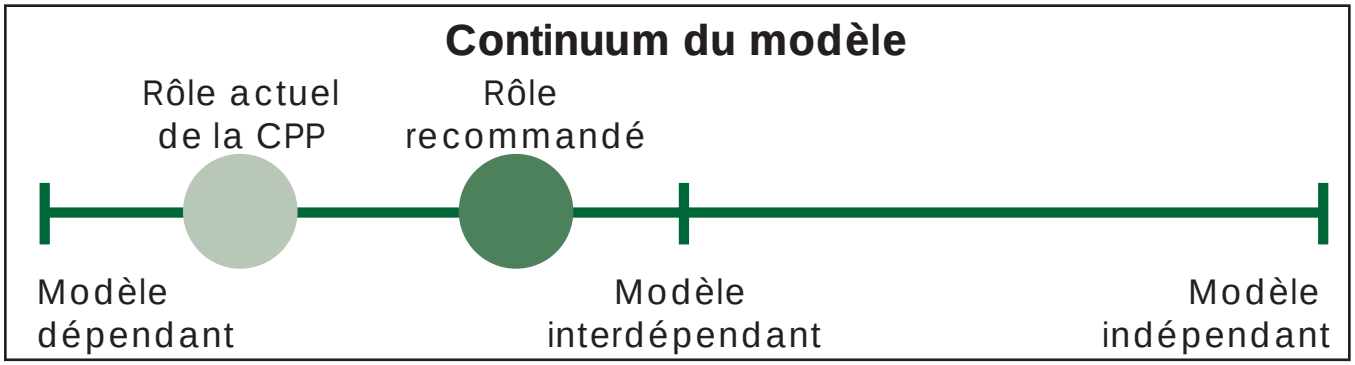
Par conséquent, ce modèle indépendant nécessiterait d'importantes ressources humaines et financières, et il faudrait procéder à d'importants changements législatifs pour créer un organe national disposant des pouvoirs de mener des enquêtes criminelles sur la GRC. Compte tenu du cadre géographique, politique et législatif actuel de la GRC, cette option pourrait être prise en compte. Toutefois, vu le rôle des provinces dans l'administration de la justice et le nombre de plus en plus grand d'organes d'enquête criminelle provinciaux (comme l'Unité des enquêtes spéciales, l'ASIRT et d'autres), **il est plutôt recommandé que le nouvel organe de surveillance de la GRC dispose de pouvoirs législatifs accrus pour pouvoir travailler de façon efficace avec ces organes provinciaux (dans le cadre d'enquêtes conjointes et d'une capacité de contrôle accrue dans le cas des enquêtes sur les membres de la GRC), selon les recommandations détaillées mentionnées ci-dessous**.

Caractéristiques clés du « modèle interdépendant » recommandé

La CPP s'est efforcée de trouver la meilleure option pour le traitement des enquêtes sur les membres, et l'option recommandée par la CPP souligne l'importance de la police dans le processus (faisant partie de la solution), tout en reconnaissant qu'un degré accru de participation civile au processus d'enquête criminelle est nécessaire à l'impartialité et à l'intégrité. À cette fin, la CPP recommande de passer du « modèle dépendant » actuel à un « modèle interdépendant ».

Le « modèle interdépendant » recommandé se situe entre le modèle dépendant de base et le modèle interdépendant à part entière.

De façon générale, la CPP estime qu'une enquête criminelle sur la conduite d'un membre de la GRC ne s'assimile pas à *toute autre* enquête criminelle et, par conséquent, doit être traitée de façon différente quant aux procédures. En conséquence, pour faciliter la transition de la GRC de son « modèle dépendant » actuel au « modèle interdépendant », nous recommandons les changements suivants des lois, des structures et des politiques.



> La CPP s'est efforcée de trouver la meilleure option pour le traitement des enquêtes sur les membres, et l'option recommandée par la CPP souligne l'importance de la police dans le processus (faisant partie de la solution), tout en reconnaissant qu'un degré accru de participation civile au processus d'enquête criminelle est nécessaire à l'impartialité et à l'intégrité.

A. Recommandations législatives

Puisque la CPP a conclu que la question aujourd'hui ne consiste pas à savoir si un contrôle civil est souhaitable, mais bien de savoir de quelle façon la participation civile aux enquêtes peut être la plus efficace, nous recommandons de modifier la loi encadrant la CPP pour conférer au nouvel organe de surveillance de la GRC le mandat suivant :

- Aiguiller une enquête sur un membre de la GRC.

  Il est recommandé que la loi actuelle soit mise à jour pour que l'organe de surveillance de la GRC puisse « *affecter l'enquête à un corps policier autre que la GRC ou à un autre organisme d'enquête criminelle au Canada* ».

  - Surveiller les enquêtes sur les membres de la GRC.
    - **Le nouvel organe de surveillance de la GRC devrait avoir la responsabilité de déterminer à quel moment il doit exercer un contrôle** (le pouvoir discrétionnaire appartiendrait à l'organe de surveillance de la GRC et non à la GRC, comme c'est le cas actuellement).
    - De plus, **accorder au nouvel organe de surveillance de la GRC le pouvoir de surveiller toute enquête criminelle concernant un membre de la GRC, lorsqu'il le juge nécessaire**. Par conséquent, cela permettrait à l'organe de surveillance de la GRC de déployer un observateur dans le cadre d'une enquête sur un membre de la GRC menée par un service de police externe ou un organisme d'enquête criminelle provincial.

      ► Même si l'organisme d'enquête doit accepter la participation de l'observateur, cela donnerait au moins à l'organe de surveillance de la GRC le pouvoir d'agir, lorsqu'il lui est permis d'agir à titre d'observateur.

- **Mener des enquêtes conjointes avec des organismes ayant un mandat semblable.**

  Le libellé du projet de loi proposé pourrait inclure ceci : « La commission peut mener une enquête, un examen, une vérification et une audience de façon conjointe avec un autre organisme au Canada qui dispose de pouvoirs, de tâches et de fonctions semblables à ceux de la commission, y compris les organismes d'enquête criminelle

provinciaux. » Cela permettrait au nouvel organe de surveillance de la GRC de mener des enquêtes avec des organismes d'enquête criminelle (comme l'ASIRT) nouvellement créés.

- **Le commissaire de la GRC doit examiner la version actuelle de ses consignes pour :**
  - Inclure de nouvelles consignes afin d'orienter le traitement des enquêtes sur les membres, conformément aux recommandations mentionnées dans le présent rapport.
    - ► Préciser que les enquêtes sur les membres ne doivent pas être traitées comme toute autre enquête criminelle et doivent donc suivre des procédures rigoureuses établies pour les enquêtes sur les membres.
  - Tout particulièrement, il faut réviser l'article 9 actuel : *Un membre ne peut faire enquête sur une plainte s'il peut se trouver en situation de conflit d'intérêts*.
    - ► Il est recommandé que le terme « conflit d'intérêts » soit mieux défini.

B. Recommandations structurelles

La conclusion de la CPP selon laquelle aucune donnée n'est recueillie à l'échelle nationale et de la division pour les enquêtes sur les membres (en plus de la diversité des méthodes de conservation et de récupération des dossiers des divisions de la GRC) reflète le peu d'attention accordée aux enquêtes sur les membres. La CPP formule les principales recommandations suivantes :

- **Créer le poste de registraire national des enquêtes sur les membres de la GRC responsable de la gestion, du suivi, de la formation, de la promotion et de la formulation de conseils pour toutes les questions liées aux enquêtes sur les membres.**
  - Ce poste permettrait d'aborder les conclusions de la CPP liées à l'absence d'uniformité actuelle dans la collecte, le contrôle et l'analyse des données concernant les enquêtes sur les membres.
- Le registraire national aurait la responsabilité :
  - **De créer un registre national de la GRC regroupant toutes les données ayant trait aux enquêtes de la police sur la police** (tout particulièrement pour les cas de blessures graves, d'agression sexuelle et de décès) et de communiquer en temps opportun les données à la CPP.
  - **De créer et de gérer un groupe consultatif sur les enquêtes de la police sur la police effectuées par la GRC** pour déterminer les mesures à prendre dans des cas délicats.
  - **De surveiller la conformité efficace avec les politiques et d'assurer le respect des politiques lorsque cela est nécessaire** (p. ex., consultation avec l'avocat de la Couronne concernant le dépôt d'accusations obligatoire).
  - **De créer et de surveiller une unité spécialisée disposant d'une expertise à l'égard du traitement des cas historiques**

de la GRC qu'il faudra consulter – ou déployer – lorsque cela est nécessaire.

- **De créer une équipe mobile d'enquête sur des membres ayant commis un incident critique (regroupant un observateur civil de la CPP)** pouvant être déployée lorsque le registraire national de la GRC et le président de la CPP déterminent tous deux que cela est nécessaire.
    - Un bassin d'enquêteurs supérieurs et compétents en attente pouvant être déployés rapidement (p. ex., agents de la paix).

C. Recommandations sur les politiques et les procédures

Recommandations sur les procédures

Avant d'aborder les politiques et les protocoles requis pour le traitement des enquêtes sur les membres de la GRC, il est tout d'abord nécessaire d'admettre que, selon la CPP, **il existe certains cas où la GRC ne devrait *pas* mener des enquêtes sur ses propres membres**. Le graphique ci-dessous indique que plus l'infraction commise par le membre est grave, plus il est important que l'enquête sur le membre soit indépendante et impartiale.

Comme on l'a fait remarquer au cours de l'examen des politiques et des dossiers, le traitement actuel par la GRC des enquêtes sur les membres (quel que soit le type d'infraction) demeure à *l'entière discrétion* de la division. À l'heure actuelle, il n'y a aucune surveillance nationale du processus par la Direction générale ni aucune mesure obligatoire à prendre dans le cadre d'une enquête sur un membre. Le graphique cidessous illustre l'affirmation de la CPP selon laquelle, lorsque la prétendue infraction commise par un membre est grave, le pouvoir discrétionnaire de la GRC lui permettant de prendre les mesures qu'elle juge nécessaires doit être supprimé et remplacé par des exigences obligatoires.

> « IL EST TOUT D'ABORD NÉCESSAIRE D'ADMETTRE QUE, SELON LA CPP, IL EXISTE CERTAINS CAS OÙ LA GRC NE DEVRAIT *PAS* MENER DES ENQUÊTES SUR SES PROPRES MEMBRES. »

> « COMME ON L'A FAIT REMARQUER AU COURS DE L'EXAMEN DES POLITIQUES ET DES DOSSIERS, LE TRAITEMENT ACTUEL PAR LA GRC DES ENQUÊTES SUR LES MEMBRES (QUEL QUE SOIT LE TYPE D'INFRACTION) DEMEURE À *L'ENTIÈRE DISCRÉTION* DE LA DIVISION. À L'HEURE ACTUELLE, IL N'Y A AUCUNE SURVEILLANCE NATIONALE DU PROCESSUS PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE NI AUCUNE MESURE OBLIGATOIRE À PRENDRE DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE SUR UN MEMBRE. »

Interventions recommandées de la GRC dans le cas d'enquêtes sur les membres

Type d'infraction définie	Infraction du membre *(par degré de gravité)*	Traitement actuel par la GRC	Traitement recommandé d'une enquête sur un membre par la GRC
MESURES OBLIGATOIRES DE LA GRC ET RÔLE DE LA CPP			
Actes criminels[102] Infraction qui, au Canada, est plus grave que celle visée par une procédure sommaire. À bon nombre d'égards, il s'agit de l'équivalent canadien de l'acte délictueux grave des États Unis. Les meurtres et les trahisons sont des exemples de crimes commis au Canada qui constitueraient un acte criminel. Ces crimes sont habituellement jugés par des juges nommés par le gouvernement fédéral et entraînent de lourdes peines.	**Décès** Négligence criminelle entraînant la mort (art. 220 CCC)	Pouvoir discrétionnaire à l'échelle de la division de la GRC	**Mesure obligatoire de la GRC** • La CPP doit adresser tous les cas de décès à des services policiers externes ou à un organisme d'enquête criminelle provincial (aucune participation d'un membre de la GRC) • Protocoles d'entente de division mis en œuvre • Participation d'un observateur de la CPP
	Blessures graves et agression sexuelle Agression armée ou infliction de lésions corporelles (art. 267 du CCC) Agression sexuelle (art. 272 du CCC)	Pouvoir discrétionnaire à l'échelle de la division de la GRC	**Mesure obligatoire de la GRC** La CPP et le registraire national doivent déterminer l'intervention adéquate à partir des options ci dessous dans le cas de blessures graves et d'agression sexuelle : • Charger un service policier externe ou un organisme d'enquête provincial du cas dans le cadre d'un PE [102] • Déploiement de l'équipe mobile d'enquête sur des membres de la GRC en cas d'incident critique • Participation d'un observateur de la CPP
POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE CONSERVÉ PAR LA GRC			
Infraction mixte Infraction mixte que l'État peut choisir de considérer comme un acte criminel ou un acte punissable par procédure sommaire.	**Voies de fait** (art. 265 du CCC)	Pouvoir discrétionnaire à l'échelle de la division de la GRC	Le registraire national de la Direction générale de la GRC conserve le pouvoir discrétionnaire de déterminer l'intervention adéquate.
Procédure sommaire Au Canada, infraction moins grave qu'un acte criminel pour laquelle les procédures et la punition tendent à être moins coûteuses.	**Par exemple :** vol de 5 000 $ ou moins	Pouvoir discrétionnaire à l'échelle de la division de la GRC	Le registraire national de la Direction générale de la GRC conserve le pouvoir discrétionnaire de déterminer l'intervention adéquate. • Les politiques et les procédures normalisées recommandées de la CPP sont suivies (mentionnées ci-dessous).

OBLIGATOIRE

DISCRÉTIONNAIRE

Recommandation N°12

Le registraire national de la GRC devrait fournir au président de la CPP des rapports mensuels réguliers concernant toutes les enquêtes sur les membres menées dans les cas d'actes criminels, d'infractions mixtes et d'actes punissables par procédure sommaire.

102 Voir l'Annexe 10 pour la liste complète des infractions prévues au Code criminel, qui précise s'il s'agit d'un acte criminel, d'un acte punissable par procédure sommaire ou d'une infraction mixte.

103 Le registraire national de la GRC doit chapeauter la création et la signature de tous les nouveaux protocoles d'entente dans toutes les divisions pour définir expressément les circonstances dans lesquelles un corps policier externe ou un organisme d'enquête criminelle doit mener une enquête, des membres de la GRC peuvent faire partie de l'équipe d'enquête et l'observateur de la CPP devrait participer à l'enquête (selon les recommandations ci-dessus).

Recommandations sur les politiques

L'analyse des politiques de la CPP a révélé que les politiques de la GRC ne sont pas uniformes, sont volumineuses et ne permettent pas de traiter adéquatement les enquêtes sur les membres. Les enquêtes criminelles sur des membres ne devraient pas être traitées de la même façon que les autres enquêtes criminelles. Pour répondre au vide actuel de politiques et de procédures efficaces et uniformes liées au traitement des enquêtes sur les membres, la CPP recommande les changements clés suivants :

- Les enquêtes criminelles sur les membres de la GRC **concernant des allégations de blessures graves, d'agression sexuelle ou de décès dans des endroits difficiles ou éloignés doivent respecter tous les autres protocoles d'enquête sur les membres, sans exception**.

- **Un examen administratif est obligatoire pour toutes les enquêtes sur des membres**.

- **Établir des PE officiels pour *toutes* ses divisions pour s'assurer que l'affectation obligatoire d'enquêtes sur les membres à un service de police externe est uniforme et documentée**. À l'heure actuelle, seules les divisions du Nouveau-Brunswick (J), de la Nouvelle-Écosse (H) et de Terre-Neuve (B) ont des PE officiels en place.

Recommandation Nº 13

La GRC devrait officialiser un protocole d'entente pour chaque division à l'échelle du pays pour s'assurer que les enquêtes sur les membres soient obligatoirement affectées à un service de police externe.

Lorsqu'il convient que la GRC assure l'enquête sur un de ses membres ou qu'un membre de la GRC fasse partie de l'équipe d'enquête (dirigée par un corps policier externe), les recommandations de politiques suivantes doivent s'appliquer :

> « L'analyse des politiques de la CPP a révélé que les politiques de la GRC ne sont pas uniformes, sont volumineuses et ne permettent pas de traiter adéquatement les enquêtes sur les membres. Les enquêtes criminelles sur des membres ne devraient pas être traitées de la même façon que les autres enquêtes criminelles. »

- **Créer un manuel intégré de la GRC** qui aborde tout particulièrement les procédures liées aux enquêtes menées par la GRC sur l'un de ses membres. Ce manuel intégré devrait présenter des liens vers des politiques pertinentes supplémentaires pour faciliter les renvois. Voici des caractéristiques clés qui devraient être incluses dans le manuel intégré :

Structure d'équipe d'enquête recommandée par la CPP:

- **enquêteur principal compétent d'au moins un rang supérieur à celui du membre visé par l'enquête**;
- **au moins deux membres requis dans le cadre de chaque enquête sur des membres** (y compris au cours d'entrevues avec le membre visé et les agents témoins) [la CPP a conclu que dans 17 des 28 cas examinés, un seul enquêteur était affecté à l'enquête];
- **compétences obligatoires pour l'équipe d'enquête** [selon les recommandations];
- **charge de travail des membres responsables des enquêtes sur les membres réaffectée ou modifiée** pour qu'ils puissent se consacrer principalement à l'enquête sur les membres;
- **exécution rapide de l'enquête** – préférablement dans un délai de six mois, ne devrait pas dépasser un an;
- **nomination d'un agent de liaison au sein de l'équipe d'enquête sur les membres pour assurer une communication rapide et efficace avec le public, la famille et le membre visé;**
- **obligation de déclarer la connaissance du membre visé** (c.-à-d. formulaire de déclaration des conflits d'intérêts);
- **utilisation d'une vérification**[104] **pour les enquêtes sur les crimes moins graves.**

Recommandation Nº 14

La GRC devrait créer un manuel intégré pour aborder tout particulièrement les procédures des enquêtes menées par la GRC sur l'un de ses membres.

104 Dans le cadre des pratiques exemplaires de division, une vérification est demandée lorsqu'une plainte a un élément criminel, mais qu'il manque suffisamment de renseignements permettant d'établir la façon de procéder. La « vérification » consiste en des entrevues avec le plaignant, la victime et tout autre témoin externe; en un examen des dossiers opérationnels liés à la plainte et en un examen des notes et des rapports des membres. Cette information permet d'élaborer un rapport qui aidera à déterminer la façon dont les enquêtes sur les crimes moins graves devrait procéder.

8. Liste complète des conclusions et des recommandations

Conclusions clés de la CPP

Conclusion Nº 1

Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir si un examen civil est souhaitable, mais plutôt de déterminer la façon dont la participation civile aux enquêtes peut être la plus efficace.

Conclusion Nº 2

La nature même des enquêtes criminelles exige que la police, dans une certaine mesure, fasse partie de la solution.

Conclusion Nº 3

Les politiques de la GRC, bien que volumineuses, ne sont pas uniformes et n'abordent pas adéquatement le traitement des enquêtes sur les membres.

Conclusion Nº 4

L'absence de processus de collecte de données ou de capacité de contrôle à l'échelle nationale et de la division dans le cadre d'enquêtes sur les membres (en plus d'une diversité de méthodes de récupération et de conservation des dossiers au sein des divisions de la GRC à cet égard) reflète le peu d'attention accordée aux enquêtes sur les membres.

Conclusion Nº 5

En tout, les enquêteurs principaux connaissaient personnellement le membre visé dans 25 % des cas; dans 4 % des cas, les enquêteurs principaux appartenaient au même détachement que le membre visé.

Conclusion Nº 6

Il est légèrement plus probable que les enquêteurs principaux connaissent personnellement le membre visé (14 %) dans des endroits éloignés et dans le Nord que dans des endroits plus centralisés (12 %). Toutefois, il reste beaucoup d'enquêteurs principaux (12 %) provenant de divisions plus centralisées, où une aide externe est plus facilement accessible.

Conclusion Nº 7

En tout, selon l'avis des enquêteurs de la CPP, l'utilisation de témoins experts dans les cas était adéquate.

Conclusion Nº 8

De façon générale, le nombre de membres d'équipe affectés aux 28 enquêtes était inadéquat.

Conclusion Nº 9

En tout, la CPP a estimé que la structure et les liens hiérarchiques dans le cadre des 28 cas examinés étaient inadéquats en partie ou dans leur ensemble (68 %).

Conclusion Nº 10

Sur les 28 dossiers que les enquêteurs de la CPP ont examinés, il a été déterminé que dans 17 de ces cas le membre visé et les témoins ont été interrogés par un seul enquêteur de la GRC.

Conclusion Nº 11

De façon générale, la section ou l'unité responsable des enquêtes sur les membres (y compris leur mandat) n'était pas uniforme dans l'ensemble du pays.

Conclusion Nº 12

Dans le cadre des 28 cas examinés, les compétences des enquêteurs variaient grandement. Certains avaient suivi tous les cours sur les crimes graves et les sujets connexes, tandis que d'autres n'avaient que deux ans d'expérience au sein de la Section des enquêtes générales.

Conclusion Nº 13

De façon générale, il a été déterminé que les enquêtes menées par le Groupe des crimes graves étaient ciblées et exécutées en temps opportun, puisqu'il disposait des capacités, des ressources et du temps nécessaires pour mener l'enquête. Cela n'était pas le cas lorsque l'enquête était affectée à un commandant de détachement, à un enquêteur aux services généraux ou à un membre de la Section des enquêtes générales dont la lourde charge de travail n'a pas été modifiée en conséquence.

Conclusion Nº 14

Sur les 28 cas examinés, dont 6 avaient trait à un décès, un examen administratif n'a eu lieu que dans 4 cas. Dans deux de ces cas, des membres de la GRC ont fait feu (divisions du Manitoba (D) et du Nunavut (V)), et dans les deux autres cas, il s'agissait de décès de personnes en détention (divisions de la Saskatchewan (F) et de l'Alberta (K)).

Conclusion Nº 15

La CPP a estimé que, au total, le degré d'intervention était inadéquat en partie ou dans son ensemble (68 %). Elle était tout particulièrement préoccupée par le fait que les entrevues étaient menées par un seul enquêteur et que les cas étaient affectés de façon non uniforme au groupe d'enquête adéquat.

Conclusion Nº 16

Sur les huit accusations portées, il y a eu trois condamnations (37,5 %), et il n'y a pas eu de condamnation pour les cinq autres cas (62,5 %).

Conclusion Nº 17

Dans les cas nécessitant une intervention immédiate, notamment dans les cas de fusillade et de décès de personnes en détention, les enquêteurs de la CPP ont déterminé que tout le personnel nécessaire était intervenu rapidement et de façon pratique.

Conclusion Nº 18

La CPP a estimé que la plupart des enquêtes avaient été exécutées dans un délai opportun. Pour les dossiers dont le traitement a pris beaucoup plus de temps, cela n'était pas attribuable à un manque d'intérêt, mais plutôt à la lourde charge de travail de l'enquêteur en plus d'obstacles généraux (dates de l'audience, difficulté à localiser des témoins ou des plaignants, absence d'employés, etc.).

Conclusion Nº 19

De façon générale, la CPP a déterminé que les enquêteurs de la GRC étaient impartiaux et professionnels et qu'ils ont agi de façon consciencieuse dans le cadre de leurs affectations. La CPP a aussi établi que la plupart des membres visés et des membres témoins ont coopéré avec les enquêteurs de la CPP et ont agi de façon professionnelle.

Conclusion Nº 20

Après un examen en profondeur des dossiers choisis au hasard, il a été révélé que, dans la plupart des cas, les politiques adéquates ont été respectées. Dans quelques cas, la CPP a constaté que certains aspects des politiques connexes n'avaient pas été respectés; toutefois, il s'agissait d'écarts mineurs qui n'ont pas semblé avoir eu d'incidence sur les résultats de l'enquête.

Recommandations de la CPP

Recommandation Nº 1

De façon générale, la CPP est d'avis que les enquêtes criminelles sur des membres ne devraient pas être traitées de la même façon que toute autre enquête criminelle.

Recommandation Nº 2

La CPP recommande que l'enquêteur principal soit d'au moins un rang supérieur au membre visé.

Recommandation Nº 3

Pour réduire le délai des enquêtes obligatoires sur des membres de la GRC, la CPP recommande que les enquêtes sur les membres soient affectées à une équipe composée (d'au moins) deux membres au sein d'un groupe d'enquête spécialisé.

Recommandation Nº 4

La GRC devrait affecter des enquêteurs supérieurs compétents ayant fait leurs preuves en cour et terminé les cours adéquats (p. ex. agression sexuelle, crimes graves, techniques d'entrevue et d'interrogation, analyse de déclaration); de plus, ils devraient posséder de fortes compétences analytiques et pouvoir interroger de façon efficace les témoins.

Recommandation Nº 5

La charge de travail des membres responsables d'enquêtes sur des membres devrait être réaffectée ou modifiée pour leur permettre de se consacrer à l'enquête.

Recommandation Nº 6

Il faudrait prêter une attention particulière au respect de l'exigence imposant à la GRC de consulter l'État avant de déposer des accusations contre des membres, compte tenu de la nécessité de mener des enquêtes indépendantes et impartiales sur les membres. La GRC devrait aussi effectuer un examen des recommandations faites à l'État dans les cas impliquant des membres de la GRC.

Recommandation Nº 7

Compte tenu du caractère délicat et de la transparence nécessaire dans le cas d'enquêtes sur des membres, il est recommandé d'effectuer des examens administratifs dans tous les cas de blessures graves, d'agression sexuelle ou de décès.

Recommandation Nº 8

La GRC devrait envisager d'avoir recours à une « vérification » dans les enquêtes sur les crimes moins graves dans toutes les divisions.

Recommandation Nº 9

La GRC pourrait envisager de recommander que l'officier responsable des Enquêtes criminelles de la GRC soit le destinataire du rapport de vérification pour déterminer si une enquête sur un crime moins grave devrait faire l'objet d'une enquête obligatoire.

Recommandation Nº 10

Les dossiers historiques exigent une expertise que ne possèdent habituellement pas la plupart des enquêteurs. Par conséquent, il est recommandé que ce type de dossier soit traité par un groupe spécialisé à l'échelle nationale ou régionale.

Recommandation Nº 11

Les politiques orientant les enquêtes criminelles sur les membres de la GRC devraient être normalisées à l'échelle du pays. Cela permettrait que les enquêtes obligatoires sur les membres de la GRC soient menées de façon uniforme aux quatre coins du pays.

Recommandation Nº 12

Le registraire national de la GRC devrait fournir au président de la CPP des rapports mensuels réguliers concernant toutes les enquêtes sur les membres menées dans les cas d'actes criminels, d'infractions mixtes et d'actes punissables par procédure sommaire.

Recommandation Nº 13

La GRC devrait officialiser un protocole d'entente pour chaque division à l'échelle du pays pour s'assurer que les enquêtes sur les membres soient obligatoirement affectées à un service de police externe.

Recommandation Nº 14

La GRC devrait créer un manuel intégré pour aborder tout particulièrement les procédures des enquêtes menées par la GRC sur l'un de ses membres.

Je dépose mon rapport intérimaire conformément à l'alinéa 45,42(3)*a*) de la *Loi sur la GRC*.



Paul E. Kennedy
Président

Annexes

Annexes
Table des matières

Annexe 1 : Plainte du public déposée par le président **117**
Annexe 2 : Cas saillants de la CPP **119**
Annexe 3 : Autres rapports pertinents **123**
Annexe 4 : Réponses à la demande de présentation **127**
Annexe 5 : Lois provincials régissant les organisme de surveillance de la police **129**
Annexe 6 : Politiques nationales de la GRC jugées pertinentes dans le cadre des plaintes déposées par le président **131**
Annexe 7 : Ébauche de la loi type **137**
Annexe 8 : Profils des organismes d'examen et de surveillance
- **Annexe 8a :** Colombie-Britannique : commissaire aux plaintes contre la police (CPP) **161**
- **Annexe 8b :** Colombie-Britannique : Programme d'observateur indépendant (POI) **169**
- **Annexe 8c :** Alberta : Équipe d'intervention en cas d'incident grave de l'Alberta **173**
- **Annexe 8d :** Saskatchewan : Commission des plaintes du public **177**
- **Annexe 8e :** Manitoba : Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi **183**
- **Annexe 8f :** Ontario : Bureau du directeur de l'examen indépendant de la police **189**
- **Annexe 8g :** Ontario : Commission civile des services policiers de l'Ontario **193**
- **Annexe 8h:** Ontario : Unité des enquêtes spéciales (UES) **199**
- **Annexe 8i :** Québec : Commissaire à la Déontologie policière du Québec & Le comité de déontologie policière **205**
- **Annexe 8j :** Chicago : Independent Police Review Authority (IPRA) **211**
- **Annexe 8k :** Royaume-Uni : Independent Police Complaints Commission (IPCC) **217**
- **Annexe 8l :** Royaume-Uni : Independent Police Complaints Commission (IPCC) **225**
- **Annexe 8m :** Australie du Sud : Police Complaints Authority (PCA) **231**
- **Annexe 8n :** Nouvelle-Zélande : Independent Police Conduct Authority (IPCA) **237**

Annexe 9 : Modèles de surveillance et leurs représentations **243**
Annexe 10 : Table des infractions **245**
Annexe 11 : Manuel des opérations de la GRC **271**

Plainte du public déposée par le président

La police enquêtant sur la police – Enquêtes de la GRC sur d'autres membres de la GRC dans les cas mettant en cause des blessures graves ou des décès

Le 28 novembre 2007

Nº de dossier 2006-1532

En tant que président de la Commission des plaintes du public contre la GRC, je dépose une plainte au sujet de la conduite des membres non identifiés de la GRC qui ont effectué au Canada, entre le 1er avril 2002 et le 31 mars 2007, des enquêtes criminelles portant sur les activités d'autres membres de la GRC dans des cas mettant en cause des blessures graves ou des décès.

Des membres du public et des médias se sont dits préoccupés par le fait que des membres de la GRC enquêtent sur d'autres membres, notamment dans les cas de cette nature.

Je suis convaincu qu'il existe des motifs raisonnables d'enquêter sur la conduite des membres de la GRC qui ont effectué des enquêtes criminelles portant sur les activités d'autres membres dans les cas mettant en cause des blessures graves ou des décès. En conséquence, je dépose aujourd'hui une plainte, en vertu du paragraphe 45.37(1) de la *Loi sur la GRC*, contre la conduite des membres de la GRC qui ont pris part à ces enquêtes dans la période mentionnée ci-dessus, pour déterminer notamment :

1. si les membres de la GRC qui ont participé à ces enquêtes l'ont fait à l'abri de tout conflit d'intérêts réel ou perçu, s'ils ont réagi de manière appropriée et proportionnelle à la gravité de l'incident, s'ils ont réagi en temps opportun et si leur conduite était conforme aux normes décrites à l'article 37 de la *Loi sur la GRC*;

2. si ces membres de la GRC ont agi conformément à toutes les politiques, les procédures, les lignes directrices et les exigences obligatoires appropriées pour ce type d'enquêtes;

3. si les politiques, les procédures et les lignes directrices actuelles de la GRC sont adéquates pour que les enquêtes faites par des membres de la GRC sur d'autres membres soient équitables, efficaces, approfondies et impartiales.

De plus, je lance une enquête d'intérêt public pour répondre à cette plainte, en vertu du paragraphe 45.43(1) de la *Loi sur la GRC.*

La police enquêtant sur la police
Enquête d'intérêt public

Cadre de référence

Portée générale

- La Commission des plaintes du public contre la GRC (CPP) effectuera une enquête d'intérêt public en réponse à la plainte déposée par le président dans les termes suivants :
    - Plainte au sujet de la conduite des membres non identifiés de la GRC qui ont effectué au Canada, entre le 1er avril 2002 et le 31 mars 2007, des enquêtes criminelles portant sur les activités d'autres membres de la GRC dans des cas mettant en cause des blessures graves ou des décès.
- Pour réaliser cette enquête d'intérêt public, la CPP ne se penchera pas nécessairement sur toutes les enquêtes criminelles visées, mais plutôt sur un échantillon de cas choisis dans chacune des cinq régions où la GRC est présente.

Normes servant de référence pour l'évaluation de la conduite

1. Déterminer si les membres de la GRC qui ont participé à ces enquêtes l'ont fait à l'abri de tout conflit d'intérêts réel ou perçu, s'ils ont réagi de manière appropriée et proportionnelle à la gravité de l'incident, s'ils ont réagi en temps opportun et si leur conduite était conforme aux normes décrites à l'article 37 de la *Loi sur la GRC*.

Plus précisément :

- Gestion hiérarchique
    - Déterminer s'il y a eu conflit d'intérêts réel ou perçu.
    - Déterminer si la structure de gestion et les rapports hiérarchiques sont appropriés.
- Réaction appropriée
    - Déterminer si la réaction de l'équipe d'enquête de la GRC était appropriée et proportionnelle à la gravité de l'incident.
    - Déterminer si les enquêteurs affectés étaient dûment qualifiés.
- Réaction en temps opportun
    - Déterminer si les membres de l'équipe d'enquête de la GRC ont réagi en temps opportun.
- Conduite
    - Déterminer si la conduite des membres de l'équipe d'enquête de la GRC était conforme à l'article 37 de la *Loi sur la GRC*.

2. Déterminer si ces membres de la GRC ont agi conformément à toutes les politiques, les procédures, les lignes directrices et les exigences obligatoires appropriées pour ce type d'enquêtes.

3. Déterminer si les politiques, les procédures et les lignes directrices actuelles de la GRC sont adéquates pour que les enquêtes faites par des membres de la GRC sur d'autres membres soient équitables, efficaces, approfondies et impartiales.

Cas saillants de la CPP ayant d'importantes implications

Il est important de tirer des leçons du passé en passant en revue certains examens de la CPP faisant autorité qu'elle a entrepris pour analyser les recommandations clés formulées dans ces cas précis qui pourraient orienter la façon dont la GRC mène des enquêtes sur des membres impliqués dans des cas de blessures graves ou de décès.

1. Le rapport final concernant le Centre de formation pour jeunes de Kingsclear

En octobre 2007, la CPP a publié le rapport final de l'enquête d'intérêt public portant sur les plaintes reçues concernant les enquêtes de la GRC sur de prétendus cas d'agression sexuelle commis au Centre de formation pour jeunes de Kingsclear au Nouveau-Brunswick.

L'enquête a examiné les allégations d'une enquête inadéquate de la GRC sur la prétendue conduite criminelle du sergent d'état-major, Clifford McCann, du personnel du Centre Kingsclear et des résidents ainsi que des allégations selon lesquelles des agents de la GRC auraient tenté de cacher les cas de prétendue conduite criminelle. Le rapport final a révélé que les enquêtes criminelles de la GRC étaient inadéquates dans une mesure telle qu'elles créaient une perception de tentative de camouflage.

Parmi les nombreuses recommandations, la CPP a indiqué que :

- « toute enquête sur des allégations qui ont des répercussions sur la confiance de la population dans la GRC devrait être confiée à un autre service de police, ou au moins à une équipe de membres de la GRC d'une autre région ou d'une autre province possédant l'expérience nécessaire et qui ne connaît pas le membre qui fait l'objet de l'enquête, pour limiter la perception de parti pris et maintenir la confiance de la population dans la GRC. »
- Le commissaire de la GRC a souscrit à la recommandation susmentionnée et a dit que « des politiques et des pratiques appropriées sont nécessaires afin de s'assurer que toute enquête soit menée de façon indépendante » et que des politiques qui portent sur de telles enquêtes sont en train d'être élaborées[1]. Une nouvelle *politique d'examen ou d'enquêtes externes* (mentionnée plus en détail dans le chapitre suivant) a été établie et doit être rendue publique sous peu.

2. Plainte déposée par le président concernant la mort d'Ian Bush au cours d'une fusillade

En octobre 2005, un jeune homme travaillant dans une usine a été tué par balle par un agent de la GRC à Houston (Colombie-Britannique). En septembre 2006, la CPP a lancé un examen sur les circonstances entourant le décès d'Ian Bush ainsi que sur l'intégrité de l'enquête criminelle qui s'en est suivie.

1 Dans sa lettre de réponse datée du 13 septembre 2007, le commissaire a accusé réception du rapport de la CPP et a fourni certains commentaires.

Dans le rapport final publié le 28 novembre 2007, les conclusions suivantes ont, entre autres, été présentées :

- les membres du Groupe des crimes graves de la GRC ayant mené l'enquête sur le décès de M. Bush n'étaient pas dans une situation de conflit d'intérêts et ne présentaient aucune partialité.
- Le Groupe des crimes graves du district du Nord a mené une enquête hautement professionnelle sur le décès de M. Bush et sa méthode d'enquête sur un crime grave constitue une pratique exemplaire.
- La CPP a disculpé l'agent de la GRC de tout écart de conduite.

Parmi les principales recommandations, mentionnons la suivante :

- La GRC devra élaborer une politique, tenant compte du besoin d'assurer une impartialité réelle et perçue, en vue d'orienter les membres de la GRC se trouvant sur place dans le cas d'affaires entraînant une enquête sur la conduite policière, c'est-à-dire lorsque des policiers enquêtent sur d'autres policiers.

La famille d'Ian Bush n'a pas été satisfaite des conclusions de la CPP et a décidé d'intenter un procès civil contre la GRC, le solliciteur général de la Colombie-Britannique et le procureur général de la Colombie-Britannique.

Il y a deux autres cas saillants qui ont fait l'objet d'un examen de la CPP, mais le rapport final et les recommandations n'ont pas été encore présentés. Voici un résumé de ces deux cas à titre informatif.

3. Plainte déposée par le président concernant la mort de Kevin St. Arnaud au cours d'une fusillade

Le 19 décembre 2004, Kevin St. Arnaud, soupçonné de vol, a été tué par balle par le gendarme Ryan Shermetta, membre du détachement Vanderhoof de la GRC en Colombie-Britannique. Le Groupe des crimes graves du district du Nord de la Division « E », basé à Prince George, a mené une enquête sur la fusillade.

En janvier 2005, la British Columbia Civil Liberties Association a déposé une plainte publique contre la GRC alléguant qu'on a tiré sur M. St. Arnaud sans justification. Puisque trois processus d'enquête sur l'affaire étaient déjà en cours, le commissaire de la GRC a jugé bon de ne pas mener une enquête sur la plainte publique.

En février 2006, l'avocat de la Couronne régional a indiqué qu'aucune accusation criminelle ne serait portée contre l'agent de la GRC en cause. En conséquence, en mars 2006, la CPP a déposé une plainte publique sur les événements entourant le décès de Kevin St. Arnaud. En janvier 2007, l'enquête du coroner a mis en doute le caractère adéquat de l'enquête criminelle initiale et la CPP a ajouté à la plainte l'allégation d'enquête inadéquate menée par la GRC.

L'enquête menée par l'enquêteur sur les plaintes du public contre la GRC et l'analyste de dossiers de la CPP a révélé des faits qui ont mené à la suspension de l'agent de la GRC impliqué dans l'incident et a permis de saisir l'avocat de la Couronne de l'enquête

pour des accusations possibles de parjure.

4. Plainte déposée par le président concernant le décès en détention de Robert Dziekanski

Le 14 octobre 2007, dans le but de maîtriser un homme à l'aéroport international de Vancouver, quatre agents de la GRC ont utilisé une arme à impulsions. L'homme, un immigrant polonais qui ne parlait aucune des langues officielles du Canada, est mort sur les lieux. L'événement a été enregistré par un passant et diffusé aux quatre coins du monde, engendrant l'indignation du public concernant l'utilisation d'armes à impulsions et le traitement de l'incident par les agents de la GRC.

En novembre 2007, la CPP a déposé une plainte sur la conduite des membres de la GRC présents à l'aéroport international de Vancouver le 14 octobre 2007 et le caractère adéquat de l'enquête criminelle subséquente. En mai 2008, une commission d'enquête a été lancée, présidée par le juge de la Cour d'appel à la retraite, Thomas Braidwood. Le 12 décembre 2008, les procureurs de la Couronne de la Colombie-Britannique ont déclaré qu'aucun des agents de la GRC impliqués ne serait accusé au criminel.

L'examen de la CPC et l'enquête Braidwood sont toujours en cours. Le rapport de la CPP doit être rendu public sous peu.

Annexe 2

Autres rapports pertinents

Quatre rapports médiatisés supplémentaires ont récemment été publiés et portent sur la question de la police qui enquête sur la police. Chaque rapport a formulé d'importantes recommandations pour améliorer le système actuel de surveillance de la police – dans le cadre de l'élaboration de son propre modèle recommandé pour la GRC, la CPP a activement examiné tous ces rapports. Certains faits saillants sont mentionnés ci-dessous :

1. Décembre 2006 : *Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar : Un nouveau mécanisme d'examen des activités de la GRC en matière de sécurité nationale.*

Le rapport présente 13 recommandations pour améliorer l'examen des activités de la GRC en matière de sécurité nationale (en plus des activités en matière de sécurité nationale d'autres ministères du gouvernement). Les recommandations qui suivent à l'intention de la CPP portent tout particulièrement sur les enquêtes de la police sur la police (le juge O'Connor a recommandé que la CPP soit restructurée et rebaptisée Commission indépendante d'examen des plaintes contre la GRC et des activités en matière de sécurité nationale (CIE)

- **Recommandation 3a) :** La CIE devrait avoir le pouvoir, à l'instar du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité qui examine les activités du SCRS, de mener de sa propre initiative des examens des activités de la GRC relatives à la sécurité nationale.
- **Recommandation 3c) :** La CIE devrait avoir le pouvoir d'effectuer de concert avec le CSARS et le commissaire du CST des examens ou des enquêtes sur des opérations intégrées de sécurité nationale auxquelles participe la GRC.
- **Recommandation 3d) :** La CIE devrait avoir le pouvoir d'effectuer à la demande du ministre de la Sécurité publique des examens ou des enquêtes sur les activités de la GRC relatives à la sécurité nationale.
- **4 :** La CIE devrait disposer des pouvoirs suivants :

  (a) [La CIE devrait] être investie de vastes pouvoirs d'enquête semblables à ceux exercés lors d'enquêtes publiques menées sous le régime de la *Loi sur les enquêtes* afin d'obtenir l'information et la preuve qu'elle considère nécessaires pour effectuer des examens et des enquêtes approfondis; elle devrait entre autres pouvoir contraindre la GRC ainsi que tout autre organe ou représentant fédéral, provincial, municipal ou privé à produire des documents et à témoigner.
  (b) La CIE devrait être investie du pouvoir de surseoir à une enquête ou à un examen parce qu'il porterait préjudice à une enquête ou à une poursuite criminelle en cours.
  (d) La CIE devrait être investie du pouvoir d'effectuer ou de commander des recherches sur des questions qui l'intéressent en qualité d'organisme d'examen.

- **Recommandation 5a) :** [La CIE] devrait [pouvoir] dans un premier temps [...] renvoyer une plainte à la GRC pour que celle-ci fasse enquête ou, le cas échéant, d'enquêter elle-même sur la plainte.

- **Recommandation 5e) :** Le processus suivi devrait permettre au commissaire de la GRC et à ses membres visés par la plainte de faire des observations à la CIE et, si une audience est tenue, de présenter des éléments de preuve et d'être entendus personnellement ou par l'intermédiaire d'un avocat.
- **Recommandation 5i) :** [L]a CIE [devrait pouvoir] demander à d'autres organismes de reddition de comptes comme la Commission des droits de la personne, le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada et le Commissariat à l'information du Canada d'exprimer leurs opinions ou leurs observations.
- **Recommandation 8 :** La CIE devrait disposer d'un budget lui permettant de remplir son mandat à l'égard des activités de la GRC relatives à la sécurité nationale, y compris des examens auxquels elle procède de sa propre initiative.
- **Recommandation 11 :** Le gouvernement devrait établir des passerelles législatives entre les organismes d'examen des activités relatives à la sécurité nationale, la CIE y compris, pour permettre l'échange d'informations, le renvoi d'enquêtes à un autre organisme, l'institution d'enquêtes conjointes et la coordination de la préparation des rapports.
- **La recommandation 12 :** Le gouvernement devrait créer un comité qui s'appellerait le Comité de coordination pour l'examen intégré des questions de sécurité nationale (CCEISN) et qui réunirait les présidents de la CIE et du CSARS, le commissaire du CST et une personne indépendante en qualité de président. Le Comité aurait le mandat :
  - de faire rapport sur la reddition de comptes concernant les pratiques et tendances dans le domaine de la sécurité nationale au Canada;
  - d'entamer la discussion sur la collaboration avec les organismes indépendants d'examen des forces policières provinciales et municipales qui participent aux activités relatives à la sécurité nationale.

2. Décembre 2007: *Rétablir la confiance : Rapport du Groupe de travail sur la gouvernance et le changement culturel à la GRC*

Le Groupe de travail sur la gouvernance et le changement culturel à la GRC, dirigé par David Brown, c.r., a publié ses conclusions le 14 décembre 2007[1]. Cet examen était important pour toutes les provinces dont la GRC constitue le corps policier provincial, comme les provinces de l'Ouest. Le rapport a révélé que des « changements substantiels » s'imposaient quant à la façon dont la GRC rendait compte de ses actes au public. L'une des 49 recommandations du rapport soutenait la création d'une Commission indépendante d'examen des plaintes et de surveillance des activités de la GRC[2]. Le rapport recommandait les caractéristiques suivantes d'un processus de plainte du public :

- La GRC devrait tenter de régler de façon non réglementée les plaintes le plus tôt possible.
- Si la GRC ne peut résoudre une plainte de façon non officielle, le rapport recommande qu'un « organisme efficace de traitement des plaintes du public ait le pouvoir de surveiller et d'examiner les plaintes et, au besoin, de déclencher des enquêtes. »
- Lorsque des plaintes ont trait à des politiques ou aux services de police, elles doivent être soumises à un organisme d'audition des plaintes du public, pour étude et résolution.

1 *Rétablir la confiance – Rapport du Groupe de travail sur la gouvernance et le changement culturel à la GRC, décembre 2007*
2 *Recommandation 3.*

- Les plaintes concernant les actions d'un agent de police ou l'exécution d'une tâche policière doivent être renvoyées d'abord au dirigeant de la Gendarmerie.

Créer une Commission indépendante d'examen des plaintes et de surveillance des activités de la GRC (CIEPSA) – établie en vertu de la *Loi sur la GRC* et qui relève du ministre. L'organe proposé :

- intégrerait les mandats de la CPP et du Comité externe d'examen et disposerait de responsabilités et de pouvoirs accrus (conformes à ceux d'un ombudsman). Structure proposée de la CIEPSA :
  - unité d'enquête dotée d'enquêteurs chevronnés;
  - unité de médiation des différends;
  - unité d'évaluation des plaintes et de collecte des données;
  - fonction d'examen externe distinct pour les griefs et les appels concernant des mesures disciplinaires.

Responsabilités proposées de la CIEPSA

- Entreprendre des enquêtes.
- Entreprendre des examens si elle le juge nécessaire (ou à la demande du ministre, du commissaire ou du Conseil de gestion proposé de la GRC) sur des incidents ou des aspects des activités de la GRC.
- Agir à titre d'unique point central de réception et de traitement de toutes les plaintes contre les membres de la GRC, peu importe l'origine.
- Repérer et évaluer des plaintes, des sanctions disciplinaires imposées et des griefs présentés, de façon à cerner les dimensions systémiques du problème et les tendances (ou les lacunes clés).
- Disposer du mandat d'examiner tout aspect des opérations policières, y compris le fait de procéder à des examens des opérations.
- Formuler des recommandations au commissaire et au Conseil de gestion et faire publiquement état de ses recommandations et de ses constatations.
- Analyser les plaintes et mener des enquêtes à huis clos (au besoin).

3. Septembre 2008: *Une surveillance imperceptible : Enquête sur l'efficacité et la crédibilité des opérations de l'Unité des enquêtes spéciales*

Après avoir reçu des plaintes du public mettant en doute l'exhaustivité et l'indépendance des enquêtes de l'Unité des enquêtes spéciales de l'Ontario, l'Ombudsman de l'Ontario, M. André Marin, a lancé une enquête sur la crédibilité et l'efficacité de l'organisme.

L'Ombudsman a déterminé que l'UES fait face à de nombreuses difficultés, qu'elle « continue de lutter pour affirmer son autorité » et que, puisqu'elle est dotée de plusieurs anciens agents de police, elle est « empreinte de culture policière ». L'Ombudsman a insisté pour dire que l'organisme a besoin de plus de transparence et d'indépendance.

Le rapport contient 46 recommandations à l'intention de l'UES, du procureur général et du gouvernement de l'Ontario. Parmi ces recommandations, l'Ombudsman a mentionné qu'aucun des membres de l'UES ne devrait participer « à quelque titre que ce soit » dans les cas impliquant leur ancien service de police, que l'organisme devrait « immédiatement prendre des mesures » pour assurer une représentation civile parmi les gestionnaires d'enquête et que les préoccupations relatives à certaines pratiques policières, comme l'utilisation du pistolet Taser[3], soulevées dans le cadre d'une enquête de l'UES, devraient être rendues publiques.

3 Aussi appelé arme à impulsions.

Après la publication du rapport le 30 septembre 2008, le ministère du Procureur général a fait plusieurs concessions; il a notamment augmenté le budget de l'Unité et financé un Centre mobile d'enquête qui permettra aux enquêteurs de l'UES de se rendre sur les lieux de graves incidents sans le service de police concerné.

4. Février 2009 : *Alone and Cold: Inquiry into the Death of Frank Paul* – la Commission Davies, rapport provisoire

- En décembre 1998, Frank Paul a été relâché; l'option de rester au centre de désintoxication pour reprendre ses esprits ne lui a pas été offerte, et il a été laissé dans une ruelle au cours de la nuit par deux agents de police du Vancouver Police Department.
- Le 22 février 2007, le ministre de la Sécurité publique et solliciteur général a annoncé l'ouverture d'une enquête publique sur la mort de Frank Paul.
- La Commission d'enquête, dirigée par un ancien juge de la Cour suprême de la C.-B., William H. Davies, c.r., a examiné les circonstances entourant la mort de Paul ainsi que l'enquête de la police qui s'en est suivie, enquête « faussée par des politiques inadéquates et des conflits d'intérêts inhérents au fait que des agents de police enquêtent sur d'autres agents de police ayant probablement adopté une conduite criminelle ».
- Le rapport a été publié le 12 février 2009. Il contient 12 recommandations. Les recommandations suivantes sont tout particulièrement intéressantes :
  - 4. Je recommande que la Colombie-Britannique établisse un modèle d'enquête criminelle civile pour les enquêtes sur les décès associés à la police survenus dans des municipalités servies par les 11 services de police municipaux.
  - 5. Je recommande que le mandat initial de cette organisation (que je propose de nommer le bureau d'enquête indépendant [Independent Investigation Office, IIO) […] comprenne une multitude de circonstances factuelles, y compris […] les décès dans une cellule du service de police, les décès attribuables à l'usage de la force d'un agent, les décès survenus au cours d'un accident de la route ou les décès associés à une autre forme d'interaction entre la police et le défunt.
  - 8. Pour veiller à ce que l'autorité de l'IIO ne soit pas remise en cause, je recommande que ses pouvoirs essentiels soient enchâssés dans la loi, notamment les suivants :
    - le directeur et les enquêteurs de l'IIO ont le statut d'agents de la paix;
    - l'IIO est l'organisme d'enquête principal, et le service de police visé n'a pas de responsabilités ni de pouvoirs à l'égard de l'enquête, sauf ceux que l'IIO lui a confié.
  - 9. Je recommande que le directeur indique à la Direction de la justice pénale si des accusations criminelles devraient être portées et, le cas échéant, quelles accusations concernant quels officiers.
  - 11. Je recommande que le mandat obligatoire du commissaire aux plaintes contre la police soit élargi pour que le commissaire ait à mener des enquêtes sur les normes professionnelles dans tous les cas de décès associés à la police survenus dans les administrations de la Colombie-Britannique ayant des services de police municipaux.
  - 12. Je recommande l'application des recommandations 29 à 35 du rapport de 2007 de M. Wood.

RÉPONSES À LA
Demande de présentation : « Enquête de la police sur la police »

Organes internationaux

1. Processus d'enquête sur les plaintes contre la police de l'Australie du Sud
2. Police de la Nouvelle-Zélande
3. Commissaire, Police Integrity Commission, Sydney, Australie

Public

4. Membre de la GRC
5. Membre de la GRC
6. Avocat de la GRC et des membres de la GRC
7. Membre du public
8. Membre du public
9. Membre du public
10. Membre du public

Coroners

11. Médecin légiste en chef, Justice, Winnipeg

SMA provinciaux

12. Ministère de la Justice, Public Protection and Support Services, TerreNeuveet-Labrador
13. Ministère de la Justice, Public Safety Division, NouvelleÉcosse
14. Solicitor General and Public Security – Public Security Division, Alberta

ONG

15. Association des droits civils, Toronto
16. Association des droits civils, C.B.

Commissions et associations policières

17. Programme des représentants des relations fonctionnelles
18. Association canadienne des policiers
19. Commission des plaintes du public, Saskatchewan

Annexe 4

Lois provinciales régissant les organisme de surveillance de la police

	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Ontario
Loi	*Police Act*, R.S.B.C. 1996	*Police Act*, R.S.A. 2000	The *Police Act*, 1990, S.S. 1990-1991	*Loi sur la Sûreté du Manitoba*, C.P.L.M., *Loi sur les enquêtes relatives à l'application de la loi*	*Loi sur les services policiers*, L.R.O. 1990 Régl. 673/98
Organe de surveillance	Bureau du commissaire aux plaintes contre la police (BCPP)	Équipe d'intervention en cas d'incident grave de l'Alberta (ASIRT)	Commission des plaintes du public	Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi	- Unité des enquêtes spéciales - Commission civile des services policiers de l'Ontario - Bureau du directeur de l'examen indépendant de la police
La loi permet des enquêtes conjointes	Non	Oui 46.1a)	Oui 39(1)d)	Non	Oui[ii] Régl. 673/98 5 et 11(1)
La loi permet de contrôler les enquêtes	Oui 56.1(1); 56.1(2); 56.1(3)	Oui 46.1(2)c)	Oui 39(1)e); 91.1(1) 91.1(2); 91.1(3)	Non	Non
La loi permet d'adresser des enquêtes criminelles à un autre corps policier	Oui 55.1(1); 55.1(2); 55.2(1); 55.2(2); 55.2(3); 56.1(3)	Oui 45(0.1); 45(5); 45(6); 46.1(2)b); 46.2(1); 46.2(2); 46.2(3)	Oui 45(3)d); 91.1(1)	Non	Oui 61(5); 61(6); 71(3); 76(4); 76(5); 78(1);
La loi permet de mener une enquête criminelle indépendante	Non	Oui 46.2(1)	Oui 45(6)	Non	Oui 113

	Quebec	Newfoundland	Nova Scotia	New Brunswick	Yukon
Loi	*Loi sur la police*, L.R.Q.	*Royal Newfoundland Constabulary Act*, 1992	*Police Act*, S.N.S. 2004; *Police Regulations*, N.S.	*Loi sur la police*, L.N.B. 1977	*Auxiliary Police Act* 2002
Organe de surveillance	- Commissaire à la déontologie policière - Comité de déontologie policière	Commission des plaintes du public de la Force constabulaire royale de Terre-Neuve	Commission des plaintes contre la police de la Nouvelle-Écosse	Commission de police du Nouveau-Brunswick	Comité consultatif sur la police auxiliaire
La loi permet des enquêtes conjointes	Non	Non[i]	Non	Non	Non
La loi permet de contrôler les enquêtes	Non	Non	Non	Non	Non
La loi permet d'adresser des enquêtes criminelles à un autre corps policier	Oui 171	Non	Oui 71(3); 73(3); 74(2); Régl. 46(2)	Oui 28.1(1); 28.1(2); 28.1(3); 28.3	Non
La loi permet de mener une enquête criminelle indépendante	Non	Non	Non	Non	Non

i S.N.L.; Royal Newfoundland Constabulary Public Complaints Regulations, C.N.L.R.

ii Dans le cas de l'Unité des enquêtes spéciales, il y a des enquêtes « parallèles »

Annexe 5

Politiques nationales de la GRC jugées pertinentes dans le cadre des plaintes déposées par le président

Arrestation – MO III.2 « Arrestation » et MO 18.1 « Arrestation »

- 13-06-1997
- 13-03-1998; 14-08-1998 ; 18-08-1998
- 18-02-2000; 24-03-2000; 21-07-2000
- 06-12-2001; 20-12-2001
- 14-03-2002; 11-04-2002; 15-05-2002; 12-06-2002; 19-06-2002; 25-09-2002; 30-10-2002
- 01-05-2003; 09-05-2003; 13-06-2003; 06-08-2003
- 30-04-2004; 23-06-2004; 08-09-2004
- 01-06-2005; 09-06-2005; 28-07-2005
- 31-07-2007

Conduite d'un véhicule prioritaire – MO IV11. « Police de la circulation » et MO 5.4 « Conduite d'un véhicule prioritaire (poursuites) »

- 12-06-2002
- 05-03-2003; 06-10-2003
- 18-02-2004
- 16-06-2005
- 16-03-2006; 14-09-2006; 14-11-2006

Garde des prisonniers – MO 19.3 « Garde des prisonniers et de leurs effets personnels »

- 03-05-2007 – en cours

Décès – MO II.10 – « Décès » et MO 41.3 « Décès »

- 26-01-2001; 30-08-2001
- 21-08-2002
- 26-01-2005; 01-04-2005
- 23-05-2007

Décès d'une personne détenue – MO III.3 « Prisonniers et personnes déséquilibrées » et MO 19.5 « Décès d'une personne détenue »

- 02-10-1998
- 28-05-2003; 05-09-2003
- 30-04-2004
- 01-04-2005
- 27-11-2007

Directives en matière d'enquête – MO II.1 « Directives en matière d'enquête »

- 17-05-2001; 07-06-2001; 19-07-2001; 26-07-2001; 30-08-2001
- 25-08-2003; 29-10-2003; 26-11-2003; 31-12-2003
- 11-02-2004
- 07-03-2005
- 10-01-2006 – en cours

Gestion des cas graves – MO 25.3 « Gestion des cas graves »

- 03-05-2007 – en cours

Infractions sexuelles – MO IV.1 « Infractions au *Code criminel* » – Section K « Infractions sexuelles » et MO 2.1 « Infractions sexuelles »

- 30-04-1990; 09-11-1990
- 09-04-1993; 20-09-1993
- 22-08-1996; 26-07-2001
- 21-03-2002
- 15-10-2003
- 21-04-2004; 17-06-2004
- 27-07-2005
- 24-10-2006
- 16-05-2008 – en cours

Plaintes du public – AM XII.2 « Plaintes du public »

- 31-12-2003
- Politique non datée qui est considérée comme la plus récente

Code de déontologie – AM XII.4. « Enquêtes relatives au code de déontologie (partie IV) »

- 15-10-2004 – en cours

Discipline – AM XII.6 « Discipline »

- 20-09-2006 – en cours

Politiques divisionnaires de la GRC jugées pertinentes dans le cadre des plaintes déposées par le président

Division B

Protocole d'entente de l'Integrated Critical Incident Team (Halifax Regional Police et Division « B » de la GRC)

Division D

Directives en matière d'enquête – D MO II.1 « Directives en matière d'enquête »

- 29-05-2004
- 10-03-2005
- 13-12-2006
- Date inconnue

Division E

Arrestation – E MO III-2 « Arrestation » et E MO 18.1 « Arrestations »

- 31-07-1998
- 30-06-2004
- 16-06-2005
- 26-05-2006
- 29-09-2006

Politique de détachement

- 09-10-2001

Décès subit – E MO 41.3 « Décès subit »

- 04-11-2004
- 04-08-2006

Décès d'une personne détenue – E MO III.3 « Prisonniers et personnes déséquilibrées »

- 26-02-2004
- 10-03-2006

Politique de détachement

- 03-03-2003

Directives en matière d'enquête – E MO II.1 « Directives en matière d'enquête »

- 04-09-2003 (E MO II.1.F « Incidents graves »)

Politique de détachement

- 07-12-2004

Infractions sexuelles – E MO IV.1.K « Infractions sexuelles »

- 23-08-2001

Conduite d'un véhicule prioritaire – E MO 5.4 « Conduite d'un véhicule prioritaire (poursuites) »

- 05-02-2004
  (E Bulletin MO 396 « Tactique dangereuse – faire feu sur des véhicules »)
- 17-05-2005

Politique de détachement

- 07-12-2004 (MO II.6 « Soutien spécialisé pour les poursuites dangereuses »)

Reddition de comptes – E MO 4.8 « Reddition de comptes »

- 31-03-2006

Examen par un agent indépendant – E MO 101.3 « Examen par un agent indépendant »

- 18-08-2006

Procédures de reddition de comptes – E MO VI.1
« Procédures de reddition de comptes »
- 30-09-2004

Enquêtes sur les décès subits – Politique de détachement MO II.10
« Enquêtes sur les décès subits »
- 01-04-1998

Section des crimes graves – Politique de détachement MO II.6
« Section des crimes graves »
- 04-01-2005

Plaintes du public – E AM XII.2 « Plaintes du public »
- 16-02-1998
- 05-09-2000
- 08-01-2004

Code de déontologie – E AM XII.4
« Enquêtes relatives au code de déontologie (partie IV) »
- 16-03-1999
- 20-01-2004

Discipline – E AM XII.6 « Discipline »
- 25-11-1996
- 30-05-2005

Division F

Directives en matière d'enquête – F MO II.1
« Directives en matière d'enquête »
- 03-04-2006 (F MO II.1.G « Incident grave ou cas d'intérêt »)
- 26-10-2006

Infractions sexuelles – « Infractions sexuelles »
- 16-03-2000

Décès – F MO II.10 « Décès » et F MO 41.3 « Décès »
- jour inconnu-03-2001
- 12-12-2006

Division G

Directives en matière d'enquête – G MO II.1 « Directives en matière d'enquête »

- 15-04-2002

Membre impliqué dans un cas de blessures graves ou de décès – G MO App II-1-2 « Membre impliqué dans un cas de blessures graves ou de décès »

- Date inconnue

Division K

Agression sexuelle – K MO IV.1 « Agression sexuelle »

- 11-08-2005

Enquêtes obligatoires – « 2. Partie VII – Enquêtes obligatoires »

- 26-08-2003

Division V

Décès d'une personne détenue – Division V « Décès d'une personne détenue »

- Date inconnue

Notes et politiques concernant les cellules de détachement – Politique de détachement « Mises à jour des politiques et des notes concernant les salles de détention »

- 26-05-2006 (date de la politique MO 19.3 jointe « Garde des prisonniers et de leurs effets personnels »)

Autre division

Protocole d'entente de l'Integrated Critical Incident Team (Halifax Regional Police et Division « H » de la GRC)

Agression sexuelle – « Directive en matière d'enquêtes sur les agressions sexuelles »

- Directive, date inconnue

Annexe 6

Commission des
plaintes du public contre la
Gendarmerie royale du Canada

Commission for
Public Complaints Against the
Royal Canadian Mounted Police

ÉBAUCHE DE LA LOI TYPE

Loi portant création du Conseil de révision des activités d'application de la loi de régime fédéral et modifiant d'autres lois en conséquence

Titre abrégé
1 *Loi sur le Conseil de révision des activités d'application de la loi de régime fédéral.*

PRINCIPES

Principes
2 La réalisation de l'objet de la présente loi repose sur les principes suivants :

a) maintenir la confiance du public envers les services de police constitue une valeur essentielle à protéger dans notre système démocratique;

b) les recommandations d'un conseil indépendant de révision contribuent à la gestion bonne et efficace des services de police;

c) les Canadiens doivent pouvoir se plaindre des écarts de conduite inacceptables imputables aux agents d'application de la loi devant un organisme impartial qui tranchera leurs plaintes d'une façon équitable;

d) les agents d'application de la loi dont la conduite est visée par une plainte doivent avoir le droit d'être entendus par un organisme impartial;

e) la mise en oeuvre des recommandations qui découlent de la constatation du bien-fondé d'une plainte doit être prioritaire;

f) tout organisme de révision doit avoir le pouvoir de lancer des études générales portant sur les activités, les ressources et les procédures des services de police, et de formuler des recommandations en vue de leur amélioration.

building Confidence in Policing for Citizens
accroître la confiance envers la police pour le public
CPC CPP
www.cpc-cpp.gc.ca
1 800 665 6878

DÉFINITIONS

Définitions
3(1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« *agent d'application de la loi* » Membre d'une catégorie d'agents d'application de la loi mentionnée à l'annexe 1 et toute autre personne placée sous son autorité ou sa direction. ("law enforcement officer")

« *commissaire* » Le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada, nommé en vertu de l'article 5 de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada. ("Commissioner")

« *conseil* » Le Conseil de révision des activités d'application de la loi de régime fédéral constitué par l'article 5. ("board")

« *ministre* » Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi. ("minister")

Modification de l'annexe 1
3(2) Pour l'application de la présente loi, le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l'annexe 1 par adjonction ou suppression de la désignation d'une catégorie d'agents de la paix, au sens du *Code criminel*, ou d'un groupe de membres d'une telle catégorie.

MISSION

Mission du conseil
4 Le conseil est chargé d'assurer une meilleure responsabilité des activités policières des agents d'application de la loi de compétence fédérale par un régime accessible et impartial d'évaluation des plaintes et par ses recommandations découlant des enquêtes, des révisions, des investigations, des contrôles et des audiences.

CONSTITUTION DU CONSEIL

Constitution du conseil
5(1) Est constitué le Conseil de révision des activités d'application de la loi de régime fédéral composé d'un président, d'un vice-président et de trois autres membres, nommés par décret.

Représentation régionale
5(2) Le gouverneur en conseil procède aux nominations des membres du conseil avec le souci d'assurer, dans toute la mesure du possible, une bonne représentation des régions.

Temps plein ou temps partiel
5(3) Le président et le vice-président sont nommés à temps plein; les autres membres peuvent l'être à temps plein ou à temps partiel.

Mandat
5(4) Les membres du conseil sont nommés, à titre inamovible, pour un mandat maximal de cinq ans, sous réserve de révocation par décret pour motif valable.

Mandat renouvelable
5(5) Le mandat des membres du conseil est renouvelable.

Inadmissibilité
6(1) Les personnes qui sont ou ont été agents d'application de la loi ne peuvent être membres du conseil.

Traitement des membres à temps plein
6(2) Les membres à temps plein reçoivent, pour leur participation aux travaux du conseil, le traitement fixé par décret.

Honoraires des membres à temps partiel
6(3) Les membres à temps partiel reçoivent, pour leur participation aux travaux du conseil, les honoraires fixés par décret.

Indemnités
6(4) Les membres du conseil ont droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement, hors de leur lieu ordinaire de résidence, de leurs fonctions.

Avantages sociaux des membres à temps plein
6(5) Les membres à temps plein sont réputés faire partie de la fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de l'administration publique fédérale pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique.*

Conditions de sécurité
7 Les membres et les employés du conseil, de même que les personnes qui agissent en son nom se conforment aux conditions de sécurité applicables, sous le régime de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, aux membres de la gendarmerie, au sens de cette loi ou, sous le régime d'une autre loi fédérale, aux agents d'application de la loi, et prêtent le serment de secret mentionné à l'annexe 2.

Président
8(1) Le président du conseil en est le premier dirigeant; il en assure la direction et contrôle la gestion de son personnel.

Absence ou empêchement
8(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le vice-président assure l'intérim.

Exercice des attributions
9(1) Toutes les attributions du conseil sont exercées par le président.

Délégation
9(2) Le président peut déléguer ses pouvoirs, obligations ou fonctions à un membre, à un dirigeant, à un employé du conseil ou à une personne visée au paragraphe 10(3) (Assistance contractuelle), sous réserve des conditions qu'il énonce dans l'acte de délégation et à la condition que les audiences du conseil soient présidées par une formation dont fait partie au moins un membre à temps complet.

Siège
10(1) Le siège du conseil est fixé, au Canada, au lieu désigné par décret.

Personnel
10(2) Le personnel nécessaire à l'exécution des travaux du conseil est nommé conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Assistance contractuelle
10(3) Le conseil peut, avec l'approbation du Conseil du Trésor:

a) engager, à titre temporaire, des experts compétents dans des domaines relevant de son champ d'activité pour l'assister dans l'exercice de ses attributions;

b) fixer et payer leur rémunération et leurs frais.

Fonctions du conseil
11 Le conseil exerce les fonctions qui lui sont conférées par la présente loi et toute autre loi fédérale; il peut également exercer toute autre activité connexe qu'autorise le gouverneur en conseil.

Fonctions du président
12 Le président exerce les fonctions qui lui sont conférées par la présente loi et par toute autre loi fédérale.

PLAINTES

Plaintes concernant la conduite d'un agent
13(1) Sous réserve du paragraphe (2), toute personne qui désire se plaindre de la conduite, dans l'exercice des fonctions que lui confèrent la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* ou la *Loi sur le programme de protection des témoins*, d'une personne qui est - ou qui était, au moment de la conduite reprochée - un agent d'application de la loi, peut présenter une plainte à l'une des institutions ou personnes suivantes :

a) le conseil;

b) un membre de la Gendarmerie royale du Canada ou une personne nommée ou employée sous le régime de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada;*

c) l'autorité provinciale, dans la province d'origine du sujet de la plainte, compétente pour recevoir des plaintes visant les services de police et faire enquête.

Intérêt du plaignant
13(2) Une personne ne peut présenter une plainte que si elle satisfait à l'une des conditions suivantes :

a) elle a été personnellement visée par la conduite à l'origine de la plainte;

b) elle a été témoin de la conduite à l'origine de la plainte;

c) elle possède, de l'avis du conseil, un intérêt direct et réel pour présenter la plainte;

d) elle a été autorisée expressément par une personne visée à l'un des alinéas a) à c) à présenter une plainte au nom de cette personne.

Prescription
13(3) Les plaintes visées au présent article sont à présenter dans l'année qui suit les événements qui sont à leur origine ou avant l'expiration de tout délai supérieur autorisé par le conseil.

Plaintes écrites
13(4) Les plaintes sont présentées par écrit, en conformité avec les règlements; elle sont rédigées par le plaignant lui- même ou, sur ses instructions, par la personne qui les reçoit.

Avis au conseil
14(1) Sauf dans le cas où la plainte est directement présentée au conseil, la personne ou l'institution qui la reçoit informe sans délai le conseil du dépôt de la plainte, en conformité avec les règlements.

Avis au commissaire
14(2) Sauf si la plainte a été directement présentée à un membre de la Gendarmerie royale du Canada, le conseil informe le commissaire du dépôt de la plainte; celui-ci fait alors enquête en conformité avec la présente loi et les règlements.

Avis à l'agent
14(3) Dès qu'il est avisé du dépôt d'une plainte, le commissaire, avise la personne dont la conduite fait l'objet de la plainte de la teneur de celle-ci.

Plainte concernant les politiques et les procédures
15(1) Toute personne qui désire se plaindre du caractère insuffisant ou inadéquat des politiques, des procédures, des orientations, de la capacité à répondre aux besoins ou de fournir un service, ou des programmes de formation du service d'application de la loi dont font partie des agents d'application de la loi peut présenter une plainte à l'une des institutions ou personnes suivantes :

a) le conseil;

b) un membre de la Gendarmerie royale du Canada ou une personne nommée ou employée sous le régime de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*;

c) l'autorité provinciale, dans la province d'origine du sujet de plainte, compétente pour recevoir des plaintes visant les services de police et faire enquête.

Plaintes écrites
15(2) Les plaintes sont présentées par écrit, en conformité avec les règlements; elles sont rédigées par le plaignant lui- même ou, sur ses instructions, par la personne qui les reçoit.

Avis au conseil
15(3) Sauf dans le cas où la plainte est directement présentée au conseil, la personne ou l'institution qui la reçoit informe sans délai le conseil du dépôt de la plainte, en conformité avec les règlements.

Avis au commissaire
15(4) Sauf si la plainte a été directement présentée à un membre de la Gendarmerie royale du Canada, le conseil informe le commissaire du dépôt de la plainte.

Responsabilité du conseil
15(5) Le conseil fait enquête, en conformité avec la présente loi, sur les plaintes présentée en vertu du présent article.

Pouvoir de rejeter la plainte
16 Le conseil peut rejeter une plainte, refuser qu'elle fasse l'objet d'une enquête ou ordonner de mettre fin à une enquête déjà commencée si, à son avis :

a) il est préférable de recourir, au moins initialement, à une procédure prévue par une autre loi fédérale;

b) le plaignant ne possède pas un intérêt direct et réel pour présenter une plainte, ni n'a été autorisé en conformité ave l'alinéa 13(2)d);

c) la plainte est futile ou vexatoire ou est entachée de mauvaise foi;

d) compte tenu des circonstances, il n'est pas nécessaire ou raisonnablement praticable de procéder à une enquête ou de poursuivre l'enquête déjà commencée.

Pouvoir de fusionner des plaintes
17(1) Le conseil peut fusionner plusieurs plaintes s'il estime que cette décision permettrait de les régler d'une façon plus efficace.

Avis aux plaignants
17(2) Le conseil informe sans délai les plaignants dont les plaintes ont été fusionnées entre elles ou avec une enquête ou une révision.

Règlement à l'amiable
18(1) Sous réserve du paragraphe (2) et des règlements, le conseil de même que le commissaire sont tenus de considérer si une plainte visant la conduite d'un agent d'application de la loi peut faire l'objet d'un règlement à l'amiable; le cas échéant et, si le plaignant et la personne dont la conduite fait l'objet de la plainte y consentent, ils tentent, avant qu'une enquête ne soit commencée, d'en arriver à un tel règlement.

Cas d'application du règlement à l'amiable
18(2) Une plainte ne peut faire l'objet d'un règlement à l'amiable que si la conduite reprochée était sans gravité ou fait partie d'une catégorie désignée par règlement.

Règlement à l'amiable au cours des procédures
18(3) Sous réserve du paragraphe (2) et des règlements, le conseil de même que le commissaire peuvent toujours tenter d'en arriver à un règlement à l'amiable au cours d'une enquête, d'une révision, d'investigations ou d'une audience.

Renseignements à conserver
19(1) Lors d'un règlement à l'amiable, les renseignements qui suivent sont conservés par le conseil ou lui sont transmis sans délai par le commissaire, en conformité avec les règlements :

a) un résumé des faits ayant donné lieu à la plainte;

b) le nom de la personne qui a procédé au règlement à l'amiable;

c) la teneur du règlement;

d) le consentement au règlement de la plainte, signé par le plaignant et par la personne dont la conduite fait l'objet de la plainte.

Signification aux parties
19(2) La personne qui a procédé au règlement à l'amiable fait parvenir une copie du consentement au règlement de la plainte au plaignant et à la personne dont la conduite fait l'objet de la plainte.

Examen par le conseil
19(3) Le conseil peut, avant l'expiration d'un délai de 30 jours suivant la réception des documents que le commissaire lui fait parvenir en conformité avec le paragraphe (1), demander des renseignements supplémentaires au commissaire.

Mesures ordonnées par le conseil
19(4) Après avoir reçu les renseignements supplémentaires demandés, le conseil peut :

(a) ordonner la prise de mesures spécifiques;

(b) faire enquête sur la plainte;

(c) confirmer le règlement de la plainte.

Absence de règlement à l'amiable
20(1) En l'absence d'un règlement à l'amiable initial, le commissaire en informe le plaignant, la personne dont la conduite a donné lieu à la plainte et le conseil.

Enquête
20(2) En l'absence d'un règlement à l'amiable initial, le commissaire fait enquête sur la plainte en conformité avec la présente loi, les règlements et les règles qu'il a prises en vertu de l'article 23 (Règles de la GRC).

Pouvoir de surveillance
21(1) Le conseil peut surveiller le déroulement de toute forme d'enquête qui porte sur la conduite d'un agent d'application de la loi.

Renvoi des enquêtes criminelles à un autre service de police
21(2) Le commissaire avise le conseil dès qu'une enquête criminelle qui porte sur la conduite d'un agent d'application de la loi est commencée et, si le conseil le lui demande, la renvoie à un service de police canadien autre que la Gendarmerie royale du Canada pour qu'elle se poursuive en conformité avec les règlements.

Droit de refuser ou de clore une enquête
22(1) Le commissaire peut refuser qu'une plainte présentée en vertu de l'article 13 fasse l'objet d'une enquête ou ordonner de mettre fin à une enquête déjà commencée si, à son avis:

a) il est préférable de recourir, au moins initialement, à une procédure prévue par une autre loi fédérale, à l'exception de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada;*

b) la plainte est futile ou vexatoire ou est entachée de mauvaise foi;

c) compte tenu des circonstances, il n'est pas nécessaire ou raisonnablement praticable de procéder à une enquête ou de poursuivre l'enquête déjà commencée.

Avis aux parties
22(2) Le commissaire, s'il rend une décision conformément au paragraphe (1), transmet un avis de la décision et de ses motifs :

a) au plaignant;

b) à la personne dont la conduite fait l'objet de la plainte ;

c) au conseil.

Renseignement supplémentaire à fournir au plaignant
22(3) Le commissaire informe également le plaignant de son droit, en cas de désaccord, de renvoyer sa plainte devant le conseil, avant l'expiration d'un délai de 60 jours suivant la réception de l'avis, pour révision.

Règles de la GRC
23 Sous réserve de l'approbation du conseil, le commissaire peut prendre des règles sur la procédure à suivre par la Gendarmerie royale du Canada lors des enquêtes qu'elle mène et des autres mesures qu'elle prend à l'égard des plaintes présentées en vertu de l'article 13 (Plainte concernant la conduite d'un agent).

Rapports provisoires
24 Au plus tard 45 jours après avoir reçu une plainte en conformité avec l'alinéa 13(1)b) ou avoir reçu l'avis mentionné au paragraphe 14(2) et, par la suite, tous les mois pendant la durée de l'enquête, le commissaire avise le conseil, le plaignant et la personne dont la conduite fait l'objet de la plainte, de l'état d'avancement de l'enquête.

Rapport définitif
25 Au terme de l'enquête, le commissaire transmet au conseil, au plaignant et à la personne dont la conduite fait l'objet de la plainte un rapport comportant les éléments suivants:

a) un résumé de la plainte;

b) les résultats de l'enquête;

c) un résumé des mesures prises ou projetées pour régler la plainte;

d) s'il s'agit d'une plainte concernant la conduite d'un agent d'application de loi, la mention du droit du plaignant, en cas de désaccord sur le règlement de la plainte par le commissaire, de renvoyer, dans les 60 jours qui suivent la réception du rapport, la plainte devant le conseil pour révision.

Renvoi au conseil
26(1) Le plaignant qui n'est pas d'accord avec la façon dont sa plainte a été réglée par le commissaire ou qui conteste la décision du commissaire rendue en vertu du paragraphe 22(1) (Droit de refuser ou de clore une enquête) peut, avant l'expiration d'un délai de 60 jours suivant celui où il reçoit le rapport ou est informé de la décision ou avant celle de tout délai supérieur autorisé par le conseil, renvoyer sa plainte devant celui-ci pour révision.

Renvois écrits
26(2) Les renvois sont présentés par écrit, en conformité avec les règlements; ils sont rédigés par le plaignant lui-même ou, sur ses instructions, par la personne qui les reçoit.

Accusé de réception
26(3) Le conseil accuse réception du renvoi et en fait parvenir une copie au commissaire.

Remise des documents
26(4) Sous réserve de l'article 35 (Accès aux renseignements), le commissaire remet tous les documents et toutes les pièces sous sa responsabilité qui sont liées à la plainte ainsi que toutes les pièces supplémentaires pertinentes que le conseil lui demande.

Révision par le conseil
27(1) Sous réserve des articles 16 (Pouvoir de rejeter la plainte) et 17 (Pouvoir de fusionner des plaintes), le conseil révise les plaintes qui lui sont renvoyées en vertu du paragraphe 26(1) (Renvoi au conseil).

Accord du conseil
27(2) Si, après révision, il est d'accord avec la façon dont le commissaire a réglé la plainte ou avec la décision qu'il a rendue, le conseil :

a) fait parvenir au ministre et au commissaire un rapport de révision, accompagné de ses conclusions; il peut également y joindre les recommandations qu'il juge indiquées;

b) fait parvenir un rapport du résultat de la révision au plaignant et à la personne dont la conduite fait l'objet de la plainte, et joint à ce rapport celles des conclusions et des recommandations visées à l'alinéa a) qu'il juge indiquées.

Copie aux autorités provinciales
27(3) Dans les cas où le rapport de révision porte sur des événements liés à des activités policières dans une province, le conseil peut en faire rapport aux autorités provinciales responsables des services de police dans la province et joindre à ce rapport le résultat de la révision et celles des conclusions et recommandations visées au paragraphe (2) qu'il juge indiquées.

Désaccord du conseil
27(4) Si, après révision, il n'est pas d'accord avec la façon dont le commissaire a réglé la plainte ou avec la décision qu'il a rendue, ou s'il juge qu'une enquête plus approfondie est nécessaire, le conseil peut alors prendre toutes ou une partie des mesures suivantes :

a) faire parvenir un rapport au ministre et au commissaire;

b) demander au commissaire de procéder à une enquête plus approfondie sur la plainte;

c) procéder lui-même aux investigations qu'il estime nécessaires dans les circonstances;

d) mener une enquête plus approfondie sur la plainte;

e) tenir une audience sur la plainte.

Rôle du commissaire
27(5) Le commissaire procède sans délai à l'enquête que le conseil lui demande de mener en vertu de l'alinéa 27(4)b).

Conclusions et recommandations
27(6) Après toute enquête, investigations ou audience visées au paragraphe 27(4), le conseil :

a) fait parvenir un rapport de révision, accompagné de ses conclusions, au ministre et au commissaire ; il peut également y joindre les recommandations qu'il juge indiquées;

b) fait parvenir un rapport du résultat de la révision au plaignant et à la personne dont la conduite fait l'objet de la plainte et joint à ce rapport celles des conclusions et des recommandations visées à l'alinéa a) qu'il juge indiquées.

Copie aux autorités provinciales
27(7) Dans les cas où le rapport de révision porte sur des événements liés à des activités policières dans une province, le conseil peut en faire rapport aux autorités provinciales responsables des services de police dans la province et joindre à ce rapport le résultat de la révision et celles des conclusions et recommandations visées au paragraphe (6) qu'il juge indiquées.

INVESTIGATIONS ET CONTRÔLES

Investigations du conseil sur des incidents précis
28(1) À la demande du ministre ou s'il juge qu'il existe des motifs raisonnables de le faire, le conseil peut procéder à des investigations portant sur la conduite, dans l'exercice des fonctions que lui confèrent la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* ou la *Loi sur le programme de protection des témoins*, d'une personne qui est - ou qui était, au moment de la conduite reprochée - un agent d'application de la loi, que la conduite en question ait ou non fait l'objet d'une plainte présentée en vertu de l'article 13 (Plaintes concernant la conduite d'un agent).

Investigations du conseil concernant les politiques
28(2) À la demande du ministre ou s'il juge qu'il existe des motifs raisonnables de le faire, le conseil peut procéder à des investigations portant sur le caractère insuffisant ou inadéquat des politiques, des procédures, des orientations, de la capacité à répondre aux besoins ou de fournir un service, ou des programmes de formation du service d'application de la loi dont font partie des agents d'application de la loi, que l'objet des investigations soit ou non visé par une plainte présentée en vertu de l'article 15 (Plainte concernant les politiques et les procédures)

Contrôles
29 Le conseil peut contrôler la mise en oeuvre des mesures que le commissaire s'est engagé à prendre à la suite d'un règlement à l'amiable, d'une recommandation du conseil ou d'un rapport définitif de règlement d'une plainte.

Fusion
30 La plainte présentée en vertu de l'article 13 (Plainte concernant la conduite d'un agent) ou de l'article 15 (Plainte concernant les politiques et les procédures) est fusionnée avec les investigations qu'entreprend le conseil en vertu de l'article 28 ou le contrôle auquel il procède en vertu de l'article 29, dans la mesure où elles ont le même objet.

Conclusions et recommandations
31(1) Après toute investigation ou contrôle, le conseil fait parvenir au ministre et au commissaire un rapport, accompagné de ses conclusions; il peut également y joindre les recommandations qu'il juge indiquées.

Rapport aux autres intéressés
31(2) Au même moment ou après avoir remis son rapport en conformité avec le paragraphe (1), le conseil peut envoyer un rapport du résultat de ses investigations ou de son contrôle à la personne dont la conduite faisait l'objet de la plainte qui a été fusionnée avec les investigations ou le contrôle, de même qu'au plaignant; il peut joindre à ce rapport celles des conclusions et des recommandations visées à ce paragraphe qu'il juge indiquées

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Pouvoirs du conseil
32(1) Dans l'exercice des pouvoirs et fonctions que lui confèrent la présente loi ou toute autre loi fédérale, le conseil a le pouvoir :

a) d'assigner et de contraindre des témoins à comparaître devant lui, à déposer verbalement ou par écrit sous serment et à produire les pièces qu'il juge indispensables pour instruire et examiner à fond les questions dont il est saisi, de la même façon et dans la même mesure qu'une cour supérieure d'archives;

b) de faire prêter serment;

c) de recevoir des éléments de preuve ou des informations par déclaration verbale ou écrite sous serment ou par tout autre moyen qu'il estime indiqué, indépendamment de leur admissibilité devant les tribunaux.

d) de pénétrer dans les lieux occupés par le service d'application de la loi d'application de la loi dont font partie des agents d'application de la loi, à condition de satisfaire aux normes de sécurité établies pour ces lieux;

e) de s'entretenir en privé avec toute personne se trouvant dans les lieux visés à l'alinéa d) et d'y mener, dans le cadre de ses compétences, les enquêtes qu'il estime nécessaires;

f) d'examiner ou de se faire remettre des copies ou des extraits des livres ou autres documents contenant des éléments qu'il juge utiles et trouvés dans les lieux visés à l'alinéa d);

g) de faire et de conserver des copies de tous les documents qui viennent en sa possession dans le cadre d'une enquête, d'une révision, d'investigations, d'un contrôle ou d'une audience.

Frais des témoins
32(2) Les témoins assignés à comparaître devant le conseil en vertu du présent article peuvent recevoir, si le conseil le juge indiqué, les frais et indemnités accordés aux témoins assignés devant la Cour fédérale.

Retour des documents
32(3) Les personnes qui produisent des pièces demandées en vertu du présent article peuvent exiger du conseil qu'il leur renvoie ces pièces dans les dix jours suivant la requête qu'elles lui présentent à cette fin, mais rien n'empêche le conseil d'en réclamer une nouvelle production.

Audience
33(1) Dès qu'il a ordonné la tenue d'une audience en vertu du paragraphe 27(4) (Désaccord du conseil), le conseil signifie un avis en précisant la date, l'heure et le lieu à la personne dont la conduite fait l'objet de la plainte et au plaignant.

Situation de l'intéressé
33(2) Lorsque le destinataire de l'avis souhaite comparaître devant lui, le conseil fixe la date, l'heure et le lieu de l'audience en tenant compte de la situation de l'intéressé.

Droits des intéressés
34(1) Le conseil peut accorder toute latitude de présenter des éléments de preuve à l'audience, d'y contre-interroger les témoins et d'y faire des observations, en personne ou par l'intermédiaire d'un avocat, au plaignant et la personne dont la conduite fait l'objet de la plainte, ainsi qu'à toute autre personne qui le convainc qu'elle a un intérêt direct et réel dans l'audience.

Droit de présenter des observations écrites
34(2) Le conseil peut autoriser une personne à lui présenter des observations écrites pendant une audience ou une fois qu'elle est terminée.

Audiences publiques et huis clos
34(3) Les audiences sont publiques; toutefois, le conseil peut ordonner le huis clos pour toute l'audience ou pour une partie s'il est d'avis que des renseignements sensibles, au sens du paragraphe 35(7), risquent de lui être alors communiqués.

Accès aux informations
35(1) Par dérogation à toute autre loi fédérale ou toute immunité reconnue par le droit de la preuve, mais sous réserve du paragraphe (2), le conseil :

a) est autorisé à avoir accès aux informations qui se rattachent à l'exercice de ses fonctions et qui relèvent d'un ministère, au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et à recevoir de l'administrateur général du ministère les informations, rapports et explications dont il juge avoir besoin dans cet exercice;

b) au cours des enquêtes, des révisions, des investigations, des contrôles et des audiences, est autorisé à avoir accès aux informations qui s'y rapportent et qui relèvent de l'administrateur général d'un ministère.

Aucune restriction
35(2) À l'exception des renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada visés par le paragraphe 39(1) de la *Loi sur la preuve au Canada*, aucune des informations visées au paragraphe (2) ne peut, pour quelque motif que ce soit, être refusée au conseil.

Absence de renonciation
35(3) La transmission d'un renseignement sous le régime de la présente loi au conseil ne constitue pas en soi une renonciation à la protection dont peut faire l'objet le renseignement.

Observations de l'administrateur général
35(4) L'administrateur général d'un ministère peut identifier, parmi l'information qu'il communique au conseil, les documents, dossiers ou autres éléments qui constituent des renseignements sensibles qui devraient être protégés.

Demande de l'administrateur général
35(5) Au cours d'une audience, l'administrateur général d'un ministère peut demander le huis clos pour lui permettre d'indiquer quels sont les documents, dossiers ou autres éléments qui constituent selon lui des renseignements sensibles.

Protection des renseignements sensibles
35(6) Dans tout rapport qu'il est tenu de produire sous le régime de la présente loi ou d'une autre loi fédérale, le conseil consulte l'administrateur général compétent pour protéger les renseignements sensibles que cet administrateur lui a communiqués.

Renseignements sensibles
35(7) Pour l'application du présent article, « renseignements sensibles » s'entend:

a) des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de porter préjudice à la défense du Canada ou d'États alliés ou associés avec le Canada ou à la détection, à la prévention ou à la répression d'activités hostiles ou subversives;

b) des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de porter préjudice à l'administration de la justice ou pourrait nuire à une enquête, en cours ou éventuelle.

Caractère définitif des conclusions
36(1) Les conclusions du conseil sont définitives et lient le commissaire; sous réserve du contrôle judiciaire prévu par la *Loi sur les Cours fédérales*, elles ne sont pas susceptibles d'appel ou de révision en justice.

Rôle du commissaire après avoir reçu un rapport
36(2) Après avoir reçu un rapport de révision en conformité avec le paragraphe 27(6) (Conclusions et recommandations) ou un rapport d'investigations ou de contrôle en vertu du paragraphe 31(1) (Conclusions et recommandations), le commissaire prend acte des conclusions du conseil et avise le ministre et le conseil des mesures qui ont été ou qui seront prises pour donner suite aux recommandations du conseil.

Motifs
36(3) S'il décide de ne pas donner suite à une recommandation du conseil, ou d'y donner suite d'une façon substantiellement différente, le commissaire motive cette décision dans l'avis.

Protection des renseignements confidentiels et sensibles
36(4) Lorsqu'elle est saisie d'une demande présentée en vertu du paragraphe (1), la Cour fédérale prend les mesures nécessaires à la protection des renseignements au dossier marqués comme étant confidentiels ou sensibles.

POUVOIRS ADDITIONNELS

Enquêtes conjointes
37 Le conseil peut tenir des enquêtes, des révisions, des investigations, des contrôles ou des audiences conjointes avec tout autre organisme canadien dont les attributions sont semblables aux siennes.

Partage d'information
38 Le conseil peut partager l'information qu'il possède avec d'autres institutions fédérales et d'autres personnes et institutions canadiennes dont la mission est semblable à la sienne - et peut recevoir de l'information de ces institutions et personnes - dans les cas où il est d'avis que l'information en cause est de nature à l'aider, ou à les aider, dans la poursuite de leur mission.

Programmes de recherche et d'information
39 Le conseil peut, seul ou en collaboration avec d'autres organismes canadiens ou étrangers, mettre en oeuvre des programmes d'information et d'éducation populaire visant à mieux faire connaître sa mission et ses activités à la population et entreprendre des activités de recherches dans les domaines liés à ses attributions.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Immunité des membres et du personnel du conseil
40 Les membres du conseil et les personnes qui agissent en son nom ou sous son autorité bénéficient de l'immunité en matière civile ou pénale pour les actes accomplis, les rapports ou comptes rendus établis et les paroles prononcées de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs et fonctions du conseil.

Immunité judiciaire
41 Tous bénéficient de l'immunité en matière civile, pénale ou administrative pour les actes accomplis et les paroles prononcées dans le cadre des procédures devant le conseil.

Documents écrits
42(1) Les avis, rapports et accusés de réception prévus par la présente loi sont à remettre par écrit.

Signification des documents
42(2) Les documents à transmettre à une personne dans le cadre de la présente loi sont soit signifiés à personne, soit envoyés par service de courrier recommandé ou certifié, de même que par tout autre service de messagerie fournissant une preuve de livraison.

Non-application de l'obligation d'informer
43 L'obligation prévue par la présente loi de remettre un avis ou tout autre renseignement à la personne dont la conduite fait l'objet d'une plainte ou à toute autre personne ne s'applique pas dans les cas où, de l'avis du conseil, après avoir consulté le commissaire ou à sa demande, cette remise pourrait nuire à une enquête, en cours ou éventuelle, sous le régime d'une loi fédérale.

RÈGLES DE PREUVE

Capacité du témoin
44 L'article 16 de la *Loi sur la preuve au Canada* s'applique aux procédures devant le conseil comme s'il s'agissait d'une procédure judiciaire et comme si le conseil était un juge, un juge de paix ou autre président de séance.

Obligation de répondre
45(1) Au cours d'une enquête, d'une révision, d'investigations, d'un contrôle ou d'une audience tenus sous le régime de la présente loi, une personne n'est pas dispensée de répondre aux questions portant sur l'objet des procédures lorsque le conseil l'exige, au motif que sa réponse peut l'incriminer ou l'exposer à des poursuites ou à une peine.

Irrecevabilité des réponses
45(2) Les réponses ou déclarations faites à la suite des questions visées au paragraphe (1) ne peuvent être utilisées ni ne sont recevables dans des poursuites civiles, criminelles ou administratives, à l'exception des poursuites intentées en vertu des articles 132 (Parjure) ou 136 (Témoignages contradictoires) du *Code criminel*.

Irrecevabilité de certains éléments de preuve
46 Aucun élément de preuve portant que des procédures ont été engagées sous le régime de la présente loi et mettent en cause un agent d'application de la loi ne peuvent être utilisés ni ne sont recevables dans des poursuites civiles, criminelles ou administratives, à l'exception des poursuites intentées en vertu des articles 132 (Parjure) ou 136 (Témoignages contradictoires) du *Code criminel.*

Irrecevabilité des rapports
47 Les rapports et les conclusions du conseil ne peuvent être utilisés ni ne sont recevables dans des poursuites civiles, criminelles ou administratives.

Règlements
48(1) Le conseil peut prendre des règlements concernant l'exercice de ses pouvoirs et fonctions; il peut notamment par règlement :

a) préciser la façon de régler les plaintes présentées en vertu de la présente loi;

b) déterminer, pour l'application de l'article 18 (Règlement à l'amiable), les catégories de plaintes qui peuvent faire l'objet d'un règlement à l'amiable;

c) déterminer la procédure à suivre lors d'une enquête sur une plainte et d'une révision du règlement d'une plainte et prescrire quels documents et dossiers doivent être conservés à chaque étape des procédures;

d) déterminer la procédure à suivre lors de toute autre forme d'enquête portant sur la conduite d'un agent d'application de la loi;

e) déterminer d'une façon générale la procédure applicable au règlement des questions dont il est saisi, notamment les règles de pratique et de procédure et les règles de sécurité applicables aux enquêtes, aux révisions, aux investigations, aux contrôles et aux audiences visés par la présente loi.

Incompatibilité
48(2) Les règlements pris en vertu du présent article l'emportent sur les dispositions incompatibles des règles prises en vertu de l'article 23 (Règles de la GRC) et des règles et règlements pris en vertu de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada.*

QUESTIONS ADMINISTRATIVES

Rapport annuel
49(1) Le conseil présente au ministre, dans les trois premiers mois de chaque année civile, le rapport d'activités du conseil pour l'année précédente et y joint ses recommandations, le cas échéant.

Dépôt devant les chambres
49(2) Le ministre fait déposer le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les 15 premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Rapports spéciaux
50 Le conseil peut, de sa propre initiative ou à la demande du ministre, remettre au ministre un rapport spécial sur toute question qui relève de sa compétence.

Examen quinquennal de l'application de la loi
51(1) Au cours de la cinquième année qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi et tous les cinq ans par la suite, le ministre effectue un examen des dispositions de la présente loi et de son application.

Dépôt du rapport
51(2) Le ministre fait déposer un rapport de l'examen devant chaque chambre du Parlement dans les 15 jours de séance de celle-ci suivant l'établissement du rapport.

INFRACTIONS

Comparution des témoins
52 Commet une infraction punissable par procédure sommaire quiconque :

a) étant régulièrement convoqué comme témoin dans des procédures sous le régime de la présente loi, ne se présente pas;

b) comparaissant comme témoin dans des procédures sous le régime de la présente loi, refuse :

(i) de prêter serment ou de faire une affirmation solennelle,

(ii) de produire un document ou une pièce sous sa responsabilité,

(iii) de répondre à une question;

c) dans des procédures sous le régime de la présente loi, profère des propos insultants ou menaçants ou fait obstruction d'une manière ou d'une autre.

Intimidation
53 Commet une infraction punissable par procédure sommaire quiconque harcèle ou intimide une personne relativement à une plainte présentée sous le régime de la présente loi ou tente de le faire.

Entrave et fausses déclarations
54 Commet une infraction punissable par procédure sommaire quiconque entrave volontairement l'action d'une personne qui exerce des fonctions que lui confère la présente loi ou lui fait sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse.

Destruction, falsification, etc.
55 Commet une infraction punissable par procédure sommaire quiconque, sachant qu'un document ou une chose sera vraisemblablement utile dans le cadre d'une enquête sous le régime de la présente loi :

a) détruit, tronque ou modifie le document ou la chose;

b) falsifie le document ou fait un faux document;

c) cache le document ou la chose;

d) ordonne, propose ou conseille à une personne de commettre un acte visé à l'un des alinéas a) à c), ou l'amène de quelque façon à le faire.

Peine
56 Les personnes déclarées coupables d'une infraction à la présente loi sont passibles d'une amende maximale de 5 000 $ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

Prescription
57 Les poursuites pour infraction à la présente loi se prescrivent par deux ans à compter de leur perpétration.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ABROGATIONS ET MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Plaintes en instance
58 Les plaintes présentées à la Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada en vertu de la partie VII de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif à l'entrée en vigueur de la présente loi sont traitées par le conseil en conformité avec les dispositions de la présente loi.

Application de la présente loi
59 Le conseil peut recevoir une plainte et procéder à une enquête, une révision, des investigations, un contrôle ou une audience relativement à des événements survenus avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Dispositions transitoires : président, vice-président et personnel
60 *[Les dispositions habituelles visant le maintien en fonctions du président et du vice-président de la Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada et de son personnel à titre de président, de vice- président et de personnel du conseil seront insérées ici]*

ABROGATIONS ET MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur la Gendarmerie royale du Canada
61 Les parties VI et VII de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* sont abrogées.

Modifications corrélatives
62 *[Les modifications à la* Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, *à la* Loi sur la gestion des finances publiques *et à d'autres lois fédérales seront insérées ici pour refléter la création du conseil comme élément de l'administration publique fédérale.]*

ANNEXE 1

(définition de « agent d'application de la loi », article 3)

1. Le commissaire et les membres de la Gendarmerie royale du Canada, au sens de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*.

2. Les personnes nommées ou employées sous l'autorité de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*.

ANNEXE 2

(article 7)

SERMENT DE SECRET

Je, ..., jure que, sauf autorisation régulièrement donnée, je ne révélerai rien de ce qui sera parvenu à ma connaissance dans l'exercice de mes fonctions pour le compte ou sous la direction du Conseil de révision des activités d'application de la loi de régime fédéral ou en raison des charges ou de l'emploi que je détiens sous le régime de la Loi sur le Conseil de révision des activités d'application de la loi de régime fédéral. Ainsi Dieu me soit en aide.

Annexe 7

Colombie-Britannique : commissaire aux plaintes contre la police (CPP)

Colombie-Britannique : commissaire aux plaintes contre la police (CPP)

Mandat

- Le commissaire aux plaintes contre la police est un agent indépendant de l'organe législatif ayant la responsabilité d'assurer la surveillance civile du processus de plainte contre la police qui concerne des membres des corps policiers municipaux de la Colombie-Britannique.

Contexte

- Le CPP a été établi en 1998 aux termes de la *Police Act*, suivant les recommandations de *l'Oppal Report (Closing the Gap: Policing the Community)*.
- En 1992, le procureur général a ordonné la création d'une Commission d'enquête sur la police en Colombie-Britannique, dirigée par le juge Wallace T. Oppal.
- Le rapport Oppal a été publié en 1994. Le juge Oppal a fait remarquer, entre autres, que le public et la police avaient des préoccupations généralisées à l'égard du processus de plainte et du système disciplinaire de la police.
- Selon le rapport Oppal, la population de la Colombie-Britannique exigeait que la police ait des comptes à rendre, alors que la police considérait le système de plainte de l'époque comme « injuste ».
- Le juge Oppal a recommandé l'établissement d'un commissaire aux plaintes contre la police « qui aurait les pouvoirs d'un ombudsman », devant rendre des comptes devant l'assemblée législative et superviser toutes les enquêtes sur la police et dont le bureau serait complètement indépendant des forces policières, du gouvernement et des intérêts privés.
- De 1994 à 1998, les recommandations du rapport Oppal ont fait l'objet d'un processus facilité, dirigé par M. John Hogarth, de façon à ce que les divers intervenants parviennent à un consensus entourant une nouvelle *Police Act*.
- Le document du consensus, entré en vigueur le 1er juillet 1998, a permis d'adopter bon nombre de recommandations du rapport Oppal, mais a omis plusieurs recommandations importantes. Par exemple, le nouveau commissaire aux plaintes contre la police n'était pas habilité à mener ses propres enquêtes indépendantes ni à annuler des décisions non fondées ou inadéquates prises par une autorité disciplinaire. De plus, la nouvelle loi a écarté la recommandation du rapport Oppal selon laquelle les agents de police étaient tenus de coopérer dans le cadre d'une enquête.
- En juillet 1998, des modifications apportées à la *Police Act* ont établi que le commissaire aux plaintes contre la police avait qualité d'agent indépendant de l'organe législatif.
- En juillet 2005, le ministre de la Sécurité publique et solliciteur général, John Les, a ordonné un examen du processus de plainte contre la police dans la province. Le juge Josiah Wood de la Cour d'appel de la C.-B. a été nommé à titre de directeur de l'examen.
- Le rapport final du juge Wood, intitulé Report on the *Review of the Police Complaints Process in British Columbia*, a été publié le 7 février 2007.
- Le rapport contenait 91 recommandations visant à améliorer le système de plainte en C.-B.
- Après la publication du rapport, le gouvernement de la C.-B. a annoncé des changements de la *Police Act* de la province pour mettre en œuvre les recommandations du rapport.

- Le 4 mars 2009, le gouvernement provincial a apporté des modifications à la *Police Act* :
  - Projet de loi 6 – *2009 Police (Misconduct, Complaints, Investigations, Discipline and Proceedings) Amendment Act, 2009* et
  - Projet de loi 7 – *2009 Police (Police Complaint Commissioner) Amendment Act, 2009*.
- Le solliciteur général de la Colombie-Britannique, John van Dongen, a indiqué que les changements législatifs proposés abordent « presque toutes » les recommandations du juge Wood.
- Le critique en matière de sécurité publique du NPD, Mike Farnworth, a souligné que les changements ne sont pas suffisants parce que la GRC, qui assure la majorité des services de police à l'extérieur du Grand Vancouver et du sud de l'île de Vancouver, n'est pas visée par la Loi.
- Certaines critiques soutiennent que les modifications n'assurent pas une surveillance civile adéquate, puisque les enquêtes sur l'inconduite policière restent principalement entre les mains des agents de police. À cet égard, le solliciteur général de la Colombie-Britannique, M. van Dongen, a répondu que la création d'une équipe d'enquête entièrement composée de civils n'est pas pratique et a laissé entendre que les enquêteurs de la police sont suffisamment expérimentés pour accomplir cette tâche. Le solliciteur général de la Colombie-Britannique est persuadé que la province peut établir un bon équilibre entre la participation du public et de la police dans le processus des plaintes contre la police.

Compétence

- Le CPP a compétence sur les agents de police municipaux au sein de la Colombie-Britannique, sauf sur la GRC.
- Les services suivants relèvent du Bureau du commissaire aux plaintes contre la police (BCPP) :
  - Corps de police d'Abbotsford
  - Service de police de Central Saanich
  - Groupe spécial interpolices de la Colombie-Britannique
  - Corps policier de Delta
  - Service de police de South Coast British Columbia Transportation Authority
  - Service de police de Nelson City
  - Service de police de New Westminster
  - Service de police d'Oak bay
  - Service de police de Port Moody
  - Service de police de Saanich
  - Service de police de la tribu Stl'atl'imx
  - Service de police de Vancouver
  - Service de police de Victoria
  - Service de police de Vancouver-Ouest
- La nouvelle loi s'applique à tous les agents de police municipaux, y compris ceux qui ne font plus partie du corps policier. Par conséquent, la Loi renvoie constamment à un « chef de police ou à un ancien chef de police » et aux « membres ou aux anciens membres ». Dans la Loi, « ancien membre » est défini comme « une personne qui, au moment de l'incident concerné, était membre d'un service de police municipal, mais qui a depuis pris sa retraite ou démissionné et ne fait plus partie d'un service de police municipal » (76(1)).

- Le paragraphe 82(4) précise que les plaintes contre les anciens membres ou les membres qui ont pris leur retraite ou qui ont démissionné sont toujours recevables.
- Cette disposition vise principalement à éviter que des agents de police partent à la retraite ou démissionnent pour se soustraire à une suspension ou à d'autres mesures disciplinaires, comme cela était le cas par le passé.

Fondement législatif

- Les pouvoirs et les obligations du commissaire sont mentionnés à la partie 9 de la *Police Act*.
- L'article 50 de la Loi exige que le commissaire prépare des rapports des décisions sur les plaintes.
- Selon le paragraphe 55(3) de la Loi, le commissaire peut ordonner la tenue d'une enquête.
- Une des principales caractéristiques de la nouvelle loi est l'article 89 « Enquête externe obligatoire dans les cas de décès et de blessures graves », qui précise que le chef de police doit « immédiatement » signaler au CPP tout cas de « blessures graves » ou de décès d'une personne détenue ou qui serait attribuable aux actions de la police (89(1)*a)*), ainsi que lorsque des blessures graves infligées à une personne ou un décès *pourraient être perçus* comme étant attribuables à la conduite d'un service de police municipal ou à des opérations policières (89(1)*b)*). Cet élément semble aborder la question de la perception du public à l'égard de la conduite des agents de police – la simple apparence d'une relation de cause à effet entre la mort d'une personne et une opération policière oblige la participation du CPP.
- Dans de tels cas, le CPP doit confier l'enquête à un agent d'un service de police externe (89(2)*a)*) qui 1) n'a « pas de liens » avec l'affaire (89(4)*a)*(i)) et 2) est d'un rang équivalent ou supérieur à celui de l'agent visé (89(4)*a)*(ii)).
- Le CPP peut aussi déléguer un agent provincial spécial[1], nommé par le ministre, pour s'occuper de l'enquête (89(2)*b)*).
- De plus, le CPP est tenu d'ordonner une enquête externe si une plainte contre le chef de police ou l'ancien chef de police n'est pas résolue de façon non officielle (91(1)), si le CPP estime qu'une telle enquête est d'intérêt public (92(1)) ou, peu importe qu'une plainte ait été déposée ou non, « si des renseignements sont portés à l'attention du CPP concernant la conduite [d'un agent de police qui], si ces renseignements sont fondés, constituerait de l'inconduite » (93(1)).
- Si le CPP juge qu'il en va de l'intérêt du public, il peut surveiller l'enquête (96(*a)*) ou nommer un employé pour assurer la surveillance (96(*b)*) « en tout temps, avant la tenue de l'enquête [...] ou au cours de l'enquête ».
- Dans le cadre de ce devoir de contrôle, le CPP peut exiger de l'agent responsable de l'enquête d'être informé du déroulement de l'enquête (en plus du devoir de l'enquêteur de présenter des rapports au CPP dans un délai de 30 jours ouvrables suivant le début de l'enquête), exiger une copie de « tout renseignement ou de tout dossier lié à l'enquête » (alinéas 97(1)*a)* et *b)*), fournir des conseils à l'agent responsable de l'enquête ou à l'autorité disciplinaire concernant les mesures supplémentaires à prendre (97(1)*c)*) et, après avoir consulté l'enquêteur et l'autorité disciplinaire concernée, demander la poursuite de l'enquête (97(1)d)).

1 *Un « agent de police provincial » est défini comme un « agent de police membre des forces policières provinciales en vertu de l'article 5, ou qui a qualité d'agent de police aux termes de l'article 6 de l'ancienne Police Act. L'article 9 de l'ancienne Loi indique ce qui suit à propos des « agents de police provinciaux spéciaux » : « Le ministre peut nommer des personnes qu'il juge convenables à titre d'agents de police provinciaux spéciaux. » Ces agents de police disposent des mêmes pouvoirs, tâches et immunités que les agents de police provinciaux.*

- Selon le paragraphe 97(3), l'agent responsable de l'enquête doit respecter les exigences prévues aux alinéas 1a) et *b)* (être informé du déroulement et obtenir des copies de tout renseignement et dossier).

Traitement du processus de plainte

- La *Police Act* prévoit deux types d'enquêtes : enquête sur une plainte – formulaire 1 et enquête ordonnée.
  - Il y a enquête sur une plainte lorsqu'un membre du public présente une plainte « Formulaire 1 » au service de police ou au CPP alléguant un cas d'inconduite policière. Toute personne peut déposer une plainte « Formulaire 1 », qu'elle ait été ou non touchée personnellement par la prétendue conduite. Lorsqu'un formulaire 1 est déposé, la *Police Act* exige qu'il y ait enquête sur l'allégation par la police, à moins qu'elle ne soit rejetée de façon sommaire, qu'elle ne soit résolue de façon non officielle ou qu'elle ne soit retirée.
  - Les enquêtes ordonnées sont des enquêtes lancées à la demande du commissaire. Aux termes du paragraphe 55(3) de la *Police Act*, le commissaire est habilité, qu'une plainte ait été déposée ou non, à ordonner la tenue d'une enquête sur la conduite d'un agent municipal, d'un chef de police ou d'un chef de police adjoint. Le CPP peut ordonner la tenue d'une enquête après avoir reçu des renseignements d'un service de police ou d'un membre du public, même si cette personne n'a pas officiellement déposé de plainte.
- En plus des enquêtes officielles prévues par la loi mentionnées ci-dessus, le CPP a aussi établi des pratiques administratives connues sous le nom de « dossiers de contrôle » et « plaintes non déposées ». Le processus de « dossier de contrôle » constitue une pratique administrative selon laquelle les services de police informent rapidement le CPP de tout incident grave impliquant la police, qui pourrait faire l'objet d'une enquête selon la *Police Act* et qui est jugé d'intérêt public.
- La *Police Act* reconnaît trois types de plaintes : les plaintes relatives aux services et aux politiques, les plaintes relatives au processus disciplinaire interne et les plaintes relatives à la confiance du public.
  - Les plaintes relatives aux services ou aux politiques ont trait aux politiques, aux procédures et aux services des corps policiers.
  - Les plaintes relatives à la confiance du public sont des plaintes portant sur un cas individuel d'inconduite policière en violation du code de déontologie professionnelle *et* qui respecte l'une des conditions suivantes : (*a)* conduite ayant causé ou ayant la possibilité de causer un préjudice physique ou émotionnel ou une perte financière à une personne; (b) conduite violant la dignité, la vie privée ou d'autres droits d'une personne prévus par la loi; (c) conduite risquant de miner la confiance du public à l'égard de la police. En 2007, environ 90 % des allégations appartenaient à la catégorie des plaintes relatives à la confiance du public.
  - Les plaintes relatives au processus disciplinaire interne sont des plaintes concernant des cas individuels d'inconduite policière qui ne correspondent pas à la définition de plaintes relatives à la confiance du public.
- Les plaintes relatives à la confiance du public sont traitées en fonction d'un code statutaire détaillé énoncé à la partie 9, section 4 de la *Police Act*. Les plaintes relatives au processus disciplinaire interne sont abordées à la partie 9, section 6

de la *Police Act*. Les plaintes relatives aux services ou aux politiques sont abordées à la partie 9, section 5. Le commissaire aux plaintes contre la police dispose de divers mandats de surveillance concernant chaque section.

- Une plainte relative à la confiance du public peut être résolue de façon non officielle avec l'aide d'un médiateur professionnel ou d'un enquêteur. Lorsque le plaignant et le mis en cause signent une lettre d'entente, la plainte est considérée comme résolue.
- Une plainte relative à la confiance du public peut aussi être rejetée de façon sommaire par une autorité disciplinaire, si elle est jugée frivole ou vexatoire, si aucun motif raisonnable ne permet de croire qu'une enquête permettrait de produire des éléments de preuve soutenant l'érosion de la confiance du public ou si le prétendu incident a eu lieu plus de 12 mois avant le dépôt de la plainte. Le CPP doit examiner toutes les plaintes qui ont été rejetées de façon sommaire et pourra alors demander la tenue d'une enquête même si la plainte a été rejetée.
- Si la plainte n'est pas résolue de façon non officielle ou qu'elle n'est pas rejetée de façon sommaire, une enquête a lieu. L'enquête doit être terminée dans un délai de six mois suivant le dépôt de la plainte.
- Le processus de plainte s'entame lorsqu'un plaignant rempli le « Formulaire 1 » – relevé de plainte.
- Si la plainte est reçue par le CPP, une copie de celle-ci est envoyée au chef de police du corps policier touché; si la plainte est reçue par le service de police, une copie de la plainte est envoyée au CPP.
- La plainte est affectée à la section des normes professionnelles du service de police à des fins d'enquête.
- L'enquêteur doit fournir une mise à jour périodique au plaignant, au mis en cause et au CPP concernant l'évolution de l'enquête.
- Dans des cas exceptionnels, le CPP ou l'autorité disciplinaire (le chef de police du service du mis en cause) peut confier l'enquête à un organisme externe, y compris la GRC en sa qualité de corps policier provincial.
- Une audience publique peut avoir lieu dans les situations suivantes :
  - à la demande d'un plaignant non satisfait des résultats de l'enquête;
  - à la demande de l'agent de police mis en cause qui, au terme de l'enquête, a fait l'objet de mesures disciplinaires qui vont au delà de la simple réprimande verbale;
  - si le CPP estime qu'une audience est dans l'intérêt du public.
- Lorsqu'il y a audience publique, un arbitre est nommé pour présider l'audience, et un conseil de la Commission est nommé afin de présenter les éléments de preuve et les renseignements concernant l'inconduite. À l'audience publique, le plaignant ne peut avancer une argumentation qu'après que tous les autres éléments de preuve ont été présentés.
- La décision de l'arbitre peut faire l'objet d'un appel devant la Cour d'appel de la Colombie-Britannique sur la base d'une question de droit.
- L'article 178 du nouveau projet de loi vise à s'assurer que les agents de police coopèrent avec le CPP dans le cadre de ses fonctions ou de l'exécution de ses tâches. De plus, le paragraphe 101(4) précise que le membre doit donner suite à toute demande présentée par l'agent responsable de l'enquête dans un délai de cinq jours.
- Les suspensions sans solde des agents de police ont été augmentées à 30 jours (126*c*)).
- L'agent de police visé par une enquête publique ou par un examen de dossier

n'est pas tenu de comparaître à titre de témoin. Toutefois, on peut tirer une « inférence défavorable » du refus de l'agent de témoigner (151(1)).
- Pour s'assurer que le CPP est en mesure de surveiller les enquêtes en temps réel plutôt qu'après coup, la nouvelle loi introduit un « système de contrôle des dossiers contemporains » qui permettrait au CPP d'accéder de façon sécuritaire aux dossiers des enquêtes et aux procédures et d'assurer un contrôle de façon électronique (182(1)). Le conseil d'un service de police municipal est tenu de s'assurer que ce logiciel est implanté, utilisé et mis à jour (182(3)), et le CPP et le ministre sont chargés de faire adopter une série de normes concernant les règles des échanges de renseignements et le maintien de l'intégrité des données parmi tous les utilisateurs (182(4)).

Analyse statistique
- En 2007, le BCPP a ouvert 476 dossiers de plaintes individuels.
- En tout, 493 dossiers de plaintes individuels ont été fermés.
- Le commissaire a ordonné la tenue d'une enquête dans 70 dossiers. En tout, 68 de ces enquêtes ont eu lieu à la demande du service de police concerné.
- Parmi tous les dossiers ouverts, 26 étaient des dossiers de contrôle et 28 des dossiers concernant une plainte non déposée.
- Une enquête a été menée par un organisme externe pour 11 cas visés par la *Police Act*.

Structure
- Le bureau est composé de 11 employés à plein temps. Jusqu'en février 2009, le bureau était dirigé par Dirk Ryneveld, c.r., commissaire aux plaintes contre la police; M. Ryneveld a été remplacé par M. Stan Lowe.
- Le sous-commissaire, le conseil de la Commission, l'adjoint de direction principal et le coordonnateur, Services d'accueil, aident le CPP dans le cadre de ses fonctions.
- Il y a aussi six analystes d'enquête.
- La durée du mandat du CPP a été modifiée dans le nouveau projet de loi. Contrairement aux dispositions de l'ancienne *Police Act* qui précisaient que le mandat du CPP était de six ans et que ce mandat ne pouvait pas être renouvelé (article 47), selon le projet de loi 7, le CPP a un mandat de cinq ans renouvelable pour une période supplémentaire d'un maximum de cinq ans (47(3)).

Budget et financement
- Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2008, le budget du BCPP était de 1 557 000 $, et le bureau était doté de huit équivalents temps plein.
- Le budget de fonctionnement total s'élevait à 1 532 000 $, et le budget d'équipement, à 25 000 $.

Compétences et formation des analystes d'enquête
- Examiner les enquêtes sur les plaintes contre la police effectuées par des services de police municipaux et des services de police de la réserve désignés, examiner les enquêtes internes et externes sur les plaintes contre la police et participer aux audiences publiques. Les analystes d'enquête offrent aussi des séminaires de formation sur les enquêtes sur les plaintes et l'application de la partie 9 de la *Police Act*.
- Diplôme universitaire ou diplôme dans une discipline connexe et plusieurs années d'expérience pratique ou une combinaison équivalente d'expérience, de formation et d'éducation dans un domaine connexe (p. ex., résolution de conflits ou médiation).

- De plus, une connaissance des causes juridiques concernant les plaintes sur la police et la surveillance civile de l'application de la loi est requise.
- Enfin, une connaissance exhaustive et détaillée des principes et des techniques d'enquête est requise.

Politiques et procédures

- Le site Web du CPP comprend un lien vers des lignes directrices, des directives de pratique et des politiques. Les lignes directrices sont intitulées « Extension of Investigation » (processus selon lequel une partie demande la prorogation d'une enquête), « Procedural Fairness » (divulgation complète au cours d'audiences disciplinaires et d'audiences publiques) et « Suspension of Proceedings » (processus selon lequel les procédures entreprises en vertu de la *Police Act* sont suspendues). Sous la rubrique « Policy » se trouve uniquement le lien « Exercising of Discretion of the Police Complaint Commissioner ». Cette politique a trait aux pouvoirs discrétionnaires du commissaire de demander ou non la tenue d'une audience publique.
- Des directives de pratique ont été préparées dans les domaines suivants : (i) audiences disciplinaires; (ii) résolution non officielle; (iii) discipline interne; (iv) plaintes relatives aux services et aux politiques; (v) service d'avis; (vi) plaintes rejetées de façon sommaire; (vii) plaintes retirées; (viii) équité procédurale; (ix) déclarations d'agents de police; (x) conduite hors service; (xi) médiation.
- Le CPP a aussi émis plusieurs documents de politique à des services de police municipaux abordant les aspects du processus de plainte concernant (i) la suspension de procédures entreprises aux termes de la *Police Act* au cours d'enquêtes criminelles; (ii) la norme de preuve dans les procédures entreprises aux termes de la *Police Act*; (iii) les conférences précédant l'audience; et (iv) l'imposition de mesures disciplinaires.
- Le BCPP dispose d'un manuel détaillé sur les politiques et les procédures qui traite de tous les aspects des tâches et des responsabilités du bureau.

Observations supplémentaires

- L'ancien CPP, M. Dirk Ryneveld, a indiqué que, pour être réellement efficace, un organisme de surveillance de la police doit combiner « le meilleur des deux mondes : un organe entièrement civil composé d'anciens agents de police qui apporteraient une expérience policière afin de prendre des décisions éclairées ».
- M. Ryneveld demande des changements législatifs depuis plusieurs années, dans les rapports annuels ainsi que dans plusieurs publications, dont le *White Paper* de 2005.
- Au cours d'une entrevue menée avec le commissaire et le sous-commissaire du CPP, M. Bruce Brown, le 21 novembre 2008, M. Ryneveld a regroupé ses recommandations en quatre thèmes principaux :
  - une capacité de surveillance en amont plutôt qu'en aval;
  - une capacité d'examen public,
  - la contraignabilité des agents de police (en ce qui concerne les procédures disciplinaires);
  - une plus grande gamme de pénalités ou de mesures disciplinaires.
- Il semble que le projet de loi aborde la plupart de ces préoccupations.

Colombie-Britannique : Programme d'observateur indépendant (POI)

Colombie-Britannique : Programme d'observateur indépendant (POI)

Mandat

- Le Programme d'observateur indépendant (POI) a pour mandat de fournir « des observations compétentes, professionnelles et rapides » concernant l'impartialité des enquêtes de la GRC sur ses propres membres dans les cas de blessures graves ou de décès ainsi que dans les cas « notoires et de nature délicate ».

Contexte

- Le public est de plus en plus préoccupé par la responsabilisation et l'impartialité des membres de la police qui mènent des enquêtes sur d'autres membres. La demande d'un processus d'enquête transparent et crédible dans les cas de blessures graves ou de décès a débouché sur la proposition de combiner les capacités de la GRC à celles de la Commission des plaintes du public contre la GRC (CPP).
- En conséquence, le projet pilote d'observateur indépendant est entré en vigueur en Colombie-Britannique le 1er avril 2007. Cette initiative permettait d'évaluer l'impartialité des enquêtes de la GRC lorsque les actions de l'un de ses membres ont entraîné des blessures graves ou le décès et dans des cas « notoires ou de nature délicate ».
- Œuvrant dans un programme qui est aujourd'hui entièrement mis en place, en date de janvier 2009, les intervenants du POI ont été déployés à dix reprises.

Compétence

- La Division « E » de la GRC en Colombie-Britannique relève de la compétence du projet pilote d'observateur indépendant et comprend environ 5 900 membres réguliers et 1 700 membres civils et fonctionnaires.
- De plus, en vertu du Protocole de coopération en matière de sécurité publique signé en 2005 entre la GRC et l'Assemblée des Premières nations, la population autochtone participe au projet pilote.
- Le projet pilote d'observateur indépendant a été établi en conjonction avec le Bureau des normes et pratiques d'enquête (BNPE) de la GRC.

Fondement législatif

- L'article 37 de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* mentionne les normes qui régissent la conduite des membres de la GRC. Elles comprennent les suivantes :
  - Gestion hiérarchique
  - Degré d'intervention approprié
  - Rapidité de l'intervention
  - Conduite (norme disciplinaire énoncée à l'article 37 de la Loi)

Traitement des incidents

- Le Groupe des crimes graves de la GRC mène l'enquête sur l'incident en premier lieu.
- Le membre de la GRC responsable du BNPE doit informer l'observateur indépendant de la CPP. Ensemble, ils assistent aux exposés donnés par le chef d'équipe du Groupe des crimes graves au cours des 24 premières heures, et au besoin par la suite.
- Le membre du BNPE assure la surveillance de la compétence des enquêtes de la GRC. L'observateur indépendant peut formuler des recommandations au membre du BNPE et observer et évaluer l'impartialité de l'enquête. Toutefois, l'observateur ne participe pas directement au processus d'enquête.
- L'observateur indépendant évalue l'impartialité de l'enquête en fonction des critères convenus qui comprennent les suivants :
  - Gestion hiérarchique
    - Y avait-il un conflit d'intérêts perçu entre les enquêteurs et les personnes visées par l'enquête?
  - Degré d'intervention approprié
    - Est-ce que l'intervention des enquêteurs était adéquate vu la gravité de l'incident?
    - Est-ce que les enquêteurs étaient suffisamment compétents?
  - Rapidité de l'intervention
    - Est-ce que l'équipe d'enquête est intervenue rapidement dans le cadre de l'incident?
  - Conduite
    - Est-ce que la conduite des enquêteurs était conforme à l'article 37 de la Loi? L'article 37 énonce les normes disciplinaires des employés de la GRC, qui comprennent certaines dispositions sur le respect (alinéa 37*a)*), l'intégrité du droit (alinéa 37*b)*), l'incorruptibilité (alinéa 37f)) et la courtoisie (alinéa 37*g*) de la Loi).
- L'observateur indépendant fait part de ses conclusions, et le président de la Commission les transmet à la GRC.

Analyse statistique

- Au cours de sa première année de service, l'observateur indépendant a participé à six enquêtes. Dans aucune de ces enquêtes, l'observateur n'a eu de préoccupations concernant l'impartialité.
- Il y a eu 15 enquêtes internes dans la Division « E » auxquelles n'a pas participé l'observateur.
- En décembre 2008, l'observateur a été déployé à l'extérieur de la Colombie-Britannique pour la première fois à la demande de la Division « M » du Yukon pour mener une enquête sur le décès d'une personne détenue à Whitehorse.
- En janvier 2009, l'observateur a été déployé à dix reprises et n'a constaté aucun problème d'impartialité concernant la GRC.

Structure

- Le sous-commissaire de la Division « E » et le président de la Commission sont chargés d'effectuer un examen continu du projet pilote et doivent se rencontrer au besoin.

- Le directeur général des examens et des enquêtes et le membre de la GRC responsable du BNPE gèrent les activités quotidiennes du projet pilote d'observateur indépendant.

Budget et financement

- Aucune donnée concernant le financement et le budget du projet pilote d'observateur indépendant n'était disponible..

Compétences et formation des enquêteurs

- Selon la CPP, un observateur indépendant de la CPP devrait posséder les compétences suivantes :
  - formation juridique;
  - diplôme universitaire en criminologie ou en services de police en plus d'expérience des services policiers;
  - importante expérience dans le domaine des plaintes du public concernant la police;
  - expérience de la GRC ou autres cours d'enquête sur la police, comme la gestion des cas graves.

Politiques et procédures

- L'observateur relève directement du directeur des examens et des enquêtes.
- Le président de la CPP, le vice-président, le directeur exécutif et le gestionnaire des communications sont aussi au courant du rapport. Le gestionnaire des communications doit fournir des mises à jour aux médias, au besoin.

Observations supplémentaires

- En juin 2008, un examen du POI a été effectué un an après son entrée en vigueur.
- L'examen a déterminé que le POI remplit efficacement son mandat et a conseillé à la CPP d'explorer la possibilité d'établir le POI dans d'autres divisions de la GRC « sur la base d'un projet pilote ».

Alberta : Équipe d’intervention en cas d’incident grave de l’Alberta

Alberta : Équipe d'intervention en cas d'incident grave de l'Alberta

Mandat

- Le mandat de l'équipe d'intervention en cas d'incident grave de l'Alberta est de mener des enquêtes sur des plaintes liées à des cas de blessures graves ou de décès et des affaires de nature délicate ou grave attribuables à des actions d'un agent de la police ou pouvant l'être.

Contexte

- L'établissement de l'équipe d'intervention faisait partie du plan du premier ministre de l'Alberta, Ed Stelmach, d'assurer la sécurité dans les collectivités. Au printemps de 2007, le ministère du Solliciteur général et de la Sécurité publique a créé l'équipe d'intervention en cas d'incident grave de l'Alberta pour assurer l'excellence et l'indépendance dans les enquêtes sur des questions soumises par le directeur de l'Application de la loi.
- Le modèle est devenu une autre option offerte au directeur pour mener des enquêtes indépendantes sur des cas de conduite criminelle potentielle et grave de la police. L'équipe est devenue opérationnelle en janvier 2008.

Compétence

- L'équipe d'intervention a compétence sur tous les agents de police assermentés et les services de police de l'Alberta. Selon l'article 45 de la *Police Act*, les « services de police » comprennent la Gendarmerie royale du Canada et les services de police régionaux, provinciaux ou municipaux établis en vertu d'une loi d'une autre province ou d'un autre territoire.
- L'équipe est composée de deux unités opérationnelles. L'une est basée à Edmonton et couvre le nord de l'Alberta; l'autre est à Calgary et mène des enquêtes sur des incidents survenus dans le sud de la province.
- L'équipe d'intervention n'est pas un mécanisme d'examen. Comme le fait remarquer le directeur, Clifton G. Purvis, « notre travail ne consiste pas à examiner les politiques ». Les politiques et les procédures de la police ne peuvent être évaluées que dans le cadre d'une enquête de la police.

Fondement législatif

- L'équipe d'intervention a été établie en vertu de l'article 46.1 de la *Police Act*. Cet article prévoit aussi d'autres options, comme demander à un agent d'un service de police externe de participer à l'enquête (alinéa 46.1(2)*a)*), demander qu'un service de police externe mène l'enquête (alinéa 46.1(2)*b)*) ou établir un groupe de civils ayant la responsabilité d'observer, de contrôler ou d'examiner l'enquête (alinéa 46.1(2)*c)*).

Traitement du processus de plainte

- Une fois qu'une enquête est terminée, le directeur de l'équipe d'intervention examine les résultats de l'enquête pour s'assurer qu'elle est complète et équitable. Par la suite, un rapport est acheminé au bureau du procureur de la Couronne pour qu'il fournisse un avis sur les accusations à porter. Après que le directeur reçoit l'avis du procureur, il décide des accusations à déposer, le cas échéant, résultant de l'enquête.

- Selon l'article 45 de la Loi, « si, après la tenue d'une enquête sur une plainte, le chef de police est d'avis que les actions d'un agent de police peuvent constituer une infraction aux termes d'une loi du Canada ou de l'Alberta, il doit confier l'affaire au ministre de la Justice et procureur général ». Si le chef détermine que les actions contreviennent aux règlements disciplinaires ou à la conduite attendue d'un agent de police en service, il doit mener une audience sur la question.
- Le paragraphe 46.1(4) de la Loi indique que, « si le chef de police ou l'agent de police responsable du service de police qui mène une enquête aux termes des alinéas (2)*b*) ou *d*) est d'avis que les actions de l'agent de police faisant l'objet d'une enquête constituent *a)* une infraction à une loi du Canada ou de l'Alberta, il doit i) confier l'affaire au ministre de la Justice et procureur général et ii) informer la commission et le chef de police du service de police visé par l'enquête des conclusions du chef de police, à moins d'indication contraire du ministre de la Justice et procureur général ».
- Toute contravention aux règlements sur la conduite de la police ou aux politiques du service sera adressée au chef du service de police visé par l'enquête ou à la commission.

Analyse statistique

- En 2008, 21 dossiers ont été ouverts, et 4 ont été conclus.
- En novembre 2008, l'équipe d'intervention a officiellement terminé sa première enquête.
- Le 6 janvier 2009, l'équipe d'intervention a déposé des accusations criminelles pour la première fois. Un agent de la GRC a été accusé d'agression sexuelle. L'enquêteur de l'équipe d'intervention n'était pas un membre de la GRC.

Structure

- L'équipe d'intervention est dirigée par un directeur civil, Clifton G. Purvis, procureur de la Couronne détaché du ministère de la Justice de l'Alberta. Les personnes suivantes relèvent de lui : un directeur adjoint civil, deux analystes des renseignements criminels civils, quatre enquêteurs civils, dix agents de police assermentés (du service de police de Calgary, du service de police d'Edmonton et de la GRC).
- Le directeur peut aussi engager des surveillants publics de la collectivité pour assurer l'indépendance du processus d'enquête.

Budget et financement

- Au cours du dernier exercice, les frais ponctuels de l'établissement de l'équipe d'intervention se sont élevés à 3 930 560 $.
- Les frais d'exploitation annuels s'élèvent à 2 973 280 $.

Compétences et formation des enquêteurs

- L'équipe d'intervention est un organe composé d'agents de police et de civils qui « nécessite une expertise soutenant l'esprit et l'intention de l'unité ». L'équipe est dirigée par un directeur civil qui possède une formation juridique et beaucoup d'expérience dans le domaine des poursuites au criminel. Le directeur assure la surveillance d'une équipe exceptionnelle de civils et de professionnels assermentés.

Politiques et procédures

- L'équipe d'intervention élabore actuellement un manuel sur les politiques et les procédures.

Observations supplémentaires

- Comme l'a dit Clifton G. Purvis :
  - *Il est très important d'atteindre le juste équilibre entre l'expertise en matière d'enquête et l'indépendance. Une unité réellement intégrée qui rend des comptes à un civil assure une telle indépendance Il n'est pas réaliste que nos collectivités assurent les coûts liés aux enquêtes* [ce qui serait le cas avec un organisme distinct et indépendant composé entièrement de civils] *et la rapidité de ces enquêtes.*
- L'avantage d'un organe comme l'équipe d'intervention en cas d'incident grave de l'Alberta est que son approche intégrée constitue « une immense force ». Le modèle s'appuie sur les ressources existantes de la GRC et fait appel rapidement à l'expertise d'enquêteurs.

Saskatchewan : Commission des plaintes du public

Saskatchewan : Commission des plaintes du public

Mandat

- La Commission des plaintes du public de la Saskatchewan (PCC) a été établie pour « assurer au public et à la police des enquêtes équitables et exhaustives » lorsqu'une plainte est déposée contre la police municipale en Saskatchewan.
- La PCC est aussi responsable de mener des enquêtes criminelles découlant de plaintes du public.

Contexte

- Le gouvernement de la Saskatchewan a créé la PCC en réponse à l'enquête Stonechild ainsi qu'à la Commission on First Nations and Métis Peoples and Justice Reform.
- La Commission on First Nations and Métis Peoples and Justice Reform a été établie en novembre 2002 et avait pour mandat d'examiner la relation entre la population autochtone et le système de justice de la Saskatchewan, y compris les secteurs des services policiers, des poursuites, de l'accès à un conseiller juridique et des processus de justice communautaire.
- Dans son rapport publié en juin 2004, la Commission a déterminé que la relation négative entre la population autochtone et le système de justice était inacceptable et a recommandé des réformes dans les domaines de la justice réparatrice, de l'éducation et du développement économique.
- La Commission of Inquiry Into Matters Relating to the Death of Neil Stonechild a été établie en février 2003 en vue d'examiner les circonstances à l'origine du décès, survenu en 1990, d'un jeune homme de 17 ans d'origine autochtone ainsi que la nature des contacts entre le défunt et les membres du service de police de Saskatoon. De plus, la Commission a été priée d'examiner la qualité de l'enquête menée par la police après le décès de Stonechild.
- Le rapport de la Commission, publié en octobre 2004, a déterminé que l'enquête de la police était « au mieux superficielle » et a déploré l'existence d'un large fossé entre la population autochtone et non autochtone, y compris une méfiance bien ancrée des Autochtones à l'égard des institutions non autochtones (comme le service de police).
- Les recommandations de l'enquête Stonechild et de la Commission on First Nations and Métis Peoples and Justice Reform ont mené à la mise en œuvre de plusieurs modifications du système de justice de la Saskatchewan, comme en fait foi la *Police Amendment Act, 2005*.
- La PCC a été créée aux termes de consultations d'un comité directeur conjoint composé de membres des services de police de Regina, de Saskatoon et de Prince Albert, de la Saskatchewan Association of Chiefs of Police, de la Saskatchewan Federation of Police Officers, du ministère de la Justice de la Saskatchewan, de la Federation of Saskatchewan Indian Nations et des Métis Family and Community Justice Services.
- Le 1er avril 2006, la Commission des plaintes du public a remplacé le bureau de l'enquêteur sur les plaintes contre la police de la Saskatchewan.

Compétence

- La PCC a compétence sur tous les agents de police municipaux de la province. Des plaintes peuvent être déposées à la PCC, au service de police, à la Board of Police Commissioners, au ministère de la Justice de la Saskatchewan, à la Special Investigations Unit de la Federation of Saskatchewan Indian Nations, au bureau de la commission du service de police concerné ou au détachement de la GRC (paragraphe 38(2) de la Loi).
- La PCC n'est pas habilitée à mener des enquêtes sur les membres de la GRC. Les citoyens peuvent déposer une plainte contre des agents de police municipaux dans un détachement de la GRC donné, qui sera adressée à la PCC. Compte tenu de la géographie de la province, certains habitants vivent dans des endroits éloignés. Par conséquent, ils peuvent déposer une plainte contre des agents de police municipaux dans un détachement de la GRC situé en région éloignée.

Fondement législatif

- La PCC a été créée en vertu de l'article 16 de la *Police Act, 1990*. Les modifications adoptées le 1er avril 2006 ont augmenté la portée de l'examen et des pouvoirs de la PCC.
- Le paragraphe 16(3) exige que l'un des membres de la Commission soit d'origine métisse, qu'un autre soit issu des Premières nations et qu'un autre encore soit avocat.
- Les devoirs et les pouvoirs de la PCC sont mentionnés aux articles 38 et 39 de la Loi et comprennent la consignation et le contrôle du traitement des plaintes, les demandes d'accès aux dossiers et les demandes d'entrevue des agents de police concernés et des plaignants.
- Le paragraphe 45(6) précise que la PCC est habilitée à assumer la responsabilité d'une enquête sur la police lorsqu'elle le juge nécessaire et, le cas échéant, le service de police en question doit se désister de l'enquête et apporter son concours aux membres de la PCC.
- Le paragraphe 91.1(1) précise que, dans les cas de blessures graves ou de décès, la GRC qui offre des services de police dans une municipalité doit demander au sousministre de la Justice de nommer un observateur « d'un autre corps policier ou détachement de la GRC » pour surveiller l'enquête. Cet observateur doit disposer d'un « accès complet » à tous les aspects de l'enquête et en faire rapport.

Traitement du processus de plainte

- Après avoir reçu une plainte, la PCC l'enregistre, décide de la forme d'enquête et informe régulièrement le ou les plaignants et le ou les agents de police concernés.
- La PCC décide qui mène l'enquête. Selon le paragraphe 45(3), l'enquête peut être menée :
  - par la PCC;
  - par le service de police dont le membre est visé par la plainte;
  - par le service de police dont le membre est visé par la plainte avec le concours d'un observateur de la CPP qui contrôle l'enquête;
  - par un service de police autre que celui dont le membre est visé par la plainte.

- Au cours de la résolution de la plainte, la PCC doit fournir dans un délai de 30 jours un rapport à la Saskatchewan Police Commission concernant la résolution de la plainte.
- La plainte peut être déposée dans les 12 mois qui suivent l'incident. Toutefois, si le président de la PCC estime qu'il en va de l'intérêt du public, il peut prolonger le délai pour déposer une plainte.
- La PCC examine chaque année l'ensemble des dossiers, des activités et des systèmes d'administration pour le traitement des plaintes par les services de police.

Analyse statistique

- Au cours de l'année 2007-2008, la PCC a reçu 135 plaintes. De ce nombre, 23 sont en suspens, 24 ont été conclues et figurent dans la catégorie « Autres », et 5 ont été retirées.
- Sur les 135 plaintes reçues en 2007-2008, la PCC a déterminé que 10 plaintes étaient fondées (soutenues par des éléments de preuve), 6 n'étaient pas fondées et 75 n'étaient pas soutenues par des éléments de preuve.

Structure

- La PCC est composée de cinq civils. Selon la *Police Amendment Act 2005*, les membres sont nommés par le lieutenantgouverneur en conseil pour un mandat de trois ans, renouvelable une fois. De plus, la Loi (paragraphe 16(3)) exige qu'au moins un membre de la PCC soit d'origine métisse, qu'un membre soit issu des Premières nations et qu'un membre soit un avocat.
- La PCC est dirigée par le président, Robert W. Mitchell, c.r. Le directeur, John A. Clarke, est responsable des activités quotidiennes de la PCC.

Budget et financement

- Au cours de l'exercice 2007-2008, le budget alloué s'est élevé à 598 900 $.
- Le budget de la Special Investigations Unit était de 150 000 $.

Compétences et formation des enquêteurs

- L'équipe de la PCC compte trois enquêteurs. Les membres de la PCC se rencontrent deux fois par mois pour examiner les nouvelles plaintes, s'échanger des renseignements sur les enquêtes en cours et atteindre un consensus sur les décisions à prendre pour les enquêtes closes.

Politiques et procédures

- Les membres de la PCC se rencontrent au moins deux fois par mois.

Observations supplémentaires

- Le directeur de la PCC, M. John Clarke, souligne que son organisme a une relation de travail très positive avec le service de police : « Le degré de coopération avec les services de police est assez élevé. »
- Une des principales réalisations de la nouvelle PCC est l'importante participation des Premières nations qui, au moment de la création de la Commission, « ont clairement exprimé leur manque de confiance à l'égard du système de justice pour la police ».

- Comme M. Clarke l'indique, « un esprit de coopération est essentiel à une bonne surveillance civile ».
- Les agents de police offrent un service; si on désire obtenir un service de qualité, il faut être prêt à en payer le prix – M. Clarke fait une analogie entre les restaurants chers et le prix que les consommateurs sont prêts à payer pour un service de qualité.
- En parlant des compétences de ses enquêteurs, M. Clarke a dit :
  - *Il ne faut pas oublier qu'un bon enquêteur doit bien connaître ce sur quoi il enquête.*

Annexe 8d

Manitoba : Organisme chargé des enquêtes sur l’application de la loi

Manitoba : Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi

Mandat

- L'Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi a pour mandat d'enquêter sur les plaintes du public concernant la conduite d'agents de police locaux ou municipaux en service.
- La mission de l'Organisme est « de fournir des services judicieux, rapides, impartiaux et axés sur les clients au public et aux services de police et aux agents de police relevant de ses compétences ».
- L'organisme ne s'occupe pas des enquêtes criminelles ni des plaintes concernant les services de police.

Contexte

- En 1976, la Commission de police du Manitoba a mené une enquête sur un incident au cours duquel un suspect de viol a été prétendument battu par des agents de police de Winnipeg (le cas Frampton).
- Après l'enquête, la Commission a recommandé que des changements soient intégrés au processus de plainte des citoyens.
- Une loi a été proposée en 1981, et la nouvelle loi a été promulguée en décembre 1984. L'Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi est entré en fonction en 1985 aux termes de la *Loi sur les enquêtes relatives à l'application de la loi*.
- La nouvelle loi exige que toutes les plaintes des citoyens concernant les actions d'agents de police en service soient adressées au commissaire qui doit déterminer s'il y a eu faute disciplinaire et si la tenue d'une enquête est justifiée.
- En 1992, le Bureau d'enquête sur l'application de la loi et la Commission de police du Manitoba ont été dissous. Les audiences sont adressées au juge en chef de la Cour provinciale pour assurer l'indépendance et l'objectivité d'une source experte.

Compétence

- Tout agent de la paix employé par un service de police provincial ou municipal, y compris les chefs de police, relève de la compétence de l'Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi.
- La Loi s'applique aussi à la conduite des agents de police provenant d'autres provinces nommés à titre d'agents de police au Manitoba ainsi qu'à celle des agents de police du Manitoba nommés dans d'autres provinces.
- En tout, 13 services de police comprenant environ 1 480 agents de police relèvent de l'autorité de l'Organisme.
- Les membres de la GRC ne relèvent pas de la compétence de l'Organisme.
- Le commissaire présente un rapport annuel au ministre de la Justice.

Fondement législatif

- *La Loi sur les enquêtes relatives à l'application de la loi* mentionne les pouvoirs et les obligations de l'Organisme.
- Le paragraphe 12(5) de la Loi permet au commissaire de l'Organisme de mener des fouilles et de procéder à des saisies, au besoin.

- Le commissaire dispose de tous les pouvoirs d'un commissaire, comme le prévoit la partie V de la *Loi sur la preuve au Manitoba.*

Traitement du processus de plainte

- L'Organisme mène des enquêtes sur les allégations suivantes impliquant des agents de police municipaux :
  - commettre un abus de pouvoir, notamment :
    - procéder à une arrestation sans motif raisonnable ou probable
    - faire usage de violence gratuite ou de force excessive
    - se conduire ou s'exprimer de façon oppressive ou grossière
    - être discourtois ou impoli
    - rechercher malhonnêtement un avantage pécuniaire ou personnel
    - signifier des documents ou mettre à exécution des documents dans le cadre d'une procédure civile sans autorisation
    - réserver un traitement différent à une personne, sans motif véritable et raisonnable, en raison d'une caractéristique visée au *Code des droits de la personne* (paragraphe 9(2));
  - faire une fausse déclaration, ou détruire, dissimuler ou altérer tout document ou registre officiel;
  - divulguer irrégulièrement tout renseignement obtenu en qualité de membre du service;
  - manquer de prudence ou de précaution dans l'usage ou le soin d'armes à feu;
  - causer ou omettre de rapporter des dommages à la propriété;
  - omettre de porter secours à une personne dont la sécurité ou celle de ses biens est en péril;
  - porter atteinte à la vie privée d'une personne au sens de la *Loi sur la protection de la vie privée*;
  - contrevenir à la *Loi sur les enquêtes relatives à l'application de la loi* qui ne précise pas déjà la peine applicable pour une telle violation;
  - aider un agent de police à commettre une faute disciplinaire, lui conseiller de le faire ou l'y inciter.
- Selon le paragraphe 6(3) de la Loi, une plainte doit être déposée dans un délai de 30 jours suivant l'incident disciplinaire prétendu.
- Toute personne qui estime avoir été lésée par la conduite d'un agent de police municipal peut déposer une plainte. La plainte peut aussi être déposée par une autre personne, pour autant que la prétendue victime fournisse son consentement écrit.
- Toutes les plaintes doivent être faites par écrit et doivent être datées et signées.
- Les plaintes peuvent être envoyées directement à l'Organisme ou déposées à la police qui doit les transmettre à l'Organisme.
- Les enquêteurs de l'Organisme interrogent les témoins, prennent des déclarations et examinent des rapports, comme des rapports médicaux et de police. Ils sont habilités à présenter toute demande nécessaire pour obtenir les éléments de preuve requis.

- Après l'enquête, le commissaire examine la plainte. Il peut décider de ne prendre aucune mesure dans les circonstances suivantes :
  - la plainte est frivole ou vexatoire;
  - la plainte a été abandonnée par le plaignant;
  - l'inconduite prétendue ne relève pas de la compétence de l'Organisme;
  - il n'y a pas suffisamment d'éléments permettant de saisir un juge provincial de la plainte dans le cadre d'une audience publique.
- Le plaignant est informé par écrit, puis a un délai de 30 jours pour demander un examen par un juge provincial.
- Le commissaire de l'Organisme doit tenter de résoudre une plainte dans le cadre d'un processus de résolution non officiel.
- Si un tel processus ne porte pas fruit et que l'agent en question n'avoue pas sa faute, le commissaire doit saisir un juge provincial de l'affaire dans le cadre d'une audience publique.
- Le juge provincial peut infliger les pénalités suivantes :
  - Congédiement;
  - permission de démissionner ou congédiement sommaire, si la démission n'a pas été reçue dans un délai de sept jours;
  - rétrogradation;
  - suspension sans solde allant jusqu'à 30 jours;
  - perte de salaire allant jusqu'à dix jours;
  - perte de journées de congé (jusqu'à dix jours);
  - réprimande écrite ou verbale;
  - remontrance ou avertissement.
- Lorsque l'incident déclaré implique une infraction criminelle possible, le commissaire ou le juge provincial doit le signaler au procureur général.

Analyse statistique

- En tout, 86 % des plaintes concernent généralement le service de police de Winnipeg; 7 % concernent le service de police de Brandon.
- En 2007, 308 dossiers ont été ouverts. La moyenne quinquennale est de 367 plaintes par année.
- En 2007, il y a eu une diminution du nombre d'allégations de faute disciplinaire dans les catégories suivantes : abus de pouvoir, procéder à une arrestation sans motif raisonnable ou probable, faire usage de violence gratuite ou de force excessive et être discourtois ou impoli.
- Au total, 49 % des plaintes avaient trait à des allégations de blessures attribuables à l'usage de la force.

Structure

- L'Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi est dirigé par un commissaire, M. George V. Wright, nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil.
- De plus, l'Organisme est composé d'un registraire des plaintes, d'un commis et de quatre enquêteurs professionnels à plein temps qui ont une expérience importante de l'application de la loi.
- Pour l'exercice se terminant en mars 2008, l'Organisme comptait sept employés.

Budget et financement

- À la fin de mars 2008, le budget s'élevait à 654 800 $.

Compétences et formation des analystes d'enquête

- Les enquêteurs qui travaillent actuellement pour l'Organisme sont d'anciens agents de police. Comme l'Organisme n'a pas compétence sur la GRC, ses enquêteurs n'ont pas l'autorité de traiter des cas impliquant leur ancienne unité.

Politiques et procédures

- Les procédures de traitement des plaintes du public de l'Organisme sont décrites dans la section portant sur le traitement des plaintes.
- Le commissaire mène les enquêtes en conformité avec la *Loi sur les enquêtes relatives à l'application de la loi* et dispose de tous les pouvoirs d'un commissaire prévus à la partie V de la *Loi sur la preuve au Manitoba*.

Observations supplémentaires

- L'Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi peut être décrit comme un « organisme de droit administratif ».

Annexe 8e

Ontario : Bureau du directeur de l’examen indépendant de la police

Ontario : Bureau du directeur de l'examen indépendant de la police

Mandat

- Le Bureau du directeur de l'examen indépendant de la police est un nouvel organe de surveillance créé en mai 2007 par le projet de loi 103 : la *Loi sur l'examen indépendant de la police*.
- Il s'agit d'un organe civil indépendant chargé d'administrer le processus des plaintes du public en Ontario.
- Le Bureau est tenu d'examiner toutes les plaintes qu'il reçoit des membres du public et de s'assurer que chaque plainte est aiguillée, retenue ou étudiée.
- Le Bureau est responsable de l'analyse initiale des plaintes du public.
- De plus, le Bureau peut établir « des règles de procédure et des lignes directrices à l'égard de la façon dont les plaintes que déposent des membres du public [...] doivent être traitées par les chefs de police et les commissions de police » (alinéa 56*b*)).

Contexte

- La création du Bureau du directeur de l'examen indépendant de la police est issue d'une recommandation formulée par le juge Patrick LeSage, dont le rapport de 2005 appelait à l'établissement d'un nouvel organe civil indépendant chargé d'administrer le système d'examen de la police.

Compétence

- Le Bureau est tenu d'examiner chaque plainte qu'il reçoit d'un membre du public et de s'assurer que la plainte est aiguillée, retenue ou examinée.
- Le Bureau dispose désormais des pouvoirs d'examen interlocutoires que détenait auparavant la Commission civile des services policiers de l'Ontario.

Fondement législatif

- Le Bureau a été établi aux termes du projet de loi 103 – *la Loi sur l'examen indépendant de la police*, qui a reçu la sanction royale le 17 mai 2007.
- Les pouvoirs du Bureau sont mentionnés à la partie V de la Loi.
- Les articles 26.1 et 56 de la partie II.1 de la *Loi sur les services policiers* de l'Ontario mentionnent aussi l'établissement du Bureau du directeur de l'examen indépendant de la police.

Traitement du processus de plainte

- Toute plainte doit être déposée dans un délai de six mois suivant l'incident en question. Le Bureau peut recevoir des plaintes après ce délai dans des circonstances exceptionnelles (notamment si le plaignant est atteint d'une invalidité).
- Le Bureau peut refuser de traiter une plainte dans les cas suivants :
  - la plainte n'a pas été déposée dans les délais prescrits;
  - la plainte est frivole, vexatoire ou déposée de mauvaise foi;
  - la plainte devrait être traitée par un autre organe;
  - il ne va pas de l'intérêt public de traiter la plainte;
  - dans le cas d'une plainte concernant une politique ou un service, si la politique ou le service en question ne touche pas directement le plaignant.

- Le Bureau doit adresser les plaintes concernant des politiques ou des services au chef de la police municipale.
- Le chef de police doit présenter un rapport au Bureau concernant le règlement des plaintes.
- Le plaignant peut demander que la commission de police examine la plainte. La commission, à son tour, peut ordonner une réunion publique.
- Le Bureau est habilité à déterminer s'il doit mener une enquête interne, adresser une plainte concernant un cas de conduite à un autre service de police à des fins d'enquête ou adresser la plainte concernant un cas de conduite au chef de police du service visé par la plainte à des fins d'enquête. Après avoir adressé une plainte (mais avant l'audience), le Bureau est habilité en tout temps à décider de l'évolution du traitement de la plainte. Le Bureau peut aussi prendre le relais d'une enquête ou l'adresser à un autre corps policier.
- Lorsque le Bureau mène lui-même l'enquête sur la plainte, à la fin de l'enquête, il envoie un rapport écrit au chef de police indiquant que la plainte n'est pas fondée, qu'elle est fondée ou qu'elle est fondée, mais que le cas d'inconduite n'est pas grave. Le chef de police peut décider de porter l'affaire devant une audience disciplinaire ou, dans des cas d'inconduite moins grave, peut régler la plainte de façon non officielle.
- Lorsque la plainte a été adressée au chef de police pour enquête et que celui-ci décide que la plainte est non fondée ou qu'elle est fondée, mais que l'inconduite n'est pas de nature grave, le plaignant peut demander au Bureau d'examiner la décision prise par le chef de police dans un délai de 30 jours.
- Si la plainte est fondée, le chef de police doit ordonner la tenue d'une audience disciplinaire à moins que la plainte ne fasse l'objet d'une résolution non officielle (dans les cas les moins graves seulement).
- Une copie des décisions prises à l'audience est rendue disponible au Bureau et au grand public.
- L'agent concerné et le plaignant peuvent interjeter appel de la décision devant la Commission civile de l'Ontario sur la police.
- Le Bureau a droit de comparaître devant toutes les audiences de la Commission civile de l'Ontario sur la police (nouveau nom de la CCSPO) pour présenter des arguments et des observations.

Structure

- L'équipe du Bureau du directeur de l'examen indépendant de la police est actuellement mise sur pied. Le premier directeur de l'examen indépendant de la police, Gerry McNeilly, a été nommé en mai 2008.

Annexe 8f

Ontario : Commission civile des services policiers de l’Ontario

Ontario : Commission civile des services policiers de l'Ontario

Mandat

- La Commission civile des services policiers de l'Ontario (communément appelée la CCSPO) est un organisme parajudiciaire civil et indépendant qui rend des comptes au ministre de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels.
- La CCSPO a pour mandat de s'assurer que les services de police en Ontario sont efficaces et adéquats.
- La CCSPO joue les rôles suivants :
  - entendre les appels interjetés par des policiers contre des sanctions disciplinaires;
  - trancher des différends de nature budgétaire entre les conseils municipaux et les commissions de police;
  - tenir des audiences concernant des demandes de réduction, d'abolition, de création ou de fusion de services policiers;
  - enquêter sur la conduite de chefs de police, de policiers et de membres de commissions de police;
  - déterminer le statut des membres d'un corps policier;
  - tenir des audiences sur les différends liés aux mesures d'adaptation à l'égard des agents de police handicapés;
  - examiner, à la demande de plaignants, les décisions locales se rapportant à des plaintes du public;
  - prendre des mesures générales d'exécution de la loi concernant le caractère convenable et l'efficacité des services de maintien de l'ordre.

Contexte

- En fonction de la modification de 1997 de la *Loi sur les services policiers*, le mandat de la CCSPO a été élargi et comprend désormais la surveillance du système rationalisé de traitement des plaintes du public sur les politiques, les services ou la conduite d'agents de police. Le système permet aux plaignants de demander un examen par la CCSPO de décisions locales concernant la conduite de la police. Des changements du système actuel doivent être apportés en 2009.
- Le projet de loi 103, *Loi sur l'examen indépendant de la police*, a reçu la sanction royale en mai 2007. Le projet de loi établit un nouveau directeur de l'examen indépendant de la police qui relèverait du ministère du Procureur général. Après l'adoption du projet de loi 103, la Commission n'assurera plus la surveillance des plaintes du public contre la police et perdra ses pouvoirs d'examen interlocutoires. Toutefois, la Commission demeurera l'autorité d'appel finale en ce qui concerne les plaintes du public et conservera le reste de son mandat.
- De plus, en vertu du projet de loi 103, la Commission civile des services policiers de l'Ontario sera renommée la Commission civile de l'Ontario sur la police.

Compétence

- Tous les services de police municipaux et toutes les commissions de police relèvent de la CCSPO.
- Les chefs de police, les membres de services de police et les commissions de police sont redevables au public par l'entremise de la CCSPO.
- La CCSPO rend des comptes au ministre de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels.

Fondement législatif

- Le mandat et les fonctions de la CCSPO sont énoncés à la partie II de la *Loi sur les services policiers*.
- L'article 25 de la Loi indique que la CCSPO a le pouvoir de lancer une enquête sur « la conduite d'un agent de police, d'un chef de police municipal, d'un membre auxiliaire d'un corps de police, d'un agent spécial, d'un agent municipal d'exécution de la loi ou d'un membre d'une commission de police, ou la façon dont il exerce ses fonctions » et de rendre des comptes à cet égard, ainsi qu'en ce qui concerne la qualité de prestation des services par les services de police.
- Selon la partie V de la Loi, la CCSPO est l'organe d'examen pour les décisions concernant des plaintes du public prises par des chefs de police et le commissaire de la Police provinciale de l'Ontario.

Traitement du processus de plainte

- Il y a trois types de plaintes :
  - plaintes relatives aux services de police
  - plaintes relatives aux politiques d'un service de police
  - plaintes relatives à la conduite d'un agent de police
- Chaque plainte doit être déposée dans un délai de six mois suivant l'incident présumé.
- Seule la personne « directement touchée » par l'incident présumé peut déposer une plainte.
- La plainte peut être déposée au poste de police nommé dans la plainte ou directement au bureau de la CCSPO.
- Après avoir reçu la plainte, le chef de police ou le commissaire classifie la plainte dans l'une des trois catégories. Si le plaignant n'est pas d'accord avec la classification, il peut présenter une demande d'examen auprès de la CCSPO dans un délai de 30 jours.
- Le chef ou le commissaire est tenu de mener une enquête dans tous les cas de plainte relative à la conduite policière. Il peut être déterminé qu'il y a eu inconduite à divers degrés de gravité ou que la plainte n'est pas fondée.
- Dans un délai de 30 jours suivant la réception des résultats de l'enquête, le plaignant peut demander à la CCSPO d'effectuer un examen de la décision du chef ou du commissaire.
- Le responsable de la gestion des cas de la CCSPO examine le dossier et consulte l'avocat-conseil de la Couronne, les enquêteurs ou des conseillers juridiques, au besoin.

- La décision rendue par la CCSPO ne peut faire l'objet d'un appel. La CCSPO peut :
  - confirmer la décision du chef ou du commissaire;
  - demander la poursuite de l'enquête;
  - confier l'enquête à un autre corps policier;
  - conclure à l'existence d'éléments de preuve d'inconduite;
  - ordonner une audience disciplinaire dans le cas d'une inconduite de nature grave.
- Si une audience disciplinaire a lieu, le plaignant a un délai de 30 jours pour interjeter appel des résultats de l'audience auprès de la CCSPO.
- La plainte peut également être réglée dans le cadre d'un processus de résolution non officiel. Un tel processus de résolution nécessite le consentement de la part du plaignant et de l'agent ainsi que l'approbation du chef ou du commissaire. Les plaintes réglées dans le cadre d'un processus de résolution non officiel sont de nature moins grave.
- La plainte peut être rejetée dans les cas suivants :
  - si elle a été déposée six mois après l'incident présumé;
  - si elle est vexatoire ou déposée de mauvaise foi;
  - le plaignant n'est pas directement touché par l'incident.
- Si le chef ou le commissaire rejette la plainte, le plaignant doit être informé par écrit dans un délai de 30 jours.

Analyse statistique

- En 2007, la CCSPO a mené deux enquêtes sur dix en vertu de l'article 25.
- En tout, 2 623 plaintes ont été déposées contre 23 383 agents de police ou services de police.
- Le tableau suivant illustre le nombre de plaintes du public déposées contre des agents de police en Ontario depuis 2003 :

Examen des plaintes du public contre des agents de police en Ontario

2003	2 845
2004	3 110
2005	2 868
2006	2 613
2007	2 623

Structure

- La CCSPO est dirigée par M. Murray W. Chitra, président, qui a été nommé par décret.
- En 2007, la CCSPO disposait de sept employés à temps partiel, soit une conseillère principale, deux enquêteurs, une registrateure et administratrice générale et quatre responsables de la gestion des cas.
- Les membres sont représentatifs du nord, du sud, de l'est et de l'ouest de l'Ontario.
- À l'heure actuelle, 13 personnes travaillent pour la CCSPO.
- La Commission se réunit à Toronto tous les mois. De plus, les membres participent régulièrement à des groupes d'examen concernant des décisions prises par la police locale sur la classification des plaintes du public contre les agents de police et les enquêtes à ce sujet.

Budget et financement

- En 2007-2008, le budget total s'élevait à 1 684 200 $.

Compétences et formation des enquêteurs

- Il y a deux enquêteurs : l'enquêteur principal et l'enquêteur chargé des plaintes.

Politiques et procédures

- Les politiques et les procédures de la CCSPO sont énoncées dans les *Règles de pratique*, qui définissent les diverses étapes du processus de plainte, les participants concernés ainsi que les pouvoirs de la CCSPO. De plus, les règles suivantes s'appliquent :
  - *Les procédures préalables à l'audience* établissent que l'avis d'appel présenté à la CCSPO doit l'être dans un délai de 30 jours suivant la décision du chef ou du commissaire.
  - Les conditions qui permettent à la CCSPO de fournir des renseignements sont mentionnées à la section *Divulgation.*
  - La présentation à suivre pour les documents à l'appui dans le cadre d'audiences d'appel est décrite dans la politique *Mémoires d'appel.*
  - La section *Signification des documents aux parties* énonce la méthode à suivre pour envoyer des documents.
  - La politique *Motions* souligne que l'avis de motion doit être livré au moins 14 jours avant les procédures relatives à la motion.
  - Les règles 21 et 22 énoncent les conditions nécessaires à la tenue adéquate des audiences, qui peuvent avoir lieu par voie électronique.
  - L'*Ordre de présentation* établit que l'appelant doit être la première partie à présenter son cas.
  - De plus, il existe des modèles pour l'avis d'appel, l'avis de motion et l'assignation de témoin.
  - *La Loi sur les enquêtes publiques* s'applique à toutes les enquêtes menées par la Commission et à toutes les audiences.

Observations supplémentaires

- Le président de la CCSPO, M. Murray Chitra, admet qu'une surveillance policière indépendante a une certaine valeur. Toutefois, cela ne signifie pas qu'une surveillance civile dégage la police de toute responsabilité de répondre aux comportements criminels de ses membres.
- Pour M. Chitra, il est difficile de savoir « où tracer la ligne », de déterminer les pouvoirs que devrait avoir un tel organe externe.
- Au bout du compte, M. Chitra estime qu'un modèle hybride s'appuyant sur une indépendance civile et l'expertise de la police constitue la façon la plus efficace d'assurer une surveillance adéquate de la police :
  - *Pour qu'un organisme de surveillance soit efficace, il doit disposer de toute une gamme de capacités et de personnes possédant diverses compétences. Il est utile d'avoir les deux points de vue – on a besoin de différentes personnes possédant une connaissance pratique sur la police pour obtenir deux points de vue différents et prendre des décisions éclairées.*

Annexe 8g

Ontario : Unité des enquêtes spéciales (UES)

Ontario : Unité des enquêtes spéciales (UES)

Mandat

- Le mandat de l'UES est de mener des enquêtes dans les cas de blessures graves et de décès (et d'allégations d'agression sexuelle) pouvant être attribuables à des infractions criminelles commises par des agents de police.
- L'UES dispose de plein pouvoirs pour mener des enquêtes et déposer des accusations criminelles contre des agents.

Contexte

- Au cours des audiences du Groupe d'étude sur les relations entre la police et les minorités raciales en 1988, bon nombre de participants ont fait part de leurs préoccupations concernant l'intégrité du processus d'enquête de la police sur d'autres agents de police, tout particulièrement dans les cas de fusillade contre des suspects criminels. Dans le cadre des recommandations formulées par le Groupe d'étude, une nouvelle *Loi sur les services policiers* a établi l'Unité des enquêtes spéciales, qui a été mise en opération le 8 août 1990 à titre de service d'enquête indépendant du gouvernement.

Compétences

- L'UES a compétence sur tous les agents de police municipaux, régionaux et provinciaux au sein de l'Ontario, ce qui représente 65 services de police et environ 21 600 agents. La GRC et les services de police autochtones travaillant en Ontario ne relèvent pas de l'autorité de l'UES.
- En 2005-2006, l'UES a reçu 118 plaintes qui ne concernaient pas son mandat. Les cas de blessures non graves ne font pas partie du mandat de l'UES.
- La définition de « blessures graves » a été créée par le premier directeur de l'UES, l'honorable John Osler.
    - *On doit englober dans les « blessures graves » celles qui sont susceptibles d'avoir des répercussions sur la santé ou le bien-être de la victime et dont la nature est plus que passagère ou insignifiante, ainsi que les blessures graves dues à une agression sexuelle. On présumera à priori que des « blessures graves » ont été infligées à la victime si celle-ci est hospitalisée, a une côte, une vertèbre, un membre ou le crâne fracturé, porte des brûlures sur une grande partie du corps, a perdu une partie du corps, la vue ou l'ouïe ou encore allègue qu'elle a été sexuellement agressée.*

Fondements juridiques

- L'UES a été établie en vertu de la Partie VII, article 113 de la *Loi sur les services policiers*, qui fournit le cadre juridique des services de police de l'Ontario. La nouvelle *Loi sur les services policiers* a reçu la sanction royale le 28 juin 1990, et l'UES a été mise en opération le 8 août 1990. Il s'agit d'un organisme civil indépendant qui dispose de pleins pouvoirs et de l'autorisation de mener une enquête et de déposer des accusations criminelles contre des agents de police.
- La portée de la loi était trop vague. Elle précisait que l'UES et la police devaient collaborer, mais ne précisait pas comment.
- Par conséquent, en 1998, le règlement 673 *Conduct and Duties of Police Officers*

Respecting Investigations by the Special Investigations Unit, a été présenté dans le but de compenser ce manque de précisions.

Traitement du processus des plaintes

- L'UES a pour but de terminer 65 % de tous les cas dans un délai de 30 jours. Selon le cas, il faut mener une enquête plus approfondie, ce qui peut retarder le traitement.
- Selon l'UES, chaque enquête comprend normalement les éléments suivants :
  - « examiner la scène, sauvegarder tous les éléments de preuve physiques, contrôler les soins qui ont été apportés à une personne ayant été blessée,
  - Solliciter et obtenir la coopération de témoins, saisir des équipements de police pour des examens par les services juridiques,
  - consulter le coroner dans les cas de décès,
  - avertir le plus proche parent et tenir la famille de la personne décédée ou les parties blessées informées,
  - tenir au courant le superviseur des enquêtes, l'agent exécutif et le directeur de l'évolution du cas. »
- Après que tous les faits ont été recueillis, le directeur décide s'il existe des motifs raisonnables pour déposer des accusations criminelles contre un agent. Le procureur général de l'Ontario, le chef du service de police concerné ou le commissaire de la Police provinciale de l'Ontario sont informés de la décision du directeur.
- L'enquêteur principal joue un rôle essentiel dans le processus. Il gère les ressources de l'enquête, coordonne la collecte des éléments de preuve, évalue l'importance des éléments recueillis, sollicite la coopération des parties concernées et prépare le rapport d'enquête à la conclusion de l'affaire, rapport sur lequel s'appuie le directeur pour prendre sa décision.

Analyse statistique

- Le graphique ci-dessous illustre les enquêtes que l'UES a menées au cours de l'année. En 2006-2007, il y a eu 238 enquêtes, soit le nombre d'enquêtes le plus élevé dont l'UES a dû s'occuper. Selon l'UES, les cas de décès d'une personne en détention et de blessures sont principalement à l'origine de cette augmentation.
- Il y a eu deux cas où des accusations ont été portées contre deux agents de police.
- En tout, 68 % des cas de l'unité ont été réglés dans un délai de 30 jours ouvrables en 2006-2007.
- Depuis 2000, il y a eu 24 cas où des accusations ont été portées.

Tableau des enquêtes menées par l'UES

	Décès – armes à feu	Blessures – armes à feu	Décès de personne détenue	Blessure subie en déten-tion	Autres types de décès/de blessure	Décès – véhicule	Blessures – véhicule	Agression sexuelle	Total
2000-2001	5	8	18	85	2	8	36	15	**177**
2001-2002	4	5	19	75	1	12	31	15	**162**
2002-2003	1	9	17	86	1	7	21	9	**151**
2003-2004	2	8	26	90	0	9	41	16	**192**
2004-2005	8	4	15	58	2	9	30	11	**137**
2005-2006	8	10	22	107	0	9	25	23	**204**
2006-2007	6	11	35	129	0	5	28	24	**238**

Nombre de cas dans lesquels l'UES a déposé des accusations

2000-2001	5(9)
2001-2002	4(5)
2002-2003	4(4)
2003-2004	2(2)
2004-2005	3(4)
2005-2006	4(4)
2006-2007	2(2)

Structure

- L'UES est dirigée par le directeur et, en 2006-2007, elle était composée d'environ 60 employés. L'effectif comprend notamment trois (3) superviseurs des enquêtes et 31 enquêteurs. De plus, l'équipe de la Section de l'identité judiciaire est composée de deux (2) superviseurs de l'identité judiciaire à plein temps et de neuf (9) techniciens de l'identité judiciaire, au besoin. De plus, un agent exécutif, un conseiller juridique, un directeur administratif, un gestionnaire des communications, un coordonnateur des services aux personnes concernées, un coordonnateur de la formation et du personnel administratif s'ajoutent à l'effectif.

Budget et financement

- Pour l'année se terminant en mars 2007, le montant total des dépenses s'est élevé à **5 689 745 $**.

Compétences et formation des enquêteurs

- En moyenne, les enquêteurs de l'UES comptent 31 années d'expérience en enquête. La composition de l'équipe d'enquête à plein temps est équilibrée; elle compte cinq anciens agents de police et sept enquêteurs n'ayant pas d'expérience policière préalable.
- Le personnel responsable des enquêtes comprend aussi des experts dans les enquêtes sur les accidents de la route et la reconstitution des accidents. De plus, l'UES dispose d'une Section de l'identité judiciaire qui participe à tous les aspects

des travaux d'identité judiciaire.
- Tous les nouveaux enquêteurs participent à une séance d'orientation de cinq jours organisée par le personnel interne et des experts en la matière externes.
- De plus, tous les employés responsables des enquêtes et des services d'identité judiciaire reçoivent une formation interne chaque trimestre. Par le passé, les sujets suivants ont été abordés : la « reconstitution des scènes de fusillade », la « différence entre une entrevue et un interrogatoire », l'« analyse de la trajectoire et de l'impact des armes à feu » et le « rôle de la direction d'équipe et de la communication au sein de l'équipe. »
- Des experts en la matière externes sont aussi invités trimestriellement pour donner des exposés sur diverses questions ponctuelles d'actualité. Par le passé, les séances de formation ont traité des thèmes suivants : « Perspective d'une personne ayant survécu à la prostitution », les « Amorces d'ADN » et « Résidus d'armes à feu. »
- De plus, les employés de l'UES reçoivent une formation offerte par des fournisseurs de services externes, comme le Collège de police de l'Ontario et le Collège canadien de police ainsi que d'autres instituts et associations, comme le Centre des sciences judiciaires et la Criminal Lawyers' Association.
- Les séminaires et les conférences externes permettent aux membres de l'UES d'acquérir des renseignements supplémentaires sur un sujet particulier. Par le passé, les employés ont participé à des événements comme le « Aboriginal and Diversity Policing Forum », le « Disaster Planning : Major Event », l'« Annual International Sex Crimes Conference », l'« International Association of Blood Pattern Associates Annual Conference » et la séance « Kinesic Interview Technique ».
- Enfin, le personnel de l'UES reçoit une formation sur la santé et le bien-être et sur la diversité culturelle.
- En 2006-2007, les frais de formation représentaient 4,8 % du budget total de l'UES, soit 273 422 $.

Politiques et procédures

- Les employés de l'UES doivent respecter les principes suivants :
  - La *Directive opérationnelle 002 – Le processus d'enquête* oriente le travail des employés de l'UES et décrit les procédures que les membres du personnel d'enquête doivent suivre lorsqu'ils répondent à des incidents.
  - De plus, ces principes s'appliquent directement dans les cas de blessures graves ou de décès :
    - La politique *Firearms Related Investigations* précise que les enquêteurs doivent répondre le plus rapidement possible dans les cas d'incidents de fusillade impliquant des agents de police.
    - La politique *Custody Related Investigations* énonce les lignes directrices guidant l'intervention appropriée dans les cas d'incidents de blessures graves ou de décès d'une personne détenue par la police. La politique établit une distinction entre deux types d'incidents concernant des personnes détenues : les cas où les blessures graves ou le décès sont attribuables à l'usage direct de la force par un agent de police et les cas où le décès ou les blessures sont attribuables aux actions du détenu.
    - La politique *Motor Vehicle Accident* Incident Investigations précise

que lorsque le véhicule de la police est physiquement impliqué dans la collision [qui a entraîné des blessures graves ou le décès], l'UES dirigera l'enquête.
    - La politique *Communication and Liaison with Victim – Complainant and/or Next of Kin* précise que dans les cas de décès et dans certains cas de blessures graves (comme lorsque la victime n'est pas en mesure de communiquer), les enquêteurs de l'UES doivent informer rapidement le plus proche parent de la victime.
    - La politique *Action Required when Charges Are Laid* décrit les procédures à suivre lorsque le directeur de l'UES détermine que des accusations doivent être portées contre un agent de police.
    - La politique *Preparation of the Prosecution Brief* énonce la présentation à suivre et le contenu des dossiers de poursuite judiciaire.
    - La politique *Pre-trial Disclosure* définit le processus et les responsabilités de l'enquêteur principal dans les cas où des accusations criminelles ont été portées.
    - La politique *Firearms Discharge for Examination* énonce les procédures sécuritaires de la décharge d'armes à feu dans le but de récupérer les projectiles.
- L'UES s'appuie aussi sur les procédures suivantes :
    - The *Investigative Priority* policy
    - The *SIU Cooperation Under Section 11 of Ontario Regulation 873/98* policy
    - The *Sexual Assault Investigations* policy
    - The *Security and Continuity of Physical Evidence* policy
    - *Search Warrants (Obtaining for Investigative Purpose)*
    - *Release of Materials Seized Without Warrant During SIU Investigations*
    - *Seizure of Police Equipment*
    - *Case Reviews with Police Services*
    - *Media Relations*
    - *Use of Official Memo Books*
    - *Investigative Response when Aboriginal People are Involved*
    - *Use of Occurrence and Follow-up Reports*
    - *Requesting Documentation Regarding Reported Incidents*
    - *Preparation of the Prosecution Brief*
    - *Notification of Director's Decision*
    - *SIU Investigations in Co-operation with Child Welfare Authorities*
    - *Violent Crime Linkage Analysis System (VICLAS) Submissions*
    - *SIU Response to Search Warrants, Subpoenas, etc.*
    - *Recorded Interviews*
    - *Infectious Disease/Needle Disposal Policy and Program*
    - *Photographic Lineups*
    - *Calculating the Length of SIU Cases*
    - *Retention/Disposition of* Identification of Criminals Act *Records*
    - *Definition of "Participate"*

Québec : Commissaire à la Déontologie policière du Québec & Le comité de déontologie policière

Québec : Commissaire à la Déontologie policière du Québec & Le comité de déontologie policière

Mandat

- Le mandat du commissaire à la Déontologie policière est de recevoir et d'examiner les plaintes formulées à l'endroit des policiers, des constables spéciaux et des contrôleurs routiers qui auraient contrevenu au Code de déontologie des policiers du Québec.
- Le Comité de déontologie policière est un tribunal administratif spécial qui offre aux citoyens la possibilité de faire valoir leurs droits, et aux policiers, constables spéciaux et contrôleurs routiers, leur défense, devant une instance « accessible, indépendante, impartiale et spécialisée en matière de déontologie policière ».
- Le Comité de déontologie policière veille à l'application et au respect du Code de déontologie des policiers du Québec.

Contexte

- Les changements liés à l'accentuation du caractère multiculturel du Québec ont contribué à provoquer des tensions entre les membres des minorités visibles et les policiers.
- Les pouvoirs dont jouissent les policiers pour exercer pleinement leurs fonctions doivent être surveillés par un organisme de surveillance civil.

Compétence

- Conformément au Code de déontologie des policiers du Québec, le commissaire à la Déontologie policière a compétence sur tout policier, tout constable spécial et tout contrôleur routier de même que sur toute personne ayant autorité sur ce dernier.
- Le commissaire est une institution indépendante dont le personnel est composé exclusivement de civils. De plus, si l'un des enquêteurs a déjà été policier, il ne peut pas se voir assigner un dossier impliquant le service de police auquel il a appartenu.
- Le commissaire ne peut pas se saisir lui même d'une affaire. Il peut agir seulement lorsqu'il y a :
  - o une plainte d'une personne;
  - o une demande d'enquête du ministre de la Sécurité publique;
  - o une décision d'un tribunal canadien déclarant un policier coupable d'une infraction criminelle constituant également une dérogation au Code de déontologie des policiers du Québec.
- Le commissaire n'a pas l'autorité de faire des enquêtes criminelles. S'il apparaît qu'une infraction criminelle peut avoir été commise, le commissaire peut en saisir le corps de police approprié à des fins d'enquête criminelle.

Fondement législatif

- Le 16 juin 2000, *la Loi sur la police* est entrée en vigueur, intégrant l'ensemble des dispositions relatives à la déontologie policière.
- Le Code de déontologie des policiers du Québec a été adopté aux termes de l'article 127 de la section I de la *Loi sur la police*. Il détermine les devoirs et normes de conduite des policiers, des constables spéciaux et des contrôleurs routiers « dans leurs rapports avec le public dans l'exercice de leurs fonctions ».

Processus de traitement des plaintes

- Pour être recevable, une plainte doit :
  - être formulée par écrit;
  - être déposée au plus tard un an à compter de la date de l'événement ou de sa connaissance;
  - viser un policier, un constable spécial ou un contrôleur routier dans l'exercice de ses fonctions;
  - concerner un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.
- Le commissaire doit accuser réception de la plainte dans les cinq jours et transmettre une copie de la plainte et la preuve recueillie au plaignant et au directeur du service de police concerné.
- Afin d'orienter la plainte de façon appropriée, le commissaire procède à un examen préliminaire, d'une durée maximale de 40 jours.
- Le commissaire a ensuite plusieurs options. Il peut :
  - acheminer le dossier en conciliation;
  - décréter une enquête;
  - clore le dossier;
  - s'il apparaît qu'une infraction criminelle peut avoir été commise, transmettre le dossier au corps de police approprié à des fins d'enquête criminelle.
- Si le commissaire clôt le dossier, le plaignant dispose d'un droit de révision. Il doit faire sa demande dans les 15 jours suivant la réception de la décision du commissaire.
- Toute plainte est normalement soumise à la conciliation. Dans ce cas, le commissaire désigne un conciliateur qui voit à la tenue de la séance de conciliation dans un délai de 45 jours suivant la décision du commissaire.
- Dans des cas exceptionnels, le dossier n'est pas soumis à la conciliation, lorsque le commissaire décide de clore le dossier, ou qu'il estime devoir faire enquête dans l'intérêt public, par exemple lorsqu'il y a :
  - un décès ou des blessures graves;
  - une infraction criminelle;
  - un cas de récidive.
- Le commissaire peut décider de tenir une enquête en cas d'échec de la conciliation, lorsqu'il estime qu'une plainte est d'intérêt public, ou lorsque le ministre de la Sécurité publique lui en fait la demande.
- En vertu de la loi, toute personne doit collaborer à l'enquête du commissaire, sauf la personne qui fait l'objet de la plainte.
- L'enquêteur dispose d'un délai de trois mois pour remettre son rapport. Après avoir reçu le rapport, le commissaire peut clore le dossier, offrir aux parties la

conciliation ou citer le policier devant le Comité de déontologie policière.
- Si le commissaire décide de clore le dossier, le plaignant dispose d'un délai de 30 jours pour formuler sa demande de révision auprès du Comité de déontologie policière.
- Le commissaire peut clore un dossier de plainte dans les circonstances suivantes :
  - la plainte n'est pas fondée en droit;
  - la plainte est frivole ou vexatoire;
  - il y a insuffisance de preuve pour déposer une citation à comparaître devant le Comité de déontologie policière (tribunal administratif).
- Si le commissaire dépose une citation, le policier doit se présenter à une audience publique devant le Comité de déontologie policière. Pendant l'audience, le commissaire doit faire la preuve de la conduite reprochée selon la règle de la prépondérance.
- Le Comité détermine si la conduite du policier constitue ou non un acte dérogatoire au Code de déontologie, transmet sa décision au plaignant, au policier et au directeur du corps de police. La décision est aussi rendue publique.
- Le Comité peut, à la demande du plaignant, réviser une décision du commissaire qui rejette la plainte après enquête.
- Dans sa décision, le Comité peut :
  - confirmer la décision du commissaire de rejeter la plainte;
  - renverser la décision du commissaire en lui ordonnant de poursuivre l'enquête qu'il avait commencée, de procéder à une nouvelle enquête, ou de citer le policier.
- Le plaignant ne peut pas porter en appel la décision rendue par le Comité à la suite de l'audience publique. Toutefois, dans les 20 jours qui suivent la réception de la décision du Comité, il peut transmettre au commissaire un document faisant valoir son point de vue sur l'opportunité de porter la décision en appel.

Statistiques
- En 2006-2007, le commissaire a reçu 1 371 plaintes, par rapport à 1 381 en 2005-2006 et à 1 296 en 2004-2005.
- Cinquante-neuf dossiers ont été déposés en citation, mettant en cause 88 policiers, dont 17 membres de la Sûreté du Québec, 33 agents du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), 37 agents de corps municipaux et un contrôleur routier.
- Il y a eu 505 conciliations en 2006-2007, par rapport à 429 en 2005-2006.
- Cent quatorze enquêtes ont été effectuées, par rapport à 174 en 2005-2006.

Structure
- Le commissaire, M^{e} Claude Simard, et le commissaire adjoint, M^{e} Réjean Gauthier, sont nommés par le gouvernement pour une période de cinq ans, et leur mandat peut être renouvelé.
- Le commissaire est soutenu dans son travail par un effectif de 35 employés permanents (et un employé occasionnel) qui sont répartis dans deux bureaux, l'un à Québec (19 employés), l'autre à Montréal (16 employés).
- Le Comité se compose de 18 personnes. Les membres à temps plein doivent avoir été admis au Barreau au moins 10 ans avant leur nomination au Comité.

Les membres à temps partiel doivent avoir été admis au Barreau au moins 5 ans avant leur nomination.
- Le président du Comité, M^e^ Mario Bilodeau, et le vice président, M^e^ Jean-Pierre Bédard, sont aussi nommés par le gouvernement.

Budget/financement
- Pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2007, le total des dépenses a été de 2 718 644 $.
- Les frais d'enquête et de conciliation se sont élevés à 784 913 $. Ces frais sont remboursables par les services de police concernés.

Compétences/formation des enquêteurs
- Les membres du Comité de déontologie policière doivent posséder une vaste expérience du milieu juridique.
- Si un enquêteur du commissaire a déjà été policier, il ne pourra se voir assigner un dossier impliquant le service de police auquel il a appartenu.

Annexe 8i

Chicago : Independent Police Review Authority (IPRA)

Chicago : Independent Police Review Authority (IPRA)

Mandat

- L'Independent Police Review Authority (couramment appelée l'IPRA) de Chicago a pour mandat de mener des enquêtes sur des membres du Chicago Police Department (CPD) concernant des cas de violence conjugale, d'usage excessif de la force, de coercition et de violence verbale biaisée.
- L'IPRA doit mener des enquêtes sur tous les cas de décharge d'arme à feu ou d'utilisation du pistolet Taser qui auraient potentiellement pu blesser une personne ainsi que sur tous les incidents extraordinaires (décès ou blessure d'une personne détenue par la police, suicide ou tentative de suicide), peu importe qu'il y ait allégation d'inconduite ou non.
- L'IPRA a la responsabilité de mener des enquêtes sur toutes les allégations d'inconduite policière.

Contexte

- En 1974, le Chicago Police Department a créé une nouvelle unité, l'Office of Professional Standards.
- En 2007, l'Office of Professional Standards est devenu distinct du CPD.
- En réponse à des préoccupations sur la façon dont les allégations d'inconduite policière étaient traitées par le CPD, le maire Richard M. Daley a créé l'IPRA par ordonnance de la Ville à l'été de 2007. L'IPRA a remplacé l'Office of Professional Standards.
- Le 5 septembre 2007, l'IPRA est devenue un service indépendant de la Ville de Chicago.

Compétences

- L'IPRA a compétence sur tous les agents du CPD.
- Il s'agit d'un service indépendant qui relève directement du maire.
- L'IPRA a la responsabilité de mener des enquêtes sur toutes les allégations d'inconduite policière.
- L'IPRA doit mener une enquête sur toutes les décharges d'arme à feu ou les utilisations de l'arme à impulsions, *peu importe qu'il y ait des allégations d'inconduite ou non*.
- Les plaintes qui n'ont pas trait à un recours à une force excessive ou mortelle, à la violence conjugale, à la violence verbale due à un partie pris ou à la coercition impliquant un membre du CPD ne relèvent pas de la compétence de l'IPRA. Il peut s'agir d'allégations de consommation de drogue, de vol et de dérogation à la procédure. Les allégations de cet ordre sont transmises à l'Internal Affairs Division du Chicago Police Department.

Fondement législatif

- L'IPRA a été établie par ordonnance de la Ville, chapitre 2-57.

Traitement du processus de plainte

- Si le plaignant a signé un affidavit ou est membre du CPD, l'IPRA classifie le numéro de registre en tant que numéro de registre de plainte pour le reste de l'enquête.

- Si la plainte vient de l'extérieur et que le plaignant n'a pas signé d'affidavit, l'IPRA mène une enquête précédant l'affidavit.
- Tout plaignant faisant une allégation contre un membre du CPD doit signer une déclaration sous serment attestant que l'allégation est véridique ou qu'il estime qu'elle est véridique.
- L'IPRA accuse réception de la plainte dans un délai de cinq à sept jours ouvrables.
- Après avoir été informée d'une décharge d'arme à feu ou de l'utilisation d'une arme à impulsions, ainsi que lorsqu'il est question d'incidents extraordinaires, l'IPRA établit un numéro de registre. En l'absence d'allégation d'inconduite, l'IPRA mène l'enquête et n'attribue de numéro de registre de plainte que si l'enquête révèle l'existence d'une allégation d'inconduite.
- Une poursuite intentée contre la Ville pour allégation d'inconduite de la part d'un membre du CPD est traitée comme toute autre allégation d'inconduite. S'il y a un affidavit, un numéro de registre est créé et le cas est classifié comme un numéro de registre de plainte.
- L'enquête précédant l'affidavit suit un cours normal, mais l'IPRA ne peut interroger l'agent accusé avant de recevoir une plainte ou d'obtenir une exception à l'exigence d'affidavit, qui peut être accordée en vertu du droit de l'État ou d'un contrat syndical.
- Le rapport final de l'IPRA peut parvenir à l'une des conclusions suivantes :
  - L'allégation est fondée : il existe suffisamment d'éléments de preuve justifiant la prise de mesures disciplinaires.
  - L'allégation n'est pas fondée parce qu'il n'existe pas suffisamment d'éléments permettant de prouver que l'allégation est fondée.
  - L'allégation n'est pas fondée (elle est fausse ou n'est étayée par aucun fait).
  - L'agent est disculpé : les actions de l'accusé étaient légitimes et adéquates.
  - Il n'y a pas d'affidavit – aucun témoin n'a fait de déclaration sous serment et aucune exception à l'exigence d'affidavit n'est applicable.
- Pour tous les cas fondés, l'IPRA peut recommander des mesures disciplinaires pour violation, une réprimande écrite, une suspension de 1 à 365 jours ou le congédiement.

Analyse statistique

- Au cours de 2007-2008, l'IPRA a reçu 9 578 allégations et avis concernant des membres du CPD.
- L'IPRA a terminé 2 158 enquêtes. En tout, 46 cas ont été déclarés « fondés ».
- D'avril à juin 2008, l'IPRA a conservé 640 cas qui méritent la tenue d'une enquête et mis fin à 672 enquêtes en cours.
- Seize cas ont été déclarés « fondés ». L'IPRA a indiqué que 203 enquêtes n'étaient « pas fondées ».

Structure

- L'IPRA est dirigée par un administrateur en chef, nommé pour un mandat de quatre ans par le maire, sous l'approbation du conseil municipal.
- L'administrateur en chef doit présenter un rapport officiel au bureau du maire chaque trimestre indiquant les activités et les réalisations de l'IPRA pour la période en question.

- Tous les membres de l'IPRA sont des civils.

Budget et financement

- Pour l'exercice 2008, les recommandations budgétaires pour l'IPRA s'élevaient à 5 758 479 $US.
- Une somme de 5 060 407 $US a été affectée aux enquêtes.

Compétences et formation des enquêteurs

- Les enquêteurs de l'IPRA reçoivent une formation annuelle.
  - Les enquêteurs reçoivent une formation donnée par le Chicago Police Department sur les politiques et les procédures du CPD.
  - Ils reçoivent aussi une formation de l'Illinois State Police Forensic Science Center, qui comprend des sujets comme l'analyse des empreintes digitales, l'analyse de l'ADN, la toxicologie, les essais d'armes à feu et d'autres domaines de la médecine légale, au besoin.
  - L'IPRA procède actuellement à la conception d'une formation professionnelle supplémentaire sur les enquêtes.

Politiques et procédures

- L'IPRA dispose d'un manuel sur les procédures de fonctionnement normalisées qui n'a pas été mis à jour depuis plusieurs années. Il contient, entre autres, des politiques sur la façon de mener des enquêtes et des procédures relatives aux enquêtes sur les fusillades.
- Il existe aussi un manuel à l'intention de la Major Incident Response Team.
- De plus, l'administrateur en chef de l'IPRA fait un discours à toutes les nouvelles cohortes d'agents de police au cours de leur formation de recrutement et leur explique le rôle et les fonctions de l'IPRA. L'administrateur en chef s'adresse aussi à des classes de détectives, de sergents et de lieutenants promus.
- L'IPRA évalue la conduite des agents en fonction des politiques du CPD (mentionnées dans la liste ci-dessous) en vertu du *General Order* 02-08 du CPD sur l'usage de la force. Ajoutée en août 2003 à la politique *Force Options*, la section III B 2.d (2) précise que, devant une « personne qui offre une résistance », l'utilisation du Taser est une option d'intervention possible; toutefois, « seul le Taser remis par le CPD peut être utilisé et seulement par un membre ayant reçu la formation autorisée par le service sur le traitement et l'utilisation sécuritaires ».
- Les politiques suivantes réglementent l'usage de la force au sein du service :
  - *Incidents Requiring the Completion of a Tactical Response Report.* De tels incidents comprennent des voies de fait contre un agent du CPD.
  - *Canines as a Force Option.* Cette politique précise qu'il est possible d'avoir recours à des chiens entraînés par le CPD dans le cadre d'une intervention contre une personne qui offre une résistance.
  - *Deadly Force.* Cette politique permet de faire feu en direction d'une personne ou d'un véhicule.
  - *Force Options.* Cette politique précise les degrés d'intervention possibles selon différents types de détenus.
  - *Use of Force Guidelines.*

- *Use of Force Model.* Cette politique constitue une représentation graphique concernant un usage adéquat de la force selon les actions d'un sujet.

- Au cours de ses enquêtes, l'IPRA évalue la conduite de l'agent en fonction des politiques du CPD, en vertu de la politique générale sur l'usage de la force (*Use of Force*). Les politiques suivantes réglementent l'usage de la force du service :
  - *Incidents Requiring the Completion of a Tactical Response Report*
  - *Canines as a Force Option*
  - *Deadly Force*
  - *Force Options*
  - *Use of Force Guidelines*
  - *Use of Force Model*

Annexe 8j

Royaume-Uni : Independent Police Complaints Commission (IPCC)

Royaume-Uni : Independent Police Complaints Commission (IPCC)

Mandat

- L'Independent Police Complaints Commission (IPCC) du Royaume-Uni est établie depuis le 1er avril 2004. Son mandat consiste à traiter les plaintes et les allégations d'inconduite contre la police d'Angleterre et du pays de Galles.
- De plus, elle a pour rôle de renforcer la confiance à l'égard du système de plainte contre la police, de s'assurer que tous ont accès au système de plainte contre la police, d'établir, de contrôler, d'inspecter et d'examiner les normes d'opération du système de plainte contre la police et de promouvoir l'excellence des services de police en s'appuyant sur les leçons tirées.

Contexte

- En 1981, une émeute a éclaté à Brixton, dans le sud de Londres, et a duré trois jours, à la suite de l'arrestation d'un homme noir. Une enquête sur les troubles survenus à Brixton dirigée par Lord Scarman a jeté la lumière sur l'état problématique des relations entre la police et la collectivité, envenimé par la croyance répandue selon laquelle la police vise les civils en fonction de préjugés raciaux.
- À la suite des préoccupations soulevées dans le rapport de Lord Scarman et des pressions exercées par le Board et la Royal Commission on Criminal Justice, d'importants changements ont été apportés. Le 29 avril 1985, la Police Complaints Authority (PCA) a remplacé le Police Complaints Board.
- Le rapport *The Stephen Lawrence Inquiry 1999*, qui a analysé l'enquête de la police sur le meurtre d'un jeune homme noir en 1993, a relancé le débat sur le racisme et la police et a appelé à l'établissement d'un organe de surveillance indépendant.
- Le 1er avril 2004, la PCA a été remplacée par l'Independent Police Complaints Commission, qui disposait de pouvoirs plus grands, notamment la capacité de mener une enquête indépendante sur des cas d'inconduite policière. De plus, l'IPCC est chargée de « consigner les affaires où il semble qu'il y ait eu infraction ou comportement criminel justifiant la prise de mesures disciplinaires » (alinéa 10(2)*b*) de la *Police Reform Act*).

Compétence

- L'IPCC a compétence sur la police d'Angleterre et du pays de Galles. De plus, depuis avril 2006, son pouvoir s'étend au traitement des plaintes contre le personnel de la Serious Organized Crime Agency (SOCA) et de Her Majesty's Revenue and Customs (HMRC). En février 2008, la compétence de l'IPCC a été élargie, et elle doit maintenant enquêter sur les affaires concernant les agents et les représentants de l'UK Border Agency (UKBA).
- En plus des plaintes, certains types d'incidents, comme des cas de blessures graves impliquant un contact direct ou indirect avec un agent de la police, de HMRC, de la SOCA ou de l'UKBA, doivent être signalés à l'IPCC.
- Les allégations graves comprennent aussi des allégations de corruption grave ou organisée, des allégations contre des agents de police supérieurs, des allégations de racisme et des allégations de détournement du cours de la justice.
- L'IPCC est entièrement indépendante de la police, du gouvernement et des groupes d'intérêt.

Fondement législatif

- L'IPCC a été créée en vertu de *la Police Reform Act 2002*, qui établit les pouvoirs et les responsabilités de la commission, des chefs de police et des autorités policières. Les forces policières, entre autres, ont le devoir de signaler à l'IPCC tout cas de décès auquel la police est associée.
- Les changements législatifs apportés à la Loi de 2002 permettent au plaignant de déposer une plainte directement à l'IPCC et ont élargi le type de personne pouvant porter plainte contre la police et pouvant être visé par une plainte. Par conséquent, toute personne peut déposer une plainte au nom d'une autre « pour autant que le plaignant autorise par écrit l'autre personne à agir à son compte ».

Traitement du processus de plainte

- Il existe trois types d'enquêtes :
  1. enquête supervisée par l'IPCC
     → l'enquête est supervisée par l'IPCC, mais elle est menée sous la direction et le contrôle de la police, de HMRC, de la SOCA ou de l'UKBA.
  2. enquête gérée
     → enquête menée par la police, HMRC, la SOCA ou l'UKBA, mais sous la direction et la supervision de l'IPCC
  3. enquête indépendante
     → enquête menée par l'IPCC.
- Pour les deux derniers types d'enquêtes, il est impossible d'interjeter appel de la décision auprès de l'IPCC.
- Lorsque l'IPCC est informée d'un décès (notamment les décès survenus au cours d'un accident de la route ou d'une fusillade, le décès d'une personne détenue par la police ou suivant sa détention et les décès associés à un contact avec la police), elle détermine si elle doit gérer ou superviser une enquête de la police ou mener une enquête indépendante sur le cas. En 2007-2008, l'IPCC a participé à l'enquête dans 69 % des cas de décès (dans le cadre d'une enquête indépendante ou d'une enquête qu'elle a gérée ou supervisée) et a confié 31 % des cas aux forces policières locales.
- Les Statutory Guidance de l'IPCC à l'intention des agents de police concernant le système de plainte énoncent les normes relatives au traitement des plaintes.
- Dans le cas des plaintes considérées comme non graves, la police, dans un délai de 10 jours ouvrables suivant la plainte, détermine si elle doit consigner la plainte en vertu de la *Police Reform Act 2002*.
- L'IPCC transmet la plainte reçue d'un membre du public au corps policier concerné dans un délai de deux (2) jours ouvrables après sa réception.
- Le corps policier est tenu de transmettre toutes les plaintes graves à l'IPCC.
- L'IPCC offre une ligne téléphonique en service 24 heures sur 24 pour le signalement d'incidents graves, dont des allégations de corruption grave ou organisée, des allégations contre des agents supérieurs, des allégations de racisme ou des allégations de détournement du cours de la justice. Elle accuse réception de la plainte avant la fin du prochain jour ouvrable et décide du type d'enquête dans un délai de deux jours ouvrables après avoir reçu la plainte.
- Si l'enquête est de nature locale ou est supervisée par l'IPCC, le plaignant a un délai de 29 jours pour interjeter appel. Avant la fin du prochain jour ouvrable,

l'IPCC doit accuser réception de l'appel, informer le corps policier, prendre une décision finale et informer le plaignant et la police dans un délai de 28 jours.
- Dans le cas d'une enquête indépendante ou gérée, l'IPCC communique avec le plaignant ou d'autres parties intéressées, le ou les agents de police concernés et le corps policier.
- L'IPCC est tenue d'informer le plaignant et le corps policier (y compris les agents de police concernés) et de les mettre à jour aux 28 jours concernant toute éventuelle entente de liaison.
- Dans le cas d'une enquête locale ou supervisée, la police communique avec le plaignant ou toute autre partie intéressée et avec les agents de police concernés.
- La police doit informer le plaignant aux 28 jours concernant toute entente conclue.
- Le plaignant dispose d'un délai de 28 jours pour interjeter appel dans les cas suivants :
  - la non-consignation d'une plainte
  - le processus de résolution local
  - les résultats d'une enquête locale ou supervisée
- Lorsqu'un appel est interjeté, l'IPCC doit accuser réception de l'appel et communiquer avec le corps policier le jour ouvrable suivant et informer le plaignant et la police de sa décision dans un délai de 28 jours.
- Les décisions prises dans le cadre d'une enquête gérée ou indépendante ne peuvent pas faire l'objet d'un appel.

Compétences et formation des enquêteurs

- L'IPCC dispose d'une équipe de plus de 100 enquêteurs dirigés par les directeurs régionaux de chacune des régions, qui assurent la supervision et la gestion de certaines enquêtes sur la police. Ils mènent aussi des enquêtes indépendantes sur des incidents ou des allégations graves d'inconduite de personnes au service de la police.

Analyse statistique

- En 2007-2008, l'IPCC a participé aux enquêtes dans 69 % des cas de décès et a confié le traitement de 31 % des cas au service de police local.
- Pour ce qui est des incidents où il y a eu décès, l'IPCC a participé à 37 enquêtes indépendantes et à 14 enquêtes gérées et a supervisé une enquête.
- De 2004-2005 à 2007-2008, le nombre d'incidents où il y a eu décès a diminué de 14.
- En 2007-2008, l'IPCC a mené 100 enquêtes indépendantes et en a terminé 82.
- Elle a parachevé 147 enquêtes gérées.

Participation aux enquêtes par l'IPCC, 2007-2008

Type d'enquête	Accident de la route mortel		Fusillade mortelle		Décès de personne détenue ou après la détention		Décès associé à un contact avec la police		TOTAL	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Indépendante	6	26	5	100	11	52	15	58	37	49
Gérée	6	26	0	-	2	10	6	23	14	19
Supervisée	1	4	0	-	0	-	0	-	1	1
NOMBRE TOTAL D'ENQUÊTES AUXQUELLES L'IPCC A PARTICIPÉ	13	57	5	100	13	62	21	81	52	69
Local	10	43	0	-	8	38	5	19	23	31
NOMBRE TOTAL DE DÉCÈS	23	100	5	100	21	100	26	100	75	100

Nombre de cas qui ont été adressés à l'IPCC, de 2004-2005 à 2007-2008

2004/05	2005/06	2006/07	2007/08
1 531	1 699	2 049	2 208

Nombre d'enquêtes indépendantes lancées et achevées par l'IPCC, de 2004-2005 à 2007-2008

2004/05		2005/06		2006/07		2007/08	
Lancées	Achevées	Lancées	Achevées	Lancées	Achevées	Lancées	Achevées
31	8	52	32	64	50	100	82

Type de décès et exercice, de 2004-2005 à 2007-2008

	DÉCÈS				
	2004/05	**2005/06**	**2006/07**	**2007/08**	**Changement dans le nombre de décès de 2006-2007 à 2007-2008**
Accident de la route mortel	44	48	36	23	-13
Fusillade mortelle	3	5	1	5	4
Décès de personne détenue ou après la détention	36	28	27	21	-6
Décès associé à un contact avec la police	24	39	20	26	6
NOMBRE TOTAL DE DÉCÈS	**107**	**120**	**84**	**75**	**-9**

Incidents par type de décès et exercice, de 2004-2005 à 2007-2008

	INCIDENTS				
	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	Changement dans le nombre d'incidents de 2006-2007 à 2007-2008
Accident de la route mortel	43	42	35	17	-18
Fusillade mortelle	3	5	1	4	3
Décès de personne détenue ou après la détention	36	28	27	21	-6
Décès associé à un contact avec la police	23	37	19	26	7
NOMBRE TOTAL DE DÉCÈS	**105**	**112**	**82**	**68**	**-14**

Structure

- Il y a quatre bureaux régionaux : Angleterre du Centre et de l'Est, Londres et le Sud-Est, le nord de l'Angleterre et le pays de Galles et le Sud-Ouest.
- L'IPCC est dirigée par Nick Hardwick, président, et l'équipe est dirigée par la chef de la direction, Jane Furniss. Le président est nommé par la Couronne pour une période de cinq ans avec possibilité de renouvellement du mandat (la nomination du président Hardwick a été renouvelée en mars 2008), et la chef de la direction a été nommée par la Commission avec l'approbation du secrétaire d'État et est redevable aux commissaires.
- Les commissaires de l'IPCC sont nommés par le ministre de l'Intérieur pour un mandat n'excédant pas cinq ans et sont responsables de la gouvernance de l'IPCC, du système de plainte et de la décision finale concernant les cas individuels. Selon la loi, aucun des 15 commissaires ne peut jamais avoir travaillé pour un service de police, HMRC ou la SOCA.
- Le personnel de l'IPCC comprend aussi cinq directeurs fonctionnels, responsables de fonctions organisationnelles et stratégiques en soutien aux activités de l'IPCC, et quatre directeurs régionaux, responsables des activités des bureaux régionaux de la Commission. De plus, l'Audit Committee, le Diversity Committee et le Health and Safety Committee rendent des comptes à la Commission.
- En outre, il y a plus de 100 enquêteurs indépendants, en plus des gestionnaires de cas et d'autres spécialistes.

Budget et financement

- L'IPCC est parrainée par la Policing Powers and Protection Unit et financée au moyen d'une subvention offerte par le Home Office.
- En 2007-2008, le Home Office a alloué 32,273 millions de livres sterling à l'IPCC.
- En 2007-2008, l'IPCC a aussi reçu un financement de 1,920 de livres sterling de HMRC (et un financement supplémentaire pour l'établissement d'une infrastructure d'enquête sur les plaintes reçues de l'UKBA). Cette année-là, les dépenses totales de l'IPCC se sont élevées à 34,278 millions de livres sterling comparativement à un budget de 34,193 millions de livres sterling.

Tendances financières de l'IPCC, de 2004-2005 à 2007-2008

Millions de livres sterling	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08
Recettes	22,506	29,932	34,598	34,193
Dépenses	21,755	30,070	34,533	34,278
Écarts	0,751	(0,138)	0,065	(0,085)

Politiques et procédures

- Les politiques de l'IPCC font actuellement l'objet d'importantes révisions.
- Auparavant, l'IPCC disposait de trois manuels de procédures, un sur les enquêtes, un sur le traitement des cas et un à l'intention des commissaires. L'IPCC est en train de restructurer ses manuels pour n'en faire qu'un seul manuel. Le manuel final doit être publié au printemps 2009.

Observations supplémentaires

- En ce qui concerne les compétences des enquêteurs, le commissaire de l'IPCC Nicholas Long a indiqué que l'expertise requise pouvait découler d'une autre source que l'expérience à titre d'agent de police : « Il n'est pas nécessaire d'avoir d'anciens agents de police – il suffit d'être compétent et expérimenté. » Le commissaire a reconnu que certains enquêteurs avaient une expertise « exceptionnelle », sans aucune expérience précédente de l'application de la loi. La perception des compétences de l'enquêteur cache bien souvent la réalité.
- Le modèle de l'IPCC est souvent perçu comme le modèle qui conviendrait le mieux au Canada, un modèle qui associe dans une juste proportion surveillance civile, indépendance et expertise des enquêteurs. Le commissaire Long admet que, même si ce modèle s'applique bien au Royaume-Uni, il faut tenir compte des réalités. Le système fédéral du Canada, l'immensité de son territoire et la portée de l'examen font qu'il est nécessaire de disposer d'un modèle qui tienne compte des caractéristiques particulières du Canada :
  - *Je suis très conscient du fait que notre modèle convient à l'Angleterre et au pays de Galles,* [mais] *nous ne pouvons l'exporter sans l'adapter de façon adéquate.*
  - *Il serait difficile d'établir un système unique en raison de l'autonomie de chaque province.*

Annexe 8k

Irlande du Nord : Office of the Police Ombudsman for Northern Ireland

Irlande du Nord : Office of the Police Ombudsman for Northern Ireland

Mandat

- La mission de l'ombudsman est d'« établir un système de plainte contre la police indépendant et impartial à l'intention des citoyens et de la police aux termes de la *Police (Northern Ireland) Act* de 1998 et de 2000, de s'assurer que l'on connaît le mieux possible le service de plainte de l'ombudsman de la police et qu'il est pleinement accessible et adapté à la collectivité, d'établir un processus d'enquête rigoureux et efficace menant à la formulation de recommandations étayées par des données probantes et d'analyser et d'examiner les résultats de plaintes afin d'éclairer et d'améliorer les politiques et les pratiques de la police ».

Contexte

- Depuis le Belfast Agreement de 1998, le secteur des services de police a connu quelques changements en Irlande du Nord. Une commission indépendante sur les services de police en Irlande du Nord, mieux connue sous le nom de Patten Commission, a été créée afin de se pencher sur le manque de confiance et de satisfaction du public à l'égard du très impopulaire Royal Ulster Constabulary. La Commission a formulé plusieurs recommandations de changement ayant trait au service de police du pays, notamment le renommer Police Service of Northern Irland (PSNI) en plus de prendre plusieurs mesures qui amélioreraient la responsabilisation de la police à l'échelle locale.
- En 2000, l'Office of the Police Ombudsman de l'Irlande du Nord a été établi en vertu de la *Police (Northern Irland) Act* 1998.
- L'ombudsman doit rendre des comptes au Parlement par l'entremise du secrétaire d'État de l'Irlande du Nord et est tenu de prendre en considération les directives fournies par le secrétaire d'État.

Compétence

- En vertu de la *Police (Northern Irland) Act 1998*, la police relève de la compétence de l'ombudsman. De plus, l'ombudsman peut mener des enquêtes sur la Belfast Harbour Police, la Larne Harbour Police, la Belfast International Airport Police et le Ministry of Defence Police de l'Irlande du Nord, ainsi que sur la Serious Organised Crime Agency, lorsque leur personnel mène des activités relevant de sa compétence.
- La compétence de l'ombudsman de la police s'étendra bientôt à l'UK Borders Agency.
- Le bureau est constitué et exploité de façon indépendante du Northern Irland Office, du Northern Irland Policing Board et du chef de police des services de police de l'Irlande du Nord.

Fondement législatif

- Le bureau de l'ombudsman a été établi en vertu du Statutory Rule 2000 No 399, *Police (Northern Irland) Act 1998 (Commencement) Order (Northern Irland) 2000*.
- La compétence du bureau est énoncée dans la *Police (Northern Irland) Act 1998*, la *Police (Northern Irland) Act 2000* et la *Police (Northern Irland) Act 2003*.

Traitement du processus de plainte

- Toutes les plaintes concernant les cas d'inconduite policière sont traitées par le bureau de l'ombudsman de la police. Les plaintes doivent être déposées dans un délai de un an suivant l'incident (toutefois, dans des circonstances spéciales et lorsque l'ombudsman estime qu'il s'agit d'une plainte grave et exceptionnelle, les plaintes concernant des événements s'étant produits il y a plus d'un an peuvent être admises).
- Après avoir reçu la plainte, l'ombudsman de la police détermine la façon de traiter la plainte et la confie à une personne responsable. L'ombudsman tente de répondre au plaignant dans un délai de quatre jours ouvrables.
- Si l'affaire peut être réglée de façon non officielle, il faut consulter le plaignant et remettre l'affaire à la police. Sinon, il faut confier l'affaire aux enquêteurs de l'ombudsman (ou à la police à des fins d'enquête).
- Il y a tentative de médiation au début du processus pour compléter un processus de résolution non officiel, et cela fait actuellement l'objet d'un projet pilote.
- Après la fin de l'enquête, l'ombudsman peut décider de prendre les mesures suivantes : il peut recommander au directeur des poursuites publiques de poursuivre l'agent de police; il peut recommander que le chef de police prenne des mesures disciplinaires contre l'agent (ou, lorsqu'une plainte est déposée contre le chef de police, son adjoint ou le sous-chef, recommander des mesures disciplinaires à la commission de police); il peut recommander une indemnisation, ou il peut rejeter la plainte et expliquer sa décision.
- La décision de l'ombudsman de la police est finale, à moins que ne soient présentés de nouveaux renseignements que le plaignant ne connaissait pas au moment où la plainte a été présentée.
- À la fin d'une enquête sur une affaire qui ne constitue pas une plainte (enquête en vertu de l'article 55 de la Loi de 1998), l'ombudsman est tenu d'envoyer une copie du rapport d'enquête au chef de police, au secrétaire d'État et à la commission de police de l'Irlande du Nord.
- Toute personne non satisfaite d'un aspect du service ou des actions de l'ombudsman peut déposer une plainte de vive voix ou par écrit. Les plaintes sont consignées, on accuse réception dans un délai de trois jours, et une réponse est fournie dans un délai de 20 jours.

Analyse statistique

- Au cours de l'année 2007-2008, le bureau de l'ombudsman a enregistré 2 970 plaintes et cas ne faisant pas l'objet d'une plainte. Ces derniers comprennent des cas renvoyés par le chef de police et le directeur des poursuites publiques et quatre cas sur lesquels l'ombudsman de la police a décidé de mener une enquête dans l'intérêt du public.
- Sur les 2 970 plaintes et affaires, 1 332 (45 %) ont fait l'objet d'une enquête officielle. En tout, 851 enquêtes ont été menées et terminées au cours de cette année-là.
- En 2007-2008, le bureau a enregistré 27 cas ne faisant pas l'objet d'une plainte, et le chef de police, le secrétaire d'État et la commission de police de l'Irlande du Nord ont présenté 20 rapports.
- L'ombudsman a formulé des recommandations au chef de police dans 158 cas touchant 200 agents; dans plus de la moitié de ces cas (54 %), l'ombudsman a fourni des conseils et une orientation.

- Au total, 241 cas ont été adressés au Public Prosecution Service (PPS). Le PPS a recommandé d'intenter des poursuites dans 11 de ces cas (12 agents de police étaient impliqués, et il y a eu 19 accusations).

Structure

- Le bureau est un organisme public non ministériel, dont la direction est assurée par l'ombudsman de la police, à titre de personne morale simple, nommée par brevet royal pour une période de sept ans. L'ombudsman, M. Al Hutchinson, est soutenu par le directeur général, M. Samuel Pollock, et une équipe de cadres supérieurs composée de six directeurs.
- Au cours de l'exercice 2007-2008, le bureau regroupait 143 employés, dont environ 100 employés affectés aux plaintes, aux enquêtes et aux enquêtes historiques concernant des plaintes d'inconduite policière.
- Aucun employé du bureau de l'ombudsman de la police ne fait partie d'un corps policier en Irlande du Nord. Plusieurs agents de police détachés de services de police autres que celui de l'Irlande du Nord font aussi partie de l'effectif.

Budget et financement

- L'ombudsman est financé au moyen d'une subvention offerte par le Northern Ireland Office. Pour l'année 2007-2008, son budget d'exploitation net s'élevait à 8 533 972 £.

Compétences et formation des enquêteurs

- Il y a trois catégories d'agents d'enquête : enquêteurs recrutés directement, enquêteurs de police détachés et enquêteurs contractuels temporaires.
- Les enquêteurs de l'ombudsman de la police sont embauchés au terme d'un concours ouvert et annoncé. Ils doivent passer une entrevue axée sur les compétences.
- Les candidats doivent posséder de l'expérience dans le domaine des enquêtes dans le secteur privé ou public; certains ont déjà été agents de police.
- Les candidats retenus se voient offrir un poste probatoire de deux ans et doivent terminer une formation accréditée à l'Université Portsmouth du Royaume-Uni ainsi qu'une formation de mentorat en cours d'emploi.
- Les agents d'enquête supérieurs doivent suivre une formation accréditée par l'Association of Chief Police Officers (ACPO).
- Bon nombre de séances de formation en leadership et en enquête spécialisée sont offertes par des intervenants contractuels externes.

Politiques et procédures

- La *Police (Northern Irland) Act 2003* enjoint l'ombudsman de la police d'enquêter sur des pratiques ou des politiques actuelles de la police si :
  - de telles pratiques ou politiques sont portées à son attention;
  - il estime que c'est dans l'intérêt du public de le faire.
- Des études ont été faites dans les domaines suivants : l'utilisation de menottes par la police, les fouilles de résidence effectuées par la police, les services de police dans les collectivités en situation minoritaire et l'utilisation de gaz CS.

Observations supplémentaires

- L'ombudsman de la police, M. Al Hutchinson, indique que le modèle de l'Irlande du Nord ne peut pas être tout simplement exporté et fonctionner tout aussi efficacement; il faut tenir compte de facteurs comme la taille du territoire et la population sous sa compétence ainsi que l'histoire des relations entre la police et la population (méfiance par le passé).
- Le modèle de l'Irlande du Nord comporte des avantages et des inconvénients.
- M. Hutchinson fait remarquer que le principal avantage tient au fait que, lorsque des plaintes sont déposées, un organe civil indépendant « stabilise la situation » et le public peut avoir confiance que les résultats sont impartiaux.
- Toutefois, il y a quelques inconvénients :
  - Le modèle de l'ombudsman de la police « ne peut être importé n'importe où ». Un tel organisme est coûteux, et, pour un pays de la taille du Canada, les frais pourraient être trop élevés.
  - Le fait d'être jugé par un organisme externe peut rendre les agents de police hésitants à accomplir leurs tâches de crainte de faire l'objet d'une plainte.
- De plus, un organe « complètement civil » peut être impraticable. Il est très complexe et très long de former adéquatement des enquêteurs. C'est pourquoi il peut être préférable de faire appel à des agents de police détachés.
- Des agents de police à la retraite peuvent posséder toute l'expérience nécessaire, mais leurs compétences peuvent être dépassées.
- Selon M. Hutchinson :
  - *Pour mener de bonnes enquêtes, il faut que nous soyons tout aussi bons, voire meilleurs* [que les agents de police en question].
  - En associant des agents de police détachés et à la retraite à des civils, on obtient un organe compétent, professionnel, équitable et responsable.

Annexe 8l

Australie du Sud : Police Complaints Authority (PCA)

Australie du Sud : Police Complaints Authority (PCA)

Mandat

- La Police Complaints Authority (PCA) a été créée pour recevoir les plaintes concernant la conduite d'agents de police, maintenir un registre des plaintes déposées auprès de la PCA et de la police, surveiller les enquêtes sur les plaintes menées par la South Australia Police (SAPOL), évaluer le bien-fondé d'une plainte, résoudre les plaintes par conciliation, lorsque cela est possible, recommander des mesures disciplinaires ou d'autres mesures et rendre des comptes au Parlement sur le traitement des plaintes concernant la police.
- Elle peut aussi mener ses propres enquêtes dans des cas exceptionnels. La PCA peut mener des enquêtes principales sur des plaintes concernant :
  - des agents de police supérieurs
  - des membres de l'Internal Investigations Branch
  - des fonctionnaires employés par la SAPOL
  - des politiques, des pratiques ou des procédures des forces policières
  - d'autres circonstances exceptionnelles.

Contexte

- Contrairement aux circonstances entourant la création d'un organe de surveillance de la police dans d'autres États, en Australie du Sud, il ne semble pas que ce soit des pressions exercées par le public ou son insatisfaction qui aient été à l'origine de la création du bureau. Ce besoin est venu d'un consensus de plus en plus grand selon lequel une telle surveillance était souhaitable, qui a été exprimé pour la première fois dans un rapport de l'Australian Law Reform Commission puis dans les mesures prises par d'autres États.
- La Police Complaints Authority a été établie en vertu de la *Police (Complaints and Disciplinary Proceedings) Act* du Parlement de l'Australie du Sud, le 1er septembre 1985, qui présentait un système de surveillance externe d'une enquête interne.

Compétence

- La PCA est un organe indépendant créé par une loi qui répond directement au Parlement. La Loi de 1985 suit un modèle de « surveillance externe d'une enquête interne », qui confie l'enquête principale sur les plaintes à l'Internal Investigation Branch de la SAPOL. Ces enquêtes sont assujetties à la surveillance de la PCA, même si celle-ci peut mener des enquêtes principales sur des plaintes dans des cas exceptionnels, mentionnés ci-dessus.
- Selon l'alinéa 46(1)*b*) de l'*Australian Federal Police Act*, des membres de l'IIB ne peuvent mener des enquêtes sur les actions d'une personne nommée de l'AFP qui travaille pour la division des enquêtes.
- L'article 23 de la *Police (Complaints and Disciplinary Proceedings) Act* de l'Australie du Sud confère à la PCA le pouvoir de mener des enquêtes sur les agents de l'IIB.
- Les plaintes concernant la conduite strictement privée d'un agent de police hors service ou des événements qui se sont produits avant le 1er septembre 1985 ne relèvent pas de la compétence de la PCA.
- Après la promulgation de la *Criminal Law (Forensic Procedures) Act* de 2007, la PCA a eu le pouvoir de vérifier la conformité de la SAPOL avec ses exigences.

Fondement législatif

- La *Police (Complaints and Disciplinary Proceedings) Act* de 1985 énonce les dispositions relatives à la Police Complaints Authority et à l'Internal Investigations Branch.
- De plus, quatre autres lois s'appliquent à la PCA, qui énoncent les obligations précises et exigent de l'autorité de faire part des résultats au procureur général : la *Criminal Law (Forensic Procedures) Act, la Freedom of Information Act,* la *Telecommunications (Interception) Act* et la *Listening and Surveillance Devices Act*.
- Récemment adoptée en mai 2007, la *Criminal Law (Forensic Procedures) Act* exige de la PCA d'effectuer une vérification de la conformité annuelle.
- En vertu de la *Freedom of Information Act* de 1991, la PCA a la responsabilité d'effectuer des examens externes à la demande de personnes qui ne sont pas satisfaites des résultats de leur plainte déposée à la SAPOL.
- La *Telecommunications (Interception) Act* de 1988 exige de la PCA de vérifier les dossiers de la SAPOL concernant les interceptions téléphoniques.
- Enfin, la *Listening and Surveillance Devices Act* de 1972 oblige la PCA à vérifier les dossiers de la SAPOL concernant les activités visées par cette Loi.

Traitement du processus de plainte

- Les plaintes peuvent être réglées par conciliation ou peuvent exiger la tenue d'une enquête à part entière. Les cas prétendus de conduite qui ne justifieraient pas habituellement d'accusations criminelles ou de mesures disciplinaires, comme le fait de foncer sur une foule, peuvent être réglés par conciliation. La conciliation est une méthode de rechange souple et simple au processus d'enquête, plus officiel et long. Qui plus est, les participants ont l'occasion de présenter leurs griefs dans le cadre du processus.
- Un rapport est transmis à l'Internal Investigations Branch de la SAPOL et à la PCA qui examine l'affaire et détermine si la conciliation a réussi.
- Le processus s'entame lorsqu'un plaignant fournit les détails d'une plainte à un membre du corps policier ou à un agent de la Police Complaints Authority. Par la suite, un agent de règlement communique avec le plaignant pour discuter du cas. Le superviseur ou l'agent de règlement communique ensuite avec l'agent de police visé par la plainte, et celui-ci est prié de fournir une explication. L'agent de règlement transmet ces renseignements au plaignant, et celui-ci doit déterminer, à ce moment-là, si l'affaire est réglée ou s'il désire poursuivre le processus. Idéalement, le traitement complet d'une plainte se fait dans un délai de 14 jours.
- L'enquête est habituellement menée par l'Internal Investigation Branch, une équipe d'agents de police expérimentés, qui doivent communiquer avec le plaignant, les agents de police concernés et toute autre personne qui pourrait contribuer à l'enquête. La PCA surveille l'enquête en communiquant de façon régulière avec des agents de l'IIB, en examinant tout document pertinent et en communiquant avec des personnes concernées par la plainte. Dans des cas exceptionnels, la PCA peut décider de mener ses propres enquêtes.
- Le commissaire de police envoie une copie du rapport d'enquête à la PCA et cette dernière peut recommander la prise de mesures si la conduite de l'agent de

police concerné contrevenait à la loi ou manquait à la discipline, faisait preuve d'une discrimination déraisonnable, injuste ou indue, s'appuyait sur une loi ou sur une pratique déraisonnable, était fondée sur une erreur de droit ou faisait un mauvais usage d'un pouvoir discrétionnaire.

- Par la suite, la PCA peut formuler les recommandations suivantes au commissaire : que l'agent de police soit accusé d'avoir commis une infraction ou une faute disciplinaire; qu'une décision soit réexaminée ou qu'une décision soit étayée par des motifs; qu'une loi, qu'une politique ou qu'une procédure soit modifiée; ou qu'aucune mesure ne soit prise.
- Si la PCA recommande la prise de mesures disciplinaires contre un agent, un magistrat qui siège au Police Disciplinary Tribunal doit être saisi de cette affaire, et la pénalité est évaluée par le commissaire de police ou le sous-chef.

Compétences et formation des enquêteurs

- Selon la PCA, « pour mener des enquêtes sur des plaintes, il faut des enquêteurs compétents qui connaissent le sujet et les secteurs visés par les enquêtes ». Les enquêtes sont menées par des agents expérimentés provenant d'un secteur indépendant.
- Il y a un enquêteur à plein temps qui est un ancien agent de police, comptant 18 ans d'expérience au sein des unités des General Duties, des Major Crash Investigation et de la Road Traffic Enforcement.
- En principe, l'enquêteur peut mener des enquêtes sur son ancienne unité. Toutefois, l'enquêteur ne peut participer à des cas où la personne visée par l'enquête ou un des témoins clés est une personne avec qui l'enquêteur a travaillé étroitement ou a maintenu une relation personnelle. Dans de tels cas, pour éviter qu'il y ait apparence de partialité, le président de la PCA enquête lui-même sur l'affaire ou confie l'enquête à l'un des avocats travaillant pour le bureau.
- Tous les avocats faisant partie de l'équipe de la PCA possèdent une certaine expérience du droit criminel, du côté de la Couronne ou de la défense, ou des deux.

Analyse statistique

- Au cours de l'exercice se terminant le 30 juin 2007, la PCA a reçu 1 133 nouvelles plaintes et en a terminé 1 181. En tout, 430 (37 %) des plaintes ont été réglées par conciliation.
- Au cours de cette année-là, la PCA a aussi reçu 21 nouvelles demandes d'examen externe de décisions prises par la SAPOL en vertu de la *Freedom of Information Act*; 20 de ces cas ont été parachevés, et un a été renvoyé à la SAPOL pour qu'il soit réglé par conciliation.
- Le président de la PCA, M. Anthony Wainwright, estime qu'environ six enquêtes principales ont été terminées au cours du dernier exercice. Ces enquêtes n'étaient pas nécessairement de nature criminelle, et certaines avaient trait à des pratiques et à des procédures de la police.
- Deux des enquêtes principales avaient trait à des plaintes déposées contre des agents de l'Ethical and Professional Standards Branch (EPSB), dont relèvent les enquêtes internes.

- Une enquête principale a été lancée par le président (aucune plainte n'avait été déposée) dans le cadre de laquelle la PCA assurait une surveillance directe de l'enquête de la police sur le recours à des méthodes d'enregistrement audiovisuel au sein de l'Anti-Corruption Branch.

Plaintes reçues et terminées, de 2004-2005 à 2006-2007

	Plaintes reçues	Plaintes terminées
2004/05	1 170	1 137
2005/06	1 223	1 219
2006/07	1 133	1 181

Structure

- La Police Complaints Authority est dirigée par un homme qui, en vertu de la Loi de 1985, doit agir à titre d'avocat ou d'homme de loi pour la Haute Cour ou la Cour suprême et est nommé par le gouverneur. Le président actuel de la PCA est M. Anthony D. Wainwright.
- Puisque la PCA est complètement indépendante de la SAPOL, aucun des employés n'est un agent de police.
- À l'heure actuelle, il y a 13 employés, qui correspondent à 11 équivalents temps plein (ETP). Le président de la PCA et les agents des cas, personnel juridique compétent, comptent pour 5,6 ETP, un agent de conciliation, pour 0,8 ETP, un enquêteur, pour 0,8 ETP, et du personnel de bureau, pour 3,8 ETP.

Budget et financement

- Selon le dernier rapport annuel, le personnel de la PCA a respecté son budget « qui est beaucoup plus petit que celui d'organismes comparables ».
- Le budget de la PCA s'élève actuellement à 1,13 million $A par année.

Politiques et procédures

- En règle générale, la PCA ne dispose pas de politiques écrites. La seule politique écrite constitue l'entente sur les cas d'inconduite mineure conclue entre le président de la PCA et le commissaire de police aux termes du paragraphe 3(3) de la Loi.
- Selon le président de la PCA il existe très peu de politiques écrites parce que la Loi précise en détail les interactions officielles entre la PCA et la SAPOL. Selon M. Wainwright, la PCA et la SAPOL « ont tenté d'interagir de façon non officielle et avec la plus grande marge de manœuvre possible pour atteindre notre but commun, celui d'avoir les meilleurs services de police pour l'Australie du Sud ».
- La PCA et l'IIB se rencontrent aux deux semaines pour examiner les enquêtes en cours et discuter de nouvelles questions.
- De plus, la PCA rencontre tous les mois le délégué du commissaire pour discuter des points de désaccord et s'entretenir, aux termes de l'article 34 de la Loi, sur les points litigieux concernant les évaluations et les recommandations de la PCA.

Observations supplémentaires

- Le modèle d'organe de surveillance de l'Australie du Sud présente des avantages clés. Anthony Wainwright fait remarquer que ce modèle « crée un système dans lequel la police fait partie de la solution aux problèmes ». M. Wainwright ajoute ce qui suit :
  - *Si vous voulez d'un bon corps policier au sein de votre administration, ce corps policier doit faire partie de la solution.*
  - *Je suis parfaitement heureux de leur faire respecter leurs obligations découlant de ce modèle, de les critiquer s'ils ne jouent pas leur rôle de façon active et responsable et de leur signaler tout manquement à leurs responsabilités.*
- Un deuxième avantage tient au fait que, si le corps policier joue un rôle dans le processus de plainte, les plaintes, fondées ou non, sont traitées de façon uniforme. Toutes les enquêtes sont menées (pour la plupart) de la même façon par un organisme uni.

Nouvelle-Zélande : Independent Police Conduct Authority (IPCA)

Annexe 8n

Nouvelle-Zélande : Independent Police Conduct Authority (IPCA)

Mandat

- L'Independent Police Conduct Authority de la Nouvelle-Zélande (appelée IPCA dans le rapport), nommée auparavant la Police Complaints Authority, a été établie en 1989. Elle exerce les fonctions principales suivantes :
  - mener des enquêtes sur des plaintes concernant de prétendus cas d'inconduite ou de manquement au devoir par la police ou des pratiques, des politiques ou des procédures de la police touchant personnellement le plaignant;
  - mener des enquêtes sur des incidents de décès ou de lésions corporelles graves attribuables à des actions de la police;
  - mener des enquêtes sur des affaires confiées à l'IPCA par le commissaire de police, dans le cadre d'un protocole d'entente conclu avec l'IPCA, concernant des cas d'inconduite grave ou de manquement au devoir, que l'IPCA considère comme des plaintes.

Contexte

- L'IPCA a été créée en 1989 après la promulgation de la *Police Complaints Authority Act 1988*. Il s'agit d'un organisme d'État indépendant assujetti à la *Crown Entities Act 2004*. Elle est régie et exploitée de façon indépendante et financée dans le cadre de crédits du ministère de la Justice affectés aux termes d'ententes sur les catégories d'extrants non ministériels (Non-Departmental Output Class agreements).
- En novembre 2007, la Police Complaints Authority est devenue l'Independent Police Conduct Authority, organe disposant de pouvoirs plus grands, notamment la capacité de mener des enquêtes sur des plaintes historiques et de confier le traitement de plaintes moins graves à la police. De plus, depuis novembre 2007, le nombre d'enquêteurs est passé de cinq à neuf.

Compétence

- Il y a 13 districts de police en plus du Police National Headquarters, duquel l'IPCA peut recevoir et accepter des plaintes devant faire l'objet d'une enquête.
- L'IPCA a le pouvoir de surveiller une enquête de police et de donner des directives à la police à cet égard. Elle ne peut retirer une enquête du contrôle de la police, mais elle peut mener sa propre enquête distincte sur la plainte en question. Seule la police dispose des ressources pour traiter les principales enquêtes dès les premiers stades, et, en outre, les éléments de preuve recueillis par la police au cours de l'enquête peuvent être utilisés dans le cadre de procédures supplémentaires, alors que les éléments recueillis par l'IPCA ne le peuvent pas. Les enquêteurs de l'ICPA s'appuient DANS UNE LARGE MESURE sur le travail effectué par la police pour mener ses propres enquêtes.
- En 2005, l'IPCA et le commissaire de police ont conclu un protocole de coopération visant à assurer la collaboration entre les enquêteurs des deux organismes.
- De plus, un protocole d'entente a été conclu entre l'IPCA et la police qui précise que les cas d'inconduite grave ou de manquement au devoir signalés à l'interne au sein de la police doivent être portés à l'attention de l'IPCA, qui assurera leur traitement.

- Le ministre de la Justice et l'IPCA concluent, avant la fin de chaque exercice, un protocole d'entente. L'IPCA fait remarquer que ses activités s'inscrivent dans le résultat final du secteur de la justice, c'est-à-dire « une société sécuritaire et juste ».

Fondement législatif

- L'IPCA tire ses pouvoirs de la *Police Complaints Authority Act 1988,* une loi qui vise à renforcer les dispositions relatives aux enquêtes et à la résolution de plaintes contre la police en établissant une Independent Police Conduct Authority.
- En vertu de l'article 12 de la Loi, l'IPCA a pour rôle de recevoir les plaintes concernant des prétendus cas d'inconduite ou de manquement au devoir commis par la police ou des pratiques ou des procédures de la police. Aux termes de l'article 13, l'IPCA doit être informée d'incidents de décès ou de lésions corporelles graves survenus dans le cadre de l'exécution de fonctions policières, comme des fusillades ou des poursuites en voiture mortelles.
- L'IPCA fait actuellement l'objet d'un processus de restructuration, et le Parlement de la Nouvelle-Zélande doit présenter des modifications de la Loi. Dans un dossier du Cabinet de 2007 *Review of the Independent Police Conduct Authority*, on a examiné l'efficacité et l'indépendance de l'IPCA, et plusieurs propositions ont été recommandées qui visaient à répondre aux deux problèmes auxquels fait face l'IPCA :
  - l'absence de capacité d'enquête indépendante;
  - les contraintes que supposent les dispositions liées à la confidentialité et au privilège prévues dans l'*Independent Police Conduct Authority Act*, qui empêchent que les renseignements obtenus par l'IPCA soient utilisés dans le cadre d'autres procédures.
- Par conséquent, six propositions traitant de ces questions ont été recommandées, notamment des modifications à apporter à l'article 17 de *l'Independent Police Conduct Authority Act* pour que l'on précise les responsabilités de l'IPCA relatives à ses propres enquêtes et l'application de l'*Official Information Act* à l'IPCA.

Traitement du processus de plainte

- Les plaintes sont classées en 35 catégories, et l'IPCA rend des comptes sur chaque catégorie pour chacun des 14 districts. Une plainte est reçue lorsqu'une personne dépose une plainte, soit directement à l'IPCA, soit à la police qui l'adresse à l'IPCA. Une plainte doit toucher personnellement la personne ou le groupe de personnes qui la dépose.
- La police a le devoir de mener des enquêtes sur tous les cas et les incidents graves. Depuis 2003, l'IPCA dispose de ses propres enquêteurs qui mènent des enquêtes sur les plaintes de nature grave ou sur des cas de décès ou de lésions corporelles graves. Toutefois, puisque les éléments de preuve recueillis par la police peuvent être utilisés dans le cadre de poursuites au criminel ou de procédures disciplinaires et que les éléments de preuve recueillis par les enquêteurs de l'IPCA ne le peuvent pas, l'IPCA mène presque toujours une enquête parallèle orientée par un protocole de coopération conclu entre les deux organisations.

- Lorsqu'une plainte est reçue, plusieurs options s'offrent à l'IPCA :
  - elle peut mener une enquête sur la plainte (alinéa 17(1)*a)* de la Loi);
  - elle peut confier l'enquête à la police (alinéas 17(1)*a)* et *b*));
  - elle peut différer les mesures pendant que la police mène une enquête pour le compte de l'IPCA (alinéa 17(1)*b*));
  - elle peut différer les mesures pendant que la police mène une enquête criminelle ou disciplinaire (alinéas 17(1)*a)* et *c*));
  - elle peut surveiller une enquête policière (alinéa 17(1)*c*));
  - elle peut décider de ne prendre aucune mesure (article 18 de la Loi).

Analyse statistique

- Au cours de l'exercice se terminant le 30 juin 2008, 2 073 nouvelles plaintes en tout ont été jugées recevables pour une enquête. Il s'agit d'une augmentation par rapport à 2 016 plaintes en 2006-2007 et à 1 741 plaintes en 2005 2006.
- La plupart des plaintes en 2007-2008 appartenaient aux catégories du manquement au devoir (p. ex., défaut de mener une enquête), des pratiques et des procédures (y compris la violation des droits du plaignant), de l'attitude ou de la langue et de l'usage de la force.
- En vertu de l'article 13 de la Loi, la police est tenue de signaler à l'IPCA les incidents de décès ou de lésions corporelles graves associés aux actions de la police. Au cours de 2007-2008, l'IPCA a été informée de 11 décès (un suicide et dix autres décès) et de 48 incidents de lésions corporelles graves.
- Au cours de 2007-2008, l'IPCA a accompli des progrès considérables pour réduire le retard dans les plaintes en suspens depuis 12 mois ou plus. Le retard a été réduit de 1 611 dossiers le 30 juin 2007 à 211 dossiers le 30 juin 2008.
- Les enquêteurs de l'IPCA ont mené 351 enquêtes indépendantes au cours de 2007-2008. De ce nombre, 251 avaient été lancées au cours d'années précédentes, et 100 constituaient de nouvelles enquêtes. Les enquêteurs ont terminé 203 enquêtes au cours de cette année, et 148 étaient toujours en cours en date du 30 juin 2008.
- Dans son *Statement of Intent 2008/09*, l'IPCA a établi des cibles pour les délais de traitement suivant : examen de la scène, liaison avec des enquêteurs de police et communication avec le plus proche parent pour les graves incidents (décès ou lésions corporelles graves; exécution des enquêtes; réponse aux enquêtes; et affectation des plaintes à une enquête. L'IPCA a aussi établi des cibles pour réduire encore plus le retard dans les plaintes en suspens depuis 12 mois ou plus.

Structure

- L'IPCA est présidée par un juge de la Haute Cour, nommé par le gouverneur général sous les recommandations de la Chambre des représentants. Le président actuel est l'honorable juge Lowell Goddard.
- L'IPCA est aussi dirigée par un conseil comptant jusqu'à cinq membres (y compris le président). À l'heure actuelle, deux membres du conseil à plein temps ont été nommés, qui ont aussi tous deux des responsabilités opérationnelles au chapitre des enquêtes et des services, respectivement.
- Depuis 2003, l'IPCA a augmenté son équipe d'enquête, qui compte maintenant un gestionnaire et huit enquêteurs, et est en train d'établir un centre de services, responsable des premières mesures à prendre à l'égard des plaintes, tout en conservant une équipe d'agents d'examen qui évalue le caractère adéquat des enquêtes de police avant la production d'un rapport final.

Budget et financement

- Le financement de l'IPCA découle de crédits du ministère de la Justice, et l'IPCA est administrée par le ministère de la Justice en conformité avec la *Crown Entities Act 2004*.
- En 2008-2009, les dépenses totales de l'IPCA étaient prévues à 3 000 468 $NZ (les dépenses vérifiées pour l'année seront indiquées dans *l'Annual Report 2008/09*, qui sera publié en novembre 2008).
- En 2006-2007, les dépenses réelles se sont élevées à 1 981 964 $NZ.

Compétences et formation des enquêteurs

- Tous les enquêteurs de l'IPCA sont d'anciens agents de police supérieurs ayant de nombreuses années d'expérience dans les enquêtes criminelles. Cinq enquêteurs sont d'anciens membres de la police de la Nouvelle-Zélande et deux proviennent de services de police d'outremer.

Politiques et procédures

- L'IPCA travaille actuellement à l'élaboration d'une définition pratique de « blessures graves ». Pour l'instant, elle s'appuie sur une compréhension générale de « blessures découlant de la force policière ».
- Un protocole de coopération a été conclu entre l'IPCA et le commissaire de police qui vise à assurer la collaboration entre les enquêteurs des deux organismes.
- De plus, un protocole d'entente a été conclu entre l'IPCA et la police qui précise que les cas d'inconduite grave ou de manquement au devoir signalés à l'interne au sein de la police doivent être portés à l'attention de l'IPCA, qui assurera leur traitement.
- L'IPCA et le ministère de la Justice concluent, avant la fin de chaque exercice, un protocole d'entente. Les activités de l'IPCA s'inscrivent dans le résultat final du secteur de la justice, c'est-à-dire « une société sécuritaire et juste ».

Annexe 8n

MODÈLES DE SURVEILLANCE ET LEURS REPRÉSENTATIONS				
1. Modèle dépendant		**2. Modèle interdépendant**		**3. Modèle indépendant**
1.1 La police enquêtant sur la police	1.2 La police enquêtant sur un autre corps policier	2.1 Observation civile	2. 2 Enquête hybride	3. Enquête indépendante
1. Bureau du commissaire aux plaintes contre la police (C-.B.) 2. Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi (Manitoba) 3. Commission civile des services policiers de l'Ontario 4. Directeur de l'examen indépendant de la police (Ontario) 5. Commissaire à la déontologie policière – Comité de déontologie policière (Québec)	1. Entente entre la GRC (Division H) et la Halifax Regional Police (Integrated Critical Incident Team) 2. Entente entre la GRC (Division B) et la police de Terre-Neuve-et-Labrador 3. Entente entre la GRC (Division J) et les services de police du Nouveau-Brunswick (Use of Force Investigation Team)	1. Projet pilote d'observateur indépendant de la CPP (Division « E » de la C.-B. et Division « M » du Yukon)	1. Équipe d'intervention en cas d'incident grave de l'Alberta 2. Commission des plaintes du public (Saskatchewan) 3. Independent Police Complaints Commission (Royaume-Uni) 4. Police Complaints Authority (Australie du Sud) 5. Independent Police Conduct Authority (Nouvelle-Zélande)	1. Unité des enquêtes spéciales (Ontario) 2. Police Ombudsman for Northern Ireland (Irlande du Nord) 3. Independent Police Review Authority (Chicago)

Annexe 9

Remarque :

Version française de la liste – Voir la table des infractions en vertu du *Code criminel* et en matière de drogues du *Code criminel annoté 2009* (Cournoyer, Guy et Ouimet, Gilles. *Code criminel annoté 2009*. Cowansville, Québec: Éditions Yvon Blais, 2009).

(*c*) section 151 (sexual interference);
(*d*) section 152 (invitation to sexual touching);
(*e*) section 153 (sexual exploitation);
(*f*) section 155 (incest);
(*g*) section 159 (anal intercourse);
(*h*) section 170 (parent or guardian procuring sexual activity by child);
(*i*) subsection 212(2) (living off the avails of prostitution by a child);
(*j*) subsection 212(4) (obtaining sexual services of a child);
(*k*) section 231 or 235 (first degree murder or second degree murder within the meaning of section 231);
(*l*) section 232, 234 or 236 (manslaughter);
(*m*) section 239 (attempt to commit murder);
(*n*) section 267 (assault with a weapon or causing bodily harm);
(*o*) section 268 (aggravated assault);
(*p*) section 269 (unlawfully causing bodily harm);
(*q*) section 271 (sexual assault);
(*r*) section 272 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm);
(*s*) section 273 (aggravated sexual assault);
(*t*) section 279 (kidnapping);
(*u*) section 344 (robbery);
(*v*) section 433 (arson — disregard for human life);
(*w*) section 434.1 (arson — own property);
(*x*) section 436 (arson by negligence); and
(*y*) paragraph 465(1)(*a*) (conspiracy to commit murder).

2. An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, as they read immediately before July 1, 1990:

(*a*) section 433 (arson);
(*b*) section 434 (setting fire to other substance); and
(*c*) section 436 (setting fire by negligence).

3. An offence under any of the following provisions of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as they read immediately before January 4, 1983:

(*a*) section 144 (rape);
(*b*) section 145 (attempt to commit rape);
(*c*) section 149 (indecent assault on female);
(*d*) section 156 (indecent assault on male); and
(*e*) section 246 (assault with intent).

4. An offence under any of the following provisions of the *Controlled Drugs and Substances Act*:

(*a*) section 5 (trafficking);
(*b*) section 6 (importing and exporting); and
(*c*) section 7 (production of substance).

OFFENCE GRID

This grid covers offences under the **Criminal Code**. It shows:

- whether an offence is indictable, summary, or hybrid,
- whether an offence is absolute jurisdiction,
- the maximum and minimum sentence,
- available sentencing options,
- illegal sentences,
- orders that you may wish to consider or that are mandatory,
- and more.

CAUTION: The applicability of remarks in the comments column depends upon the circumstances of a particular case. Thus, for example, where the comment "S. 491 mandatory weapon forfeiture order" appears, the order is mandatory only if the requirements of s. 491 are met. Likewise, where the comment "S. 109 mandatory firearms order" appears, the order is mandatory only if the requirements of s. 109 are met. Further, even where it is indicated that the prohibition is discretionary under s. 110, it should be noted that pursuant to s. 109(1)(*d*), where the offence is one that involves, or the subject-matter of which is, a firearm, a cross-bow, a prohibited weapon, a restricted weapon, a prohibited device, any ammunition, any prohibited ammunition or an explosive substance and, at the time of the offence, the person was prohibited by any order made under the *Criminal Code* or any other Act of Parliament from possessing any such thing, the offender is liable to the mandatory firearms prohibition in s. 109. Although referred to as a "firearms order", the order prohibits the person from possessing any firearm, cross-bow, prohibited weapon, restricted weapon, prohibited device, ammunition, prohibited ammunition and explosive substance, unless an order is made under s. 113 allowing the lifting of a prohibition order for certain specified reasons.

NOTE: A court may impose, in addition to any other measure, a restitution order in the following circumstances:

(1) damage to, or loss or destruction of, property as a result of the commission of an offence, or the arrest or the attempted arrest of the offender (s. 738(1)(*a*));
(2) bodily harm resulting from the commission of an offence, or the arrest or attempted arrest of the offender (s. 738(1)(*b*));
(3) in cases of bodily harm or threat of bodily harm, expenses that are incurred in order to move out of the offender's household (s. 738(1)(*c*));
(4) a person acting in good faith and without notice purchased any property obtained as a result of the commission of an offence, or loaned money to an offender on the security of such property (s. 739).

Further, even where a type of sentence is marked as an option, it may only be available in some circumstances. In particular, a conditional sentence of

(s. 742.1(*a*)) and an intermittent sentence of imprisonment is available only if the sentence is 90 days or less (s. 732).
Sections 487.051 and 487.052 provide that the court may make an order authorizing the taking of samples for forensic DNA analysis if the offender is convicted, discharged or, in the case of a young offender, found guilty of certain offences. The test to be applied depends on whether the offence is a primary or secondary designated offence as defined in s. 487.04. In the "comments" section the application of these provisions is indicated by the letter "P" (primary designated offence) or "S" (secondary designated offence).

Acknowledgments

We are indebted to the Provincial Judges' Association of British Columbia, who developed this Offence Grid for their Judges' Handbook and have kindly allowed us to include it here. In particular, we wish to acknowledge, with thanks, the following:

Jim Almstrom (editor)
Judge Lynne Dollis
Judge Jean Lytwyn
Judge Kenneth Scherling
Barbara Schmidt
Judge Thomas Smith (editor-in-chief)
Western Technigraphics (graphics)

SECTION	TYPE	MAX/MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(a)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENT s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
57(1) Forge passport or use forged passport	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
57(2) Passport, false statement	Hyb-Ind.	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
57(3) Possession, forged passport	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
58 Fraud, use of citizenship certificate	Indictable	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
65 Riot	Indictable	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
66 Unlawful assembly	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
72, 73 Forcible entry	Hyb-Ind.	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order.
76 Hijacking	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	P S. 109 mandatory firearms order.
77 Endanger aircraft	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	P S. 109 mandatory firearms order.
78 Take weapon or explosive on board	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
80(a) Breach of duty of care, explosives, causing death	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order.
80(b) Breach of duty of care, explosives, causing harm	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order.
81(1)(a) & (b) Explosives, intent to cause death or harm	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	P S. 109 mandatory firearms order.
81(1)(c) & (d) Explosives, placing or making	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	P S. 109 mandatory firearms order.
82(1) Explosives, possession w/o lawful excuse	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
82(2) Explosives, for benefit of criminal organization	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	s. 82.1 requires sentence to be consecutive to any other sentence.
83 Prize fight	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order.

*$100,000 for organizations for summary conviction offence s. 735.

✓ Sentence Option ✗ Illegal Sentence

P = Primary designated offence

SECTION	TYPE	MAX / MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(c)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENT s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS s. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
85 Use of firearm or imitation, commission of offence	Indictable	14 yrs max. Minimums: 1 yr-1st 3 yrs-2nd	x	x	x	x	✓	**	✓	x	x	✓	x	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. Sentence must be consecutive to any other imposed. **Not a possible sentence for a second offence because there is a minimum sentence of three years. Higher penalty for second or subsequent offence requires compliance with s. 727.
86 Firearm, careless use or storage, breach of regulations	Hyb-Ind.	Maximums: 2 yrs-1st 5 yrs-2nd	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. Higher penalty for second or subsequent offence requires compliance with s. 665.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
87 Firearm, pointing	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
88 Possession for purpose dangerous to the public	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
89 Weapon at public meeting	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
90 Weapon, concealed	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
91 Unauthorized possession of firearm	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	

SECTION	TYPE	MAX / MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(c)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENT s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS s. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
92 Possession of firearm knowing possession unauthorized	Indictable	10 yrs max	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
		minimums 1 yr-2nd	x	x	x	x	✓	✓	✓	x	x	✓	x	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
		2 yr-3rd	x	x	x	x	✓	✓	✓	x	x	✓	x	Higher penalty for second or subsequent offence requires compliance with s. 727.
93 Possession of weapon at unauthorized place	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
94 Possession of weapon in motor vehicle	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
95 Possession of restricted or prohibited firearm with ammunition	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	1 yr	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
96 Possession of weapon obtained by crime	Hyb-Ind.	10 yrs max 1 yr min	x	x	x	x	✓	✓	✓	x	x	✓	x	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	1 yr	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
97 *Transfer of cross-bow*	*Hyb-Ind.*	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	*S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.*
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
99 Weapons trafficking	Indictable	10 yrs max 1 yr min Minimums where firearm, prohibited device, ammunition: 3 yrs-1st 5 yrs-2nd	x	x	x	x	✓	✓	✓	x	x	✓	x	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
100 Possession of weapons for purpose of trafficking	Indictable	10 yrs max 1 yr min Minimums where firearm, prohibited device, ammunition: 3 yrs-1st 5 yrs-2nd	x	x	x	x	✓	✓	✓	x	x	✓	x	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.

SECTION	TYPE	MAX/MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(a)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENT s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
101 Transfer without authority	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
102 Making automatic firearm	Hyb-Ind.	10 yrs max 1 yr min	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	1 yr	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
103 Importing or exporting knowing it is unauthorized	Indictable	10 yrs max 1 yr min Minimums where firearm, prohibited device, ammunition: 3 yrs-1st 5 yrs-2nd	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
104 Unauthorized importing or exporting	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
105 Failing to report lost or stolen weapon or documents or found weapons	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
106 Failing to report destroyed weapons	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
107 Making false statement about loss, theft or destruction	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
108 Altering, defacing or removing serial number of firearm	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	

* $100,000 for organizations for summary conviction offence s. 735.

✓ Sentence Option ✗ Illegal Sentence

P = Primary designated offence
S = Secondary designated offence

SECTION	TYPE	MAX/MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(a)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENT s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
117.01 Possession contrary to order; failure to surrender documents	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
119 Bribery of judicial officers	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Written consent of A.G. Canada required to prosecute judge. S. 522 release by superior court judge only where accused is a judge. S. 462.37 proceeds of crime for forfeiture order on Crown application. S. 750(1), (2) conviction may result in loss of office and other disabilities.
120 Bribery of officers	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime for forfeiture order on Crown application. S. 750(1), (2) conviction may result in loss of office and other disabilities.
121 Frauds on the government	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime for forfeiture order on Crown application. S. 750(3) conviction bars accused from contracting with Crown or benefiting from contract with Crown unless capacity restored under s. 750(4) and (5).
122 Breach of trust by public officer	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime for forfeiture order on Crown application. S. 750(1), (2) conviction may result in loss of office and other disabilities.
123 Municipal corruption	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 750(1), (2) conviction may result in loss of office and other disabilities.
125 Influencing or negotiating appointments	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 750(1), (2) conviction may result in loss of office and other disabilities.
126 Disobeying a statute	Indictable	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
127 Disobeying an order of court	Indictable	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	

* $100,000 for organizations for summary conviction offence s. 735.

✓ Sentence Option ✗ Illegal Sentence

P = Primary designated offence
S = Secondary designated offence

SECTION	TYPE	MAX/MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(c)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENT s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
129 Obstructing or resisting peace officer	Hyb-Ind.	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
130 Personating peace officer	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
131, 132 Perjury	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Max. sentence is life where perjury relates to offence punishable by death.
134 False statement where not required	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
136 Contradictory evidence with intent to mislead	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Attorney General's consent required.
137 Fabricating evidence	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
138 Offences relating to affidavits	Indictable	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
139(1) Obstructing justice	Hyb-Ind.	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
139(2) Obstructing justice	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
140 Public mischief	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
141 Compounding indictable offence	Indictable	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
144 Prison breach	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
145(1) to (5) Escape, failure to appear, etc.	Hyb-Ind.	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
146 Permit or assist escape	Indictable	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
147 Rescue or permit escape	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
151 Sexual interference	Hyb-Ind.	10 yrs max 45 days min	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	Indictable, s. 109 mandatory firearms order. Summary conviction, s. 109 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 161 discretionary prohibition from attending certain public places or taking certain employment where complainant under 14 years.
	Hyb-Sum.	18 mth/ 2000* 14 days min	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	P
152 Invite sexual touching, under 14	Hyb-Ind.	10 yrs max 45 days min	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	Indictable, s. 109 mandatory firearms order. Summary conviction, s. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 161 discretionary prohibition from attending certain public places or taking certain employment where complainant under 14 years.
	Hyb-Sum.	18 mth/ 2000* 14 days min	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	P
153 Sexual exploitation, age 14 to 18	Hyb-Ind.	10 yrs max 45 days min	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapons forfeiture order.
	Hyb-Sum.	18 mth/ 2000* 14 days min	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	P
153.1 Sexual exploitation of person with disability	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapons forfeiture order.
	Hyb-Sum.	18 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	P

SECTION	TYPE	MAX/MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(b)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENTS s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS s. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
155 Incest	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 161 discretionary prohibition from attending certain public places or taking certain employment where complainant under 14 years. P
159 Anal intercourse	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indictable, s. 109 mandatory firearms order; summary conviction, s. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 161 discretionary prohibition from attending certain public places or taking certain employment where complainant under 14 years.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
160 Bestiality	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indictable, s. 109 mandatory firearms order; summary conviction, s. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S (s. 160(3) only)
163, 169 Corrupting morals	Hyb-Ind.	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
163.1(2), (3) Child pornography	Hyb-Ind.	10 yrs max 1 yr min	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✗	✓	✗	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
	Hyb-Sum.	18 mth/ 2000* 90 days min	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S
163.1(4), (4.1) Possession of or accessing child pornography	Hyb-Ind.	5 yrs max 45 days min	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
	Hyb-Sum.	18 mth/ 2000* 14 days min	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S
168 Mailing obscene material	Hyb-Ind.	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	

* $100,000 for organizations for summary conviction offence s. 735.

✓ Sentence Option ✗ Illegal Sentence

P = Primary designated offence
S = Secondary designated offence
[see note on p. OG/2]

SECTION	TYPE	MAX/MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(b)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENTS s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS s. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
170 Parent or guardian procuring sexual activity	Indictable	person under 14: 5yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 161 discretionary prohibition from attending certain public places or taking certain employment where complainant under 14 years.
		person 14-18: 2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S
171 Householder permitting sexual activity	Indictable	person under 14: 5yrs max 6 mth min	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✗	✓	✗	S. 161 discretionary prohibition from attending certain public places or taking certain employment where complainant under 14 years.
		person 14-18: 2 yrs 45 days min	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	
172 Corrupting children	Indictable	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Attorney General's consent may be required, see s. 172(4).
172.1 Child luring	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
173 Indecent acts	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S
174 Nudity	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 174(3) Attorney General's consent required.
175 Disturbance, indecent exhibition, loitering	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
176(1) Obstructing or violence to clergy	Indictable	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
176(2) & (3) Disturbing religious worship, etc.	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
177 Trespassing at night	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
178 Offensive volatile substance	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
179 Vagrancy	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
180 Common nuisance	Indictable	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.

* $100,000 for organizations for summary conviction offence s. 735.

✓ Sentence Option ✗ Illegal Sentence

P = Primary designated offence
S = Secondary designated offence
[see note on p. OG/2]

SECTION	TYPE	MAX./MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(c	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENT s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
182 Dead body	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
191 Possession, etc. of device for surreptitious interception of private communications	Indictable	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 192 discretionary forfeiture order.
193 Disclosure of information	Indictable	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 194 discretionary order of punitive damages to maximum of $5,000 on application of person aggrieved.
193.1 Disclosure of information, radio-based telephone communications	Indictable	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 194 discretionary order of punitive damages to maximum of $5,000 on application of person aggrieved.
201(1) Keeping gaming or betting house	Indictable **Absolute PCJ**	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
201(2) Person found in gaming or betting house or owner permitting use	Summary	6 mth/2000	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
202 Betting, pool-selling, book-making, etc.	Indictable **Absolute PCJ**	1st offence: 2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application. Higher penalty for second or subsequent offence requires compliance with s. 727.
		2nd offence: 14 days min., 2 yrs max.	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	
		3rd & subsq: 3 mth min., 2 yrs max.	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	
203 Placing bets on behalf of others	Indictable **Absolute PCJ**	1st offence: 2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
		2nd offence: 14 days min., 2 yrs max.	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	
		3rd & subsq: 3 mth min., 2 yrs max.	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	
206(1) Lotteries and games of chance	Indictable **Absolute PCJ**	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
206(4) Buying, taking or receiving lot, ticket or other device	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
210(1) Keep common bawdy house	Indictable **Absolute PCJ**	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 210(3) notice of conviction to be served on owner, landlord or lessor. S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
210(2) Inmate, etc. of common bawdy house	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
211 Transport person to bawdy house	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
212(1) Procuring	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
212(2) Living on avails of person under 18	Indictable	14 yrs max 2 yrs min	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✗	✓	✓	✗	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
212(2.1) Living on avails of person under 18 and using violence	Indictable	10 yrs max 5 yrs min	✗	✗	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
212(4) Obtain sexual services of person under 18	Indictable	5 yrs max 6 mth min	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✗	✓	✓	✗	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application. P
213 Prostitution, or obtaining services	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
215 Fail to provide necessaries	Hyb-Ind.	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Hyb-Sum.	18 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
218 Abandon child	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Hyb-Sum.	18 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
220(a) Cause death by criminal negligence, use of firearm	Indictable	Life Min: 4 yrs	✗	✗	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S
220(b) Cause death by criminal negligence (other)	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 259(2) discretionary driving prohibition (no limit). S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S

SECTION	TYPE	MAX/MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(c)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENT s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
221 Cause bodily harm by criminal negligence	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 259(2) discretionary driving prohibition (up to 10 yrs). S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S
229-231, 235 Murder	Indictable	Minimum Life See ss.745, 745.1 for parole eligibility	✗	✗	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 522, release by Superior Court Judge only. S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application. P
234, 236(a) Manslaughter, use of firearm	Indictable	Life Min: 4 yrs	✗	✗	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. P
234, 236(b) Manslaughter (other)	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 259(2) discretionary driving prohibition (no limit). S. 491 mandatory weapon forfeiture order. P
237 Infanticide	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. P
239(a) Attempt murder, use restricted or prohibited firearm, or any firearm, in committing for criminal organization	Indictable	Life Minimum: 5 yrs-1st 7 yrs-2nd	✗	✗	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture.
239(a.1) Attempt murder, use of firearm (other)	Indictable	Life Min: 4 yrs	✗	✗	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture.
239(b) Attempt murder (other)	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
240 Accessory after fact, murder	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 522, release by Superior Court Judge only.
244(2)(a) Discharging firearm with intent, use restricted or prohibited firearm, or any firearm, in committing for criminal organization	Indictable	14 yrs Minimum: 5 yrs-1st 7 yrs-2nd	✗	✗	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. P
244(2)(b) Discharging firearm (other) with intent	Indictable	14 yrs Minimum - 4 yrs	✗	✗	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. P
244.1 Causing bodily harm with intent, use of air gun or pistol	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture.
245(a) Administering noxious thing with intent to endanger life or cause bodily harm	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 109 mandatory firearms prohibition.
245(b) Administering noxious thing with intent to aggrieve or annoy	Indictable	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms prohibition.
246 Overcoming resistance to commission of offence	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms prohibition.
249(1) & (2) Dangerous operation of vehicle, etc., no injury	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 259(2) discretionary driving prohibition (up to 3 yrs).
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
249(3) Dangerous operation of vehicle, etc., injury occurs	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 259(2) discretionary driving prohibition (up to 10 yrs). S
249(4) Dangerous operation of vehicle, etc., death occurs	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 259(2) discretionary driving prohibition (up to 10 yrs). S
250 Fail to watch, water skiing at night	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 259(2) discretionary driving prohibition (up to 3 yrs).
251 Send unsafe vessel or aircraft	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 259(2) discretionary driving prohibition (up to 3 yrs). Prosecution requires consent of A.G. of Canada.
252 Fail to stop at scene of accident	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 259(2) discretionary driving prohibition (up to 3 yrs).
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S
252(1.1) Fail to stop at scene of accident, no injury	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 259(2) discretionary driving prohibition (up to 3 yrs).
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
252(1.2) Fail to stop at scene of acciden knowing bodily harm caused	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 259(2) discretionary driving prohibition (up to 5 yrs).

* $100,000 for organizations for summary conviction offence s. 735.

✓ Sentence Option ✗ Illegal Sentence

P = Primary designated offence
S = Secondary designated offence

* $100,000 for organizations for summary conviction offence s. 735.

✓ Sentence Option ✗ Illegal Sentence

P = Primary designated offence
S = Secondary designated offence

SECTION	TYPE	MAX/MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	INTERMITTENT s. 732	FINE, PROB. & INTERMITTENT s. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
252(1.3) Fail to stop at scene of accident knowing person is dead; or reckless whether death results	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓					S. 259(2) discretionary driving prohibition (up to life).
253, 255(1) Operation or having care or control while impaired (not causing bodily harm) or while over .08.	Hyb-Ind.	5 yrs max. Minimums: $1000-1st	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗			S. 259(1) mandatory driving prohibition (maximum 3 years plus any period to which offender sentenced to imprisonment, minimum 1 year for first offence; maximum 5 years plus any period to which offender sentenced to imprisonment, minimum 2 years for second offence; for each subsequent offence, minimum 3 years plus any period to which offender sentenced to imprisonment; note: court may authorize offender to operate vehicle with alcohol ignition interlock device during prohibition). Discharge available in some jurisdictions for s. 253 offence, s. 255(5). Higher penalty for second or subsequent offence requires compliance with s. 727.
		30 days-2nd	✗	✗	✗	✓	✓	✗	✓	✗			
		120 days-3rd	✗	✗	✗	✓	✓	✗	✓	✗			
	Hyb-Sum.	6 mth max. Minimums: $1000-1st	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓			
		30 days-2nd	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✗			
		120 days-3rd	✗	✗	✗	✓	✓	✗	✓	✗			
254(6), 255(1) Refuse to provide breath or blood sample	Hyb-Ind.	5 yrs max. Minimums: $1000-1st	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 259(1) mandatory driving prohibition (maximum 3 years plus any period to which offender sentenced to imprisonment, minimum 1 year for first offence; maximum 5 years plus any period to which offender sentenced to imprisonment, minimum 2 years for second offence; for each subsequent offence, minimum 3 years plus any period to which offender sentenced to imprisonment; note: court may authorize offender to operate vehicle with alcohol ignition interlock device during prohibition). Higher penalty for second or subsequent offence requires compliance with s. 727.
		30 days-2nd	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	
		120 days-3rd	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	
	Hyb-Sum.	6 mth max. Minimums: $600-1st	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
		14 days-2nd	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	
		90 days-3rd	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	
253(1), 255(2),(2.1),(2.2) Impaired operation causing bodily harm; "over 80" causing accident resulting in bodily harm; refusing to provide breath or blood sample knowing accident resulted in bodily harm	Indictable	10 yrs max. Minimums: $1000-1st	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 259(1) mandatory driving prohibition (maximum 3 years plus any period to which offender sentenced to imprisonment, minimum 1 year for first offence; maximum 5 years plus any period to which offender sentenced to imprisonment, minimum 2 years for second offence; for each subsequent offence, minimum 3 years plus any period to which offender sentenced to imprisonment; note: court may authorize offender to operate vehicle with alcohol ignition interlock device during prohibition). S. 259(2) discretionary driving prohibition up to 10 years (no minimum). Higher penalty for second or subsequent offences requires compliance with s. 727.
		30 days-2nd	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓		✗	
		120 days-3rd	✗	✗	✗	✓	✓	✗	✓	✗		✗	

SECTION	TYPE	MAX/MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(a)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENT s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
253, 255(3),(3.1),(3.2) Impaired operation causing death; "over 80" causing accident resulting in death; refusing to provide breath or blood sample knowing accident resulted in death or bodily harm leading to death	Indictable	Life max. Minimums: $1000-1st	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 259(1) mandatory driving prohibition (maximum 3 years plus any period to which offender sentenced to imprisonment, minimum 1 year for first offence; maximum 5 years plus any period to which offender sentenced to imprisonment, minimum 2 years for second offence; for each subsequent offence, minimum 3 years plus any period to which offender sentenced to imprisonment; note: court may authorize offender to operate vehicle with alcohol ignition interlock device during prohibition). S. 259(2) discretionary driving prohibition up to 10 years (no minimum). Higher penalty for second or subsequent offences requires compliance with s. 727. S
		30 days-2nd	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	
		120 days-3rd	✗	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✗	✓	✓	✗	
259(4) Operate vehicle, etc. while disqualified	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 259(1) mandatory driving prohibition (maximum 3 years plus any period to which offender sentenced to imprisonment, minimum 1 year for first offence; maximum 5 years plus any period to which offender sentenced to imprisonment, minimum 2 years for second offence; for each subsequent offence, minimum 3 years plus any period to which offender sentenced to imprisonment; note: court may authorize offender to operate vehicle with alcohol ignition interlock device during prohibition). S. 259(2) discretionary driving prohibition up to 10 years (no minimum). Higher penalty for second or subsequent offences requires compliance with s. 727. S
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
264 Criminal harassment	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Aggravating factors, s. 264(4). S. 109 mandatory firearms prohibition.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	

* $100,000 for organizations for summary conviction offence s. 735.

✓ Sentence Option ✗ Illegal Sentence

P = Primary designated offence
S = Secondary designated offence
[see note on p. OG/2]

SECTION	TYPE	MAX/MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(a)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENT s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
264.1(1)(a) Threat to cause death or harm	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	18 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
264.1(1)(b) or (c) Threat to damage prop. or harm animal	Hyb-Ind.	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
265, 266 Assault	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S
267 Assault causing bodily harm or with weapon	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	Indictable, s. 109 mandatory firearms order. Summary conviction, s. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	18 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	P
268 Aggravated assault	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. P
269 Unlawfully cause bodily harm	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	Indictable, s. 109 mandatory firearms order. Summary conviction, s. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. May be convicted notwithstanding that charge.
	Hyb-Sum.	18 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	P
269.1 Torture	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S
270 Assault officer, resist arrest, etc.	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S (s. 270(1)(a) only)

* $100,000 for organizations for summary conviction offence s. 735.

✓ Sentence Option ✗ Illegal Sentence

P = Primary designated offence
S = Secondary designated offence
[see note on p. OG/2]

SECTION	TYPE	MAX./MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(a)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENT s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
271														
Sexual assault	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	Indictable, s. 109 mandatory firearms order; summary conviction, s. 110 discretionary firearms order. S. 486(2.1) private testimony order. S. 486(3) discretionary publication ban. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 161 Discretionary prohibition from attending certain public places or taking certain employment where complainant under 14 years. P
	Hyb-Sum.	18 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
272(2)(a)														
Sexual assault with weapon, threats or causing bodily harm, use of restricted or prohibited firearm, or any firearm, in committing for criminal organization	Indictable	14 yrs Minimum: 5 yrs-1st 7 yrs-2nd	✗	✗	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 486(2.1) private testimony order. S. 486(3) discretionary publication ban. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 161 Discretionary prohibition from attending certain public places or taking certain employment where complainant under 14 years. P
272(2)(a.1)														
Sexual assault with weapon, threats or causing harm, use of firearm (other)	Indictable	14 yrs Min: 4 yrs	✗	✗	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 486(2.1) private testimony order. S. 486(3) discretionary publication ban. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 161 Discretionary prohibition from attending certain public places or taking certain employment where complainant under 14 years. P
272(2)(b)														
Sexual assault with weapon, threats or causing harm (other)	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 161 Discretionary prohibition from attending certain public places or taking certain employment where complainant under 14 years. P
273(2)(a)														
Aggravated sexual assault, use restricted or prohibited weapon, or any firearm, in committing for criminal organization	Indictable	Life Minimum: 5 yrs-1st 7 yrs-2nd	✗	✗	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 161 Discretionary prohibition from attending certain public places or taking certain employment where complainant under 14 years. P
273(2)(a.1)														
Aggravated sexual assault, use of firearm (other)	Indictable	Life Min: 4 yrs	✗	✗	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 161 Discretionary prohibition from attending certain public places or taking certain employment where complainant under 14 years. P
273(2)(b)														
Aggravated sexual assault (other)	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 161 Discretionary prohibition from attending certain public places or taking certain employment where complainant under 14 years. P
279(1),(1.1)(a)														
Kidnapping, use restricted or prohibited firearm, or any firearm, in committing for criminal organization	Indictable	Life Minimum: 5 yrs-1st 7 yrs-2nd	✗	✗	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application. P
279(1),(1.1)(a.1)														
Kidnapping, use of firearm	Indictable	Life Min: 4 yrs	✗	✗	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application. P
279(1),(1.1)(b)														
Kidnapping (other)	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. P
279(2)														
Forcible confinement	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. P Aggravating circumstance, s. 348.1.
	Hyb-Sum.	18 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	

SECTION	TYPE	MAX/MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(a)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENTS s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS s. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
279.01(1)(a) Trafficking in persons, aggravating circumstances	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 109 mandatory firearms prohibition. S. 491 mandatory weapon forfeiture.
279.01(1)(b) Trafficking in persons, other	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms prohibition. S. 491 mandatory weapon forfeiture.
279.1(2)(a) Hostage taking, use restricted or prohibited firearm, or any firearm, in committing for criminal organization	Indictable	Life Minimum: 5 yrs-1st 7 yrs-2nd	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
279.1(2)(a.1) Hostage taking, use of firearm (other)	Indictable	Life Min: 4 yrs	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
279.1(2)(b) Hostage taking (other)	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. P
280 Abduction of person under 16	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms prohibition.
281 Abduction of person under 14	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms prohibition.
282 Abduction contravening custody order	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indictable, s. 109 mandatory firearms order; summary conviction, s. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
283 Abduction where no custody order	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indictable, s. 109 mandatory firearms order; summary conviction, s. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. Needs consent of A.G. or counsel (s.283(2)).
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
300 Defamatory libel known to be false	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
318 Advocating genocide	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Attorney General's consent required.

SECTION	TYPE	MAX/MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(a)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENTS s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS s. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
319(1), (2) Incite or promote hatred	Hyb-Ind.	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Attorney General's consent required for s. 319(2) offence.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
322-332, 334(a) Theft over $5,000	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
322-332, 334(b) Theft $5,000 or less	Hyb-Ind. **Absolute PCJ**	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
335 Take motor vehicle without consent	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
336 Criminal breach of trust	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
337 Public servant, refuse to deliver property	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
338(1) Fraudulently take cattle or deface brand, etc.	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
338(2) Cattle theft	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
339(1) Take poss'n of drift timber, etc.	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
339(2) Dealer in second hand goods	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
342 Theft or forgery of credit card	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
342.1 Unauthorized use of computer	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
342.2 Unlawful possession of device for committing s. 342.1 offence	Hyb-Ind.	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Court may also make forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	

* $100,000 for organizations for summary conviction offence s. 735.

✓ Sentence Option ✗ Illegal Sentence

P = Primary designated offence
S = Secondary designated offence
[see note on p. OG/2]

* $100,000 for organizations for summary conviction offence s. 735.

✓ Sentence Option ✗ Illegal Sentence

P = Primary designated offence
S = Secondary designated offence
[see note on p. OG/2]

SECTION	TYPE	MAX/MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(a)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENT s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
343, 344(1)(a)														
Robbery, use of restricted or prohibited firearm, or any firearm, in committing for criminal organization	Indictable	Life Minimum: 5 yrs-1st 7 yrs-2nd	✗	✗	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application. S Aggravating circumstance, s. 348.1.
343, 344(1)(a.1)														
Robbery, use of firearm (other)	Indictable	Life Min: 4 yrs	✗	✗	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application. S Aggravating circumstance, s. 348.1.
343, 344(b)														
Robbery (other)	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application. S Aggravating circumstance, s. 348.1.
345														
Stop mail with intent	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
346(1),(1.1)(a)														
Extortion, use of restricted or prohibited firearm, or any firearm, in committing for criminal organization	Indictable	Life Minimum: 5 yrs-1st 7 yrs-2nd	✗	✗	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application. Aggravating circumstance, s. 348.1.
346(1),(1.1)(a.1)														
Extortion, use of firearm (other)	Indictable	Life Min: 4 yrs	✗	✗	✗	✗	✓	✗	✓	✗	✗	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application. Aggravating circumstance, s. 348.1.
346(1),(1.1)(b)														
Extortion (other)	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✗	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application. Aggravating circumstance, s. 348.1.
347														
Criminal interest rate	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Attorney General's consent required. S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 25,000	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
348														
Break & enter with intent, committing indictable offence re: dwelling house	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S Aggravating circumstance, s. 348.1.
348														
Break & enter with intent, committing indictable offence re: non-dwelling house	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S Aggravating circumstance, s. 348.1.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
349														
Being unlawfully in dwelling house	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6/mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
351(1)														
Housebreaking instruments poss'n	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
351(2)														
Disguise with intent	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
352														
Poss'n, instruments for breaking into coin operated devices, etc.	Indictable	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
354, 355(a)														
Poss'n of property over $5,000 obtained by crime	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
354, 355(b)														
Poss'n of property under $5,000 obtained by crime	Hyb-Ind. **Absolute PCJ**	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
356														
Theft from mail	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
357														
Bring into Canada property obtained by crime	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	

SECTION	TYPE	MAX/MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)c	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENT s. 732	FINE, PROB. & INTERMIT s. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
362(2)(a)														
False pretence, property over $5,000	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
362(2)(b)														
False pretence, property $5,000 or less	Hyb-Ind. **Absolute PCJ**	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
362(3)														
Obtain credit, etc. by false pretence	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
363														
Obtain execution of security by fraud	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
364														
Obtain food or lodging by fraud	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
365														
Pretend to practise witchcraft	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
366, 367(1)														
Forgery	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
368														
Utter forged document	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
372(1)														
False Message	Indictable	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order.
372(2)														
Indecent telephone calls	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order.
372(3)														
Harassing telephone calls	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order.
374														
Draw document without authority	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
375														
Obtaining, etc., based on forged document	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
380(1)(a)														
Fraud over $5,000 or re: testamentary instrument	Indictable	14 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application. Aggravating circumstance, s. 380.1.
380(1)(b)														
Fraud, $5,000 or less	Hyb-Ind. **Absolute PCJ**	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application. Aggravating circumstance, s. 380.1.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
381														
Using mails to defraud	Indictable	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
382														
Manipulation of stock exchange	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 380.1 aggravating circumstances on sentence.
382.1														
Insider trading	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 380.1 aggravating circumstances on sentence
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
393(1), (2)														
Fraud in relation to fares	Indictable **Absolute PCJ**	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
393(3)														
Obtain transportation by fraud	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
394														
Fraud in relation to minerals	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 394(6) discretionary forfeiture order.
394.1														
Possession of stolen minerals	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 394.1(4) discretionary forfeiture order.
400														
False prospectus	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Aggravating circumstance, s. 380.1.
403														
Personation with intent	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
423														
Intimidation	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
423.1														
Intimidation of justice system participant	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 or s. 110 firearms prohibition depending on circumstances. S. 491 mandatory weapon forfeiture.
426														
Secret commissions	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.

* $100,000 for organizations for summary conviction offence s. 735.

✓ Sentence Option ✗ Illegal Sentence

P = Primary designated offence
S = Secondary designated offence
[see note on p. OG/2]

* $100,000 for organizations for summary conviction offence s. 735.

✓ Sentence Option ✗ Illegal Sentence

P = Primary designated offence
S = Secondary designated offence
[see note on p. OG/2]

SECTION	TYPE	MAX./MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENTS s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
430(2) Wilful mischief endangering life	Indictable	Life	×	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S
430(3) Wilful mischief, testamentary instrument or property over $5,000	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indictable, s. 109 mandatory firearms order. Summary conviction, s. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
430(4) Wilful mischief, other property	Hyb-Ind. **Absolute PCJ**	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 553 absolute PCJ only if $5,000 or less.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
430(4.1) Mischief relating to religious property	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Hyb-Sum.	18 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
430(4.2) Mischief relating to cultural property	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
430(5) Wilful mischief, data	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
430(5.1) Wilful act or omission, cause danger to life or mischief to property	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
433 Arson, disregard for human life	Indictable	Life	×	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application. S
434 Arson, damage to property of others	Indictable	14 yrs	×	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S
434.1 Arson, damage to own property, threat to safety of others	Indictable	14 yrs	×	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	

SECTION	TYPE	MAX./MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENTS s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
435 Arson for fraudulent purpose	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
436 Arson by negligence	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
436.1 Poss'n incendiary material	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
437 False alarm of fire	Hyb-Ind.	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
444 Injure or endanger cattle	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 447.1 discretionary prohibition order
	Hyb-Sum.	18 mths/ 10,000	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
445 Injure or endanger other animals	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 447.1 discretionary prohibition order
	Hyb-Sum.	18 mths/ 10,000	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
445.1 Cause unnecessary suffering to animals or birds	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 447.1 discretionary prohibition order
	Hyb-Sum.	18 mths/ 10,000	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
446 Neglect animal or bird	Hyb-Ind.	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 447.1 discretionary prohibition order
	Hyb-Sum.	6 mths/ 5000	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
447 Keeping cockpit	Hyb-Ind.	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 447.1 discretionary prohibition order
	Hyb-Sum.	18 mths/ 10,000	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
449 Make counterfeit money	Indictable	14 yrs	×	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
450 Possession, etc., of counterfeit money	Indictable	14 yrs	×	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
452 Uttering, etc., counterfeit money	Indictable	14 yrs	×	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
460 Advertising & dealing in counterfeit money	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
462.31 Laundering proceeds of crime	Hyb-Ind.	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	

SECTION	TYPE	MAX./MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(a)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENT s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
463(a)														
Attempts & accessories, indictable, punishment by death or life	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application where applicable. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 522, release by Superior Court Judge only for offences listed in s. 469. May be designated offence for purpose of forensic DNA analysis; see the substantive offence. Note: A conditional sentence may be unavailable if offence falls within definition of serious personal injury offence in s. 752.
463(b)														
Attempts & accessories, indictable, punished by 14 yrs or less	Indictable **Absolute PCJ** if principal offence absolute PCJ S.553	1/2 max. for principal offence	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. May be designated offence for purpose of forensic DNA analysis; see the substantive offence.
463(c)														
Attempts & accessories, summary conviction	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
463(d)														
Attempts & accessories, hybrid offences	Hyb-Ind. **Absolute PCJ** if principal offence absolute PCJ S.553	1/2 max. for principal offence	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 110 discretionary firearms order. S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application where applicable. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. For indictable, max. sentence is half of the maximum (indictable) for the principal offence.
	Hyb-Sum.	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	May be designated offence for purpose of forensic DNA analysis; see the substantive offence.
464(a)														
Counsel indictable offence, offence not committed	Indictable **Absolute PCJ** if princpal offence absolute PCJ S.553	Same as for attempts	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application where applicable. Max. sentence is same as for attempt.
464(b)														
Counsel s/c offence, offence not committed	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application where applicable.

* $100,000 for organizations for summary conviction offence s. 735.

✓ Sentence Option ✗ Illegal Sentence

P = Primary designated offence
S = Secondary designated offence

SECTION	TYPE	MAX./MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(a)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENT s. 732	FINE, PROB. & INTERMITS. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
465(1)(a)														
Conspiracy, murder	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 109 mandatory firearms order. S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application where applicable. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 522, release by Superior Court Judge only. P
465(1)(b)(i)														
Conspiracy to prosecute, sentence 14 yrs or more	Indictable	10 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
465(1)(b)(ii)														
Conspiracy to prosecute, sentence under 14 yrs	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
465(1)(c)														
Conspiracy to commit other indictable offence	Indictable **Absolute PCJ** if principal offence absolute PCJ S. 553	Same as for principal offence	••	✓	†	†	✓	✓	†	✓	†	✓	†	Max. sentence is same as for principal offence. S. 109 mandatory firearms order if punishment for principal offence is 10 yrs or more; otherwise, s. 110 discretionary firearms order. S. 462.37 proceeds of crime forfeiture order on Crown application where applicable. S. 491 mandatory weapon forfeiture order. S. 522, release by Superior Court Judge only for offences listed in s. 469(a). **Discharge only if principal offence is less than 14 yrs. †Fine or conditional sentence only if no minimum imprisonment for principal offence. May be designated offence for purpose of forensic DNA analysis; see the substantive offence.
465(1)(d)														
Conspiracy to commit summary conviction offence	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
467.11														
Participating in criminal organization	Indictable	5 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	S. 467.14, sentence to be served consecutive to sentence imposed for offence arising out of same event.
467.12														
Commission of offence for criminal organization	Indictable	14 yrs	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
467.13														
Instructing offence for criminal organization	Indictable	Life	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	

* $100,000 for organizations for summary conviction offence s. 735.

✓ Sentence Option ✗ Illegal Sentence

P = Primary designated offence
S = Secondary designated offence

SECTION	TYPE	MAX./MIN SENTENCE	DISCHARGE s. 730	SUSPENDED SENTENCE s. 731(1)(a)	FINE ALONE s. 734	FINE & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON ss. 718.3, 787	PRISON & PROBATION s. 731(1)(b)	PRISON & FINE s. 734	INTERMITTENT s. 732	FINE, PROB. & INTERMIT s. 732	VICTIM SURCHARGE s. 737	CONDITIONAL SENTENCE s. 742.1	COMMENTS (applicability depends on circumstances of case)
708 Contempt of court witness fail to attend		90 days/ 100			✓		✓		✓	✓	✓	✓	✓	May be ordered to pay costs incident to service and detention: s. 708(2). See s. 605(2) for contempt relating to exhibits.
733.1 Fail to comply with probation order	Hyb-Ind. **Absolute PCJ**	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
	Hyd-Sum.	18 mth/ 2000	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
811 Breach of recognizance	Hyb-Ind. **Absolute PCJ**	2 yrs	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		
	Summary	6 mth/ 2000*	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		

*$100,000 for organizations for summary conviction offence s. 735.

✓ Sentence Option ✗ Illegal Sentence

P = Primary designated offence
S = Secondary designated offence
[see note on p. OG/2]

INDEX

NOTE: All references are to sections of the *Criminal Code* unless preceded by the following abbreviations:

CD = Controlled Drugs and Substances Act
CE = Canada Evidence Act
CH = Canadian Charter of Rights and Freedoms
WC = Crimes Against Humanity and War Crimes Act
YC = Youth Criminal Justice Act

NOTE: *Italicized* section numbers in bold face type refer to section numbers that were not yet or no longer in effect when this index was published.

ABANDONMENT
Abandon, definition, 214
Animal in captivity, 446(1)(c)
Child under ten, 218

ABDUCTION. *See also* HOSTAGE TAKING; KIDNAPPING; TRAFFICKING IN PERSONS
Attorney General's consent to prosecute, 283(2)
Custody orders —
  abduction in contravention of, 282(1), 283(1)
  no belief in validity of, 282(2)
  whether custody order or not, 283(1)
Defences —
  consent, of person abducted, no defence, 286
  consent, of person having lawful possession, 284
  protection of young person or person charged, 285
Forcible, compulsion by threats no defence, 17
Guardian, definition, 280(2)
Internationally protected person, 7(3)
No belief in validity of custody order. *See* Custody orders, *supra*
Person under 14, 281-286
Person under 16, 280(1)

ABETTING. *See* PARTIES TO OFFENCES — Aiding or abetting

ABORIGINAL RIGHTS
Rights and freedoms not affected by Charter, CH 25

ABORTION. *See* PROCURING MISCARRIAGE

ABSCONDING
Accused —
  deemed present at previous trial, 715(3)
  jury election deemed to be waived, 598

ABSCONDING — *Continued*
Accused — *Continued*
  preliminary inquiry, 544
  trial, 475, 598
Witness —
  arrest, 704
  maximum period of detention of witness, 707
  order where witness arrested under warrant, 706
  warrant when witness does not attend, 705

ABSOLUTE DISCHARGE. *See* SENTENCE — Discharges

ABSOLUTE JURISDICTION
Provincial court judge, 553
Superior court of criminal jurisdiction, 468, 469, 471, 473

ABUSE OF PROCESS. *See also* CHARTER OF RIGHTS — Fundamental justice
Burden and onus of proof. *See* BURDEN AND ONUS OF PROOF
Common law defences preserved, 8(3)
Contempt of court. *See* CONTEMPT OF COURT
Crown withholding evidence. *See* DISCLOSURE AND DISCOVERY
Elections and re-elections. *See* ELECTIONS AND RE-ELECTIONS
Equal application of law. *See* CHARTER OF RIGHTS — Equality rights
Full answer and defence. *See* FULL ANSWER AND DEFENCE; TRIAL
Joinder and severance. *See* INDICTMENTS AND INFORMATIONS
Laying of charges. *See* INDICTMENTS AND INFORMATIONS
Preferring indictments. *See* INDICTMENTS AND INFORMATIONS — Preferring indictment

Manuel des opérations

Partie 25 -- Table des matières **Modifié le 2007-05-03** **Bulletin**

25.3. Gestion des cas graves

1. Généralités
2. Rôles et fonctions de l'équipe
3. Responsabilité divisionnaire
4. Affectation prioritaire
5. Logiciel de gestion des cas graves
6. Incident critique
7. Médias
8. Accès aux dossiers
9. Processus décisionnel
10. Traitement et analyse du renseignement
11. Rapport
12. Examen indépendant
13. Débreffages critiques
14. Code canadien du travail

Liens connexes

(Pour obtenir des renseignements sur cette politique, communiquer avec la S.-dir. de la police contractuelle, Services de police communautaires, contractuels et autochtones par courriel à l'adresse OPS POLICY HQ.)

1. Généralités

1. 1. Les cas graves sont des cas et enquêtes dont la nature est grave et dont la complexité, les risques et les ressources nécessitent l'application des principes de gestion des cas graves (GCG).

1. 2. La gestion des cas graves est une méthodologie de gestion des cas graves qui comprend la reddition des comptes, des buts et des objectifs clairs, une planification, une affectation de ressources et des mécanismes de contrôle en vue de faciliter l'orientation, le rythme et le déroulement de l'enquête.

1. 3. La gestion des cas graves n'est pas un système d'exploitation informatique (système de traitement électronique des données). Cependant, la GCG peut avoir recours à un système de gestion de base de données approuvé par la GRC tel que le SIRP, SUPERText ou E&R.

1. 4. La gestion des cas graves sert à mener des enquêtes importantes sans égard aux secteurs d'activité (services contractuels ou fédéraux). À la GRC, les enquêtes sur les cas graves doivent être menées selon les principes de la gestion des cas graves. La méthodologie de GCG comprend neuf éléments essentiels, soit :

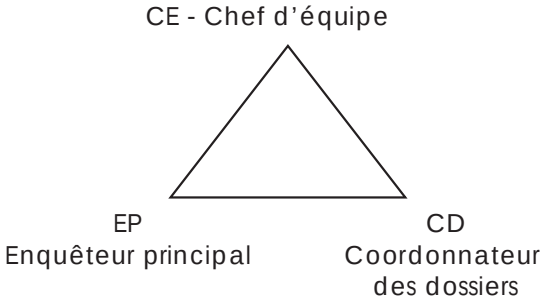
1. 4. 1. le triangle de commandement;
1. 4. 2. la gestion;
1. 4. 3. les stratégies de résolution de crimes;
1. 4. 4. le leadership et la constitution d'une équipe;
1. 4. 5. les implications juridiques;
1. 4. 6. l'éthique;
1. 4. 7. la responsabilité;
1. 4. 8. la communication;
1. 4. 9. le partenariat.

NOTA : Les principes directeurs, les fonctions supplémentaires, les titres de compétence et les cadres redditionnels relatifs à tous les aspects de la GCG sont exposés brièvement dans le *Manuel de gestion des cas graves*.

2. Rôles et fonctions de l'équipe

2. 1. Équipe de gestion des cas graves

2.1. 1. La gestion des cas graves est dirigée par l'Équipe de gestion des cas graves (EGCG), laquelle fonctionne selon le triangle de commandement. Les rôles clés de ce modèle sont exécutés par le chef d'équipe, l'enquêteur principal et le coordonnateur des dossiers. Bien que ces trois rôles suivent des voies de responsabilisation claires, ils collaborent entre eux tout en gardant leur indépendance respective.



2. 2. Chef d'équipe

2.2. 1. Le chef d'équipe (CE) est une personne accréditée qui détient la plus haute autorité et responsabilité dans l'EGCG et a ses ressources (humaines et matérielles) et son mandat. L'accréditation comprend la réussite du cours de gestion des cas graves, organisé par le Collège canadien de police.

2. 2. 2. Les divisions doivent disposer d'une réserve de CE accrédités dont le curriculum vitae actuel rend compte d'une formation et d'une expérience relatives aux cas graves en mettant l'accent sur les réalisations liées au leadership et à la gestion.

2.2.3. Le CE doit veiller à ce que des coordonnateurs des dossiers (CD) et des enquêteurs principaux (EP) qualifiés soient sélectionnés. Bien que le CE contrôle globalement l'orientation, le rythme et le déroulement de l'enquête sur le cas et assume la responsabilité générale du cas, il peut remplir d'autres rôles selon les risques associés à l'enquête et la nature de celle-ci.

2.3. **Enquêteur principal**

2. 3. 1. L'enquêteur principal (EP) contrôle l'orientation, le rythme et le déroulement de tout le processus d'enquête.

2. 3. 2. La macrogestion – et non l'exécution – de tous les aspects liés à l'enquête constitue le rôle clé de l'EP, qui doit être prêt à restreindre la participation personnelle, dans la mesure où cela est nécessaire, pour diriger l'opération générale.

2. 3. 3. L'EP rend compte au chef d'équipe, mais doit travailler en collaboration avec le coordonnateur des dossiers (CD).

2. 3. 4. L'EP doit être un enquêteur expérimenté dont la capacité de coordonner, d'organiser et de contrôler une enquête complexe et à facettes multiples est éprouvée.

2. 4. **Coordonnateur des dossiers**

2. 4. 1. Le CD est responsable du contrôle, de la supervision, de l'organisation et de la divulgation de la documentation des dossiers. Voir l'art. 8.1.

2. 4. 2. Le CD doit déterminer les ressources humaines et matérielles dont on a besoin pour exercer les fonctions de coordination de dossier. Le CD rend compte au chef d'équipe, mais doit travailler en collaboration avec l'EP.

2. 4. 3. Le CD doit être un enquêteur compétent et efficace, rompu à l'utilisation de données coordonnées, organisées et contrôlées de façon électronique ou manuelle.

2. 5. **Équipe d'enquête sur les cas graves**

2. 5. 1. L'équipe d'enquête sur les cas graves (EECG) se consacre exclusivement à l'enquête sur un cas grave.

2. 5. 2. L'EECG est composée d'enquêteurs (qui peuvent être détachés de leurs fonctions principales), de membres du personnel de soutien et d'autres employés rattachés à l'Équipe de gestion des cas graves, mais en dehors de celle-ci. L'EECG peut comprendre du personnel venant de divers organismes.

2.6. **Conservateur des pièces à conviction**

2. 6. 1. Le conservateur des pièces à conviction est choisi par l'enquêteur principal auquel il rend compte directement.

2. 6. 2. Le conservateur des pièces à conviction doit coordonner et suivre le déplacement de chaque élément de preuve, comme le stipule la loi.

2. 7. **Chargé d'entrevue**

2. 7. 1. L'EP sélectionne le chargé d'entrevue ou l'équipe d'entrevue en fonction des besoins de l'enquête et de la preuve liés au cas et de la personne à interroger. Le chargé d'entrevue ou l'équipe d'entrevue rend compte directement à l'EP.

2. 7. 2. Le chargé d'entrevue doit posséder les connaissances, les habiletés et les capacités nécessaires pour exercer les fonctions d'entrevue demandées.

3. **Responsabilité divisionnaire**

3. 1. L'officier responsable des enquêtes criminelles (OREC) doit s'assurer que l'on suit tous les principes de la GCG lorsqu'on mène des enquêtes sur les cas graves dans sa division.

4. **Affectation prioritaire**

4. 1. Le stade initial d'une enquête sur un cas grave (habituellement les 72 premières heures) est critique.

4. 2. Restreindre les ressources humaines ou matérielles au cours des premières étapes d'une enquête sur un cas grave peut compromettre cette enquête. Il faut dûment prendre en considération l'affectation prioritaire, c.-à-d. affecter le maximum de ressources disponibles à une enquête sur un cas grave.

5. **Logiciel de gestion des cas graves**

5. 1. L'utilisation d'un système de gestion de base de données est cruciale pour la gestion des cas graves.

5. 2. Un système de gestion de base de données assure la réalisation des objectifs de base des enquêtes sur des cas graves (documentation et conservation). Un tel système améliore la responsabilité de gestion, la bonne délégation des responsabilités, l'efficacité et l'efficience de l'utilisation des ressources, la vérifiabilité et la cohérence des normes, l'efficacité de la divulgation ainsi que la procédure actuelle de saisie et de conservation des indices matériels.

5. 3. Lorsqu'on a déterminé qu'une enquête a trait à un cas grave, on adopte un système de gestion de base de données approuvé par la GRC le cas échéant et dans la mesure du possible. Voir l'art. 1.3.

6. **Incident critique**

6. 1. Un incident critique est un événement ou une série d'événements qui nécessite

une intervention spécialisée de par sa portée et sa nature. Les incidents critiques comprennent, sans toutefois s'y limiter, les troubles, les catastrophes, les prises d'otage, les personnes barricadées et les attentats terroristes.

6. 2. Lors d'un incident critique, le chef des interventions assume la responsabilité générale relative à l'incident critique.

6. 3. L'EGCG doit intervenir le plus tôt possible et être consultée durant les processus décisionnels. Pendant le déroulement de l'incident, le chef des interventions et l'EGCG doivent travailler ensemble, y compris échanger de l'information et des renseignements.

6. 4. Le chef des interventions devrait être qualifié en ce qui concerne le commandement lié à des incidents et la GCG.

6. 5. Le c. div. ou l'OREC détermine à quel moment un incident critique est terminé, et le chef de l'EGCG assume alors la responsabilité de l'enquête. Une « passation de commandement » documentée doit être organisée.

7. Médias

7. 1. L'agent de liaison auprès des médias rend compte directement au CE et communique directement avec le CE à propos des questions des médias, des problèmes concernant des membres du personnel des médias ou des procédures relatives aux médias et de l'élaboration d'une stratégie médiatique dynamique. Voir la partie 27 du MO.

7. 2. Tous les communiqués de presse doivent être approuvés par l'EGCG avant la diffusion.

7. 3. L'agent de liaison auprès des médias veille à présenter une note de synthèse à la DG avant de diffuser tout communiqué de presse important.

8. Accès aux dossiers

8. 1. Il faut s'occuper sans tarder de l'organisation du dossier en vue de mener à bonne fin les processus d'accès aux dossiers et de les rendre efficients. Le processus d'accès aux dossiers est une tâche critique et le procureur de la Couronne devrait être consulté à cet égard.

8. 2. La gestion de l'accès aux dossiers incombe au CD. Le procureur de la Couronne doit veiller à ce que les dossiers pertinents soient communiqués au tribunal et à l'avocat de la défense.

8. 3. Le CD doit veiller à affecter des ressources suffisantes à l'accès aux dossiers. S'il y a lieu, le CD nomme des agents ou des équipes d'accès aux dossiers spécialisés. L'agent ou l'équipe d'accès aux dossiers rend compte directement au coordonnateur des dossiers.

9. **Processus décisionnel**

9. 1. De plus en plus, les voies hiérarchiques sont obligées de tenir compte du processus de gestion des enquêtes sur les cas graves dans le cadre des audiences du tribunal et des autres audiences judiciaires.

9. 2. Il faut préserver les processus décisionnels de la GCG. Les gestionnaires, les superviseurs et les enquêteurs doivent prendre des notes exhaustives afin de documenter leur participation, leur analyse raisonnée, leur temps, leur direction et leurs décisions.

10. **Traitement et analyse du renseignement**

10. 1. L'EGCG doit veiller à examiner sans tarder la conformité du traitement et de l'analyse du renseignement avec le modèle opérationnel dans le cadre d'une enquête sur un cas grave.

10. 2. L'EGCG doit envisager rapidement d'affecter des ressources, au besoin, afin de soutenir ce processus.

11. **Rapport**

11. 1. Le rapport régulier est une composante nécessaire de la GCG.

11. 2. La responsabilité de l'élaboration et du contrôle du système d'établissement de rapports incombeà la division. Les divisions doivent établir un calendrier acceptable quant au format et à la fréquence des rapports.

11. 3. L'EGCG doit soumettre régulièrement et en temps opportun des notes de synthèse exhaustivesà la DG lors d'incidents importants à risque élevé ou à haute visibilité.

11. 4. Dans le cas d'OPC, les organismes participants doivent être inclus dans la chaîne de communication.

12. **Examen indépendant**

12. 1. À des fins de contrôle de la qualité, les divisions doivent soumettre les cas graves à un examen indépendant lorsqu'une enquête se prolonge, est difficile ou est bloquée.

12. 2. L'examen indépendant devrait être effectué par un enquêteur expérimenté et accrédité des crimes graves qui ne participe pas à l'enquête. Les résultats de l'examen doivent être documentés et transmis à l'OREC.

12. 3. L'examen indépendant sert à examiner :

12. 3. 1. l'application des principes de GCG;

12. 3. 2. la viabilité de la stratégie d'enquête ou du plan opérationnel initial;

12. 3. 3. la disponibilité d'autres possibilités d'enquête;

12. 3. 4. la rigueur de la stratégie d'élimination;

12. 3. 5. la conformité avec les exigences relatives aux rapports;

12. 3. 6. les observations et les préoccupations des membres de l'équipe des incidents critiques.

12. 4. L'EGCG doit collaborer avec l'enquêteur chargé de l'examen indépendant et faciliter son travail.

13. **Débreffages critiques**

13. 1. On devrait assurer un débreffage critique à l'issue de toutes les enquêtes sur des cas graves.
NOTA : Si un débreffage critique a lieu pendant le déroulement de l'enquête, on doit envisager l'accès aux dossiers.

13. 2. L'analyse des meilleures pratiques et des leçons apprises qui en découle devrait être conservée et mise à la disposition du personnel.

14. **Code canadien du travail**

14. 1. Le CE, l'EP et le CD doivent bien connaître leurs fonctions telles qu'elles sont prescrites par la partie II du *Code canadien du travail (CCT*) et s'y conformer.

14. 2. Le CE doit terminer avec succès le Cours sur la santé et la sécurité au travail « Gestion sans risques » disponible sur le site Web du Secteur des ressources humaines ou sur CD.

14. 3. Les blessures liées au travail doivent être signalées immédiatement. La formule 3414 est remplie par la personne et soumise au superviseur respectif. Le superviseur remplit la formule et la transmet conformément à la liste de distribution. Selon la gravité des blessures, ce rapport doit être soumis à Développement des ressources humaines Canada dans les délais prescrits. Se référer à la partie XV du *Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail*.

Références

- *Manuel de gestion des cas graves*, 6e édition, Collège canadien de police.

Modifié le 2007-05-03

Annexe 11

AVIS DU COMMISSAIRE

Annexe 2

TRADUCTION

Le 29 juillet 2009

M. Paul E. Kennedy
Président
Commission des plaintes du public contre la GRC
C.P. 1722, succursale « B »
Ottawa (Ontario) K1P 0B3

Monsieur,

Je vous remercie de votre rapport intérimaire daté du 15 mai 2009, intitulé « Enquêtes de la police sur la police : Plainte déposée par le président et enquête d'intérêt public réalisée au sujet des préoccupations du public concernant l'impartialité des membres de la GRC qui mènent des enquêtes criminelles sur d'autres membres de la GRC dans des cas de blessures graves ou de décès ».

Nous avons terminé un examen préliminaire de ce rapport et sommes encouragés par votre conclusion, laquelle a déterminé que la conduite des membres de la GRC était adéquate, que les membres agissaient de façon professionnelle et impartiale, qu'ils respectaient les politiques applicables et qu'ils avaient exécuté les enquêtes ayant fait l'objet de votre examen dans un délai opportun. Nous relevons aussi votre précision selon laquelle les préoccupations de la CPP concernent les processus de la GRC, pas les actions de membres individuels de la GRC.

Bien que nous soyons heureux d'avoir reçu le rapport provisoire, nous avons un certain nombre de préoccupations. D'abord, même si le rapport s'avérera assurément utile pour guider et évaluer les enquêtes ultérieures et élaborer nos politiques, le langage utilisé dans le rapport est, selon nous, indûment négatif et, dans certains cas, très tendancieux. À notre avis, il n'est pas raisonnable de porter des jugements sur des enquêtes passées en fonction de nouveaux critères.

1200 Vanier Parkway
Ottawa, Ontario
K1A 0R2

1200, promenade Vanier
Ottawa (Ontario)
K1A 0R2

Plus précisément, nous sommes préoccupés par le choix que vous avez fait d'utiliser le terme « inadéquat » pour juger la manière dont les enquêtes avaient été effectuées. La conclusion de « caractère inadéquat » n'est pas justifiée puisque cette évaluation se fonde sur les nouveaux critères que vous proposez et qui n'étaient pas en place, voire proposés, au moment où les enquêtes ont été effectuées.

Il en ressort un portrait trop négatif et inexact. En fait, les conclusions citées en référence portent sur la structure, les liens hiérarchiques et le degré d'intervention, pas sur la rigueur ou la qualité des enquêtes ni sur la façon dont nos membres mènent leurs enquêtes.

Même si la GRC requiert plus de temps pour effectuer une analyse exhaustive des implications juridiques et des répercussions sur les politiques, les opérations et les ressources qui découlent des recommandations effectuées dans le rapport provisoire, nous pouvons confirmer que nous souscrivons en principe à votre affirmation voulant que, bien que tous les Canadiens, y compris les membres de la GRC, soient censés être égaux devant la loi en vertu de la Charte canadienne des droits et libertés, les enquêtes criminelles des membres de la GRC peuvent nécessiter un traitement différent d'un point de vue procédural.

Nous nous attendons à ce que les nouvelles politiques de la GRC, qui devraient être finalisées sous peu, abordent nombre de préoccupations que vous avez cernées. Ces préoccupations et vos recommandations seront prises en compte lorsque nous mettrons la dernière main à nos politiques.

En ce qui a trait à vos recommandations de modifications législatives, nous ne sommes pas en mesure de commenter. En revanche, nous croyons, et ce, malgré les recherches considérables que vous avez faites sur les modèles d'examen et de surveillance, qu'une révision complète et que le développement du modèle d'enquête actuel, comme proposé dans le rapport intérimaire, pourraient ne pas être justifiés. De plus, certaines de vos propositions pourraient ne pas s'avérer pratiques dans certains cas. Comme je l'ai mentionné ailleurs, je préférerais que la GRC ne soit jamais chargée de mener des enquêtes sur la conduite de ses membres et que de telles enquêtes soient effectuées par un autre organisme. Toutefois, il peut arriver qu'aucun autre organisme ne soit en mesure de le faire, y compris au début de certaines enquêtes alors que des mesures correctives doivent être prises dans les plus brefs délais.

La GRC s'emploie constamment à apporter des changements importants, à miser sur ses forces et à reconnaître et à corriger ses faiblesses afin d'être à la hauteur des normes les plus élevées qu'elle s'est fixées et que les Canadiens attendent d'elle, à juste titre. Nous sommes impatients de recevoir votre rapport final, lequel, comme je l'ai mentionné auparavant dans cette lettre, nous aidera à intervenir lors de situations futures et à élaborer nos politiques.

Je vous prie d'accepter, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

William J.S. Elliott